

Sans Visa : les Comores

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15141 - 7 F

SAMEDI 2 OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

L'« exception sociale »

LES temps sont durs pour les acquies sociaux. A mesure que progresse le chômage et s'élargissent les chances d'une reprise de la croissance, une seule et unique stratégie paraît s'imposer aux différents gouvernements européens : démonter l'édifice de protection collective partiellement édifié depuis quarante-cinq ans, et qui distingue encore - heureusement - le mode de vie du Vieux Continent.

L'Allemagne, pourtant solidement attachée à son modèle d'économie sociale de marché, s'apprête à réduire ses dépenses publiques : pour la première fois depuis la guerre, le patronat a remis en cause le pacte social en vigueur dans la partie ouest du pays, en dénonçant les conventions salariales. Ce changement de cap est d'autant plus spectaculaire que l'unification allemande s'était engagée sous la bannière de l'Etat-providence, qu'à créer des problèmes aux économies voisines en augmentant les taux d'intérêt. La Suède, dont le taux de chômage est passé de 2 % à 10 %, n'est plus un symbole de la social-démocratie triomphante et les Pays-Bas préparent une sévère cure d'austérité.

L'EUROPE du Sud n'est pas en reste : l'Italie comme l'Espagne mettent leur budget à la diète, malgré les protestations d'un mouvement syndical qui reste influent. La France, quant à elle, suit la même pente, sans pour autant dénier le sentiment d'un avoir tout à fait conquis. Pour ne pas trop réduire les services de l'Etat protecteur, le gouvernement d'Edouard Balladur a accru les prélèvements obligatoires, en augmentant les taxes et la contribution sociale généralisée (CSG). Mais, sans guère susciter de réactions, il a également procédé à la réforme - à la baisse - des retraites, réduit la prime en charge des assurés sociaux et s'apprête à instaurer une plus grande flexibilité dans le travail.

Pour les gouvernements, ce sacrifice rituel des acquies sociaux sur l'autel de la lutte pour l'emploi est un acte de sagesse collective. Pourtant, les acquies sociaux ne sont pas seulement une ligne budgétaire dans le compte d'équilibre de l'entreprise Europe. Ils sont un ciment, un élément-clé de la cohésion du Vieux Continent, comme de ses performances. Il est indéniable que certains dispositifs doivent être, au nom de la solidarité, réformés. Mais le démantèlement que l'on voit poindre pourrait bien n'être qu'une fuite en avant dangereuse et inefficace. Certes, les conflits collectifs restent limités. Mais comment ne pas voir que la montée de l'intolérance et de la xénophobie s'alignent de cette course au moins-disant social ?

APRÈS avoir fait l'expérience amère des solutions libérales, les Etats-Unis avaient inventé, au milieu des années 30, le New Deal, qui dix ans plus tard, avait inspiré l'Europe axéenne. Cette fois, le défi est le même. Plutôt que de défaire les « acquies », il faut mettre sur pied un nouveau contrat social. Cela suppose, notamment, de répartir les inévitables sacrifices pour lutter contre l'exclusion, de faire de l'emploi un véritable objectif, et non pas, comme c'est implicitement le cas aujourd'hui, une variable d'ajustement. Cela suppose aussi un vigoureux effort d'imagination, pour trouver, dans un contexte différencié, les instruments qui permettront de préserver et prolonger une « exception sociale » qui, elle aussi, pousse à l'Europe de progresser.

M0147 - 1032 0 - 7.00 F



La fin des assemblées du FMI et de la Banque mondiale

Les pays du Sud et de l'Est dénoncent l'égoïsme des nations industrielles

L'assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) et celle de la Banque mondiale, qui se sont achevées jeudi 30 septembre à Washington, ont permis de prendre la mesure des critiques adressées aux pays les plus riches à la fois par des nations qui tentent

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

L'Est donnant à l'Ouest des leçons sur le libéralisme économique et sur les avantages du libre-échange.

Abordant dans le même sens, le Sud ajoutait une virulente dénonciation du laxisme budgétaire et de la corruption dans les pays du Nord.

Un film étrange se déroulait, cette semaine à Washington, à l'occasion de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Son titre : « Une économie-monde à l'envers. » C'était comme si, sou-

dain, les rôles avaient été inversés. En économie, « le monde parle maintenant une même langue », se réjouissait Michel Camdessus, directeur général du FMI, jeudi 30 septembre, à l'issue de ces réunions. Certes, mais alors de nombreux dialectes, parfois bicoïloques les uns des autres, subsistent.

Après leur avoir inculqué, pendant des années, les bienfaits de l'économie de marché et les nécessités de la rigueur financière, les pays industriels trouvaient aujourd'hui des pays plus vertueux qu'eux, en Europe centrale et orientale, en Asie de l'Est et en Amérique latine. L'égoïsme

actuel des plus puissants risque cependant de remettre gravement en cause les profondes transformations qui ont eu lieu dans ces régions au cours des dernières années.

Il menace aussi de rebattre des pays qui rejoignent aujourd'hui la communauté financière internationale, comme le Vietnam, le Cambodge, l'Afrique du Sud ou les pays du Proche-Orient, et qui comptent, eux aussi, imiter les nations industrielles en fondant leur développement sur l'exportation et le libre-échange.

ERIK IZRAELEWICZ

Lire la suite page 25

L'enquête publique conclut au redémarrage sous conditions du surgénérat

Coûteux Superphénix

par Jean-François Augereau

Adrien Marqui n'a guère le choix. Aussi, affiche-t-il une patience tout asiatique et un optimisme de circonstance en espérant que les deux gouvernements lui seront demain favorables. Que pourrait-il faire d'autre, lui qui est aujourd'hui comme un roi sans couronne, président du directoire d'une société, la NERSA (1), chargée d'exploiter la centrale nucléaire à neutrons rapides de Creys-Malville (Isère)... à l'arrêt depuis le mois de juillet 1990.

Les raisons de cette situation ? Elles sont multiples. Techniques d'abord du fait de la défaillance de certains composants (barillet, sou-

pollution du sodium, effondrement partiel du toit sur la salle des machines) qui ont conduit les autorités de sûreté à réclamer des modifications sur ce réacteur prototype de 1 240 mégawatts, installé sur le Rhône à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon.

Politiques ensuite dans la mesure où, le 29 juin 1992, Pierre Bérégovoy, alors Premier ministre, a gelé l'installation et envisagé son éventuel redémarrage sous une triple réserve.

Lire la suite page 10

(1) Sont représentés au sein de la NERSA : EDF (51 %), France 3 (33 %), l'Etat (16 %). L'Alcance qui regroupe les intérêts de la RWE allemande et, pour une moindre part, de la Sp, Pays-Bas, d'Electricité, Belgique, de de Nucleon Electric, Grande-Bretagne.

Ambitions allemandes

Bonn voudrait un siège permanent au Conseil de sécurité mais ne peut en assumer toutes les obligations

par Daniel Vernet

Vingt ans après son admission à l'ONU - en même temps que feu la RDA - la République fédérale d'Allemagne ne cesse de s'interroger sur son rôle dans l'organisation internationale. Loin de clarifier la situation, la réunification a, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, relancé des questions que la guerre froide et la division du monde en deux blocs avaient pendant quarante ans occultées. Comment les Allemands peuvent-ils assumer cette « responsabilité politique mondiale » que Willy Brandt envisageait dès septembre 1973 devant l'Assemblée générale, en précisant toutefois « sur la base de nos convictions et dans le cadre de nos possibilités » ?

Aussi longtemps que le protectorat soviétique s'étendait sur la moitié de l'Europe, dont une partie de l'Allemagne, la réponse était simple : la RFA ne pouvait

guère agir que sous la tutelle de l'Alliance atlantique ou de la Communauté européenne. Le réalisme rejoignait la morale : l'Allemagne était politiquement incapable de faire ce que son passé lui interdisait.

C'est pourquoi, au début des années 80, Hans Dietrich Genscher, alors ministre des affaires étrangères, avait donné une interprétation très restrictive de la Loi fondamentale concernant le libre de mouvement de sécurité : selon lui, les articles 24 et 87 d'autorisaient l'utilisation de la Bundeswehr que pour des missions de défense dans le cadre des alliances. Conclusion qui gèle encore aujourd'hui la politique étrangère allemande : le Bundeswehr ne peut pas être engagé en dehors de la zone de l'OTAN. Et conséquence : pour faire sauter cette limitation, il faut une révision de la Constitution.

Lire la suite page 7

Le diction des campagnes

« A LA SAINT-ANTOINE : LA CENTRALE EN PANNE. A LA SAINT-EDOUARD : LA CENTRALE REPART ! »



Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

BUDGET ET DÉFICITS PUBLICS

En France, le déficit budgétaire a presque quadruplé entre 1990 et 1993. Les autres comptes n'affichent pas une meilleure santé.

LA NOUVELLE ALLEMAGNE

Trois ans après l'unification allemande, l'euphorie provoquée par l'ouverture du mur de Berlin est retombée.

avec ce dossier : la carte de l'Allemagne en couleurs

Numéro spécial - 22 pages octobre 1993

Premiers signes de détente à Moscou

Boris Eltsine s'est engagé à céder très partiellement, vendredi 1^{er} octobre, aux multiples pressions qui l'appellent au « dialogue ». Le président a laissé ses représentants conclure un accord avec des envoyés du Parlement, prévoyant une levée du blocus de la « Maison Blanche ». Les députés ont pourtant voté massivement pour rejeter cet accord qui ne prévoyait aucun compromis politique.

Lire page 3

Plus de 20 000 morts dans le séisme en Inde

Plus de 20 000 morts, des dizaines de milliers de blessés et de sans-abri : c'est le bilan - encore provisoire - dressé vendredi 1^{er} octobre par les autorités indiennes après le tremblement de terre qui a frappé le Maharashtra à l'aube du 30 septembre.

Lire page 11

La Bundesbank change de président

Alors que Hans Tietmeyer remplace Helmut Schlesinger à la tête de la Banque centrale allemande, l'efficacité du monétarisme, dont elle s'est faite le champion, est de plus en plus souvent mise en doute.

Lire page 25

Un rapport de M. Devedjian (RPR) contre le protectionnisme

Les délocalisations industrielles ne sont pas responsables de la montée du chômage et le GATT n'est pas un instrument de domination américaine : une mission d'information parlementaire, conduite par le député (RPR) Patrick Devedjian, va publier un rapport favorable au libre-échange.

Lire page 26

AU COURRIER DU Monde

PROCHE-ORIENT

A mes frères juifs

ALORS que, trop souvent encore, les religions sont abusivement utilisées pour tenter de justifier l'injustifiable, les croyants sauront-ils apporter leur contribution au processus de paix au Proche-Orient ? Certes, le dialogue engagé entre Israël et l'O.L.P. comporte bien des incertitudes et bien des risques, mais comment ne pas l'accueillir et le soutenir après tant de souffrances endurées depuis un siècle par la communauté juive et par le peuple palestinien ?

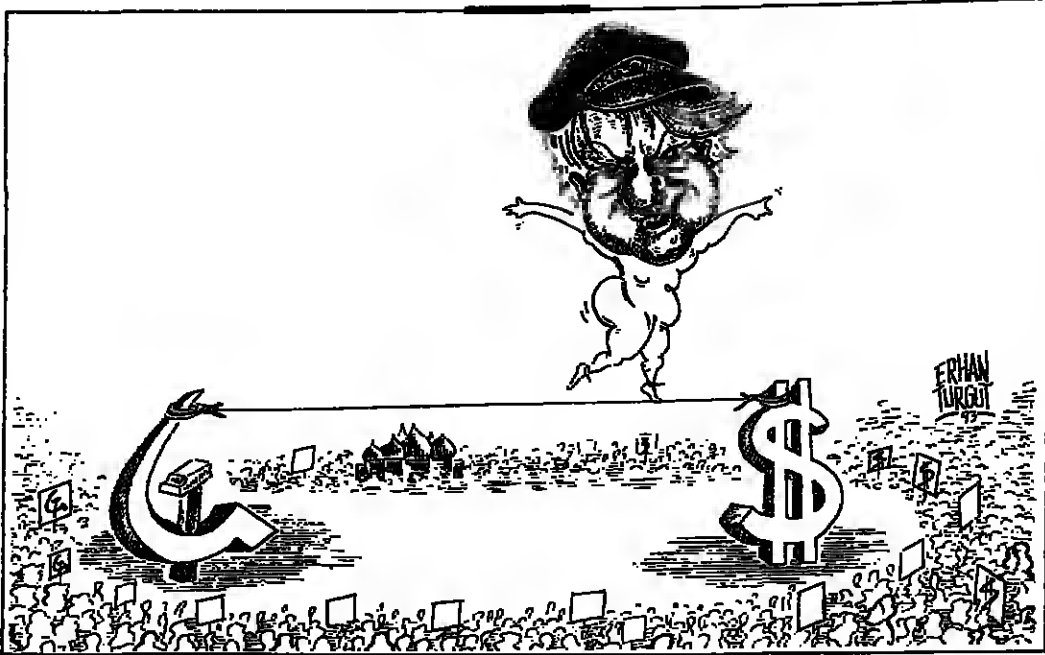
Dans un tel contexte, il appartient aux croyants de se rappeler que les prophètes de la Bible, l'évangile du Christ et les sourates du Coran affirment qu'il ne peut y avoir de paix véritable et durable sans la recherche de la justice, la réconciliation et le soutien après tant de souffrances endurées depuis un siècle par la communauté juive et par le peuple palestinien ?

A cet égard, je sais l'émotion qu'avait causée dans la communauté juive, il y a une dizaine d'années, un texte que j'avais signé au lendemain d'un voyage au Liban, d'où j'étais revenu bouleversé par le spectacle des épreuves endurées par tant d'innocents. Ce texte ne comportait – la justice française l'a bien compris – aucun passage pouvant être taxé d'antisémitisme, mais il a blessé mes frères juifs et c'est pour cela que je regrette de l'avoir signé. Car, tout en étant proche du peuple palestinien, je suis convaincu que la réconciliation entre chrétiens et juifs est aussi importante que la réconciliation entre chrétiens et musulmans.

La France, pays de liberté, a le privilège d'accueillir sur son sol les trois religions abrahamiques. Elles peuvent et doivent être un lieu où s'instaure un dialogue confiant et une coopération exemplaire entre les croyants des diverses familles spirituelles, ainsi qu'entre croyants, agnostiques et incroyants. C'est là, pour notre pays, une des façons d'être fidèle à sa vocation et d'assumer sa responsabilité internationale.

Paris MICHEL LELONG
Communauté des Frères blancs,
Maisons-Alfort.

TRAIT LIBRE



TURQUIE

On n'enlève pas que les touristes...

IL a beaucoup été question des touristes enlevés l'été dernier en Anatolie. J'étais alors dans le village syriaque de Midine (en turc, Oğulduki, à 20 km de la Syrie), où l'enlèvement du *malphono* (Lahdo Borine, 24 ans), le professeur de syriaque, le 22 février 1993, par un groupe islamiste kurde armé, n'a guère eu d'écho extérieur. Les ravisseurs ont réclamé aux villageois l'équivalent d'un demi-million de francs.

Cette petite communauté de cinquante familles chrétiennes paysannes, l'une des dernières du pays, a été déstabilisée par l'enlèvement du garant de son identité culturelle, le syriaque ou araméen était la langue du Christ. D'autant plus que, en août, le métropolite syriaque de la région (3 000 fidèles contre 30 000 il y a vingt ans) a été avisé, selon une vieille pratique locale, que le *malphono* s'était converti à l'islam et demandait son épouse et sa fille de dix-huit mois. Consternation accrue chez les villageois, qui n'ont cependant pas cédé.

Les explications demandées à Ankara par la Commission des droits de l'homme de la CEE et par l'Autriche, alertées par des immigrés syriaques, se sont terminées par l'arrivée des gendarmes chez le maire et le curé de Midine, pour leur faire signer une déclaration de « non-problème ». Autre vieillesse, Midine est de toute façon mal vu par les autorités, pour avoir refusé les armes que celles-ci lui proposaient contre les irréguliers « *lâzicans* » du Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.). Pris entre deux et même trois feux, les Midinois, la mort de l'âme, comme tant de leurs coreligionnaires avant eux, songent maintenant à l'exil, tandis que le *malphono* reste incarcéré dans les montagnes. La nuit de temps en temps, les gendarmes tirent sur les alentours de Midine, pour le « protéger », causant peur et dégâts. En outre, à Midyat, chef-lieu de la région, deux syriaques émigrés, détenteurs de passeports allemands, ont été assassinés lors d'une visite au sol natal. Tout cela se passe à nos portes, en Turquie, régime parlementaire, membre du Conseil de l'Europe et de l'O.T.A.N., associé à la CEE. Mais l'Europe ne s'inquiète que lorsqu'il touche à ses intérêts...

EDOUARD VALLERY-RADOT
Le Croisot (Saône-et-Loire)

ADMINISTRATION

L'Europe en marche

VOILÀ deux ans, j'achetais une voiture neuve française dans un garage français avec de l'argent en Grande-Bretagne, où me voient des plaques anglaises. Je viens de revenir en France et, pour obtenir une immatriculation française, j'ai dû fournir, en plus des pièces habituelles : un certificat d'acquisition délivré par la recette principale des impôts, un certificat d'immatriculation britannique, une demande de réception à titre isolé, un timbre fiscal de 200 F (pour qui ? pourquoi ?), une facture, deux enveloppes timbrées à 2,80 F, une attestation de conformité (pour une voiture achetée en France et qui avait déjà reçu une carte grise française), un certificat d'émission de CO.

Ce dossier a été ensuite envoyé aux services des Mines, où j'ai été convoqué avec mon véhicule, qui a ensuite été envoyé mon dossier à la préfecture. J'attends toujours mes plaques françaises.

A chaque demande de justification auprès des employés concernés, la réponse a été la même : « C'est le règlement ». Un règlement qui coûte du temps et de l'argent.

J'ai également été obligé de demander au département de demander un permis britannique, et pour cela de donner mon permis français. A mon retour, j'ai demandé si je pouvais récupérer mon permis auprès de la préfecture qui l'a délivré. Le coût de l'opération aurait été de 5,60 F et les manipulations limitées, puisque je connaissais la date d'obtention et le numéro de mon permis.

Mais là encore « le règlement l'interdit ». Je dois donc faire une demande de duplicata avec photos d'identité, déplacement à la préfecture, fiche d'état civil, enveloppe timbrée au tarif recommandé et un chèque de 324 F. Coût de l'opération : 342,80 F (sans les photos), sans compter le temps perdu et les employés qui ont contrôlé le dossier.

C'est probablement ce qu'on appelle l'efficacité de l'administration française. Heureusement, nous sommes en période d'économie !

FRANÇOISE IDELOVICI
Idron (Pyrénées-Atlantiques)

RÉVOLUTION

Soljenitsyne entre 1789 et 1917

J'AIME profondément Soljenitsyne, tant l'écrivain que le chrétien. Je le tiens non seulement pour un homme d'un rare courage, mais pour une intelligence d'une entière liberté et d'une pureté lumineuse. Il est l'homme d'aujourd'hui d'un autre monde. Aussi je souffre de sa participation aux cérémonies organisées par Philippe de Villiers pour le deux centième anniversaire de l'insurrection vendéenne.

Il me paraît s'éventurer là sur un terrain qu'il connaît mal et où il se livre à une imposture typiquement bolchevique. Combien de fois les communistes n'ont-ils pas dit que la révolution d'octobre 1917 était le couronnement de la Révolution de juillet 1789 ? Soljenitsyne ne remet pas en cause ce postulat et, remuant de la fille à la mère, rejette en bloc les deux révolutions.

Le mensonge est d'autant plus grave qu'on le cresse volontiers de nos jours en Occident. Sans doute est-il salutaire qu'on ne mythifie plus la Révolution française. De ce point de vue, la célébration du Bicentenaire a paradoxalement favorisé une désacralisation opportune. Qu'il s'agisse de la constitution civile du clergé, de l'insurrection vendéenne ou de la terreur jacobine, il est maintenant admis que, beaucoup plus que des bavures, se manifestait là une dérive totalitaire.

SOCIALISTES

Retour à la démagogie

LE PS « principale force d'opposition » serait bien aise de prendre un peu le temps de réfléchir avant de se lancer dans des critiques toutes plus idiotes les unes que les autres. De nouveau, nous pouvons constater à quel point la situation d'opposition fait perdre à ceux qui l'occupent toute capacité de penser. Il en est ainsi de Michel Rocard, qui se laisse aller aux « petites phrases » qu'il avait lui-même combattues lorsqu'il était premier ministre, au de Lionel Jospin, à propos du pré-accord de Blair House, que les socialistes avaient peu critiqué, attendant le retour de la droite pour lui « refiler » le bébé.

La démagogie est l'une des principales tares des socialistes en mal de gouvernement, après une cure que l'on aurait pu croire bienfaisante et régénératrice, mais qui ne fut que le moyen de revenir à d'anciennes « tics » politiques dignes des années 60 et 70.

Espérons que cette opposition saura retrouver les chemins de la critique intelligente et constructive, car la France en a besoin si elle veut éviter les dérives d'extrême droite et réactionnaires, voire petites-bourgeoises ou individualistes auxquelles pourraient nous conduire les Pesses, Séguin et de Villiers.

PATRICE CHÉRY
La Mans (Sarthe)

EMPLOI

Jeune pilote sans avion

MON fils, passionné d'aviation et voulant en faire son métier, a fréquenté très tôt les aéroclubs. Au prix de sacrifices personnels (travail en usine, petits boulots le week-end), il se payait des heures de vol.

Aujourd'hui, à vingt-trois ans, voici sa situation : bac A, deux cent cinquante heures de vol, tour de France aérien des jeunes pilotes, brevet théorique de pilote de ligne, service militaire accompli, brevet de pilote professionnel dans un mois. Le voilà, comme ses camarades, à la recherche d'un premier emploi ou d'un contrat de qualification dans une compagnie aérienne.

Que ce soit du côté des grandes compagnies aériennes ou des

Doit-on confondre pour cela la Déclaration des droits de l'homme avec la dictature de la vertu chère à Robespierre ? On juge un arbre à ses fruits. Durant tout le dix-neuvième siècle, où a-t-on vu les disciples de la Révolution française établir systématiquement l'oppression des consciences et ne songer qu'à écouler les libertés individuelles ? Il y a eu bien sûr la querelle avec l'Eglise, mais l'intolérance était réciproque.

Comme tout cléricalisme, le laïcisme a enseigné un catéchisme étroit et parfois aveugle. Mais transcendant ces limites, il a communiqué à de multiples générations d'écloiers républicains le sens de la justice, le goût de la vérité et le souffle de la liberté. Il n'en a pas fait des hommes couchés ou cyniques, mais des citoyens responsables. Pen suis témoin et, devenu chrétien, je n'ai rien eu à changer à ces dispositions-là, sauf à en découvrir la racine dans le Christ.

Je sais bien que, dans l'histoire russe, il n'y a pas eu de révolution des droits de l'homme et qu'il y a eu par contre une révolution du mépris des droits de l'homme. Je demande à Soljenitsyne de ne pas mélanger les deux ou du moins de reconnaître que la seconde a hérité de la première non le meilleur, mais le pire.

JEAN BASTAIRE
Meylan (Isère)

petites, les mêmes échos nous reviennent : les pilotes sont employés bien au-delà des heures normales, à la limite – reconnaissons-le – de leur fatigue et de leur santé. Ces heures supplémentaires sont largement payées.

Mon fils, qui a dû faire un emprunt de 80 000 francs pour passer son brevet de pilote professionnel, cherche désespérément une embauche. Les compagnies suremployent leurs pilotes, et les jeunes s'entendent répondre « il n'y a pas d'embauche » quand ils

frappent aux portes. Mais des compagnies recrutent des pilotes qui touchent une retraite de l'armée de l'air.

C'est une situation inacceptable pour les jeunes qui veulent et doivent travailler, et pour nous parents. Je n'ai ni fortune, ni « piston ». Que dire à ces enfants pour éviter qu'ils se révoltent contre la société, se désespèrent ou se découragent ?

YVONNE ROUX-LARROQUE
Romorantin (Loir-et-Cher)

UN LIVRE

Petites personnes en danger

L'ENFANT MALTRAITÉ
ouvrage collectif
sous la direction
de Michel Mancieux
Fleurus, 708 p., 150 F.

LES éditeurs ne peuvent pas être accusés de négliger le sujet. Depuis quelque temps, nous sommes saisis d'une montagne de livres sur l'enfance maltraitée. Ça sent, en général, des témoignages, toujours émouvants, mais parfois équivoques dans leur objectif et plus encore dans l'intérêt qu'ils provoquent.

Le gros ouvrage collectif établi sous la direction du docteur Michel Mancieux est d'une tout autre nature. Il s'agit d'un livre de référence, abondant de manière intelligente et soignée tous les aspects (médicaux, juridiques, psychologiques et même historiques) de ce drame muet que sont les violences infligées aux enfants.

Un premier livre, portant le même titre, avait été publié, il y a dix ans, par le docteur Pierre Straus, pionnier dans ce domaine, disparu en 1992. C'est à sa mémoire que se consacrent les auteurs (Michel Mancieux, Marceline Gobel, Dominique Girodet, Caroline Mignot et Michelle Rouyer), aidés par une douzaine d'autres auteurs, ont rédigé ce nouvel ouvrage. Une refonte complète s'imposait, en effet, compte tenu de tous les changements intervenus depuis dix ans. Changements dans la structure familiale, avec une multiplication des séparations et des divorces, mais changements surtout dans

le manière d'aborder le maltraitement.

Une prise de conscience de l'ampleur du drame a conduit à établir une nouvelle législation en France et, à l'échelle internationale, une convention des droits de l'enfant. Elle s'est accompagnée de la fin d'un tabou : on peut aujourd'hui aborder ouvertement la question des « abus sexuels » dont sont victimes beaucoup plus d'enfants qu'on ne l'imagine généralement.

Mais les auteurs nous mettent en garde contre les chiffres. Aujourd'hui, nul n'est en mesure d'évaluer le phénomène sur le plan national, même de manière approximative. Bien que lencé par les pouvoirs publics il y a quelques années, le chiffre de 50 000 enfants maltraités se fonde sur une extrapolation hasardeuse. On peut tout juste dire que les décès de nourrissons consécutifs à des sévices sont la deuxième cause de mortalité infantile passée la première semaine de vie et qu'avant l'âge de dix-huit ans, une fille sur huit et un garçon sur dix seraient victimes d'un « abus sexuel » au sens large. Le téléphone vert national « Allô Enfance maltraitée » (05-05-41-41), fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, a reçu en moyenne huit cents appels par jour l'an dernier, mais un grand nombre concernaient des situations imaginaires ou étaient des appels fantaisistes ou injurieux.

Combattre le maltraitement, c'est d'abord le prévenir, dès la période prénatale. C'est ensuite

la déceler, grâce à des structures hospitalières adéquates (qui manquent encore cruellement) et avec l'aide du voisinage (trop souvent sourd et aveugle à la souffrance des petites personnes que l'on torture). C'est aussi intervenir et sanctionner. Là, médecins et assistantes sociales sont courtés entre la protection de l'enfant, le respect du secret professionnel et le nécessaire rapport de confiance avec les familles. A partir de quel moment y a-t-il non-assistance à personne en danger ?

Combattre le maltraitement, c'est enfin « réparer », avec la participation des intéressés : après avoir été « objet » de sévices, les victimes doivent devenir « sujet » de leur guérison, pour briser le cycle infernal de la violence qui se transmet de génération en génération. Mais cette « réparation » concerne tout autant les auteurs de sévices, parce que quelque chose s'est brisé en eux aussi, et parce que leur concours est parfois nécessaire pour le rétablissement de l'enfant.

Les auteurs de l'ouvrage soulignent la nécessité de « désacraliser la maltraitance », c'est-à-dire d'étendre les actions entreprises à tous les enfants en danger, menacés dans leur développement physique, mental ou social, et dans leur future parentalité. Le combat contre le maltraitement s'inscrit dans un combat plus large, pour la justice et la solidarité.

ROBERT SOLÉ

SPORT

L'amateurisme et le spectacle

LE système sportif continué à confondre les genres : le sport et le spectacle.

La dérive des principes de base de l'amateurisme a conduit au système actuel : des sportifs qui l'on continue à vouloir tenir pour modèles pour la jeunesse mais qui utilisent leur pratique pour gagner leur vie comme n'importe qui dans n'importe quelle entreprise, sans avoir le droit d'utiliser les mêmes moyens que les autres actifs pour se maintenir en forme, alors qu'il leur est demandé d'être à leur meilleur niveau à chacune de leurs prestations.

La dérive est venue avec la montée du besoin de spectacle par les médias, télévision en tête.

A partir du moment où le spectacle doit se vendre, il faut qu'il soit bon. Puisqu'il y a concurrence entre spectacles proches, chacun cherche à être meilleur que les autres, quitte à utiliser des méthodes parfois contestables dans le but d'affaiblir la concurrence. Il a donc fallu augmenter les salaires des uns, professionnels reconnus, et chercher le moyen d'inciter les autres, amateurs, à passer davantage de temps à leur préparation pour améliorer leurs performances. Les gouvernements eux-mêmes ont suivi et suivent encore cette logique.

Face à cela, le pouvoir sportif a dû s'adapter et mettre de côté une grande partie de ses principes, quitte à faire disparaître le terme « amateur » du serment olympique. Afin de capter l'attention des médias sur leur discipline, certaines fédérations se sont mises à créer des épreuves et à distribuer des titres. Elles se sont mises à faire du sport-spectacle elles-mêmes, participant à l'évaluation des sportifs qui reçoivent ensuite, lors de prestations en meetings, des primes de participation déterminées par les titres et records officiels qu'ils peuvent présenter.

Acceptons qu'un certain sport soit devenu un spectacle comme un autre, dans les performances passent par une expression corporelle comme pour un chanteur ou un acteur. Cessons, dans ce domaine, l'hypocrisie de la chasse, toujours perdue d'avance, au dopage : a-t-on jamais contrôlé le cadre qui vient de discuter un contrat, le chanteur qui, après une défaillance remonte sur scène...

Le sport spectacle existe. Reste à rendre vie à l'autre sport, celui que chacun peut pratiquer selon ses capacités, qui aide à la convivialité. Les fédérations doivent faire preuve d'imagination pour qu'une rupture nette existe entre amateurs et professionnels.

CLAUDE SOBRY
maître de conférences
à l'université des sciences
et technologies de Lille

Paris Eltsine accepte

Le président russe a accepté de se rendre à Paris pour signer le traité de commerce et d'économie.

Le président russe Boris Eltsine a accepté de se rendre à Paris pour signer le traité de commerce et d'économie. Il est prévu qu'il arrive en France le 10 octobre prochain.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Le traité de commerce et d'économie entre la France et la Russie a été signé à Paris le 10 octobre 1993. Il vise à renforcer les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

هكذا نحن النحل

ÉTRANGER

RUSSIE : signes de détente à Moscou

Boris Eltsine accepte une « levée par étapes » du blocus du Parlement

Le Parlement russe a rejeté, vendredi 1^{er} octobre, un accord prévoyant la levée « par étapes » du blocus de la « Maison Blanche » conclu dans la nuit. Cet accord, établi sous la houlette du patriarche Alexis II et des représentants des régions ne prévoyait aucune concession de Boris Eltsine, mais des négociations devaient se poursuivre entre les deux camps.

MOSCOU

de notre correspondant

L'intervention du patriarche, les exigences des régions, les manifestations quotidiennes dans les rues de Moscou, les inquiétudes discrètement manifestées par certains démocrates amis du président, et puis ces très légers frémissements de sourcil à Washington : cela commençait à faire beaucoup, et Boris Eltsine a fini par céder à la pression. Au terme de négociations menées dans la nuit de jeudi et vendredi entre représentants du pouvoir et délégués du Parlement, un accord de principe portant sur une levée « par étapes » du blocus de la « Maison Blanche » a été conclu.

A ce stade, il ne s'agit à vrai dire que de mesures humanitaires destinées à soulager les conditions d'existence des occupants de la « Maison Blanche », et de limiter les risques d'affrontement armé : l'électricité, le chauffage et « quelques lignes téléphoniques » doivent être rétablies, en échange de quoi, selon l'agence Interfax, les armes se trouvant à l'intérieur du bâtiment du Parlement seront « recherchées, stockées », et placées « sous la protection

de groupes de contrôle » constitués de membres « d'unités du ministère de l'intérieur et de la garde du Parlement ».

Dans un deuxième temps, il est prévu de mettre un terme au « face-à-face armé » : les « groupes de protection » du Parlement doivent quitter la « Maison Blanche », tandis que les troupes du ministère de l'intérieur disposées autour du bâtiment seront retirées. Il ne semble pas que l'accord de retrait mutuel concerne la garde officielle du Parlement, qui dispose d'armes de service.

L'arrangement, qui a reçu un commencement d'exécution vendredi à l'aube (le courant électrique a été rétabli à la « Maison Blanche »), est donc de portée limitée. Il n'est en rien question d'un quelconque compromis politique entre les deux camps et, peut-être pour cette raison, la première réunion des députés a été négative : vendredi en fin de matinée, ils ont même désavoué leurs négociateurs et voté à une forte majorité contre l'accord, au risque de montrer que lorsque le président esquisse un pas pour sortir de l'impasse, ses amis s'y enfoncent. Reste que, pour la première fois depuis dix journées marquées par une escalade constante, de réels signes de détente, fût-elle provisoire, sont apparus.

Des heurts place Pouchkine

Il était grand temps. Jeudi, le dispositif policier, déjà colossal, avait encore été renforcé par la mise en place d'une douzaine de blindés. L'hotel Ukraine, situé sur la rive opposée à la « Maison Blanche », avait été réquisitionné par les forces de l'ordre. Dans la rue, les policiers faisaient preuve d'une brutalité

croissante, chargeant à la moindre ébauche de manifestation : il y a eu des heurts violents jusqu'à la place Pouchkine, à la sortie du métro. Une femme âgée a eu une jambe cassée, et plusieurs personnes avaient le visage en sang. Même un quotidien aussi pro-éltsinien que les *Izvestia* semblait se demander si le pouvoir ne faisait pas fausse route, du moins à en juger par son titre : « Cela vaut-il la peine de transformer en héros les occupants de la « Maison Blanche » ? La Pravda titrait, elle, sans remords ni complexe sur « Le Goulag au centre de Moscou ». L'école secondaire américaine, située dans le périmètre interdit, de même que les domiciles de nombreux diplomates américains, restaient fermés, et surtout les habitants du quartier commençant à

trouver la situation vraiment insupportable. A l'intérieur de la « Maison Blanche », les députés tombant de sommeil avaient organisé à la chandelle un petit concert pour célébrer le dixième jour de leur résistance. On a entonné en chœur des chants traditionnels, déclamé des poèmes.

Les exigences des régions

Un soldat de la division Djersinsky, passé, avec quelques camarades, du côté des défenseurs du Parlement, s'est adressé par haut-parleur à ses collègues qui assiégeaient le bâtiment. Et le général Routskoi, en survêtement, pistolet mitrailleur en bandoulière, affichait une détermination intacte, tout en se disant disposé à négocier par l'inter-

médiaire du patriarche. En apparence, c'est d'ailleurs bien cette offre de services d'Alexis II qui a permis de débloquer la situation. Le patriarche, qui avait écourté un séjour aux Etats-Unis pour venir prêcher le « dialogue », a été reçu jeudi au Kremlin par Boris Eltsine, qui pouvait difficilement ignorer les appels du chef de l'orthodoxie russe, après s'être si souvent montré dans les églises depuis son accession à la présidence. Mais la journée avait aussi été marquée par la réunion à Moscou, à l'invitation du président du tribunal constitutionnel, M. Zorkine, de soixante-quatre dirigeants de régions et de républiques autonomes. Les participants - pour l'essentiel des représentants des assemblées locales - après avoir décidé de se constituer en « conseil des sujets

de la Fédération » (manière de faire concurrence au « conseil de la Fédération » projeté par Boris Eltsine), ont exigé la levée du blocus du Parlement. Le vice-premier ministre, Sergueï Chakhrat, n'a fait valoir que cette assemblée n'était pas « élue », mais là aussi, il était difficile de ne pas tenir compte de ses exigences, appuyées par des menaces de « sanctions économiques » contre Moscou.

Paradoxe parmi tant d'autres, l'un des orateurs les plus actifs et les plus fermes fut le jeune et riche président de la Kalmaïkie, Kirsan Iloumouïnov, qui a pourtant lui-même dissous son Parlement - mais après avoir pris soin de faire modifier la Constitution et de distribuer aux députés une somme substantielle pour leur permettre de suivre son exemple et d'investir dans les affaires.

S'il a accepté de mettre un terme à une escalade qui, visiblement, ne menait nulle part, Boris Eltsine n'a cependant pas cédé sur l'essentiel. Il n'est absolument pas question pour lui de revenir, fût-ce partiellement, sur son décret du 21 septembre, qui lui donne de facto tous les pouvoirs. Et M. Eltsine a redit jeudi, au cours d'une réunion avec des représentants de la coalition démocrate, qu'il n'était pas question non plus d'accepter des élections présidentielles et législatives, simultanées. Certains de ses interlocuteurs lui ont suggéré qu'il l'emporterait pourtant plus facilement en décembre qu'en juin prochain (ce qui constitue une opinion très largement partagée à Moscou), mais le président, à en croire Interfax, a répondu en ces termes : « Qui vous a dit que je serai candidat ? Je suis un homme libre, et c'est moi qui en décide ». (AFP, Reuters)

JAN KRAUZE

Alexis II, le patriarche « médiateur »

Le patriarche de Moscou et de toutes les Russies Alexis II, devenu le « médiateur » de la crise qui secoue la Russie depuis dix jours, avait déjà rendu des services au pouvoir fédéral de son pays, avant et après sa désignation par le Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe russe, le 7 juin 1990.

Né le 23 février 1929 à Tallinn, à l'époque capitale de l'Estonie indépendante, Alexis Michailovitch Ridiger, un Allemand de la Baltique, entre au séminaire de Leningrad en 1949, fait annuler son mariage avec la fille d'un pasteur, est ordonné prêtre en 1950 puis prononce ses vœux monastiques. En 1961, il dirige l'archevêché

estonien, devient métropolite de Leningrad et de Novgorod en 1986. Son « activisme social » lui vaut alors d'être décerné de l'ordre du Drapeau rouge du Travail, de l'Amitié entre les peuples, et du Comité soviétique pour la Paix. Lors de son élection, le Patriarche Alexis II s'est repenti de ces « compromis » avec le pouvoir. Mais il a laissé le haut-clergé résister aux révolutions qui se sont alors multipliées sur les relations directes entre des membres du Saint-Synode et le 5^e direction de contre-espionnage politique de l'ex-KGB.

Depuis, le patriarche a béni Boris Eltsine lors de sa cérémonie d'in-

vestiture, au Palais du Kremlin, comme Président élu de la Fédération de Russie quand ce dernier avait juré fidélité, à la fois, à la Constitution de l'ex-République socialiste fédérative de Russie et à la Déclaration de souveraineté russe. Alexis II est ensuite intervenu plusieurs fois dans les affaires politiques, désapprouvant la « putsch » raté d'août 1991 deux jours après son début, appelant à laisser « s'exprimer » M. Gorbatchev quand ce dernier était au butte à la vindicte de M. Eltsine, ou demandant que l'opinion publique internationale modère « ses jugements anti-serbes » dans la crise de Bosnie. (AFP, Reuters)

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie

Le rejet par les Musulmans du plan de paix en Bosnie fait craindre un nouvel hiver de guerre

Nouveaux bombardements sur Sarajevo et en Bosnie centrale, alerte générale au sein des forces croates, menaces serbes de revenir sur leurs concessions territoriales, embarras des médiateurs internationaux : le rejet, par le Parlement de Sarajevo, du plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine a accru la confusion, jeudi 30 septembre, et a rapproché le spectre d'un nouvel hiver de guerre dans l'ex-République yougoslave.

Bien que le commandant en chef des forces musulmanes, le général Rasim Delic, ait ordonné un cessez-le-feu à ses troupes opposées aux Croates, la tension n'a fait que croître, jeudi 30 septembre, au lendemain du rejet, de fait, par le Parlement bosniaque du dernier en date des plans de paix proposés par la communauté internationale. Ce projet prévoit le découpage de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques à base ethnique (serbe, musulmane et croate) regroupées - provisoirement - au sein d'une « union » aux liens

très lâches. Mercredi, les députés musulmans ont accepté le principe de ce plan mais réclament de nouvelles concessions territoriales.

La réaction a été immédiate : en premier lieu, le « Parlement » des Croates bosniaques, réuni dans la ville côtière de Neum, a décidé de retirer « toutes les concessions territoriales » faites aux Musulmans, a annoncé la télévision de Zagreb. La partie croate se refuse également, toujours selon la télévision, à « toute discussion sur l'établissement d'un protectorat international pour la ville de Mostar » (sud de la Bosnie-Herzégovine), de même que sur « l'octroi d'un accès à l'Adriatique pour quelque partie que ce soit ».

Bihac

en ébullition

Le projet de règlement prévoyait de placer Mostar - où s'affrontent Croates et Musulmans - sous protection de la CEE pendant une période de deux ans. Il prévoyait également des débouchés maritimes pour les Républiques musulmane et serbe dans le cadre de la future « union » de Bosnie-Herzégovine. A l'initiative du dirigeant croate bosniaque Mate

Boban, le « Parlement » a également décidé de « mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines pour la défense » de la « République croate de Herzégovine » (proclamée unilatéralement), a indiqué la télévision. M. Boban a appelé, selon l'agence officielle croate Hina, tous les Croates bosniaques ayant quitté la Bosnie-Herzégovine à rentrer dans leur pays, faute de quoi, « s'il y avait des « départs », ils seraient considérés comme des « traîtres ». Par ailleurs, un représentant de l'enclave croate de Zepce (30 000 habitants), en Bosnie centrale, a annoncé que celle-ci procéderait son « autonomie » lundi ou mardi, selon la télévision de Zagreb. Il a invité les autres enclaves croates de Bosnie centrale (sous contrôle musulman) à faire de même.

Quant au chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, il n'a menacé, jeudi, de revenir élargir sur toutes les concessions territoriales faites aux Musulmans. « Lors de la prochaine session du Parlement des Serbes de Bosnie », qui aura lieu probablement vendredi, nous annulerons toutes les concessions qui ont été faites dans le but de trouver un règlement à la crise dans l'ex-Bosnie-Herzégovine », a-t-il dit, cité par l'agence Tanjug de Bel-

grade. « Lors de cette session, nous lancerons un appel à la communauté internationale et à tous les pays individuellement pour qu'ils lèvent les sanctions injustes pesant sur la Serbie et le Monténégro ainsi que sur la République serbe de Bosnie », a encore déclaré M. Karadzic.

De leur côté, les médiateurs David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU) ont entrepris des consultations avec le gouvernement bosniaque du président Alija Izetbegovic, les Etats-Unis et la Russie ainsi qu'avec le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, afin d'évaluer les implications de la décision du Parlement de Sarajevo, a déclaré leur porte-parole John Mills.

Enfin, dans l'enclave musulmane de Bihac, dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, coincée entre les territoires de Croatie et de Bosnie sous contrôle serbe, des manifestations ont eu lieu en faveur de l'autonomie proclamée lundi par le leader local Fikret Abdic. Des unités musulmanes fidèles au régime du président Izetbegovic sont intervenues, notamment dans la ville de Cazvin, pour réprimer ces manifestations. (AFP, Reuters)

Le président de la commission de l'ONU sur les crimes de guerre a démissionné

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Néerlandais Frits Kalshoven, qui présidait la commission d'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre dans l'ex-Yugoslavie depuis sa création à l'automne 1992, a récemment démissionné en invoquant des raisons de santé. Dans un entretien au quotidien *NRC Handelsblad*, paru jeudi 30 septembre, il révèle cependant que sa décision était surtout motivée par des « frictions internes » à la commission : ainsi que par ses « frustrations ». Il évoque, outre la lourdeur et la lenteur de l'administration néerlandaise, l'absence de soutien financier et de coopération active de la part de grands pays européens, tels « la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie (...) qui n'ont même jamais fourni de matériaux d'enquête ».

« Les pays créent une Commission et puis s'en désintéressent. C'est un scandale qui s'ajoute à nombre d'autres dans ce conflit », ajoute M. Kalshoven.

Ch. Ch.

Embargo contre la Serbie

La Bulgarie et la Macédoine réclament des compensations

La Bulgarie n'a réclamé, jeudi 30 septembre, des mesures pour compenser les pertes - évaluées pour Sofia à plus de 6 milliards de dollars - subies en raison des embargos décidés par l'ONU contre l'Irak ainsi que contre la Serbie et le Monténégro. La Bulgarie n'a, jusqu'à présent, reçu aucune compensation, « à l'exception de tapes sur l'épaule en guise de consolation », a dénoncé le premier ministre bulgare, Ljuban Berov, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Par ailleurs, Kiro Gligorov, président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a appelé la communauté internationale à aider économiquement son pays pour compenser les effets des sanctions contre la Serbie et le Monténégro, qui ont entraîné une baisse de 50 % du produit national. (AFP)

L'angoisse des Croates de la Krajina

En Krajina, territoire de l'est de la Croatie contrôlé par les forces serbes depuis la guerre de 1991 un petit village, Podlapaca, résiste toujours. Mais peut-être plus pour très longtemps

PODLAPACA (Krajina)

de notre envoyé spécial

Comptant aujourd'hui 117 âmes, toutes croates, contre plus de 200 avant la guerre, ce riche hameau étiré en longueur abrite la plus forte communauté croate vivant encore en « République serbe de Krajina », autoproclamée en Croatie. Mais, depuis que, plus au sud, les Croates ont, début septembre, repris une cinquantaine de kilomètres carrés d'une zone occupée par les forces serbes puis rasé plusieurs hameaux à population serbe, tuant au moins seize personnes en se retirant sous la pression des Nations unies, Podlapaca retient son souffle. Comme si le cycle de la haine et de la vengeance allait s'accroître.

Plus personne n'ose s'aventurer dans les champs. Le village est encerclé par les forces de défense

territoriale serbes qui en interdisent l'accès et la sortie. Officiellement, les soldats serbes sont là pour « protéger » les villageois des extrémistes. « Mais on se demande ce qu'il font là », dit un vieux Croate du village. D'autant plus que les autorités locales serbes ont prévenu les villageois : elles ne peuvent plus assurer leur sécurité. Alors, comme la majorité des habitants du village, Nikola, qui fait office de maire, veut partir. « On ne peut plus travailler », déplore-t-il dans la ferme qui appartient, « depuis des générations », à sa famille.

A Zagreb, les médias croates ont affirmé que cinq résidents avaient été assassinés à la mi-septembre. A tort. Le dernier meurtre d'un villageois remonte à juin dernier. « Un jeune homme qui s'est lavé les mains après avoir ramassé des pommes de

terre », précise un vieux paysan oélibataire, qui n'a « rien à perdre ». Dans la « République » serbe de Krajina, plus de 500 Croates ont été tués et 3 000 expulsés depuis le déploiement des « casques bleus », selon Zagreb. Aucune des quelque 250 000 personnes déplacées en Croatie par la guerre de 1991 n'a pu retourner chez elle comme le prévoyait le plan international de paix pour la Croatie (le plan Vance).

En juin 1992, les forces serbes sont entrées à Podlapaca, ont rasé les habitants ; un homme a été tué. Les « casques bleus » déployés en Krajina sont venus et ne sont plus repartis du village. Depuis l'attaque croate de début septembre, les « casques bleus » bulgares ont même renforcé leur présence. Le responsable des affaires civiles de la Force de protection des Nations unies dans

l'ex-Yugoslavie (FORPRONU) a prévenu les autorités locales serbes que si les villageois devaient partir, faute de protection, elles risquaient d'être condamnées pour « nettoyage ethnique ».

A l'heure où le mandat des « casques bleus » en Croatie est remis en cause par les autorités de Zagreb qui en contestent l'efficacité, la FORPRONU tente d'éviter un nouveau désastre. Mais, à une trentaine de kilomètres de là, à Licki-Orsk, village stratégique du sud de la Krajina, un officier-serbe montre les derniers dégâts causés par l'artillerie croate et répond par un seul mot lorsqu'on lui demande quand il remettra ses armes lourdes à l'ONU, comme le prévoit le plan de paix : « Jamais ! ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

SPORT
L'amateurisme et le spectacle

1. Les amateurs de spectacle ont été surpris par la performance de Boris Eltsine, qui a accepté de lever le blocus du Parlement. Cette décision a été saluée par les médias et les citoyens. Cependant, certains ont exprimé des réserves sur la sincérité de cet accord. Ils craignent que ce ne soit qu'une trêve temporaire, destinée à calmer les tensions immédiates sans résoudre les problèmes de fond. La situation à Moscou reste tendue, et les négociations se poursuivent avec prudence. Les observateurs internationaux suivent de près l'évolution de la crise, attendant des signes concrets de dialogue et de coopération entre les deux camps.

EUROPE

ITALIE : à Palerme et à Naples

La police procède à un important coup de filet contre la Mafia

La police italienne a effectué, jeudi 30 septembre, une trentaine d'arrestations dans le cadre d'une grosse rafle contre la Mafia qui a notamment conduit à l'interpellation de l'un des « parrains » de Palerme, Benedetto Graviano. A Naples, les enquêteurs ont découvert un « trésor » évalué à plusieurs dizaines de milliers de lires.

Benedetto Graviano, le patron présumé du Brancaccio

ROME

de notre correspondant

Benedetto Graviano, le « boss » présumé du Brancaccio, un des quartiers les plus dévotés de Palerme, a été arrêté, tard dans la soirée du mercredi 29 septembre, alors qu'il regagnait en voiture une villa à la périphérie de la capitale sicilienne.

Benedetto Graviano, dont la cachette était surveillée depuis quelque temps déjà par la garde mobile, serait, avec ses deux frères - Giuseppe, un des tuteurs du clan des Caricciolois, et Filippo, qui fut condamné avec lui, lors du maxi-procès anti-Mafia de Palerme, à cinq ans de réclusion - l'un des chefs de la principale « famille » du Brancaccio, spécialisée dans les explosifs. Et même si les enquêteurs restent très prudents, certains n'excluent pas que les frères Graviano aient pu commander ou participer à l'assassinat, le 15 septembre, de Don Giuseppe Puglisi, le curé de San Gaetano, dont les activités et les prises de position

courageuses avaient irrité la criminalité organisée.

Parallèlement, les divers services spécialisés contre la Mafia ont opéré, jeudi 30 septembre, leur plus beau coup de filet : une trentaine de mandats d'arrêt en tout, dont la moitié en Toscane, près d'une centaine de perquisitions, etc. Au total, les enquêteurs ont pu reconstituer les activités - surtout financières et de recyclage d'argent - menées par les différentes « familles » dans la région. Il s'agit notamment d'un vaste trafic d'armes et de stupéfiants rendu possible, pour « faire du business », par une « paix mafieuse » locale, délibérément consentie entre clans qui, en dehors de la Toscane, continuaient à se faire la guerre. A l'origine de ces découvertes : pour une bonne part, les confessions du repent Gaspare Matolo, qui était devenu, semblé-t-il, depuis cinq ans un des hommes de référence de la Mafia en Toscane, avant de collaborer avec la justice en 1992.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le trésor de Naples

ROME

de notre correspondant

A Naples, on ne s'étonne pas facilement. Surtout en ces temps troublés qui ont vu, par exemple, une des gloires locales, l'ex-ministre de la Justice, Francesco De Lorenzo, accusé d'avoir touché de l'argent sur la diffusion de spots télévisés anti-éclaire, ou encore les politiciens les plus en vue de la ville, dénoncés pour leurs liens supposés avec la Camorra, l'équivalent napolitain de la mafia sicilienne. Pourtant, la découverte, jeudi 30 septembre, par les enquêteurs de l'opération « Mani pulite » (maines propres), de la gigantesque affaire de corruption qui gangrène le pays depuis des mois, en a laissé plus d'un bouche bée. Il y a de quoi : cette fois-ci, il n'y a ni compte courant, ni caisse noire, ni compte secret, mais une centaine de diamants, des pierres précieuses, un amoncellement hétéroclite d'objets en or, des pièces de monnaies antiques et de collection, y compris des rouilles du temps

du tsar Nicolas II, sans compter de l'argent provenant d'une centaine de pays, la tout dans un énorme coffre-fort de 1,5 mètre de haut.

Ce trésor, digne des pirates de l'ancien temps, serait celui de Duilio Poggiolini, haut fonctionnaire du ministère de la Santé. Actuellement emprisonné à Naples, dans le cadre de l'enquête sur le scandale de la Santé, ce dernier avait été « trahi » par son goût pour les œuvres d'art, notamment un tableau, reçu « en cadeau » de la part de firmes pharmaceutiques. Le coffre était caché sous un panneau de bois dans une villa du quartier résidentiel des Parioli à Rome, appartenant à M. Poggiolini. Celle-ci a déclaré ne rien savoir du coffre, ni de son contenu. Les magistrats ont mis une dizaine d'heures à répertorier tous les objets. On parle d'une première estimation à 10 milliards de lires environ (30 millions de francs), auxquels s'ajouteraient une autre dizaine de milliards sur l'indivisible compte en Suisse.

M-C. D.

ALLEMAGNE : candidat à la présidence de la République

Steffen Heitmann ou l'« erreur » d'Helmut Kohl

En désignant, le mois dernier, Steffen Heitmann comme candidat du Parti chrétien-démocrate à la présidence de la République fédérale, dont l'élection doit se dérouler le 23 mai 1994, le chancelier Helmut Kohl a peut-être commis l'une des rares erreurs majeures de sa carrière politique. Au départ pourtant, ce choix pouvait apparaître comme une nouvelle preuve de son flair, une manifestation supplémentaire de cette aptitude à prendre, d'instinct, la bonne décision au bon moment.

La succession de Richard von Weizsäcker, arrivé au terme de ses deux mandats de chef d'État, était délicate à organiser : il fallait trouver, comme président fédéral, un homme susceptible de symboliser tout à la fois l'unité profonde du pays et de donner à l'extérieur une image de l'Allemagne nouvelle propre à désarmer les méfiances et les craintes suscitées par sa nouvelle puissance. Une tâche dont Richard von Weizsäcker s'était acquitté avec un brio certain, trop même aux yeux d'un chancelier quelque peu jaloux de ses capacités morales et de son crédit moral.

Depuis plusieurs mois, Helmut Kohl avait exprimé son souhait de voir accéder à la magistrature suprême une personnalité issue d'Allemagne de l'Est. Il entendait ainsi faire un geste symbolique montrant aux citoyens de l'ex-RDA, en proie à des frustrations multiples, qu'on les considérait à l'Ouest comme des gens dignes d'occuper les plus hautes responsabilités de l'Allemagne unifiée.

Une idée non dépourvue d'arrière-pensées électorales : les études d'opinion montrant que les pertes des chrétiens-démocrates risquent d'être considérables dans les « nouveaux Länder » orientaux, où l'on reproche au gouvernement les promesses non tenues de faire de ces régions un nouvel Eldorado.

Il fallait cependant trouver, parmi les hommes politiques locaux, une personnalité vierge de toute compromission avec l'ancien régime et sa police politique, et d'un poids suffisant pour assumer une charge, certes honorifique, mais exigeant tout de même de son titulaire qu'il sache se conduire dans le monde avec la dignité qui sied au plus haut personnage d'une grande nation.

Un conservateur de choc

Helmut Kohl avait cru découvrir l'oiseau rare en la personne de Steffen Heitmann, quarante-neuf ans, ministre de la Justice du Land de Basse-Saxe. Ce théologien de Dursede avait traversé le communisme sans se signer, ni commis complicité de route du régime ni comme dissident ouvert. Il s'était contenté de cultiver, au sein de sa « niche » familiale, les valeurs traditionnelles de l'Allemagne conservatrice.

Après le chute du mur de Berlin, Steffen Heitmann montre un zèle tout particulier à promouvoir les « Informateurs » de la Stasi, et contribue à élaborer la nouvelle Constitution du Land de Basse-Saxe. Cette activité lui vaut l'estime du

ministre-président de Basse-Saxe, Kurt Biedenkopf, venu de l'Ouest pour prendre en mains les destinées du Land.

Or, dès qu'il fut placé sous les feux de l'actualité, Steffen Heitmann est apparu comme un conservateur de choc, prenant le contre-pied des valeurs libérales et tolérantes dominantes dans de très larges sections de la population, des anciens sauteurs-huitards jusqu'à la bourgeoisie urbaine éclairée. Pour Steffen Heitmann, le pieu de la femme est « aux fourneaux », ce qui fait hurler la classe politique féminine, y compris au sein de la CDU. La presse de gauche s'est empressée de rapporter une réflexion du candidat-président se promenant dans un quartier de Stuttgart fortement peuplé d'immigrés : « Est-on vraiment encore chez soi ? », un propos jugé, dans cette même presse, de nature à encourager les auteurs d'excès racistes qui ont le honte de l'Allemagne.

Plus grave, dans un entretien à la *Süddeutsche Zeitung*, Steffen Heitmann affirme qu'il faut « en finir avec les rebous » sur des thèmes comme les responsabilités particulières découlant du passé nazi de l'Allemagne. Le président de la communauté juive allemande, Ignatz Bubis, s'est ému de ces propos et, après une conversation en tête-à-tête avec M. Heitmann, est parvenu à la conclusion qu'il ne s'agissait pas d'un malentendu, et que l'attitude de ce dernier revenait à « rendre l'antisémitisme présentable ».

Cette offensive anti-Heitmann

place le chancelier Kohl dans une situation délicate. Même si son candidat est défendu avec vigueur par le CSU bavarois et les commentateurs ultra-conservateurs de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qui dénoncent le *Kulturkampf* mené par la gauche, Helmut Kohl est placé devant un délicat dilemme.

Il peut essayer de faire passer en force Steffen Heitmann devant l'Assemblée fédérale (1), où les chrétiens-démocrates sont arithmétiquement majoritaires, mais il court un risque sérieux de voir son candidat battu par le refus des libéraux du FDP de l'appuyer, et des défections, notamment féminines, dans les rangs de la CDU. S'il renonce à le soutenir, il lui sera difficile de trouver un autre candidat correspondant aux critères qu'il avait lui-même définis.

Tout cela pourrait bien faire l'affaire du concurrent de Steffen Heitmann, le social-démocrate Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui s'élève au-dessus des rangs du SPD. L'élection présidentielle est traditionnellement en RFA un baromètre des engagements politiques à venir. Elle pourrait, cette fois-ci, annoncer du gros temps pour le chancelier.

LUC ROSENZWEIG

(1) Le président de la République est élu par une Assemblée fédérale composée des députés au Bundestag et au Bundesrat, ainsi que des députés des Parlements régionaux.

DIPLOMATIE

En visite à Stockholm

M. Mitterrand a plaidé pour un renforcement des liens avec l'Europe de l'Est

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand avait déjà visité la Suède à plusieurs reprises, mais c'est apparemment avec un grand plaisir qu'il a retrouvé Stockholm, jeudi 30 septembre. Officiellement, cette visite d'un jour avait pour objet l'inauguration, au Nationalmuseum, de l'exposition *Le soleil et l'étoile* du Nord qui retrace les relations artistiques entre la France et la Suède du dix-huitième siècle, à l'époque de Gustav III, au temps où l'on parlait le français à la cour de Suède.

Cette exposition, qui sera présentée au Grand Palais, à Paris, à partir du 15 mars, constitue, selon le souverain actuel, Carl XVI Gustaf, « le plus grand projet culturel suédois à l'étranger depuis des décennies ». Le roi, descendant en ligne directe des Bernadottes, avait répété quelques phrases dans un français impeccable pour lancer solennellement à M. et Mme Mitterrand au début de la cérémonie : « Je suis fier d'avoir mes racines dans ce beau pays ».

M. Mitterrand s'est entretenu pendant une heure avec le premier ministre suédois, Carl Bildt. Tout comme la Norvège, la Finlande et l'Autriche, la Suède est candidate à l'adhésion à la CEE. Les négociations en cours avec Bruxelles devraient s'achever dans le courant de l'année prochaine, après quoi un référendum « consultatif » sera organisé. La plupart des partis politiques sont ici favorables à l'adhésion, mais l'opinion est beaucoup plus partagée et les sondages indiquent que le « non », aujourd'hui, l'emporterait.

Lorsque les Suédois entendent parler de projets de réforme des institutions de la CEE prenant en compte l'importance démographique des différents États membres, ils bondissent. M. Mitterrand, particulièrement entendu, est resté évasif sur le sujet, en faisant remarquer qu'il ne s'agit pas de « réduire l'influence des petits pays, mais qu'il ne fallait pas non plus réduire exagérément l'influence des grands... ». Il s'est prononcé également en faveur d'un soutien plus actif aux pays d'Europe centrale et orientale, « en bâtissant, dans les plus brefs délais, un autre système, une confédération, par exemple, comme j'en avais lancé l'idée », a-t-il dit.

Sur le dossier du GATT, le président d'était pas ici tout à fait en terre amie. Depuis des mois, la presse locale ne cesse de critiquer

sévèrement la position française sur le volet agricole et les risques de blocage qu'elle entraîne pour l'ensemble de l'accord commercial international. Pour répondre à ces attaques, le chef de l'État n'a pas baissé le ton, se contentant de faire remarquer que les intérêts des deux pays étant différents, les prises de position sont différentes. « Nous devons sauvegarder notre agriculture, nous souhaitons, a-t-il indiqué, ne pas avoir à utiliser notre droit de veto, un bon compromis est préférable (...). Il faut espérer que la sagesse l'emportera aux États-Unis ». Quant à son hôte suédois, Carl Bildt, il n'a pas voulu rompre la bonne humeur de cet après-midi d'automne à Stockholm : « Il est naturel de se battre d'une façon obstinée, pour défendre ses intérêts nationaux ».

ALAIN DEBOVE

M. Eltsine et Kozirev mettent en garde l'OTAN contre un élargissement vers l'est

Le président russe Boris Eltsine et le ministre des affaires étrangères Andreï Kozirev ont mis en garde les pays occidentaux, jeudi 30 septembre, contre un élargissement de l'OTAN à des pays d'Europe centrale et orientale.

Dans une lettre adressée aux dirigeants américains, français, britanniques et allemands, Boris Eltsine résume l'idée d'une intégration de pays anciennement communistes à l'Alliance atlantique qu'il juge non conforme à l'accord de 1990 sur la réunification de l'Allemagne. Il propose en revanche que l'OTAN et la Russie assurent conjointement la sécurité de ces pays. Cette mise au point est en retrait par rapport aux déclarations faites par le président russe lors de sa visite à Varsovie, il y a un mois. M. Eltsine avait alors laissé entendre que la Russie ne s'opposerait pas à l'adhésion à l'Alliance de la Pologne, l'un des pays candidats.

Dans un entretien accordé au magazine allemand *Stern*, Andreï Kozirev recommande à l'OTAN de ne pas isoler la Russie et lui suggère plutôt de resserrer ses relations avec les forces armées russes. « L'objectif, dit-il, doit être d'intégrer la Russie à la communauté internationale. Nous n'excluons pas de rejoindre l'OTAN ».

ASIE

Alors que la Chine célèbre sa fête nationale

Pékin et Washington souhaitent retrouver des « relations stables »

A l'occasion de la fête nationale chinoise, le premier ministre chinois, Li Peng, a souhaité, jeudi 30 septembre, le maintien de « relations stables » et le développement de la coopération avec les États-Unis. Cette déclaration intervient alors que Washington s'apprête à prendre une série de mesures destinées à réchauffer des relations sino-américaines actuellement tendues.

PÉKIN

de notre correspondant

Un détournement d'avion en famille, avec pour armes un couteau, du sable et des graines, à destination de Taïwan - le quatrième en cinq mois - au moment même où les dirigeants chinois s'apprêtent à apparaître en ordre protocolaire pour manifester la persistance du pouvoir chinois à l'occasion de la fête nationale du 1^{er} octobre, cela fait désordre. Le détournement s'est achevé sans drame, selon la procédure désormais habituelle. Le pirate, un chauffeur de taxi de trente et six ans accompagné de son épouse et de son fils, a été fait prisonnier à Taipei. L'avion, un Tupolev qui effectuait la liaison entre Jinan, chef-lieu de la province du Shandong, et Canton, dans le sud, a été restitué avec

ses passagers aux autorités continentales.

L'incident confirme l'impression donnée par les dernières tentatives de détournement sur les nouvelles consignes pour les équipages continentaux : la sécurité des passagers prime désormais la « face » nationale, ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose mais risque d'encourager les vocations. Le détournement de jeudi suit de peu l'annonce répétée par la presse officielle d'un renforcement des dispositifs de sécurité dans les aéroports.

Au moment même où se dénouait l'incident, l'atmosphère était plus sérieuse, voire carrément compassée, au Palais du peuple où la direction chinoise et le corps diplomatique écologiste Li Peng formulèrent un nouvel avertissement à l'égard de Hong Kong : « Quelles que soient les péripéties qui puissent intervenir, la gouvernance et le peuple chinois seront à même de recouvrer la souveraineté sur Hong Kong et d'y maintenir la prospérité et la stabilité à long terme », a lancé M. Li avant de souligner que les récents propos menaçants de Pékin, s'élevant derrière l'autorité de Deng Xiaoping, « trahissent pleinement notre détermination ».

Évoquant les rapports de la Chine avec le reste du monde, M. Li a été intéressé notamment qu'aux États-Unis, avec lesquels il a souhaité que se maintiennent « des relations

stables ». Avec Washington, Pékin espère voir « la confiance mutuelle renforcée, les complications diminuées, la coopération développée et la confrontation écartée ». Il s'est abstenu de répéter la tirade énoncée la veille par le chef de la diplomatie chinoise aux Nations unies à New York contre le « gendarme du monde autoproclamé » américain.

Peut-être avait-il été averti des gestes conciliatoires que devait annoncer peu après Washington : l'envoi en octobre du représentant pour les droits de l'homme, John Shattuck, pour reprendre un dialogue gelé sur cette question ; la possibilité de réactiver la commission économique conjointe, l'éventualité d'une levée des sanctions imposées en août interdisant l'exportation de matériel sensible à destination de la Chine ; celle d'une reprise de la coopération militaire gelée depuis 1989 ; enfin et surtout, l'annonce d'une rencontre du président Clinton avec le chef en titre du régime chinois, Jiang Zemin. La rencontre se tiendrait à Seattle en novembre, en marge de la réunion du forum de la Coopération économique de la région Asie-Pacifique (APEC) que le chef de l'exécutif américain s'efforce de transformer en sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres.

Cette esquisse de relance des rapports sino-américains, après le froid tendu de ces derniers mois, résulte apparemment d'une réflexion au

sein de l'administration américaine sur les risques de voir Pékin durcir encore son isolement. Reste à savoir si le gouvernement chinois, empiété dans une mentalité de forteresse assiégée, saura mettre à profit cette main tendue pour réviser une politique qui l'a récemment conduit à proférer quantité de menaces allant de celle de se défaire de ses engagements en matière de non-prolifération militaire à celles qui concernent Hong Kong et Taïwan.

Hormis la promesse de Pékin de continuer à participer au mouvement olympique de dépit de la défaite de sa candidature pour l'an 2000, rien ne permet de l'envisager dans les discours officiels de ce quarante-quatrième anniversaire de la « République populaire ». Ce dernier a été placé sous le signe de « l'économie socialiste de marché », soit le « théorème » de M. Deng sur une dictature oéo-capitaliste déguisée, désormais élevée par le *Quotidien du peuple* au rang de « innovation d'une grandeur sans précédent ». Comme il est également d'usage, la fête a été précédée d'une étonnante campagne de « nettoyage » dans le pays, avec près d'une centaine d'exécutions capitales pour crimes divers. La nouveauté en ce domaine, due à la campagne anti-corruption en cours, a été l'envoi ad patres d'employés de banque indélicats, coupables de détournements de fonds s'élevant au maximum à 6 millions de dollars.

FRANCIS DERON

Angola : l'ONU

AFRIQUE

Angola : l'ONU joue la carte africaine

Le représentant de l'organisation internationale, émissaire de la paix, court les capitales régionales. Mais l'inflexibilité des belligérants obscurcit l'avenir du pays

LUANDA et HUAMBO

de notre envoyé spécial

On ne pourra pas dire qu'Alfonse Blondin Beye néglige son dossier. Nouveau représentant des Nations unies en Angola, cet ancien ministre malien des affaires étrangères recouvert dans la diplomatie ouest-africaine, en quelques semaines, parcourt des milliers de kilomètres pour tenter de trouver un arrangement qui permette de sortir l'Angola du bouillonnement où il s'enfonce.

Sautant de Kinshasa à Libreville, d'Harare à Abidjan, en passant par Windhoek et Brazzaville, il n'a rendu visite à tous les chefs d'Etat africains qui, pense-t-il, pourraient l'aider à résoudre le conflit. « J'ai un plan, annonce-t-il au cours de ses conférences de presse, mais si je le divulgue, il est mort. Alors je ne dirai rien. » Les journalistes en seront pour leurs frais, tout comme les diplomates qui, à Luanda, se gaussent de ce que certains d'entre eux n'hésitent pas à appeler « du tourisme ».

Alfonse Blondin Beye a choisi de jouer la carte régionale, « non pas, précise-t-il, parce qu'il y a une solution purement africaine à ce conflit, mais parce qu'il faut utiliser le sonnet de stabilité des Etats voisins, s'en servir comme d'un atout pour faire évoluer les positions ». La gangrène angolaise menacerait-elle d'embraser toute la région? On n'en est sans doute pas encore là, mais si certains redoutent les retombées que pourrait avoir le conflit sur l'enclave de Cabinda, dont les énormes réserves de pétrole excitent bien des convoitises, ou sur le Zaïre voisin, régulièrement accusé par le gouvernement de Luanda de porter assistance à la rébellion.

« Démarche irréaliste et naïve »

Même si les motifs de ses fréquents voyages n'ont pas été rendus publics, M. Beye s'est montré particulièrement actif au Zaïre, en Côte d'Ivoire et au Maroc, comme s'il comptait sur leurs présidents et rois, amis traditionnels de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), pour élargir un Jonas Savimbi réfugié dans son repaire de Huambo.

L'attirer hors de son tref, pourrait, pensent certains, lui permettre de se rendre compte de l'isolement international dont il est l'objet, lui faire admettre la nécessité d'un compro-

mis qui verra, pendant une période de transition, le président José Eduardo Dos Santos rester chef de l'Etat tandis que le gouvernement angolais s'ouvrirait à plusieurs ministres de l'UNITA. Durant cette période, l'ONU enverrait une force d'interposition pour garantir le désarmement des deux armées. De nouvelles élections seraient ensuite organisées, dont, espère-t-on, les résultats seraient, cette fois, respectés.

« Démarche irréaliste et naïve », rétorque, sans appel, le premier ministre angolais, Marcelino Moco. « Faire sortir Savimbi de Huambo n'est pas la solution. Il veut la guerre, il faut y répondre pour le forcer à accepter la paix. » En quelques mois, les positions de Luanda se sont sensiblement crispées. Echaudé par les cuisants échecs des pourparlers de paix d'Addis-Abeba et d'Abidjan, en février et en mai, le gouvernement angolais ne croit visiblement plus aux vertus du dialogue même si, officiellement, il continue à le réclamer.

Le principal objectif de Luanda est désormais de susciter une crise à l'intérieur de l'UNITA en l'obligeant à mener une guerre que ses moyens ne lui permettent pas de poursuivre. Le premier ministre spécule ainsi ouvertement sur la scission que la poursuite des combats ne manquera pas, selon lui, d'y provoquer, aboutissant à l'élimination de l'« armée » de l'UNITA - avec à sa tête Jonas Savimbi - au profit d'une hypothétique tendance « politique », plus encline à la négociation.

Une telle perspective ne tolère aucun compromis. Luanda qui, ces derniers mois, avait semblé s'accommoder, est revenue à une stricte orthodoxie, appelant au respect pointilleux de l'accord signé le 31 mai 1991 à Lisbonne, qui aurait dû mettre un terme définitif à la guerre, comme à celui des résultats électoraux qui, en septembre 1992, ont consacré la défaite de M. Savimbi.

Or c'est précisément ce que ce dernier juge inacceptable. Non seulement il réclame les élections perdues, selon lui, à tort d'une « fraude électorale », mais il juge désormais l'accord de Lisbonne « dépassé ». « Même si l'essentiel des points valables, l'essentiel a été violé », affirme aujourd'hui le chef de l'UNITA, pour qui la reprise des livraisons d'armes au gouvernement de Luanda a rendu tout le processus caduc. Encore plus radical, Gerónimo Wango, gouverneur UNITA de Huambo, un vieux compagne de Jonas Savimbi, assure que « l'accord est mort. Nous sommes revenus à la situation antérieure, ajouta-t-il, il faut renégocier un nouvel accord global ».

Tout ce qui s'est passé avant est nul et non avenue.

L'impasse paraît donc totale entre un gouvernement qui tient plus que jamais à sa légitimité issue d'élections internationalement reconnues, et un mouvement rebelle qui, outre l'arrêt des combats, exige la formation d'un gouvernement de transition, l'annulation des résultats électoraux et la mise en œuvre d'une « véritable décentralisation administrative » qui verrait la police et l'essentiel de l'administration échapper à l'autorité du gouvernement central.

Le temps des colonels?

« Savimbi cherche la partition du pays », met en garde M. Moco. « Nous pourrions, à terme, discuter d'une éventuelle fédération », rétorque M. Wango pour lequel, quoi qu'on en dise, Luanda demeurera la capitale de l'Angola.

En attendant la guerre continue et, probablement, durera. Au fil des mois, la méfiance et la haine, nourries par les espoirs déçus, les réminiscences historiques, les médiations avortées et la violence des combats en cours, n'ont fait que s'accroître, réduisant d'autant la marge de

manœuvre des responsables politiques de chaque camp.

Du côté de l'UNITA, les militaires s'affirment convaincus de pouvoir gagner, mais, dit l'un d'eux, « nous respectons les décisions politiques de notre direction ». Curieuse précision qui pourrait laisser croire que tout le monde n'est pas d'accord sur les concessions à consentir en cas de négociations, voire sur le principe même de discussions avec l'adversaire.

Les mêmes réticences sont perceptibles à Luanda où, dans son bureau de l'état-major, le général T ne cache pas le dédain dans lequel lui et certains de ses camarades tiennent leur gouvernement, coupable d'avoir trop longtemps tergiversé face à l'ennemi.

« Un gouvernement d'incapables qui a été impuissant à accompagner nos efforts, tombe-t-il. Un gouvernement de corrompus qui a laissé la corruption s'installer jusque dans l'armée. Nous sommes fatigués de ces négociations qui nous coûtent si cher. La situation du pays est grave. Il y a de sérieux risques d'effacement social. C'est presque plus dangereux que l'UNITA. Personne ne peut continuer à vivre dans ces conditions. » Le temps des colonels serait-il proche?

GEORGES MARION

SOMALIE

Un homme d'affaires italien a été arrêté par les forces des Nations unies

Un transporteur italien, Giancarlo Marocchino, travaillant aussi bien pour l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II) que pour des entreprises italiennes, a été arrêté mardi 28 septembre, pour interrogatoire, officiellement parce que ses employés ont proféré des menaces contre des « casques bleus », selon un porte-parole de l'ONUSOM.

« Il y a quelques jours des soldats de l'ONUSOM sont allés visiter l'un de ses entrepôts afin de voir s'ils pouvaient le louer. Ses employés ont menacé les militaires et il a été arrêté mardi pour être interrogé sur cet incident », a précisé mercredi le porte-parole. « Nous prenons très au sérieux les menaces proférées contre les troupes de l'ONUSOM », a souligné le capitaine McDavitt, se refusant à toute spéculation sur d'autres motifs pour cette arrestation, tels que le trafic d'armes ou d'éventuels liens avec le chef de guerre Mohamed Farah Aidid recherché par l'ONU.

Le transporteur italien, selon des sources informées, travaille depuis 1984 à Mogadiscio et connaît des « Somaliens de tous bords ». Les mêmes sources précisent que l'ambassadeur d'Italie a effectué une démarche à son sujet auprès de l'ONU.

Des Nations unies, à New-York, le ministre français des affaires

étrangères, Alain Juppé, a évoqué jeudi la « volonté de revanche militaire » américaine en Somalie. « On a perdu de vue les buts politiques de cette opération, et on a assisté à une sorte de volonté de revanche militaire qui ne peut aboutir à rien. Je me réjouis de voir l'administration américaine repenser maintenant la finalité politique de l'opération », a déclaré en direct sur RTL le ministre français.

Par ailleurs, un « casque bleu » pakistanais a succombé jeudi à ses blessures, portant le nombre des militaires de l'ONU tués, depuis le mois de mai, à soixante-cinq (dont sept par accident). - (AFP, Reuters.)

o ALGERIE : arrestation des meurtriers présumés d'un ancien premier ministre. - Trente-six personnes impliquées dans l'assassinat de l'ancien ministre algérien Kaddu Merbah, le 21 août, ont été arrêtées et présentées devant la Cour spéciale d'Alger, ont annoncé jeudi 30 septembre les services de sécurité algériens. Trois des prévenus, des islamistes, ont perpétré le meurtre, avec cinq complices qui sont activement recherchés. Quant aux trente-trois personnes également interpellées, elles constituaient « le réseau d'information et de soutien » des criminels. - (AFP, Reuters.)

Enfin la paix.



OFFICE NATIONAL ISRAËLIEN DU TOURISME.

14 RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS. TEL: 42.61.01.97. FAX: 49.27.09.66

ISRAËL

CORRESPONDANCE

Les observateurs français au Togo

Nous avons reçu d'Yves Guyon, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne, la lettre suivante :

Rendant compte de la récente élection présidentielle au Togo, le Monde écrit dans son numéro du 28 août qu'une dizaine de Français, dont j'étais le porte-parole, auraient usurpé la qualité d'« observateurs » des dites élections. Cette affirmation est inexacte. La délégation en question, qui comprenait dix Français et un Espagnol, a été régulièrement accréditée en qualité d'observateur officiel

par le ministère des affaires étrangères du Togo et par la commission électorale nationale. Ces personnalités, qui n'avaient aucun lien privilégié avec le gouvernement du Togo, ont visité plus de cent bureaux de vote, choisis librement par elles. On ne voit dès lors pas pourquoi leurs constatations auraient moins de pertinence que celles d'autres groupes, qui n'ont peut-être pas eu une vue aussi complète du déroulement du scrutin.

o Le Programme alimentaire mondial va distribuer 10 000 tonnes de vivres aux réfugiés togolais du Ghana. - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé jeudi 30 septembre qu'il allait fournir plus de 10 000 tonnes de nourriture aux « milliers de réfugiés togolais résidant temporairement au Ghana ». Le coût de l'opération, qui

s'étalera jusqu'à la fin de mars 1994, est évalué à 3,7 millions de dollars. En début d'année, des milliers de Togolais, fuyant les violences politiques, s'étaient réfugiés au Bénin et au Ghana. Au plus fort de la crise socio-politique, 150 000 Togolais s'étaient réfugiés au Bénin et quelque 100 000 autres au Ghana. - (AFP.)

AFRIQUE

Un entretien avec le président du Mozambique

« Il est fondamental de créer une seule armée avant d'organiser des élections », nous déclare Joaquim Chissano

De retour de New-York où il venait d'assister aux débats des Nations unies, le président du Mozambique, Joaquim Chissano, a passé une journée à Paris où il nous a accordé un entretien.

« Le 4 octobre, cela fera un an que vous avez signé, à Rome, un accord de paix avec le chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama. Où en est aujourd'hui le processus de réconciliation nationale ? »

« L'application de l'accord de Rome connaît un certain retard. D'abord parce que les troupes des Nations unies sont arrivées plus tard que prévu. Aujourd'hui, elles sont sur place, avec sept mille hommes. Ensuite, l'attitude de la RENAMO dans les travaux des différentes commissions a été une autre cause de retard. Tout cela apparaît au passé. »

Pourtant, à cause de ces retards, le cantonnement et la démobilisation des combattants n'ont pas encore commencé. Les Nations unies ont déterminé les quarante-neuf centres de regroupement disséminés à travers le pays. Trente-cinq sont prêts à accueillir nos militaires et les hommes de la RENAMO.

Mais le mouvement de M. Dhlakama pose aujourd'hui de nouvelles conditions au regroupement de ses forces. Il est évident que le gouvernement ne va pas démobiliser unilatéralement. Il faut absolument qu'il y ait simultanément. De notre côté, nous sommes prêts à commencer le processus aujourd'hui même.

Le problème posé par la constitution de la nouvelle armée mozambicaine, qui intégrera des soldats des deux camps, n'est pas définitivement résolu. La RENAMO a accepté d'envoyer les cinquante premiers hommes, dans un centre de formation à Ntanga, au Zimbabwe. Mais quand les instructeurs ont demandé qu'on envoie le deuxième groupe, seul le gouvernement l'a fait, pas la RENAMO.

Nous sommes en train de discuter d'un calendrier, préparé par l'ONU, qui devrait nous permettre d'avoir, en octobre 1994, une nouvelle armée nationale et d'organiser les premières élections démocratiques, avec le concours des observateurs des Nations unies. Il nous faut respecter ce délai, car l'ONU n'a pas les moyens de rester plus longtemps sur place. La résolution de l'ONU sur les élections est très claire : celles-ci doivent avoir lieu avant octobre 1994.

A Maputo, le mois dernier, nous sommes tombés d'accord, M. Dhlakama et moi-même, sur la nécessité de nommer trois conseillers, auprès de chaque gouverneur de province, afin de faciliter la réintégration des zones contrôlées par la RENAMO dans l'administration générale de l'Etat. C'est une concession que nous avons faite et qui n'était pas prévue dans l'accord de Rome. Nous avons aussi accepté, autre concession, d'inviter une unité de police des Nations unies pour contrôler les activités de notre police nationale.

Pour nous, il n'est évidemment pas question de revenir sur les accords de Rome mais seulement de trouver les moyens de les appliquer au mieux.

« Vous exigez une démobilisation complète avant le tenue des élections ? »

« Les Nations unies ne nous demandent pas d'organiser les élections présidentielle et législatives avant octobre 1994, c'est-à-dire, dans n'importe quelles conditions. Il est essentiel, fondamentalement, que nous ayons préalablement démobilisé et créé une seule armée, une armée de l'Etat. C'est la position du gouvernement. Nous ne pouvons nous permettre de réaliser des élections, avant que ces conditions, prévues dans l'accord, ne soient remplies. »

« Vous avez en tête le fameux précédent de l'Angola ? »

« Les choses sont différentes en Angola. Là bas, des élections démocratiques ont bien eu lieu. Leur résultat a été reconnu par la communauté internationale mais rejeté par l'une des parties. C'est ce refus d'accepter le verdict des urnes qui a provoqué la reprise de la guerre civile. Ce n'est pas seulement le fait que les deux parties restaient armées. »

Au Mozambique, l'ONU fait bien son travail. Nous travaillons selon un plan de paix établi, tout en discutant des problèmes qui surgissent. Les Nations unies ne sont pas chargées d'une médiation — puisque la négociation est terminée — mais de vérifier la bonne application de l'accord.

« Vous venez de rencontrer le président Clinton à New-York, en marge des débats à l'ONU. Vous n'avez pas semblé préoccupé par la situation au Mozambique ? »

« Notre rencontre n'était pas programmée. Il en a été l'initiative à la dernière minute. C'est le signe

de son intérêt. Le président Clinton a exprimé sa conviction qu'il ne faut pas oublier l'Afrique, que l'Afrique est un continent qui mérite l'attention du monde, qu'il faut y encourager la démocratisation et le développement économique. Il m'a paru désireux d'aider davantage le Mozambique. »

« A Paris, vous avez rencontré notamment Bruno Delaunay, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, et le ministre de la coopération, Michel Rousin. De quoi avez-vous parlé ? »

« J'étais venu en visite officielle en France en juillet. Deux mois plus tard, nous avons fait un premier bilan du « suivi ». Ils m'ont indiqué que des délégations gouvernementales françaises se rendront prochainement au Mozambique. Et mon premier ministre viendra à Paris en décembre pour rencontrer des hommes d'affaires. Nous continuons à privilégier l'ancien secteur d'Etat. Cela doit intéresser les milieux d'affaires étrangers. Il leur reste à gagner les concours... »

« Que pensez-vous de l'évolution actuelle de l'Afrique du Sud ? »

« Elle est positive. Nous avons déjà établi des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il y a une plus grande liberté de mouvement des personnes mais aussi du point de vue économique et commercial. Nous étudions divers projets de coopération avec nos voisins sud-africains, notamment dans le tourisme. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC FRITSCHER et JEAN-PIERRE LANGEILLER

A TRAVERS LE MONDE

ARMÉNIE

Le cessez-le-feu est prolongé d'un mois au Haut-Karabak

Lors d'une « rencontre confidentielle », samedi 25 septembre à Moscou, entre le président azerbaïdjanais Gueidar Aliev et le dirigeant arménien du Haut-Karabak Robert Kotchikjan — la première du genre — un accord pour la prolongation jusqu'en 5 novembre du cessez-le-feu qui expirait le 5 octobre a été conclu.

La rencontre, tenue sous l'égide du ministère russe des affaires étrangères, n'a pas été rendue publique, en raison d'un désaccord persistant sur un cessez-le-feu à long terme, a-t-on indiqué, jeudi 30 septembre, de sources arméniennes. Selon ces sources, M. Aliev a rejeté certaines formulations d'un tel accord, préparé par la Russie avec la participation des Arméniens, après que des diplomates américains ont souligné qu'il ne « faisait pas donner trop d'importance à la médiation russe », dans un conflit arbitré en principe par la CSCE.

Une réunion du « groupe de Minsk » de la CSCE a parallèlement préparé, du 26 au 28 septembre à Paris, un plan de retrait progressif des forces arméniennes de régions occupées en Azerbaïdjan sous contrôle d'observateurs, et d'ouvertures échelonnées des voies de communication. — (AFP, AP.)

ÉTATS-UNIS

La loi sur l'aide à l'étranger a été adoptée

Juste après que le Congrès l'eût définitivement adoptée, le président Bill Clinton a signé, jeudi 30 septembre, la loi 1994 sur l'aide américaine à l'étranger, d'un montant de 13 milliards de dollars, dont 2,5 milliards pour la Russie et les autres pays issus de l'ex-URSS. « Les événements récents à Moscou soulignent l'urgence d'aider la Russie et les autres Etats de l'ancienne Union soviétique à maintenir leur élan vers la démocratie et la réforme économique », a indiqué M. Clinton. Par rapport à l'année précédente, le Congrès a réduit de 900 millions de dollars le budget d'aide des Etats-Unis à l'étranger. La Maison Blanche avait demandé un décapage de 1,4 milliard pour 1994. Les sommes accordées à Israël et à l'Egypte ont été maintenues à leur niveau de 1993, soit respectivement 3 et 2,1 milliards de dollars. La taxe prévoit l'octroi de 25 millions pour des projets de développement palestiniens, une somme dont le montant avait été fixé avant la signature du traité sur l'autonomie à Gaza et Jéricho entre Israël et l'OLP. L'aide à l'exportation est créditée de 1 milliard de dollars ; l'Afrique obtient 784 millions pour son développement et l'Europe de l'Est reçoit 390 millions. — (AFP.)

IRAK

Ouverture d'une section des intérêts irakiens à l'ambassade du Maroc en France

Une section d'intérêts irakiens a ouvert ses portes à Paris dans les locaux de l'ambassade du Maroc, a annoncé jeudi 30 septembre, le Quai d'Orsay. Elle regroupe un diplomate et quatre membres du personnel administratif et technique. « C'est une mesure d'usage courant », a indiqué le porte-parole adjoint du ministère qui a rappelé que cela ne modifie « aucunement » la position de la France à l'égard de Bagdad.

Par ailleurs, selon un diplomate britannique, Bagdad a libéré jeudi un Marocain, Ali Qaitout, incarcéré depuis juin dernier, pour être entré illégalement en Irak en compagnie du ressortissant français Jean-Luc Barrière (le Monde du 6 août). La demande par Paris de libération de ce dernier a encore été réitérée tout récemment par l'intermédiaire de l'ambassade de Russie en Irak qui représente les intérêts français.

Parallèlement, l'avocat de trois ressortissants britanniques, qui purgent eux aussi des peines de prison pour « entrée illégale » en territoire irakien, a annoncé lors d'une conférence de presse jeudi avoir présenté une requête au président Saddam Hussein pour la libération de l'un de ses clients, Paul Ride. Il doit en faire de même pour un autre, Simon Dunn. MM. Ride et Dunn étaient présents

à la conférence de presse, alors que le troisième, Michael Weinwright, était absent parce que, selon l'avocat, il était « un peu surmené ».

PAKISTAN

Assassinat d'un ancien ministre en chef du Pendjab

Une semaine avant les élections du 6 octobre, l'horizon politique s'est assombri du fait de l'assassinat, mercredi 29 septembre, d'un proche de l'ex-premier ministre Nawaz Sharif. Ghulam Heider Wynn a été tué d'une rafale de mitraillette en revenant d'un meeting par un commando qui a pris la fuite. Il avait dirigé la province la plus riche et la plus peuplée du Pakistan de la fin de 1990 au printemps de 1993. Il était un homme-clef de la Ligue musulmane (PML), le parti de M. Sharif, l'une des deux grandes formations en lice pour les élections avec le PPP (Parti du peuple) de Benazir Bhutto.

M. Bhutto a condamné l'assassinat, « commis par les ennemis du Pakistan », et mis en cause la capacité du gouvernement intérimaire de Moen Qureshi à protéger les candidats. — (AFP.)

SOUDAN

Amnesty International accuse le gouvernement et les rebelles de sévices contre les civils

Dans un rapport, publié mercredi 29 septembre, Amnesty International a accusé « les forces gouvernementales soudanaises et toutes les factions du mouvement d'opposition armée connue sous le nom d'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) » de s'être « montrées sans pitié au cours de leurs attaques contre la population civile ».

« Chaque camp a exploité les liens ethniques pour amener les communautés à s'affronter entre elles », indique le rapport selon lequel, les autorités ont également pratiqué, dans les monts de Nubie, une politique de déplacement forcé de la population « accompagnée de milliers d'exécutions, de viols et d'enlèvements de femmes et d'enfants ». Des « exécutions extrajudiciaires » ont lieu en milieu rural et urbain dans le sud du pays et des « personnes soupçonnées d'être sympathisantes de l'APLS », ont « disparu ».

Les factions de l'APLS « ont commis des exactions tout aussi flagrantes et méprisantes tout autant les principes humanitaires », dit encore le document, qui accuse les rebelles du massacre de milliers de civils. Amnesty appelle les deux parties à respecter les principes humanitaires et exhorte la communauté internationale à intervenir.

ZAÏRE

La mouvance présidentielle et l'opposition se seraient entendues sur la transition

Réunis depuis le 10 septembre pour tenter de dénouer la crise qui affecte le Zaïre, les négociateurs de la mouvance présidentielle et l'opposition ont déjà adopté un rapport sur la texte constitutionnel de transition, a indiqué jeudi 30 septembre une source autorisée.

Ce rapport prévoit un Parlement de transition de 780 membres, reforme du Haut Conseil de la République (HCR) et de l'ancienne Assemblée nationale, sous l'appellation de Haut Conseil de la République-Parlement de la transition. Libellé « Acte constitutionnel de la transition », le texte régit les propositions contenues dans l'acte mis au point par la Conférence nationale (CNS) et la Constitution modifiée de la Deuxième République.

Selon ce rapport, les institutions de transition seront le président de la République, le Parlement de transition, le gouvernement, ainsi que les cours et tribunaux. Les deux parties devaient encore discuter de la neutralité des institutions de transition et sur les conditions de désignation d'un premier ministre. — (AFP.)

AMÉRIQUES

NICARAGUA

Les méthodes de l'ex-président Daniel Ortega sont contestées au sein du Front sandiniste

Les appels à déclencher « une bataille populaire de rue », lancés par l'ex-président Daniel Ortega dans le cadre de la grève des transports qui s'est terminée vendredi 24 septembre, ont accru le malaise au sein de sa propre formation politique, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

MEXICO

de notre correspondant

« Daniel et son frère Humberto [le chef de l'armée dont le président Violeta Chamorro a annoncé le remplacement en 1994] ont fait leur temps. Ils doivent partir tous les deux pour permettre au parti de se moderniser », n'hésite plus à dire un ancien ministre sandiniste, Carlos Tuonemann. Ce dernier, qui fut aussi ambassadeur à Washington, se considère désormais comme un « dissident » au sein du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

M. Tuonemann a été particulièrement choqué par l'attitude du secrétaire général de son parti, au cours des événements qui ont paralysé Managua le semaine dernière et qui se sont soldés par la mort d'une passante et d'un commandant de police, lui-même

militant sandiniste. Il a été atteint par une balle tirée par un manifestant lié aux organisations paramilitaires contrôlées par l'ex-président sandiniste.

« Par ses déclarations incendiaires et démagogiques, ajoute M. Tuonemann, Daniel Ortega a fait dégénérer une grève légitime [les propriétaires de taxis, autobus et camions s'opposaient à la création d'un nouvel impôt sur les véhicules et à une augmentation du prix de l'essence, deux mesures dont ils ont obtenu l'annulation]. Il a violé les accords votés en août par l'Assemblée sandiniste, qui s'était prononcée contre la violence. »

Réunion

reportée

Le commandant Ortega devait rendre des comptes, au cours du week-end, devant cette assemblée, la plus haute instance du parti contre les congrès, mais il a fait reporter la réunion à novembre. « Il n'est pas vraiment menacé par un vote de censure au sein de cette assemblée dont il a lui-même choisi la plupart des membres », poursuit l'ancien ministre. En revanche, il a perdu du terrain parmi les députés sandinistes à l'Assemblée nationale. Plusieurs personnalités seodi-

nistes ont pris leur distance à l'égard des frères Ortega, estimant que la stratégie de l'affrontement conduira inévitablement leur parti à la défaite aux élections de 1996. C'est le cas du député José Talavera, de l'aecio ambassadeur du Nicaragua à Paris, Alejandro Serrano, de l'ancien vice-ministre des affaires extérieures, Victor-Hugo Tinoco, et du commandant Luis Carrión.

Vers une Assemblée constituante ?

Les déclarations conciliatrices du président du groupe parlementaire sandiniste, l'écrivain Sergio Ramirez, vice-président de la République jusqu'en 1990, ont été également accueillies avec satisfaction par l'aile modérée du FSLN. Les « dissidents » savent cependant que les Ortega peuvent encore compter sur l'appui de la base et disposent de la force armée, devenue le véritable centre du pouvoir sandiniste depuis la défaite électorale de février 1990.

La coalition qui contribua à porter M. Chamorro à la présidence de la République, l'Union nationale d'opposition (UNO), tente de tirer parti des dissensions au sein du FSLN. C'est pourquoi le vice-président de la République, Virgilio Godoy, a accepté de rencontrer récemment Daniel Ortega, qu'il accuse par ailleurs d'avoir organisé, en août, la prise d'otages d'une trentaine de dirigeants de l'UNO.

■ BRÉSIL : un policier condamné à cinq ans de prison pour violation des droits de l'homme. — Un policier brésilien a été condamné à cinq ans de prison pour avoir provoqué la mort de prisonniers, asphyxiés dans leur cellule dans une prison de São-Paulo en 1989, a-t-on appris, jeudi 30 septembre, de sources judiciaires. Le policier, Celso José da Cruz, avait donné l'ordre d'enfermer cinquante prisonniers dans une cellule sans ventilation, après une tentative d'évasion. Dix-huit de ces détenus étaient morts asphyxiés. Selon le tribunal, c'est la première fois qu'un policier responsable d'un tel acte est condamné au Brésil. — (AFP.)

■ COLOMBIE : limogeage d'un haut fonctionnaire lié au cartel de Cali. — Le procureur général de Colombie a congédié, jeudi 30 septembre, l'un de ses plus proches collaborateurs qui s'était révélé être à la solde du cartel de Cali. Guillermo Villa Alzate a récemment été surpris en conversation téléphonique avec l'un des barons de ce cartel, Miguel Rodríguez Orejuela, auquel il fournissait des informations confidentielles sur la lutte contre le trafic de drogue. Selon des responsables américains, le cartel de Cali contrôle actuellement près de 80 % du trafic de la cocaïne consommée aux Etats-Unis. — (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

Le président de l'université de Bir Zeit proteste contre l'intrusion de militaires sur le campus

Le président de l'université palestinienne de Bir Zeit en Cisjordanie a protesté contre l'intrusion, jeudi 30 septembre, de soldats israéliens sur son campus, qui ont confisqué la carte d'identité de deux étudiants.

Dans une lettre adressée au premier ministre Itzhak Rabin, Hanna Nasir affirme que « c'est la première fois que l'armée viole le sta-

tut d'immunité durant la période universitaire. Il s'agit d'un danger immédiat qui doit cesser immédiatement ». De source militaire israélienne, on affirme que l'armée a poursuivi jusqu'à la cité universitaire une voiture immatriculée dans les territoires occupés, qui ne s'était pas arrêtée à un barrage et « dont aucun passager n'est étudiant ». — (AFP.)

Querelle

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Querelle linguistique à Barcelone

Interdit sous Franco, le catalan s'impose progressivement. Ironie de l'Histoire, quelques groupes minoritaires dénoncent une nouvelle « dictature » et défendent les droits du castillan

MADRID

de notre correspondant

LS n'étaient pas très nombreux. Seulement deux cents à trois cents personnes, parents et enfants, venus en autocars de Catalogne, vendredi 24 septembre, pour protester dans la capitale. Ils ont déployé tranquillement leurs banderoles devant le ministère de l'Éducation : « Libre choix de la langue », « Catalogne : dictature linguistique », « non à l'imposition du catalan ». Les responsables de la Coordination des associations de la défense de la langue castillane (Cadeca) sont venus faire part de leurs doléances.

José Ignacio Allué, le président, les a résumées ainsi : « Nous ne sommes pas anticaltan. Nous défendons le bilinguisme et demandons la liberté de choix des familles. A l'école, il y a un monolingue radical, tandis que dans la rue, c'est le bilinguisme. Nous sommes contre la méthode d'immersion linguistique pure et dure et contre le fait que les enfants de trois à huit ans n'aient aucune heure d'enseignement en castillan. » Les protestataires réclament donc l'application d'une décision du Tribunal suprême de 1985 qui reconnaissait le droit de recevoir

l'enseignement en castillan et se déclarent disposés à saisir le Conseil constitutionnel.

Le lendemain, lors des fêtes de la Mercè, la fête de Barcelone, l'archevêque, Ricard Maria Carles et le maire, Pascual Maragall, se sont émus devant le roi et la reine d'Espagne, venus recevoir la médaille d'or de la ville, des attaques contre le catalan. « Bien que nous acceptions le droit à la différence et à la critique, s'est étonné l'archevêque dans son homélie, certaines prises de position récentes et des critiques graves faisaient référence à la Catalogne devraient être plus raisonnables et plus mesurées afin qu'elles ne dérivent pas vers un affrontement entre les peuples ».

« Comme Franco... mais à l'inverse »

Le ton était pour le moins inhabituel de même que les propos du maire en de pareilles circonstances. Pour apaiser les inquiétudes, Juan Carlos a prononcé son discours en catalan afin de bien montrer que cette langue opprimée pendant la dictature franquiste, avait désormais pleinement droit de cité. Il y eut bien quelques indépendantistes brandissant des affiches avec ces mots « les Catalans n'ont pas de roi » ainsi que des slogans anti-es-

pagnols, mais cette diversion complotaire s'est produite pratiquement dans l'indifférence générale d'une foule importante applaudissant le couple royal.

Ces deux événements à un jour d'intervalle sont-ils les prémices d'une querelle linguistique sous-tendant le vieil antagonisme entre la Catalogne et la Castille prêt à resurgir quand des frictions se produisent ? Pour le moment, la tentative de mettre le feu aux poudres faite par le quotidien conservateur ABC s'est transformée en pétard mouillé. Ce journal titrait à la une, le 12 septembre, sous une photo de Jordi Pujol, président de la Generalitat (gouvernement) de Catalogne : « Comme Franco, mais à l'inverse : persécution du castillan en Catalogne ». Un long article en forme de réquisitoire contre « le processus de normalisation linguistique » et le système d'« immersion ».

Le statut d'autonomie de la Catalogne du mois de décembre 1979 reconnaît comme langues officielles le catalan et le castillan et précise que la Generalitat « prendra les mesures nécessaires afin d'en assurer la connaissance et créera les conditions qui permettent leur entière égalité... ». Le 18 avril 1983, une loi de normalisation linguistique a été promulguée avec

l'approbation de tous les partis afin de promouvoir cette égalité.

Son article 14 alinéa 2 stipule néanmoins que « les enfants ont le droit de recevoir le premier enseignement dans leur langue habituelle, qu'il s'agisse du catalan ou du castillan. L'administration devra garantir ce droit et mettre en œuvre les moyens nécessaires à cette fin... ». Peu après, un plan d'immersion a été mis en place afin de combler le retard incontestable du catalan sur le castillan qui existe encore aujourd'hui. Ce plan inspiré des méthodes utilisées au Québec en 1965 prévoit une immersion graduelle du catalan comme langue de scolarisation.

Le processus d'immersion

Après dix années de progression régulière, on estime à la direction de l'enseignement de la Generalitat que le moment est venu de généraliser ce plan. Deux décrets, du 9 mars 1992 et du 28 avril 1992, réglementent la scolarisation en langue catalane afin « de la faire connaître et utiliser correctement et de manière appropriée ouant oralement par écrit comme langue véhiculaire et d'apprentissage », tandis que le castillan devient « une source d'information et un

véhicule d'expression », c'est-à-dire « une langue seconde » comme disent les linguistes. En principe, d'ici à l'année scolaire 2000-2001, l'essentiel de la scolarisation depuis la maternelle se fera en catalan, ce qui a fait dire à certains détracteurs du retour en force de cette langue interdite par Franco « immersion » submergence ».

Les psycholinguistes affirment qu'il faut se cantonner à une seule langue d'enseignement et que le processus d'immersion n'est, paraît-il, pas dommageable pour l'autre langue. Sans vouloir trancher le débat, il est en tout cas clair que les horaires de cours dans les trois premiers cycles de l'enseignement primaire favorisent le catalan mais qu'ensuite le castillan reprend du terrain. Miquel Renu, directeur de la politique linguistique au département de la culture de Barcelone, estime que « rien ne se fait sans le consentement des parents, que c'est un processus normal et qu'il s'agit d'une évolution qui permettra aux élèves de bien connaître les deux langues ».

Toujours est-il que des réticences se sont exprimées sur le thème « volons castello » (nous voulons le castillan). Certes, elles sont très minoritaires et ne concernent qu'une trentaine d'établissements sur les 2 730 centres d'enseigne-

ment primaire de Catalogne. Beaucoup y ont vu en fait une manœuvre politique au moment où des négociations serrées ont lieu entre le gouvernement socialiste et les nationalistes de CiU (Convergence et Union) au pouvoir en Catalogne pour forger un pacte majoritaire.

Le journal La Vanguardia de Barcelone s'en est pris à « l'irresponsabilité d'ABC », estimant que, « comme la guerre de Troie, la guerre linguistique n'éclatera pas parce que, à l'exception de cas individuels qu'il ne faut pas cacher, le peuple de Catalogne non seulement ne veut pas cette guerre, mais la rejette ». Et Pons, de son côté, a dénoncé « les secteurs d'extrême droite qui manipulent les protestations de quelques douzaines de familles », ajoutant que « la Catalogne a deux langues, veut deux langues et une seule paix, n'en déplaît à certains ».

La majorité de la population ne refuse effectivement pas ce processus de catalanisation de l'enseignement. Comme le fait remarquer un observateur, sa connaissance est désormais devenue indispensable pour pouvoir s'intégrer dans la société. Le catalan est devenu pour tous les immigrés un objectif qu'ils revendiquent et cherchent à imposer. Pour les autres, sa maîtrise est souvent la condition sine qua non d'accès aux sphères du pouvoir politique et économique. « Le catalan est la langue de la haute bourgeoisie, de la réussite. Il est donc nécessaire de bien la connaître », dit-on sans ambages. C'est pour cela qu'il n'est pas facile de recueillir une majorité suffisante dans les centres scolaires pour revenir au castillan comme la loi le prévoit.

Le gouvernement catalan, après avoir pris le temps de la réflexion, a décidé de contre-attaquer et d'annoncer son intention « de poursuivre et de renforcer » l'actuelle politique linguistique, car le catalan est « clairement en infériorité en Catalogne même ». Une nouvelle loi d'actualisation et d'ajustement de la normalisation linguistique sera présentée devant le Parlement avant la fin du mois de novembre. Elle a pour but d'assurer l'utilisation du catalan dans les administrations et dans l'audiovisuel en application d'un plan général adopté le 26 juillet par le Conseil social de la langue catalane présidé par Jordi Pujol.

Non seulement les autorités de Catalogne refusent de se laisser intimider par ce qu'elles estiment être des « provocations grossières », mais elles sont bien décidées à aller de l'avant pour que le catalan trouve une place indiscutée dans la société.

MICHEL BOLE-RICHARD

Ambitions allemandes

Salle de la première page

Cette interprétation, contestée par une majorité de juristes, avait été alors adoptée par tous les dirigeants allemands, y compris le chancelier Kohl. Constitutionnellement erronée peut-être, elle n'en était pas moins une réalité politique. Or une réforme de la Constitution suppose une majorité des deux tiers au Bundestag, donc un accord avec l'opposition social-démocrate qui, surveillée par une base largement « pacifiste », se perd en querelles byzantines.

Peu de temps après avoir retrouvé son unité, l'Allemagne caressa l'idée d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité, statut correspondant à sa souveraineté retrouvée, à ses nouvelles dimensions démographiques et économiques, à sa position de troisième contributeur au budget de l'ONU. Les sociaux-démocrates ne furent pas les derniers à avancer cette revendication, d'abord feutrée, puis prononcée de plus en plus fermement. La réaction des cinq membres permanents fut mitigée : faire entrer l'Allemagne dans ce club fermé signifiait y accepter un vaincu de la deuxième guerre mondiale ; invoquer des raisons économiques ou démographiques, c'était ouvrir la boîte de Pandore de la réforme du Conseil de sécurité et des Nations unies, à un moment où la dissolution du bloc soviétique permettait, pour la première fois depuis 1945, de faire fonctionner le « directoire » mondial.

A ces considérations « externes » s'ajoutent des raisons propres à l'Allemagne. Comment envisager que la RFA puisse siéger en permanence au Conseil de sécurité

avec un droit de veto, si elle n'est pas armée de remplir toutes les obligations incombant à un membre des Nations unies ? Mais elle ne peut pas se contenter de payer et de prodiguer ses conseils sans prendre sa part de risques. Les dirigeants de Bonn sont parfaitement conscients de cette contradiction, qui explique la prudence avec laquelle Klaus Kinkel a repoussé la candidature allemande dans son

arrien ex-yougoslave, on en Somalie pour des missions « strictement humanitaires ». Ses alliés libéraux, fidèles à la doctrine Genscher, veulent réformer la loi fondamentale en accord avec l'opposition social-démocrate. SPD et FDP ont d'ailleurs porté la question devant le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, ce qui ne manque pas de sel puisque le FDP a en quelque sorte attaqué une décision prise par un gouvernement auquel il appartient.

Les juges suprêmes se sont donné le temps de la réflexion et ne rendront pas leur verdict sur le fond avant le printemps prochain, mais ils ont pris une décision provisoire, qui comporte deux points importants : le gouvernement peut laisser les soldats allemands dans

consensus en train de se dégrader au sein du SPD, toutes les activités passées et prévisibles de l'ONU sont politiquement concernées et possibles, à l'exception de la guerre du Golfe », écrivait-il début septembre dans Die Zeit.

La crédibilité du SPD en question

La condition posée était simple : à la majorité des deux tiers du Bundestag pour chaque décision d'engagement. Mais il a dû faire machine arrière face aux attaques de ses anciens concurrents pour la direction du parti, qui flattaient une base plus sensible aux sirènes de l'antimilitarisme qu'aux exigences de la Realpolitik.

Car Rudolf Scharping sait bien



Des soldats de la Bundeswehr débarquant sur l'aéroport de Mogadishio.

discours devant l'Assemblée générale (le Monde du 1^{er} octobre). Sans doute le ministre des affaires étrangères a-t-il assuré ses collègues que son pays était prêt à faire face à toutes ses obligations, mais le débat est loin d'être clos en Allemagne. Il est même plutôt dans une impasse.

Des positions de plus en plus éloignées

Les différents interlocuteurs ont évolué au fil de la discussion, mais loin de se rapprocher, les positions se sont plutôt éloignées. Après avoir été convaincue de la nécessité politique d'une révision de la Constitution, la majorité chrétienne-démocrate s'est durcie face aux réticences du SPD et a tenté de pratiquer la politique du fait accompli, en envoyant des soldats allemands dans les Awacs de l'OTAN qui surveillent l'espace

les Awacs, sinon les dommages causés à la crédibilité de l'Allemagne seraient trop grands, mais le Parlement doit être associé aux décisions d'engagement de la Bundeswehr. Le Bundestag doit-il statuer à la majorité simple ou à la majorité qualifiée ? La question n'a pas été tranchée et fait partie du débat en cours actuellement.

L'issue dépend essentiellement du SPD, qui apparaît très divisé sur cette question comme sur d'autres. A l'origine, les sociaux-démocrates étaient opposés à toute révision de la Constitution. Puis ils ont admis que l'Allemagne pouvait participer aux actions strictement humanitaires de l'ONU. Le nouveau président du parti, Rudolf Scharping, avec quelques-uns de ses conseillers, aurait souhaité aller plus loin et ne pas exclure une participation de soldats allemands à des missions de maintien ou de rétablissement de la paix ; avec le

que, si le SPD veut regagner une crédibilité comme parti de gouvernement, il doit avoir en politique étrangère une position qui ne l'isole pas de ses alliés et partenaires occidentaux. Helmut Kohl ne se fait pas faute de le lui rappeler, alors que la campagne pour les élections législatives de 1994 est pratiquement commencée.

L'opinion allemande est partagée. Sensible aux arguments des adversaires d'une « remilitarisation » de la diplomatie allemande, elle était très hostile à l'engagement de la Bundeswehr sur des théâtres lointains. Mais elle a changé, pas seulement pour des raisons « nationales », mais aussi parce que l'Allemagne démocratique peut avoir un rôle à jouer dans le maintien d'un ordre international pacifique. Comme dans d'autres pays occidentaux, le débat est mené avec des concepts souvent manichéens hérités de la guerre froide ; or des

Manière de voir
LE TRIMESTRIEL EDITÉ PAR
LE MONDE
diplomatique

L'AGONIE DE LA CULTURE

Tout est à repenser. En reflux, les idéologies qui avaient structuré la réflexion durant plus d'un siècle libèrent l'imagination. Mais les risques culturels sont grands. Comment échapper à l'invasion des médias ? Comment les intellectuels envisagent-ils désormais le salut du monde ? Quel rôle pour les créateurs en cette fin de siècle bouleversée ? Une lecture indispensable pour remettre les idées en place.

AU SOMMAIRE :

■ La culture américaine au service des marchands, par Herbert I. Schiller ■ Un ethnologue à Euro Disneyland, par Marc Augé ■ Portrait idéologique de l'artiste fin de siècle, par Yves Héliès et Alain Jouffroy ■ Mon théâtre, qu'est-ce que c'est ? par Armand Gatti ■ Dois-je jouer Beethoven quand les gens ont faim ? par Miguel Angel Estrella ■ Etre comme eux, par Eduardo Galeano.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 42 F

Le Monde
EN POCHES

Le Monde
YUGOSLAVIE
CHRONIQUE D'UN CONFLIT

NOUVEAU

Disponible en librairies et en grandes surfaces

ESPACE EUROPÉEN

TRIBUNE

Pour une intégration économique franco-italienne

par Marcello De Cecco

UN an seulement s'est écoulé depuis le début du tremblement de terre monétaire qui a complétement réorienté les perspectives européennes à Maastricht. En Europe, ceux qui avaient lié leur destin à une union monétaire rapide et complète quittent la scène l'un après l'autre et sont remplacés par des personnages moins directement engagés par des objectifs aussi nobles. Qui plus est, l'émigration commerciale déjà atteinte semble désormais difficile à défendre.

Dans la réalité géopolitique qui a suivi le démantèlement de l'URSS, il est inutile de se cacher la nécessité de repenser radicalement notre idée de l'Europe. En partant de son nouveau centre naturel, l'Allemagne unie.

Les nouvelles dimensions de l'Allemagne

Face à cette Allemagne qui a retrouvé la mesure d'une activité globale en politique internationale et qui se fait les muscles dans l'impressionnisme vide créé en Europe par la disparition de l'URSS, le moment est venu de penser à de nouvelles stratégies d'intégration économique et politique. Il est clair qu'une Europe balkanisée convient parfaitement à la nouvelle Allemagne, avec un niveau d'intégration

maximum dans le domaine commercial, mais sans la volonté d'imposer une intégration politique fondée sur la coopération et l'égalité. Point n'est besoin de démontrer quiconque pour craindre au caractère réaliste de ces hypothèses. Il suffit de partir du principe selon lequel chacun cherche à obtenir le bien-être maximum avec l'effort minimum.

Quand sera finie l'immense œuvre de modernisation de l'est de l'Allemagne, l'économie allemande, étroitement intégrée à celles de l'Autriche, des Pays-Bas, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Slovaquie et des cantons allemands de la Suisse, aura plus que doublé par rapport à l'Allemagne actuelle. C'est alors seulement que les Allemands seront disposés à repartir des étapes ultérieures de l'unification européenne, du haut de leur nouvelle puissance. Jusque-là, ils figureront tous les efforts visant à réaliser l'Europe de Maastricht, parce qu'ils pensent, à juste raison, que celle-ci était modelée en fonction des anciens équilibres géopolitiques et économiques.

La Communauté européenne s'est créée dans l'origine sur un équilibre global entre les forces économiques des principaux États membres. Cet équilibre avait été artificiellement atteint par la division de l'Allemagne. Malgré sa précarité, il nous a apporté plus de trente années de paix, de développement, d'intégration, dans l'Europe à l'ouest de l'Elbe. Depuis 1990, il a commencé à s'effondrer et s'évanouira de plus en plus avec la croissance économique de l'Allemagne unifiée.

Pour que l'équilibre dynamique permettant de donner une nouvelle et décisive impulsion à la construction européenne puisse être retrouvé, il faut qu'apparaissent en Europe une autre unité de dimensions comparables à l'Allemagne. Cette nouvelle unité peut se former seulement à partir d'une intégration économique plus poussée entre l'Italie et la France. En 1949, les

deux pays ont déjà signé un traité d'union économique que leur grande complémentarité rendait très réaliste. Il fut rendu caduc par l'échec de la Communauté européenne de défense et la création de la CEE.

Maintenir sa personnalité

Il ne serait pas déplacé de proposer aujourd'hui un objectif semblable. Les chocs sont moins faciles qu'en 1949. Les Italiens n'ont plus une main-d'œuvre en surabondance et les Français n'en ont plus besoin. Mais nous sommes encore les meilleurs importateurs de produits agricoles français et nos structures industrielles sont complémentaires. Du point de vue industriel, l'Italie est une Allemagne à échelle réduite. Mais, là où elle est faible, l'industrie française est forte.

Entre les deux économies existe une parité des forces qui rend difficile l'intégration. Mais si elle est bien dirigée et si elle réussit, elle n'oblige pas les partenaires à renoncer à leurs spécificités technologiques ou productives, comme ce serait au contraire le cas si l'économie italienne ou l'économie française devaient s'intégrer à celle du géant allemand qui émergera de la restructuration en cours en Allemagne et en Europe centrale.

Une intégration de l'industrie automobile italienne avec la française est possible, comme le sont les fusions italo-françaises dans le secteur de la chimie, de l'aéronautique et de la sidérurgie. Une intégration complète des deux industries textiles est tout aussi réaliste, tandis que celle des produits alimen-

taires est déjà bien avancée. La même remarque vaut pour le machinisme-outil et l'électronique. A vrai dire, on en parle depuis des années. Il est évident qu'il manque, chez les deux partenaires, mais surtout chez les Français, la volonté politique indispensable pour transformer en réalité ces projets de fusion souvent évoqués.

Malheureusement, cette absence de volonté politique s'est aggravée quand, à partir de 1989, les dirigeants français se sont engagés de toutes leurs forces dans la construction de l'union économique avec l'Allemagne, avec des résultats, en termes de développement et d'emploi, qui tout le monde peut constater aujourd'hui. Jamais plus d'ailleurs, après la défaite de Napoléon, la France n'a souhaité une union économique étroite avec l'Italie, à l'exception du traité évoqué ci-dessus de 1949.

Cesser

une concurrence ridicule

Il serait pourtant opportun que nos orgueilleux cousins transalpins, pour lesquels la perspective d'une union avec les Italiens évoque des images négatives de mafiosi et de manges, de spaghetti, se rendent compte qu'une intégration plus poussée avec l'économie allemande comporte pour eux, dans les conditions qui prévalent à la fin du siècle, une renonciation de plus en plus douloureuse à leur individualité économique, tout simplement parce qu'ils n'ont pas l'envergure suffisante pour la conserver, alors que l'industrie allemande, elle, la possède.

Il ne semblent pas avoir encore compris que l'intégration avec l'Al-

lemagne signifie renoncer en grande partie à leur structure industrielle moderne, tandis que l'intégration avec l'Italie veut dire faire fructifier les productions de pointe de l'industrie française et en renforcer les points faibles, dans des conditions de supériorité écrasante pour tout ce qui concerne le capéité de construction et de gestion des infrastructures.

La réalisation d'une liaison ferroviaire rapide Turin-Lyon, le gestionnaire commun des ports de la Méditerranée, qui aujourd'hui se font une concurrence ridicule, des accords entre les sidérurgies de Taranto et de Fos, qui sont les plus modernes d'Europe, la constitution de grands holdings franco-italiens dans l'aéronautique, la chimie, le pétrole et, avant tout, dans le secteur automobile, ramèneraient comme par enchantement l'avenir de l'Europe à ce qu'elle a vécu son passé le plus glorieux. Seulement alors obtiendrait-on de nouveau cet équilibre économique et politique qui, difficilement créé dans l'après-guerre, a été détruit par la réunification allemande et par la dissolution de l'URSS.

L'Allemagne pourrait reprendre sa vocation traditionnelle de facteur d'industrialisation dans l'est de l'Europe, et la nouvelle entité économique latine pourrait dialoguer avec elle d'égal à égal, sans peur et sans complexe, étendant l'espace économique européen de l'Atlantique à l'Oural.

Au lieu de croire cette proposition inspirée par une obsession germanophobe, il faut comprendre que la création d'une entité économique franco-italienne est peut-être l'unique voie pour sauver l'unité de l'Europe, en sauvant les acquis

des trente dernières années et en élargissant un horizon qui autrement deviendrait de plus en plus inquiétant. Il n'est pas possible de croire, en effet, que les Italiens et les Français se soumettront tranquillement à la nécessité de fermer de plus en plus d'usines dans les deux pays, qui seront, s'ils restent divisés, écrasés par la productivité de l'industrie allemande renouée, renforcée par les bas salaires des pays de l'Est, dans lesquels les entreprises allemandes sont déjà en train de transférer les productions les plus simples et les plus consommatrices de travail.

En termes de chômage, les conséquences seront tellement lourdes qu'elles en deviendront nécessairement inacceptables pour les dirigeants politiques italiens et français. Il sera alors indispensable de sacrifier le niveau d'intégration déjà atteint en Europe.

L'objectif du projet d'intégration franco-italienne avancé ici est précisément d'éviter cette conclusion. Il n'est pas germanophobe, mais pro-européen, pour une Europe qui ne soit plus artificiellement divisée entre l'Ouest et l'Est.

La traditionnelle capacité visionnaire des dirigeants français ne peut pas rester fixée sur l'axe Paris-Bonn. Il est temps que la France se remette à inventer son avenir et, en liant étroitement son économie à celle de l'Italie, modèle, comme elle l'a toujours fait, l'avenir de l'Europe. » Marcello De Cecco est professeur d'économie monétaire à l'université La Sapienza de Rome.

ARTE en Allemagne : peu reçue, bien perçue

La chaîne culturelle est la petite dernière des vingt ou trente programmes offerts au téléspectateur câblé. Mais elle a déjà su imposer une image de qualité

Le Goethe Institut de Paris, le *Süddeutsche Zeitung* et le *Monde* ont organisé du 29 septembre au 1^{er} octobre un colloque qui a marqué le premier anniversaire de l'arrivée de la chaîne culturelle européenne sur le réseau hertzien en France. Critique de télévision du quotidien de Munich, Doris Metz explique comment ARTE est reçue et perçue en Allemagne.

Le programme d'ARTE « est une des dernières étoiles brillantes dans le ciel brumeux de la télévision allemande ». Des messages comme celui-ci, il en arrive souvent au siège d'ARTE à Strasbourg. La chaîne culturelle franco-allemande reçoit cinq cents à six cents lettres d'amour par mois de ses fans allemands. Pourtant, l'attraction pour les élitistes du firmament télévisuel semble être dans l'ensemble du public allemand fort limitée.

Sa chaîne préférée ne s'appelle pas ARTE mais RTL. Le téléspectateur allemand a consacré en août dernier 16,5 % de sa présence quotidienne devant le poste au programme (contrôlé par la CLT et Bertelsmann) volontiers qualifié de « porno », qui a réussi en moins de dix ans à devenir le plus regardé d'Allemagne et le plus gros capteur de publicité en Europe. Les deux chaînes de service public, financées à la fois par la redevance et par la publicité — ARD et ZDF — doivent depuis peu se contenter à tour de rôle de la deuxième et de la troisième place. Alors qu'en juillet ZDF devançait ARD avec 17,7 % contre 16,6 %, ARD avec 17,8 % a battu ZDF (17,7 %) d'une tête le mois suivant. Ce fut une surprise pour beaucoup qu'un programme privé se trouvant à un point tel en délicatesse avec la qualité puisse devenir le numéro un allemand : car il y a dix ans encore, les téléspectateurs ne considéraient que 1,3 % de leur attention à RTL, contre 42 % à ARD et 41 % à ZDF.

La deuxième grande chaîne privée, Sat 1 (contrôlée par le magnat des médias Len Kirsch et les éditions Springer), talonne également, avec 15 %, celles qui naguère jouissaient d'un quasi-monopole. Aux places suivantes du carrousel-télé allemand se trouvaient en août la chaîne-cinéma Pro 7 (8,4 %) et les troisièmes programmes (régionaux)

d'ARD, avec au total 7,9 %. Car, contrairement à ZDF, ARD — dont le sigle veut dire « coopérative des stations de radio de service public de la République fédérale d'Allemagne » — n'est pas une institution centralisée, mais une construction fédérale composée de quatorze stations régionales indépendantes qui, à côté du programme national commun, diffusent chacune un « troisième » programme dans les Länder.

Les difficultés du satellite

Tandis qu'ARTE ne doit se battre qu'avec quatre concurrents pour s'attirer les faveurs du téléspectateur en France, l'exigence chaîne culturelle doit affronter une situation autrement plus difficile en Allemagne ; le téléspectateur câblé peut y capter entre vingt et trente programmes.

Outre les offres ambitieuses des stations de service public et des « troisièmes » programmes avec leur traditionnelle orientation pédagogique, deux autres chaînes de vocation culturelle et informative s'offrent aux téléspectateurs allemands, les deux chaînes par satellite d'ARD et de ZDF, 1 Plus et 3 Sat, qui doivent fusionner avant la fin de l'année. Il faut cependant reconnaître que 1 Plus et 3 Sat ont été ces dernières années moins des programmes culturels innovants et créatifs que des supports pour la rediffusion des émissions de leur maison mère respective.

Au-delà de la multiplicité des concurrents, ARTE doit, sur la rive droite du Rhin, résoudre encore un problème beaucoup plus grave, qui lui a valu le sobriquet peu flatteur de « chaîne d'aveugle » : il est difficile de trouver et de recevoir ARTE sur les téléviseurs allemands. Bien que le zéro de diffusion ait été considérablement augmenté au cours des derniers mois et qu'elle atteigne maintenant plus de dix millions de foyers, ARTE est parmi les chaînes culturelles ou les chaînes dites « petites » celles qui sont uniquement sur le câble comme la chaîne d'informations N-TV ou l'autre chaîne d'informations Vox reconstruite dans le sexe et la série politique, ou encore la chaîne sportive de Springer et Kirch — DSF — celle qui a la diffusion la plus réduite.

ARTE a peut-être reçu que par 31 % de l'ensemble des foyers allemands et 62 % des foyers câblés. Plus important encore : un ne peut

pratiquement pas capter ARTE par satellite (2 % seulement des Allemands ayant accès au satellite) ; ce qui fait que les téléspectateurs des nouveaux Länder de l'Est, qui dépendent essentiellement du câble sont privés d'ARTE.

Ce handicap pourrait être partiellement surmonté en 1994 grâce au passage d'ARTE sur le satellite Astra. Encore qu'il ne reste pour ARTE — « sauf miracle », comme le dit le secrétaire général d'ARTE-Deutschland, Hans Günther Brücke — sur Astra D que la plus défavorable des solutions, puisque, pour capter le programme, les Allemands devront modifier à grands frais les coupes de réception.

Un public jeune et éduqué

Pourtant c'est justement cette question — « Quand serez-vous enfin sur Astra ? » — qui a amené des gens intéressés par ARTE sur son stand de l'Exposition internationale de radio et de télévision à Berlin. On a eu là une confirmation, comme le remarquent les responsables d'ARTE-Deutschland à Baden-Baden, du fait que, contrairement à ce qui est souvent dit, la chaîne s'adresse à un public plus large qu'une couche « pédagogique-élitiste », de tous les âges et de toutes les conditions sociales.

Une étude réalisée à la demande des partenaires allemands d'ARTE va dans le même sens, encore que « les tranches d'âge jeunes et moyennes » qui ont le plus souvent une formation supérieure soient « légèrement sur-représentées », et qu'il existe une différence nette Est-Ouest dans la réception, la fréquentation et le degré d'acceptation de la chaîne. Il est remarquable que même les intellectuels allemands, qui contrairement à leurs collègues d'ARTE-Deutschland à Baden-Baden, n'ont jamais fait mystère de leur rejet du média télévisé, aient adopté la chaîne culturelle franco-allemande. L'écrivain et président de l'Académie des arts, Walter Jens, s'enthousiasmait encore récemment au cours d'une discussion pour son « programme favori » — ARTE — et ses « riches thématiques qui ouvrent des horizons nouveaux ».

Seuls les parains allemands d'ARTE paraissent un peu tièdes par rapport à leur enfant commun, tandis que l'intendant de ZDF Dieter Schöte ne perd aucune occasion d'exprimer publiquement son scepticisme face à un « rejeton

octroyé par la politique » et à ses « ambitions démesurées pour la télé », le nouveau président d'ARD approuve plutôt la création d'ARTE. Ce qui n'empêche pas que l'absence d'ARTE sur le satellite Astra C, beaucoup plus intéressante qu'Astra D, est largement due au faible engagement d'ARD et de ZDF, qui ont donné la priorité à leurs programmes principaux, aux « troisièmes » programmes et à 3 Sat.

Le président d'ARD va prendre la présidence du collège le plus important d'ARTE, à savoir l'assemblée des membres du GEIE. Cette accession permettra-t-elle un changement de la politique allemande vis-à-vis d'ARTE ? C'est à voir. On doit cependant ajouter pour être fair play qu'ARD et ZDF ne sont pas de grandes chaînes nationales se trouvant dans une situation totalement différente de leur partenaire français, la SEPT, dont l'existence dépend d'ARTE. « Cependant, après quelques hésitations au début, ARD s'occupe maintenant activement d'ARTE. » C'est ainsi en tout cas que Michael Schmid-Ospach, chargé de mission pour ARTE au WDR (la station installée à Cologne), décrit le climat interne à ARD.

Pourtant le représentant d'ARD ne laisse aucun doute sur un point : des « éphémères » ne sont jamais produites pour ARTE. Toute émission prévue pour ARTE « doit trouver une place dans le programme ARD ou dans un des troisièmes programmes ». Michael Schmid-Ospach rejette le reproche entendu du côté français, selon lequel les Allemands n'utiliseraient ARTE que comme « rocher d'alt » pour refinancer leurs propres programmes. L'argent d'ARTE profite certes, dit-il, aux rédactions d'ARD, et on doit en dernière analyse « veiller à l'économie et exploiter les synergies ».

Les téléspectateurs aussi attendent beaucoup des effets de synergie à long terme. Les « ARTE-istes » — comme on les appelle aussi en Allemagne — forment un cercle encore extrêmement réduit, chaque soir de vingt mille à deux cent mille Allemands se branchent sur ARTE. Pourtant ARTE a acquis une sorte d'hégémonie en matière de qualité que personne ne peut plus ignorer.

DORIS METZ
(Süddeutsche Zeitung)

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE, par jugement du 21 juillet 1993, a condamné M. Henri J. NIJDAM, directeur de la Publication du magazine *LE NOUVEL ECONOMISTE* et la société Le Nouvel Economiste, à payer à M. Jean-Louis PETRIAT, président-directeur général de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et président du directoire de la société Groupe GMF SA, 100 000 F de dommages-intérêts pour l'avoir fautiveusement mis en cause par un ensemble de textes parus dans le numéro 896 du *NOUVEL ECONOMISTE* du 28 mai 1993, portant notamment pour titre « L'impunité d'un patron ».

Le jugement du 21 juillet 1993 a été frappé d'appel ; cette publication est réalisée en vertu de l'exécution provisoire ordonnée par le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE et poursuivie par M. PETRIAT. »

محكمة القضاء

Le projet de loi sur l'emploi et l'examen du budget 1994 à l'Assemblée nationale

Le gouvernement et la majorité cherchent un compromis sur la budgétisation des allocations familiales

Judi 30 septembre, l'Assemblée nationale a adopté, en son amendement, douze des treize premiers articles (sur un total de cinquante) du projet de loi quinquennale sur l'emploi, texte présenté par le ministre du travail, Michel Giraud, et sur lequel le gouvernement a déclaré l'urgence. L'article premier, portant sur la budgétisation des allocations familiales, a été réservé jusqu'à la fin de l'examen du texte, Matignon, le ministre des affaires sociales de l'Assemblée travaillant à trouver des formules de compromis.

Pièce spectacle que cette journée de débat parlementaire sur un texte censé être « essentiel » sur le plan du gouvernement et tracer les grandes lignes d'une « loi de société » pour les cinq ans à venir. Les séances ont été en longueur et sombres, souvent, dans la confusion. Le ministre du travail, qui semblait ne pas maîtriser des textes mal ficelés, a demandé, à plusieurs reprises, des suspensions de séance : était-ce pour

dialoguer avec Matignon ou pour consulter sa batterie de conseillers, nombreux, trop nombreux ? Le rapporteur, Denis Jacquat (UDF, Moselle), moralement écarté, abandonnant des amendements que la commission des affaires sociales avait adoptés quelquefois à l'unanimité. Les socialistes les reprenaient alors, parfois, à leur compte. Le gouvernement proposait lui-même des amendements qui compliquaient le texte d'origine ou qui, tantôt, faisaient double emploi avec ceux des députés, tantôt, les contredisaient. Au-dessus de cette pagaille, peu glorieuse vu l'enjeu du débat, trônait, quasiment royal, Philippe Séguin, qui avait l'air de s'amuser, distribuant ici des conseils au rapporteur, là des remarques caustiques au ministre ou des réprimandes aux députés, et sachant se montrer patelin avec les communistes.

Véritable arbitre du débat parlementaire devant les hésitations d'un Michel Giraud ou les états d'âme du rapporteur, M. Séguin a su servir de médiateur en remettant de l'ordre dans la longue liste des amendements soumis à discussion et en renvoyant à plusieurs reprises, par des suspensions de séance, les conseillers du

ministre et les administrateurs de la commission rédiger des textes plus compréhensibles. Il profitait, alors, de l'occasion pour « griller » une cigarette dans la salle des Pas-Perdus, sa détermination à présider tous les débats le contraignant à de longues heures d'abstinence tabagique.

La journée avait pourtant bien commencé. Au petit déjeuner, le premier ministre avait reçu à Matignon des membres de la commission des affaires sociales, ainsi que les présidents de groupe, Bernard Pons pour le RPR, Charles Millon pour l'UDF. Il avait fait montre d'ouverture dans la discussion, par exemple sur le ticket-service ou l'extension des contrats d'emploi-société, se déclarant favorable à certaines expérimentations. S'il avait opposé un refus à la demande de M. Millon ne pas limiter l'allègement des cotisations patronales d'allocations familiales aux plus bas salaires, il avait prêté une oreille attentive, en revanche, à sa proposition de voir les entreprises bénéficiant d'allègements de charges s'orienter vers des contreparties, soit en termes de formation, soit en termes d'embauche de stagiaires.

Il reste à trouver une formule, sans doute difficile à mettre au point, mais qui justifie que le gouvernement réserve la discussion de l'article premier (portant sur la budgétisation des allocations familiales) jusqu'à la fin de l'examen du texte, pour laisser aux parlementaires et aux services de Matignon et du ministère du travail le temps d'y parvenir.

En dépit d'amendements nombreux, près de mille, dont plus de la moitié émanant de la majorité, les discussions auraient pu s'engager à un rythme soutenu. Malgré quelques listes d'amendements d'obstruction, les communistes ne se montraient pas très opiniâtres. Comme par un accord tacite ou secret, ni eux, ni les socialistes n'ont demandé beaucoup de scrutins publics, et M. Séguin n'est pas à subir de nouvelle grappe à ce sujet.

« Chèque » plutôt que « ticket » service

Cependant, comme on s'y attendait, c'est la majorité qui s'est efforcée dans ses propres contradictions et tergiversations, passant des heures à couper les cheveux en quatre, par exemple sur le « ticket-service », titre destiné à rémunérer les services des personnes occupant un emploi auprès de particuliers à domicile, comme les aides ménagères. Certains voulaient l'étendre à la France entière, et le plus vite possible ; d'autres préconisaient pour qu'il soit accessible aux associations comme aux particuliers.

Seul point d'unanimité : les députés

de la majorité, jugeant l'appellation « ticket-service » trop péjorative, avec ses relents de période du rationnement, lui ont préféré celle, plus noble, de « chèque-service ». Cela a permis à Magrette Jacquat (PC, Seine-Saint-Denis) une pittoresque évocation de son grand-père allant se faire « embaucher à la corvée ». « A part l'appellation, ce sont des formes de travail qui n'ont rien de nouveau, ni de moderne, monsieur le ministre. Ce chèque-service est une remise en cause même du statut de salarié. C'est un travail à la carte, à la corvée ».

Bien vite, il est apparu que l'on se perdait dans le détail et que les députés se trompaient de rôle, « braconnant sur le domaine réglementaire », qui appartient au gouvernement, comme l'a dit joignant Patrice Martin-Lalande (RPR, Loire-et-Cher). L'explication était, peut-être, que le gouvernement n'avait pas, lui, fait un bon projet de loi. La commission des affaires sociales, qui se targuait d'avoir adopté plus de soixante amendements, ne s'est pas montrée très pugnace quand il s'est agi de les défendre. L'engagement de M. Giraud de transmettre telle proposition à son collègue Alain Madelin, ministre des entreprises, pour créer un statut du travailleur indépendant, ou de communiquer les amendements « famille » de Bernadette Isaac-Sibille (UDF, Rhône) à Simone Veil, qui prépare une grande loi sur la politique de la famille pour la session de printemps, ont en fait raison de leurs aménagements. D'autant que, retrouvant de vieilles habitudes, les députés, au troisième jour de session extraordinaire, étaient déjà beaucoup moins nombreux en séance.

CLAIRE BLANDIN

La commission des finances s'inquiète des sacrifices imposés aux collectivités locales

Le gouvernement aura maille à partir avec les députés sur le dossier des finances locales lors de la discussion budgétaire qui s'ouvrira à l'Assemblée le 12 octobre. Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a pu prendre toute la mesure de cette grogne parlementaire naissante à l'occasion de son audition par la commission des finances de l'Assemblée nationale, jeudi 30 septembre, puisqu'il a dû essayer les doléances groupées de députés de la majorité comme de l'opposition, unanimes à se plaindre de la réduction des concours de l'Etat aux collectivités locales. Les membres de la commission des finances relataient ainsi le point de vue de Jean-Pierre Faurcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine et président du Comité des finances locales, qui avait estimé, le 21 septembre, que le gouvernement, pour « avoir trop chargé la barque », risquait d'avoir de sérieuses difficultés au Parlement (le Monde du 23 septembre).

S'adressant au ministre du budget, Jacques Barrot (UDF), président de la commission des finances, a souligné que « si la participation des collectivités locales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques est nécessaire, les mesures prévues paraissent excessives ». Les griefs des députés visent notamment la réduction de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de près de 2,6 milliards de francs, le gouvernement ayant estimé que les collectivités locales avaient bénéficié en 1993 d'une DGF dont le montant est indexé sur la croissance « prévisionnelle » - évaluée en raison d'hypothèses de croissance optimistes.

Les députés se plaignent, aussi,

de la réduction de 2,6 milliards de francs des fonds de l'Etat accordés aux collectivités locales au titre de la compensation des abattements de la taxe professionnelle. Ils s'inquiètent de la baisse de 1,26 milliard du remboursement par l'Etat de la TVA dont s'acquittent les collectivités locales, ou manifièrent qu'une fraction de cette taxe est perdue au profit de la CEE. Ça manque à gagner s'appliquera aux investissements déjà engagés. M. Barrot a indiqué qu'il s'opposera à une telle « rétroactivité », jugée « inacceptable », car les collectivités locales ignoraient cette baisse de recettes au moment de l'engagement de leurs dépenses.

Conscient de ce malaise, le RPR a reconnu, jeudi, par la voix de Jean-François Mancel, député général chargé de la décentralisation et des élus locaux, que de telles « critiques (...) ne sont pas sans fondement ». Selon M. Mancel, il est « indispensable que la majorité parlementaire obtienne de la part du ministre du budget, qui s'y dit prêt (...), des améliorations substantielles », notamment sur le dossier de la TVA.

D'autre part, Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général du budget, a contesté après la réunion de la commission des finances l'évaluation officielle de 1,1 % de la hausse réelle des dépenses publiques. Selon ses propres calculs, intégrés crédits (RMI, contrats emploi-solidarité, etc.) qui auraient été minorés par le gouvernement de Pierre Bérégovoy dans la loi de finances de 1993, l'augmentation des dépenses s'élevait à 2,47 %, soit un taux supérieur à la hausse prévue de 1,4 % des prix.

FREDERIC BOBIN

Les principaux articles adoptés

Les députés avaient adopté, jeudi 30 septembre, en première lecture, neuf articles du projet de loi quinquennale sur l'emploi :

- l'article 2 prévoit la présentation au Parlement, par le gouvernement, d'un rapport sur les conséquences sur l'emploi d'une modification de l'assiette ou de la suppression des contributions pesant sur les entreprises ;
- l'article 3 proroge et étend les dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié, en les étendant à la reprise de petites entreprises, aux zones rurales ou urbaines en difficulté, en métropole comme dans les DOM ;
- l'article 4 institue le chèque-service, permettant la rémunération de salariés occupant des emplois de services auprès de particuliers, y compris dans le cadre d'associations intermédiaires qui fournissent des services aux particuliers comme des aides

- ménagères ; la mesure sera appliquée de façon progressive dans au moins deux régions - mais toutes les régions volontaires pourront l'expérimenter - et sur un délai de dix-huit mois ;
- les articles 5 et 6 renforcent les aides en faveur des chômeurs créateurs d'entreprises et de la création d'entreprises dans le cadre de l'essai-mage ;
- l'article 8 élargit et assouplit le dispositif relatif aux groupements d'employeurs ;
- l'article 10 institue les stages d'insertion et de formation à l'emploi ;
- l'article 11 modifie le régime des contrats de retour à l'emploi ;
- l'article 12 définit les bénéficiaires des contrats emploi-solidarité (CES) - chômeurs de longue durée ou âgés de plus de cinquante ans, handicapés, allocataires du RMI - et les états, par voie d'amendement, aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans « connaissant des difficultés particulières d'insertion ».

Les présidents diplomates

Suite de la première page

« Tout le monde se souvient des discours de François Mitterrand devant la Knesset, à Jérusalem, devant la Diète japonaise ou devant le Bundestag à Bonn », souligne le président de l'Assemblée nationale à l'appui de sa proposition (1).

Celle-ci bouscule, toutefois, les frontières entre le domaine de la politique intérieure et celui de la politique étrangère. Autrement dit, il y a là une incursion du législatif dans les affaires de l'exécutif. Selon l'interprétation de la Constitution et du règlement de l'Assemblée nationale qui prévaut jusqu'à maintenant, il était interdit aux chefs d'Etat et de gouvernement étrangers de pénétrer dans les hémicycles du Parlement français pour y prendre la parole. Au nom d'un principe simple : on ne saurait accorder à ces dirigeants ce que l'on refuse au président de la République française, qui, depuis la III^e République, ne communique avec le Parlement que par le biais de messages. Rien, cependant, dans les textes, ne venait expressément fonder cette interdiction. Mieux encore, les archives de l'Assemblée nationale relaient un précédent, l'allocution à la tribune, le 3 février 1919, du président américain Woodrow Wilson.

Le président du Sénat faisait la même analyse. « Ce n'est prévu nulle part. Tout l'autorise, puisque rien ne l'interdit », constatait-on au Palais du Luxembourg. Pour René Manry comme pour Philippe Séguin, qui venait d'être élu et qui entendait bien exercer pleinement les prérogatives attachées à leur fonction, l'évidence s'imposait de ne pas laisser inexploité une possibilité dont le bénéfice politique promettait d'être considérable.

Dès lors, une course de vitesse s'engage entre les deux hommes

pour revendiquer cette idée et pour être le premier à la mettre en œuvre. Président du Sénat depuis le 2 octobre 1992, M. Monory profite d'un voyage officiel en Allemagne, en février, pour reprendre une idée de son prédécesseur, Alain Poher, l'inviter le chancelier allemand Helmut Kohl à rencontrer les sénateurs. Arrivé au perchoir le 2 avril, M. Séguin brûle les étapes en proposant publiquement au premier ministre britannique, John Major, de venir s'adresser aux députés depuis la tribune de l'Assemblée nationale. Mais le projet doit vite être abandonné devant les difficultés politiques qu'affronte M. Major dans son pays.

Course de vitesse

M. Monory reprend provisoirement l'avantage en obtenant l'accord de M. Kohl et rendez-vous est pris pour le 13 octobre dans l'hémicycle du palais du Luxembourg. M. Séguin ne renonce pas pour autant. Faute de premier ministre, il aura un roi avec, en prime, quelques précieux jours d'avance : Juan Carlos accepte son invitation pour le 7 octobre.

La rivalité continue. De retour d'un voyage aux Etats-Unis, M. Monory envisage déjà d'accueillir son « homologue du Sénat américain », Albert Gore, vice-président des Etats-Unis, et M. Séguin rêve, de son côté, d'un discours devant l'Assemblée de Bill Clinton lui-même, lors d'une éventuelle visite en France. Cette surenchère, qui semble pousser les deux hommes à lancer des invitations diplomatiques pour leur seul prestige personnel, au mépris du respect élémentaire de la séparation des pouvoirs, irrite souverainement l'Hôtel Matignon et le Quai d'Orsay.

« La politique étrangère de la France, c'est l'exécutif qui la conduit, et pas le législatif », rappelle-t-on sèchement dans l'entourage d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. « Il est inadmissible que les présidents des Assemblées jouent de la diplomatie pour leur propre compte », ajoute-t-on. A Matignon, on est encore plus sévère vis-à-vis de ce que l'on tient pour un « caprice » des deux présidents, et l'on est bien décidé à leur signifier qu'il n'est pas question de les laisser s'aventurer tout à l'aise dans la « cour des grands ».

Les invitations ont été lancées et largement médiatisées. Cependant, s'il est trop tard pour s'y opposer, il est encore temps de bien les encadrer et de rappeler quelques grands principes. Au président de l'Assemblée nationale comme au président du Sénat, le message du gouvernement est clair : cette procédure, d'une part, doit rester

exceptionnelle, et, d'autre part, ne peut se faire qu'en totale concertation avec l'exécutif. Un président d'Assemblée ne pourra pas, désormais, prendre l'initiative d'inviter spécialement un chef d'Etat ou de gouvernement à prononcer un discours devant la représentation nationale, et c'est seulement dans le cadre d'un voyage officiel ou d'un voyage d'Etat qu'une étape parlementaire pourra être envisagée.

Invitation à M. Mitterrand

Conséquence immédiate de cette reprise en main, l'Hôtel Matignon fait comprendre à M. Monory qu'il doit renoncer d'office à son idée de faire suivre le discours de M. Kohl d'un débat, toujours dans l'hémicycle, avec les sénateurs. A un moment où les relations franco-allemandes peuvent pâtir des négociations commerciales du GATT, le risque d'un dérapage ne peut être exclu. Le débat, a indiqué M. Monory jeudi 30 septembre, n'aura lieu qu'avec les présidents des groupes et dans la bibliothèque du Sénat, non dans l'hémicycle. Le président de la République et le premier ministre assisteront, ensuite, à une réception offerte à cette occasion au palais du Luxembourg. L'agacement d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé est d'autant plus vif, vis-à-vis de Philippe Séguin, qu'il s'appuie sur des rivalités internes au mouvement néogaulliste. Le premier ministre et le ministre des affaires étrangères prêtent, en effet, au président de l'Assemblée nationale, qui est le principal contradicteur de la politique gouvernementale au sein du RPR, l'intention d'user de cette « diplomatie parlementaire » pour renforcer son influence. Déjà difficiles, les relations entre

« à grand gabarit » qui pourrait être Seine-Nord, projet reliant le bassin de la Seine aux canaux du Nord, et au bassin de l'Escaut. « Nous choisissons le canal qui coûtera le moins cher, dont la réalisation est la plus rapide et la plus spectaculaire. » Si le choix du canal n'est pas « encore défini, des études sont en cours mais, d'après les premiers éléments, il semblerait que la liaison Seine-Nord réponde le plus aux critères définis ». D'autres pourront être accrochés derrière », a précisé le ministre.

M. Bosson a pris l'engagement de lancer « une nouvelle liaison fluviale »

Le débat sur la politique des transports au Sénat
M. Bosson annonce une nouvelle liaison fluviale

A l'issue des deux jours de débats au Sénat consacrés aux enjeux de la politique des transports et à ses nouveaux modes de financement à trouver, Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a défini, jeudi 30 septembre, les grands axes de sa politique dans ce secteur, et a annoncé l'ouverture de deux nouveaux chantiers : l'un concerne les voies d'eau navigables et l'autre la réforme des transports publics en Ile-de-France.

M. Bosson a pris l'engagement de lancer « une nouvelle liaison fluviale »

Pour la réforme des transports publics en Ile-de-France, un projet de loi sera déposé à la session de printemps 1994. Le ministre souhaite réformer le statut du syndicat des transports parisiens (STP), mettre fin au système actuel de l'indemnité kilométrique, et accroître la responsabilité des collectivités locales dans la détermination des tarifs. L'Etat doit aussi « mettre au point des critères justes pour les subventions versées aux transports urbains de province », a déclaré le ministre.

A. B.-M.

Casse-tête protocolaire

Au-delà de l'anxieux politique qu'elle représente, la visite à l'Assemblée nationale, du roi et de la reine d'Espagne est surtout un vrai casse-tête protocolaire. Depuis plusieurs semaines, les services du protocole de l'Assemblée nationale et du Quai d'Orsay étudient avec leurs homologues espagnols les moindres détails de la cérémonie. Pour cette « première » à l'Assemblée nationale, tout est à inventer. Il s'agit, d'abord, de déterminer la composition du cortège qui quittera l'hôtel de Lesseps pour rejoindre l'hémicycle. Premier problème, le protocole espagnol précise que le roi et la reine sont indissociables,

mais que cette contrainte peut être partiellement levée lorsqu'ils sont à l'étranger. Ils avanceront donc séparément, la reine devant, accompagnée par le président de l'Assemblée nationale, tous deux suivis de la reine et du reste du cortège.

Deuxième question, l'entrée dans l'hémicycle. Qui l'ouvrira ? devait-il annoncer en premier ? La règle républicaine l'a emporté. Comme c'est le cas pour les séances ordinaires, le président aura la primauté. Autre interrogation, quelle place devait-on assigner au couple royal ? Devait-il être assis au même niveau que M. Séguin, c'est-à-dire au perchoir, ou pouvait-il être installé, sans en être offensé, quelques mètres plus bas, au pied de la tribune ? Là encore, il a été décidé de ne rien changer à l'étiquette républicaine. Il n'est pas apparu convenable, en revanche, de proposer les austères bancs ministériels au roi et à la reine. Ils seront donc installés, avec une partie de la suite royale, dans des fauteuils apportés spécialement et disposés devant les travées. Faute de place à la tribune, le roi se « disassociera » une nouvelle fois de la reine pour prononcer, en français, son allocution.

G. P. et P. R.-D.

Mutité sérieux, mutité provocateur, M. Séguin va même plus loin. Au contempteur de la dérive présidentielle des institutions de la V^e République, il se dit prêt à offrir une revanche : « Maintenant que les chefs d'Etat étrangers peuvent s'exprimer dans les enceintes parlementaires, pourquoi le président de la République française en resterait-il exclu ? » M. Séguin, à qui revient la charge de lire dans l'hémicycle, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, les messages présidentiels, est tout disposé à s'effacer, à la première occasion, devant M. Mitterrand. « Je l'invite à venir faire part, lui-même, de son prochain message à la tribune. Et pourquoi pas celui de ses adieux ? »

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

(1) François Mitterrand s'était exprimé le 3 avril 1982 devant la Knesset, le 16 avril 1982 devant la Diète et le 20 janvier 1983 devant le Bundestag.

SOCIÉTÉ

Après trois ans d'arrêt du surgénérateur

La commission d'enquête est favorable sous conditions au redémarrage de Creys-Malville

LYON

de notre bureau régional

Jean Pronost, président de la commission d'enquête sur l'utilité publique du surgénérateur Superphénix, a remis, jeudi 30 septembre, au préfet de l'Isère, un avis favorable, sous certaines réserves, au redémarrage de la centrale de 1 240 MW de Creys-Malville. Une nouvelle enquête d'utilité publique avait en effet été décidée, fin juin 1992, par le gouvernement de Pierre Bérégovoy, après différents incidents du réacteur.

Cette procédure « lourde » avait été choisie pour donner des gages aux mouvements écologistes

qui n'ont cessé de demander l'arrêt de l'exploitation en raison de la nature du combustible — du plutonium, et du fluide caloporteur — du sodium liquide, dont les feux sont redoutés. Sur ce dernier point, le rapport insiste et s'en remet à la vigilance de l'autorité de sûreté. Il précise cependant qu'il ne lui a pas paru que « le centrale de Creys-Malville pouvait être particulièrement dangereuse ou constituer en elle-même une cause significative d'accroissement du risque de détournement du plutonium », et conclut à l'utilité économique de Superphénix pour le maître de la technologie, des futurs approvisionnements éner-

gétiques et de la gestion des déchets des centrales nucléaires. Le personnel de la centrale et les élus locaux devraient bien accueillir cet avis. Les militants écologistes ont tout de même recueilli vingt-cinq mille signatures de personnes s'opposant au redémarrage. La commission Pronost leur en donne acte en recommandant un élargissement du périmètre d'enquête. L'avis favorable et le déclouement politique attendu à sa suite, pour un redémarrage à la mi-1994, peuvent gêner plusieurs personnalités rhodaniennes qui se sont montrées réservées à l'égard de Superphénix, comme Bernard Bosson, maire (UDF-CDS) d'An-

necy, Michel Barnier, président (RPR) du conseil général de la Savoie, ou Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, tous trois ministres du gouvernement Balladur.

Michel Barnier, ministre de l'environnement, a d'ailleurs publié jeudi soir un communiqué commun avec son collègue de l'industrie, Gérard Longuet, pour souligner qu'ils « exigent une absolue sécurité » de l'installation avant d'autoriser son redémarrage et pour rappeler qu'un large débat national sur l'énergie et l'environnement aura lieu au premier semestre 1994.

GÉRARD BUETAS

Coûteux Superphénix

Suite de la première page

Il préconisait la réalisation de travaux pour améliorer, en cas d'incendie, la maîtrise des feux de sodium pulvérisés, ensuite la conduite d'une nouvelle enquête publique sur cette installation, et enfin, remise par le ministre de la recherche et de l'espace, Hubert Curien, d'un rapport sur les possibilités d'incinérer dans ce type de réacteur de plus grandes quantités de plutonium et d'autres déchets radioactifs gênants, les actinides mineurs qui, comme le neptunium, le curium ou l'américium, ont l'inconvénient d'être radioactifs pendant des milliers d'années.

En agissant ainsi, le Premier ministre renvoyait la décision de redémarrage aux calendes grecques, ce qui lui a permis d'apparaître comme le premier défenseur de la sûreté nucléaire dans le pays et de donner à bon compte à la veille des législatives des gages aux écologistes opposés à ce programme. Mais, surtout, il calmait les esprits en faisant jouer un article de loi qui stipule que toute installation de ce type ayant connu une période d'arrêt de deux ans doit être soumise à une nouvelle enquête publique.

Ce fut alors la confirmation dans les rangs des dirigeants de la NERSA et des personnels de la centrale qui espéraient effectuer les travaux réclamés par les autorités de sûreté pendant que le réacteur fonctionnait à faible puissance.

De fait, le bilan d'exploitation de l'installation était bien modeste. Creys-Malville avait, à cette date, beaucoup coûté et bien peu rapporté. Plus de 27,7 milliards de francs, en francs courants, dont 7,65 milliards de francs d'intérêts intercalaires, ont en effet été inves-

gés dans cette installation prototype qui n'a fonctionné que 7 400 heures depuis son couplage au réseau en janvier 1986.

D'arrêt en arrêt, Superphénix n'a produit que 4,5 milliards de kilowatts-heure, alors que le potentiel de son cœur actuel et de son cœur de rechange, actuellement sur étagère, est de quelque 30 milliards de kWh. On imagine sans peine le ballon d'oxygène que représenterait la vente de cette électricité même si le prix de revient du kWh de la centrale de Creys-Malville est 2,3 fois plus cher que celui, 22 centimes, d'un réacteur à eau pressurisée.

Or, même à l'arrêt, l'entretien de Superphénix autour de laquelle gravitent environ 600 personnes coûte cher. « Si en fonctionnement normal, affirme le chef de la centrale, André Lacroix, ces dépenses ne dépassent pas 650 millions de francs par an, elles se sont élevées en 1993 à 750-800 millions de francs. » C'est dire l'impénitence des dirigeants de la NERSA et des personnels de Creys-Malville à redémarrer la centrale. Mais il ne pouvait y avoir de remise en service sans qu'aient été rendues publiques les conclusions de l'enquête publique.

Sans ces recommandations, les autorités de sûreté ne pouvaient bouter leur dossier et les ministres responsables, l'industrie et l'environnement, rédiger l'interdiction de réouverture de la centrale. Optimiste, André Mergui espère la signature de ce premier texte pour la fin de l'année et la remise en route du réacteur pour la mi-94.

D'autres, plus prudents, souli-

gnent que, sur un sujet aussi sensible, les autorités de sûreté vont prendre leur temps, examiner à la loupe l'installation et juger de la qualité des 300 millions de francs de travaux accomplis pour prévenir les feux de sodium pulvérisés dont fut victime la centrale solaire espagnole d'Almería. Comme ces travaux, commencés en décembre 1992, ne devraient être achevés qu'en mars-avril de l'année prochaine, « Superphénix, disent-ils, attendra sans doute son nouveau décret d'autorisation de création jusqu'au printemps. »

« À partir du mois d'avril, affirme un spécialiste des réacteurs, Superphénix devrait parfaitement répondre au cahier des charges des autorités de sûreté. Son redémarrage ne sera donc plus dépendant de la résolution de problèmes techniques. La

En brûler ou pas

Actuallement, Superphénix est surgénérateur. Il fabrique donc plus de plutonium qu'il n'en consomme. Ce phénomène (transmutation) est obtenu grâce au bombardement par les neutrons d'un « combustible » d'uranium appauvri qui ancrera la cour du réacteur. Pour 1 kilo de plutonium brûlé, l'installation en génère 1,2 kilo.

Or, on ne sait pas faire de cette matière produite par le parc électronucléaire français à raison d'une dizaine de tonnes par an. Même son utilisation dans les combustibles Mox (mélange plutonium-uranium) destinés aux réacteurs à eau pressurisée ne suffit pas à la consommer totalement. C'est la raison pour laquelle certains ont songé, moyennant quelques petites modifications, à rendre sous-gé-

nérateurs les surgénérateurs — à commencer par le plus puissant d'entre eux, Superphénix — de manière à ce qu'ils brûlent le plutonium aujourd'hui encombrant.

Mes tests devraient être menés entre 1996 et 1999 avec le second cœur de Superphénix, dont une partie des couvertures, les éléments de la centrale, seraient remplacés. L'installation produirait alors entre 0 et 10 kilos de plutonium par million de kWh, contre 40 précédemment. Dans une seconde étape, la totalité de la couverture fertile du réacteur serait retirée et, avec son troisième cœur, Superphénix, devenu cette fois vraiment sous-générateur, pourrait incinérer de 15 à 26 kilos de plutonium.

J.-F. A.

rités de sûreté pour son peu de promptitude à annoncer les incidents, ne pratique désormais le zèle absolu pour ne pas prêter le flanc aux critiques.

Car, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les raisons de redémarrer une aussi coûteuse installation (2) et sur cette filière dite surgénérateur, dont on leur avait dit dans les années 70 qu'elle serait la solution à toutes les tensions sur les marchés de l'uranium et du pétrole. Or, l'uranium est au plus bas. Quant au pétrole et au gaz, leurs prix ne sont pour le moment pas assez dissuasifs pour amener une relance de cette filière nucléaire.

L'incinération des déchets

Même les plus fervents défenseurs des surgénérateurs ne se hasardent plus aujourd'hui à vanter les mérites économiques de ce type de réacteur. Superphénix, parce qu'il n'est qu'un prototype industriel, est loin d'être aussi rentable qu'un réacteur à eau pressurisée. Mais demain, c'est-à-dire dans trente ou quarante ans, les besoins en énergie seront peut-être tels que cette filière aura à nouveau sa place? Faire tourner Superphénix permettrait donc, disent ses promoteurs, d'amasser du « retour d'expérience » et de sauvegarder ainsi le savoir-faire et les équipes.

En attendant cet « âge d'or » les promoteurs des surgénérateurs ont proposé de nouvelles applications pour mieux justifier le redémarrage de Superphénix : sa transformation en incinérateur de plutonium et d'actinides. Le rapport Curcio demandé par le gouvernement sur ce sujet a confirmé l'intérêt d'une telle opération (le Monde du 30 décembre 1992). Une première expérience a d'ailleurs été menée avec succès en 1986 dans le réacteur prototype Phénix (250 mégawatts) qui a brûlé quelques dizaines

de grammes de neptunium. Une deuxième devrait suivre en 1995 en attendant que des quantités plus importantes — un kilo dans trois ou quatre ans et une dizaine de kilos à la fin de la décennie — ne soient incinérées dans Superphénix s'il redémarre.

Selon les experts du Commissariat à l'énergie atomique, Creys-Malville pourrait incinérer ainsi, en l'an 2000, quinze à vingt-cinq kilos de déchets nucléaires par million de kWh produit. Avec un réacteur optimisé pour cet usage, la capacité pourrait atteindre soixante à quatre-vingt kilos. « C'est loin d'être à la mesure du problème posé par les dix tonnes de plutonium contenus dans les 1 000 tonnes de combustibles irradiés chargés annuellement de l'ensemble du parc EdF », note le physicien nucléaire Jean-Paul Schapira.

« On constate donc que la transformation de Superphénix en incinérateur n'aurait qu'un impact pratique extrêmement limité. Il est évident que si l'on voulait s'engager dans cette voie, il faudrait logiquement prévoir la construction d'un réacteur de même type pour deux ou trois réacteurs actuels du parc EdF ce qui devrait stabiliser l'inventaire de plutonium et d'actinides. » C'est impensable aujourd'hui. Qu'il redémarre ou non, Superphénix n'aura donc pas de successeurs avant de longues années.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(2) A titre indicatif, les Américains ont dépensé plus d'un milliard de dollars pour le réacteur de 300 mégawatts de Clinch River dont les bâtiments ne sont jamais sortis de terre. Les Allemands ont investi 23,8 milliards de francs dans leur SWR-300 de 300 mégawatts, construit à Kalkar et abandonné définitivement alors qu'il était sur le point de démarrer. Quant aux Japonais, ils ont déboursé 600 milliards de yens (33 milliards de francs) pour la construction de Monju, leur surgénérateur de 280 mégawatts sur le point d'être mis en service.

TOXICOMANIE

Évoquant son souhait d'un « grand débat » sur la dépenalisation

M. Pasqua dénonce la « mystification » des drogues douces

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *L'Express* daté du 30 septembre au 6 octobre, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, s'exprime dans le débat sur la dépenalisation de l'usage de drogue, débat qu'il avait souhaité, en juin dernier, voir s'engager au Parlement. M. Pasqua affirme que, s'il est « partisan d'un grand débat autour des concepts de dépenalisation de l'usage et même de légalisation du commerce des drogues », c'est « pour qu'il éclaire au grand jour ce qu'il considère comme une mystification ». Il estime qu'il « n'y a pas de drogues moins dures que d'autres », et que « les prétendues drogues douces sont trop souvent les seules qui conduisent aux toxicomanes les plus dangereux ». Au chapitre de la

répression du trafic, M. Pasqua confie par ailleurs qu'il étudie la possibilité de « faire affecter les sommes d'argent confisquées aux narcotraffiquants à un fonds spécial, à disposition des policiers, gendarmes et douaniers qui luttent sur le terrain ». Cette mesure permettrait, précise M. Pasqua, d'infiltrer les réseaux de trafiquants « dans des conditions précédemment éliminées », car, explique-t-il, « il faut acheter des quantités importantes de drogues nécessaires des moyens financiers énormes ».

Le ministre de l'intérieur regrette enfin qu'il n'y ait pas, aujourd'hui, de « politique mondiale de lutte » contre la drogue. Selon M. Pasqua, l'Organisation des Nations unies, devant laquelle il prononcera, au mois d'octobre, le discours inaugural sur la lutte contre la drogue — « devrait condamner les pays producteurs ». « À terme, conclut le ministre, la seule solution sera de frapper les lieux de culture et de production. Cela, seule une armée peut le faire. »

Interrogé dans ce même numéro de *L'Express*, M. Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, affirme de son côté que la proposition de débat, « qui émanait de l'entourage du ministre de l'intérieur », lui avait semblé « prématurée ». « Je pense que le problème de la drogue et celui de la dépenalisation sont essentiellement du ressort du ministère de la santé », poursuit M. Veil, ajoutant qu'il s'agit non pas d'éviter le débat parlementaire, mais de prendre le temps d'une réflexion de fond. Une tâche à laquelle vont s'atteler les futurs membres d'une commission ad hoc qui reste à constituer.

L. F.

NUMÉRO SPÉCIAL

- La France, pays de mission.
- Un ministère pas tout à fait paroissial. Déclaration exclusive de l'abbé Pierre.
- Le texte intégral des évènements de France sur le travail, le chômage...

TÉMOIGNAGE

CHRÉTIEN

daté du samedi 2 octobre, en vente dans les Maisons de la presse et 49, Rue du Faubourg, Paris 9^e. Prix : 17 F.

MÉDECINE

En remplacement de France-Transplant

Un établissement public de la transplantation sera créé avant la fin de l'année

M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a annoncé, jeudi 30 septembre, la création « avant la fin de l'année » d'un établissement national public de la transplantation. Placé sous la tutelle du ministère de la santé, cet établissement sera chargé de gérer et de coordonner les greffes d'organes, de moelle osseuse et de tissu. La création de cet établissement entraînera *ipso facto* la disparition de l'association France-Transplant créée le 23 septembre 1969.

L'établissement public de la transplantation, qui sera créé par décret, aura pour missions principales de promouvoir le don, d'organiser les prélèvements, d'établir et de gérer les listes d'attente nationales des patients, de régler la répartition des greffons, d'établir des normes sécuritaires cliniques et biologiques, d'évaluer les activités et les résultats de chaque équipe, d'organiser et d'autoriser les « banques de tissus », d'établir enfin les bonnes pratiques concernant la conservation tissulaire.

Selon le ministère de la santé, la création de cet établissement public devrait permettre à l'Etat de se donner les moyens d'un réel contrôle de l'activité de transplantation et des conditions dans lesquelles elle est pratiquée. « J'ai acquis la conviction, a déclaré

M. Douste-Blazy au cours d'une conférence de presse, que les pouvoirs publics doivent prendre, en matière de greffes, les responsabilités qui leur reviennent, et cela sans déléguer, ni concéder ». Selon le ministre délégué à la santé, « il ne s'agit nullement de placer les médecins transplantateurs sous une tutelle administrative omnipotente, jalouse et tatillonne », mais plutôt d'asseoir l'autorité de l'Etat sur la transplantation avec « la garantie de l'accès équitable de tous les patients » à ces soins coûteux.

La création de cet établissement public — un « Institut », a précisé M. Douste-Blazy — conduira à la disparition de l'association de type loi 1901, France-Transplant, créée en 1969 et reconnue d'utilité publique en 1978. Présidée par le professeur Christian Cabrol, France-Transplant a des missions, une activité et un mode de financement définis à la fois par une convention passée avec l'Etat le 20 juillet 1989 et par un arrêté du 24 septembre 1990. Elle est en particulier chargée de gérer les listes nationales d'attente établies par organe, de proposer à l'approbation du ministre des règles nationales de répartition et de participer à l'évaluation de l'activité des différentes équipes de transplantation.

Le décret des pouvoirs publics de placer sous la tutelle de l'Etat les transplantations d'organes, de moelle osseuse et de tissu inter-

viendra de rapports mettant en cause le fonctionnement du système actuel. Un premier rapport de l'IGAS consacré aux transplantations d'organes, rendu public il y a peu plus d'un an, avait dénoncé la manière désorganisée et éparpillée de greffes réalisées sur des malades étrangers (en particulier Italiens) non résidents en France et l'existence de « filières de recrutement » (le Monde du 4 juin 1992). Dans ce volumineux document, l'IGAS se posait la question de savoir si le statut juridique de France-Transplant est « compatible avec l'importance et la nature des missions qui lui sont confiées » et s'il « ne conviendrait pas d'envisager un cadre juridique différent permettant d'organiser l'exercice d'un contrôle précis de l'Etat ».

L'autorité « rassurante » de l'Etat

Un peu plus d'un mois après sa publication, Bernard Kouchner, alors ministre de la santé, annonçait la mise en œuvre d'une réforme du système de transplantation d'organes et de tissus (le Monde du 10 juillet 1992). Cette réforme visait à regrouper les différentes associations intervenant dans le domaine des greffes et à les placer sous le contrôle d'un comité de transparence, en liaison directe avec le ministre de la santé. Ce comité, créé par un arrêté du 23 octobre 1992, est présidé par M^{me} Collette Mémé.

En juin 1993, un autre rapport de l'IGAS, consacré cette fois au recueil et à l'utilisation des tissus d'origine humaine, dénonçait les conditions de prélèvement des tissus sur les cadavres et se prononçait en faveur de l'élaboration d'« une charte des prélèvements » (le Monde du 16 juin).

On ne cachait plus, au ministère de la santé, qu'il fallait en finir avec cette situation, fut-ce au risque de froisser quelques susceptibilités. On indiquait que l'Etat devait se donner les moyens d'un réel contrôle de l'activité de transplantation et des conditions dans lesquelles elle est pratiquée, en associant, dans un cadre juridique autre que la loi de 1901, les acteurs de la transplantation et les services de l'Etat.

Le professeur Cabrol, présent à côté du ministre délégué à la santé lors de l'annonce de cette réforme, a déclaré qu'il approuvait la mise en place de cet établissement public. « L'autorité de l'Etat rassurera le public », a-t-il ajouté, « sous la « couverture » de la tutelle, les transplantateurs pourront travailler « libérés » et à l'abri des critiques injustifiées ».

Cette réforme s'inscrit enfin, à la suite de la création de l'Agence française du sang et de l'Agence du médicament, dans un contexte de renforcement de la tutelle de l'Etat sur certains des secteurs sanitaires les plus « sensibles ».

FRANCK NOUCHI

سكان النحل

SOCIÉTÉ

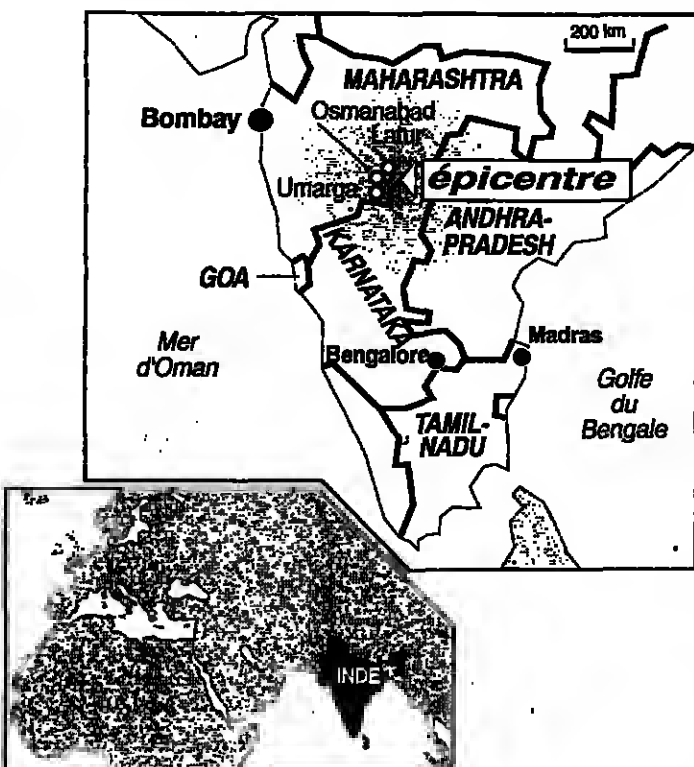
La plus forte secousse enregistrée en Inde depuis près de soixante ans

Le tremblement de terre aurait fait plus de 20 000 morts au Maharashtra

Plus de 20 000 morts, des dizaines de milliers de blessés et de sans-abri : c'est un terrible bilan - encore provisoire - qu'ont annoncé vendredi 1^{er} octobre les autorités indiennes après le tremblement de terre qui a frappé le Maharashtra à l'aube du 30 septembre (le Monde du 1^{er} octobre).

Le séisme qui a ravagé l'ouest de l'Inde le 30 septembre est d'une ampleur totalement imprévisible dans une région considérée comme peu sismique. Cette ampleur tient à plusieurs facteurs : tout d'abord, la secousse a été particulièrement violente (entre 6,4 et 6,5 sur l'échelle de Richter). Elle a été ressentie jusqu'à Madras, sur la côte orientale, et à Bangalore, dans le sud. Ensuite, elle s'est produite vers 4 heures du matin, à un moment où tout le monde dort. Et comme la saison chaude est révolue, les habitants dormaient dans leur maison, et non plus sur des lits tirés à l'extérieur, comme c'est souvent le cas pendant les chaleurs. Enfin, les zones les plus touchées comprennent deux villes anciennes (Kharli et Umarga, à 400 km à l'est de Bombay) construites en « dur » - pierre ou brique -, qui sont beaucoup plus vulnérables que les maisons de terre de la campagne ou même que les constructions modernes en béton.

Devant la gravité de la situation, le gouvernement indien s'est mobilisé, à commencer par le premier ministre, Narasimha Rao, qui a dépêché son ministre de l'Intérieur sur place et réquisitionné l'armée indienne. Plus de cinq mille hommes ont été envoyés à Latur, le chef-lieu du district le plus sinistré, afin de porter secours aux survivants et d'aider à inériter les morts. New-Delhi et le gouvernement de l'Etat du Maharashtra ont débloqué 60 millions de roupies (environ 12 millions de francs) pour permettre à l'administration locale de parer au plus pressé.



L'Inde n'avait pas connu pareil tremblement de terre depuis près de soixante ans. En se concentrant sur les districts de Latur et Osmanabad, la secousse a non seulement rasé deux villes et une trentaine de villages, mais aussi touché l'activité industrielle de la région, centrée sur la production sucrière et la construction automobile.

Mobilisation des secours

Partout dans le monde, les secours s'organisent pour venir en aide aux sinistrés du Maharashtra. Des équipes britanniques, russes et suisses se tiennent prêtes à partir. Deux membres de Médecins sans frontières devraient arriver sur place vendredi 1^{er} octobre, suivis par un

avion cargo transportant équipement et médicaments. Trois experts de la Croix-Rouge ont été envoyés par le département des affaires humanitaires des Nations unies.

En France, le Secours catholique a déjà débloqué 200 000 F d'aide d'urgence, espérant que son homologue néerlandais, Caritas, a mobilisé 350 000 F. Quant à Caritas India, elle a engagé l'équivalent d'un million de francs. - (AFP, Reuters, AP.)

Secours catholique : CCP 737 G, 108 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07 (mention : « Indes - Tremblement de terre »).
Secours populaire français : CCP 654 37 H, 9-11 rue Froisbert, 75340 Paris Cedex 03 (mention : « Fonds d'urgence internationale »).

Les séismes les plus meurtriers depuis 1960

- 1960 (29 février), Agadir, Maroc : 12 000 morts (magnitude 5,8);
- 1960 (22 mai), Lebu (Chili) : 50 000 (8,3);
- 1962 (1^{er} septembre), Oaxaca (Mexique) : 12 000 (7,3);
- 1968 (31 août) nord-est de l'Iran : 12 000 (7,4);
- 1970 (4 janvier), Yunnan (Chine) : au moins 55 000 (7,5);
- 1970 (31 mai), Ancash (Pérou) : 66 800 (7,8);
- 1972 (23 décembre), Managua (Nicaragua) : 12 000 (6,2);
- 1974 (10 mai), Chine : 10 000 (7,4);
- 1976 (4 février), Guatemala : 22 800 (7,5);
- 1976 (27 et 28 juillet), T'ai-shan (Chine) : officiellement 200 000, officiellement 800 000 (7,8 et 7,4);
- 1978 (16 septembre), Tabas (Iran) : 25 000 (7,3);
- 1985 (19 septembre), Mexico (Mexique) : officiellement 5 000, officiellement 10 000 à 30 000 (8,1 et 7,3);
- 1988 (7 décembre), Arménie soviétique : 25 000 (6,9);
- 1990 (21 juin), nord-ouest de l'Iran : 40 000 (7,3 à 7,7).

L'histoire moins récente retient également les séismes qui ont ravagé Calcutta (Inde) en 1737 (300 000 morts), Lisbonne (Portugal) en 1755 (60 000), Messine (Italie) en 1908 (84 000), Kanto (Japon) en 1923 (180 000), Yokohama (Japon) en 1923 (99 000 morts et 43 500 disparus), Kanto (Japon) en 1923 (110 000), et en Turquie en 1932 (110 000). - (AP, AFP.)

« Chaque maison a une tragédie à livrer »

Le fumée s'échappe de dizaines de bûches fumées dans les rues de Kharli, alors que des survivants du violent séisme errent hagards et désespérés dans cette ville pratiquement rasée au sol. Des corps d'enfants serraient encore leur oreillers dans leurs bras gisant parmi les débris. Des milliers d'habitants d'argile et de pierre se sont effondrées en quelques secondes jeudi 30 à 3 h 56 (mardi 23 h 26 heure de Paris).

« Nous échouons des charniers de débris pour brûler les morts... Sinon ils vont pourrir sur place », affirme Parveen Pardesi, administrateur du district de Latur, dont dépendait Kharli avant d'être rayée de la carte. Deux jeunes sœurs gisent enlacées dans la rue, revêtues des habits de fête qu'elles portaient pour assister à une cérémonie hindoue. Leur père, blessé lors du tremblement de terre, tente de porter secours à leur mère acheminée dans un chariot dont les blessures seignent encore.

2 300 mètres de drap

L'administration civile du district de Latur, dans l'Etat de Maharashtra, a réquisitionné 2 300 mètres de drap de lin pour couvrir les morts. Des camions et du bois ont également été acheminés vers les vingt-cinq villages de la région détruits par le séisme, où 2 500 personnes auraient trouvé le

mort, pour la plupart dans l'effondrement de leur maison.

De nombreuses routes ont été coupées, retardant le progrès des équipes de secours. « Aujourd'hui, nous creusons avec nos propres mains. Demain, l'armée enverra des bulldozers et des pelles mécaniques pour fouiller les débris », affirme Parveen Pardesi. Nous sommes en plein cauchemar. Les maisons, les étables, les rues... Tout a été détruit.

La fête du dieu de la chance

Les habitants de Kharli étaient rentrés chez eux tard dans la nuit après avoir participé à une cérémonie hindoue dédiée à Ganapati, le dieu de la chance à tête d'éléphant, qui s'était achevée par l'immersion d'idoles dans les lacs et les rivières. « Nous étions renversés pour nous endormir rapidement, quand tout le monde est mort... », raconte Madhusudan Pardesi, le fils de l'administrateur, encore sous le choc.

Des dizaines de personnes étrangères à la ville avaient choisi de rester chez des parents à Kharli après la fête. « Elles dormaient profondément quand le tremblement de terre les a ensevelies », affirme Parveen Pardesi. « Le bilan s'aggrave toute les minutes. Chaque maison a une tragédie à livrer. »

MADHU NAINAN (AFP.)

Nouvelles inondations dans le nord du Vaucluse

Une touriste et un viticultrice tués à Valréas

AVIGNON

de notre correspondant
Alors que Vaison-la-Romaine inaugurait, jeudi 30 septembre, un nouveau groupe scolaire, symbole de sa renaissance après la catastrophe du 22 septembre 1992, les intempéries, qui avaient déjà dévasté Pertuis la semaine dernière, se sont une nouvelle fois déchaînées dans le nord du Vaucluse, tuant un viticultrice, écrasé par l'effondrement d'un mur à Valréas et blessant trois autres personnes dans cette même commune où le corps d'une campeuse néerlandaise a été retrouvé vendredi 1^{er} octobre.

Avec Valréas, Bollène a également passé une nuit de cauchemar, après que de gros orages, pas spécialement annoncés, eurent frappé le Lez, la Coranne et l'Hérain. Cette dernière rivière, qui baigne l'enclave des Papes, est sortie de

son lit vers 22 heures, jeudi soir, inondant les quartiers bas de Valréas ainsi que Richercoches, Grillon, Vian et Taulignan.

Quelques kilomètres plus au sud, Bollène s'est retrouvée, en pleine nuit, sous près de 2 mètres d'eau. Le Lez, qui s'écoule plus ou de telles bueurs depuis la crue catastrophique de 1952, recouvrait alors le tiers de la ville, dont l'hôpital, où deux disparitions étaient signalées, et la mairie.

Ce sont quelque mille cinq cents sinistrés et trois cents personnes évacuées que les sapeurs-pompiers du Vaucluse, renforcés par ceux de

la Drôme, du Gard et des Bouches-du-Rhône, ont secourus, à l'aide, notamment, de quinze embarcations et de cinq hélicoptères, procédant à des opérations d'hélicoptérage, certains habitants de maisons de plain-pied ayant dû se réfugier sur les toits.

Environ cent cinquante gendarmes et sapeurs-pompiers restent mobilisés vendredi 1^{er} octobre, tandis qu'un nouvel orage éclatait dans la nuit et que les services météorologiques se moquent pessimistes pour la nuit à venir.

PAUL SIGNOUD

Un département sensible sans plan d'exposition aux risques

On s'est étonné que le Vaucluse, pourtant département sensible, n'ait mis en place aucun « plan d'exposition aux risques » ou PER, tel que les a institués la loi de 1982 (le Monde du 21 septembre). A notre demande, la préfecture du Vaucluse s'en est expliquée, avant même le retour des dernières inondations. Selon elle, « l'ampleur de la procédure (obligation d'un décret en Conseil d'Etat en cas d'avis défavorable de la commune ou du commissaire enquêteur) rend difficile leur mise en œuvre effective ». Autrement dit, la préfecture du Vaucluse ne veut pas entrer en conflit avec les communes de son département en leur imposant, comme le loi l'y autorise, un périmètre de terrains inconstructibles.

Les services d'Avignon ont préféré s'en remettre au code de l'urbanisme et intervenir à

l'occasion des révisions du plan d'occupation des sols (POS) demandées par les communes. En s'appuyant sur les articles L 410-1 et R 111-2, le préfet peut refuser un permis de construire « si la construction est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publiques ». Mais, jusqu'à présent, la préfecture de Vaucluse s'est contentée de « geler des zones inondées ou inondables, en l'attente d'études complémentaires », notamment pour les communes de Beaufort-de-Venise, Mazan et Velleron. Les « débats sont en cours » dans les communes de Pertuis, Avignon, Bédarrides, Vaison-la-Romaine, Apt, Violes, Sarrans et Aubignan. Mais rien n'a encore été prévu à Valréas ou Bollène, dernières victimes des inondations.

R. C.

FAITS DIVERS

Deux assassinats en vingt-quatre heures en Corse

La mort de Dominique Khealifa, vingt-quatre ans, tué par balle dans la nuit de mercredi 29 à jeudi 30 septembre à Lupatou (Haute-Corse), représente le vingt-deuxième meurtre commis sur l'île de Beauté depuis le début de l'année. Le jeune homme rentrait à son domicile en compagnie de son épouse quand un ou plusieurs agresseurs lui ont tiré une balle de gros calibre dans le dos.

Mardi soir 28 septembre, le corps d'un homme criblé de dix-huit balles avait été retrouvé sur le cordon littoral de la Marina, près de Bastia. Agé de trente ans, André Muller était connu des services de police. Les policiers du SRP d'Alajaccio cherchent à établir si un lien existe entre les assassinats d'André Muller et de Dominique Khealifa.

RTL, 1^{ère} radio de France, tout simplement.

(Et cela fait déjà 13 ans... tout simplement.)

N°1 sur les hommes, les femmes, les femmes actives, les maîtresses de maison, les maîtresses de maison de moins de 50 ans, ainsi que celles de moins de 60 ans....

N°1 sur les hommes et les femmes de 15 à 49 ans, de 25 à 34 ans, de 35 à 49 ans, de 50 à 59 ans et les plus de 60 ans....

N°1 sur les cadres*, les petits patrons, les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers, les actifs et les inactifs....

N°1 sur Paris, les villes de plus de 200 000 habitants, celles de plus de 100 000 habitants, sur les villes de 20 000 à 100 000 habitants, et celles de moins de 20 000 habitants ainsi que les zones rurales....

N°1 sur les régions Ile de France, II Nord, III Nord, IV Est, IV Sud, IV Centre....

N°1 sur les foyers avec enfants de moins de 15 ans, sur les foyers avec enfants de moins de 8 ans, les foyers avec enfants de 8 à 14 ans, les maîtresses de maison avec enfants de moins de 15 ans, ainsi que les foyers de 2, 3, 4 et 5 personnes....

RTL VOIT GRAND.



IP RADIO RÉGIE DE RTL, 31 RUE DU COLISÉE, 75008 PARIS. TEL. (1) 40 75 50 50.

Source Médiamétrie : enquête 75000 radio Avril 1993, part du volume d'écoute, moyenne lundi - vendredi, 8h00 à 24h00. * Dans l'ensemble des professions commerciales, cadres (supérieurs, cadres et professions libérales).

SOCIÉTÉ

En marge de l'affaire des fausses factures de Nancy

Justice pour un juge

« La critique de l'institution, je l'aurais admise; et je n'attendais pas de louanges de M. Gossot. Mais, ici, il ne s'agit plus de critiques mais d'assertions qui font de moi un faussaire qui juge, qui bafoue les droits de la défense et viole la loi d'illégalité. Et ce, c'est intolérable. »

Devant le 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Jean-Yves Munfort, Gilbert Thiel, substitut à la cour d'appel de Metz, est venu demander justice jeudi 30 septembre. Debout à la barre pendant plus de deux heures, il a expliqué pourquoi le livre Le Maire embasolé, écrit par M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul, portait atteinte à son honneur et était diffamatoire. Gilbert Thiel, qui espérait se trouver face à son contradicteur, est resté sur sa faim. M. Gossot s'était fait représenter par M. Jacques Vergès, tandis que M. Patrick Gauthier défendait le PDG des éditions Albin Michel, M. Francis Esmerand. Tous deux sont assignés en diffamation par la juge Thiel.

C'est peut-être la seule fois qu'on évoquera en audience publique l'affaire des fausses factures de Nancy, instruite

dé novembre 1987 par Gilbert Thiel. Actuellement pendante devant la cour d'appel de Paris, celle-ci s'est jusqu'ici développée dans le secret des cabinets d'instruction, le huis clos de trois chambres d'accusation successives, sans parler des aller et retour devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. De ce volumineux dossier, comportant 28 inculpés et portant sur 20 millions de francs de fausses factures, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui, sinon les actes accomplis entre novembre 1987 et mars 1988.

Allégations
réfutes

C'est à compter de cette date fétide du 9 mars 1988 que part l'annulation de la procédure concernant tous les actes d'instruction accomplis jusqu'au 13 décembre 1988, époque à laquelle fut inculpé M. Gossot. En mai 1982, les éditions Albin Michel, qui ont déjà publié l'Enquête impossible de l'inspecteur Gaudinot, acceptent le manuscrit de Jacques Gossot, où celui-ci relate ses pénibles péripéties judiciaires.

Dans ce livre, qui n'a pas été

un grand succès de librairie (1 724 exemplaires vendus sur les 8 000 tirés), Jacques Gossot veut passer le problème de la garde à vue, de la détention provisoire, de l'omnipotence du juge. Celui qui lui vint directement à l'esprit, c'est Gilbert Thiel, qu'il accuse d'être « un faussaire, un magistrat qui méprise la loi et qui, telle une araignée, tisse un piège dans lequel se voit va tomber ».

Il y dénonce la garde à vue éprouvante de cinquante-trois heures, les manœuvres du juge pour le priver de l'assistance d'un avocat lors de sa première comparution, le machiavélisme du magistrat, qui aurait, à travers lui, décidé « de se faire un RPR ». Toutes ces allégations, Gilbert Thiel les a réfutées une à une, plaidant sa cause avec fermeté et calme. Le magistrat, assisté du bâtonnier Michel de Metz, a expliqué qu'effectivement, le 13 décembre, M. Gossot avait attendu deux heures après la fin de sa garde à vue. Mais c'est parce que le juge était retenu à un jury de thèses. Puis, avec le avertissement du détail, comme si le scandale était toute fraîche à sa mémoire, il a relaté ses tentatives infructueuses pour trouver un avocat susceptible, d'ici ce

soir-là, d'assister M. Gossot. Avec le même conviction, Gilbert Thiel a rejeté les accusations de « juges partisans, plus enclins à poursuivre le droit que le gauche ».

Un peu plus tard, le procureur, Jean-François Chilloux, s'est placé du côté du lecteur moyen pour apprécier le livre et son impact. « Le lecteur moyen ne pourra pas s'empêcher de penser que ce juge est un tortionnaire sadique, un bourreau raffiné, un démon rusé et habile qui, sous des airs d'innocence, utilise la justice pour ouvrir les portes de l'enfer carcéral. Un juge souriant qui cherche les honneurs et les promotions. »

Il s'agit donc d'une insupportable écoeuvresse sur la robe de la magistrature que le procureur a demandé au tribunal de sanctionner. De leur côté, les avocats de la défense persistaient à considérer que ce livre « ouvrait un débat sur les questions judiciaires à partir du témoignage d'un homme qui avait vécu cela de l'intérieur ».

Le délibéré a été fixé au 28 octobre.

MONIQUE RAUX

DÉFENSE

Avant sa nouvelle programmation militaire 1995-2000

La France révèle
le coût de certains armements

Dans le dernier numéro de sa lettre trimestrielle d'information Dialogues, la délégation générale pour l'armement donne quelques exemples d'estimation - aux conditions économiques de janvier 1993 - du coût des grands programmes d'armement de la France. Il s'agit de coûts dits budgétaires, c'est-à-dire l'« enveloppe » financière liée à la mise en service (études, développement et production en série) d'un

matériel dans les quantités prévues par les armées.

Pour l'armée de terre, le programme Leclerc, qui est le char de combat successeur de l'actuel AMX-30, est évalué à 39 milliards de francs pour six cent cinquante exemplaires. Le programme Tigre, qui est l'hélicoptère d'attaque remplaçant la Gazelle, est estimé à 36 milliards pour deux cent quinze machines. Pour l'armée de l'air et l'aéronavale, le programme d'avenir de combat Rafale représente une dépense totale de 178 milliards de francs pour trois cent vingt exemplaires. Le porte-avions à propulsion nucléaire Charles-de-Gaulle, sur lequel embarquera le Rafale-Marine et qui remplacera le Clemenceau, coûte 16 milliards de francs.

Dialogues donne enfin le montant de l'investissement requis par la construction de quatre nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques, de la classe le Triomphant, soit 77 milliards de francs pour l'ensemble du programme.

C'est la première fois que la délégation générale pour l'armement publie de telles évaluations. Ces prévisions prennent tout leur intérêt et leur sens, alors que le gouvernement prépare un Livre blanc sur la défense et son projet de loi de programmation militaire 1995-2000 par lesquels il définira sa politique de défense à long terme.

EN BREF

o Un adolescent blessé lors d'une rixe entre jeunes à Trappes (Yvelines). - Un mineur de seize ans a été blessé d'un coup de couteau au poignet - sans que ses jours soient en danger - par un adolescent du même âge, de la nuit de mercredi 29 à jeudi 30 septembre à Trappes. L'affrontement entre les deux adolescents, qui semble avoir été provoqué par une dispute relative à une bouteille de soda, a été suivi d'une rixe impliquant une vingtaine de leurs amis. Les policiers du commissariat de Trappes ont toutefois pu interpellé l'auteur du coup de couteau, sans que leur intervention suscite des incidents avec les jeunes de la cité. Le commissariat de Trappes avait été attaqué à deux reprises, ces derniers jours, par des groupes de jeunes gens qui avaient lancé des cocktails Molotov contre sa façade (Le Monde du 28 septembre).

o Une opération policière contre la prostitution à Paris. - Quarante et une personnes, pour le plupart des travestis originaires du Maghreb, ont été interpellées par la brigade de répression du proxénétisme à l'occasion d'une opération anti-prostitution lancée, mercredi 30 septembre au soir, dans les dix-septième et dix-huitième arrondissements de la capitale. Treize personnes ont été interpellées, dont des étrangers qui, a-t-on indiqué de source policière, devraient faire l'objet d'une décision de reconduite à la frontière.

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

L'AUTRE jour, un de mes chefs me sonne : - Dis donc, où tu vas, là, avec tes histoires de grands mariages, d'épicerie de village en plein boom ? On t'a peut-être demandé de jouer les Zorro et de prendre la défense des sans-logis, des sans-boulot, des mal-soignés. Qu'est-ce qui se passe ? Ils n'ont plus de problèmes, tes lecteurs ?

- Tu rigoles ? Ils en ont des tas. Ils en ont même tellement que depuis trois, quatre mois, ceux des autres leur cassent le moral et les pieds. Quand je traite d'un cas qui ne les concerne pas, un appartement vide par un hussier marron, un père privé du droit de visite, un licenciement abusif, quand je les plonge dans un dossier compliqué, ils renâclent. Ils rouspètent : Tu crois pas que ça commence à bien faire, l'état de toutes nos misères ? Alors, tu ranges ton code civil, tu raccroches ta kalachnikov, et t'occupes de nous distraire, OK ?

Ils ont besoin - remarque, moi, ça me fait pareil - de se changer les idées, là, en ce moment, c'est clair.

- Merci du renseignement. On s'en doutait un peu, figure-toi. Et on ne t'a pas attendu pour agir dans ce sens. A partir de vendredi prochain on sort un nou-

jardinier, une planche à voile sous les pieds. Toute une chaude humanité s'ébrouant dans les tentations du turbin terminé.

- Poétique, avec ça ! - Pratique, au contraire. Et critique. Et caustique. S'agit pas de contribuer au grand bernum consumériste, s'agit d'en ordonner les exèbres.

- C'est bien ça que je pensais. Si c'est pour nous faire encore de la morale...

- Non, c'est pour refaire un nouvel art de vivre. Pour accorder leur vraie place aux objets. Et pour répondre aux questions que se posent les gens.

- Par exemple ? - Ou trouver un bon petit resto pas trop cher ? Quand est-ce qu'on peut aller à Florence ? Quelle bagnole l'an prochain ? Si on changeait le carrelage de la salle de bains ? Faudrait peut-être se remettre au jogging ?

- Tiens, à propos de jogging, j'ai lu quelque part que c'était une drogue, pareil que l'alcool ou le tabac. Qu'est-ce que tu dis de ça ? - Et toi ? Tu seras peut-être amenée à donner ton avis là-dessus un de ces jours. De quoi tu comptais parler, la semaine prochaine ? - Ben, justement, j'hésite



veau supplément, un truc épatant, qui...

- Qui va nous permettre de prendre les choses à la légère, de voir la vie en rose ? Ici ? Dans la sévère et vertueuse grisaille du journal ?

- En rose, je sais pas, en couleurs, en tout cas. Les couleurs de la vie quotidienne. Voyons, réfléchis : quel est le phénomène marquant de notre époque ?

- Ben, la crise... Le chômage...

- Et puis ? - Je vois pas.

- T'as qu'à te regarder dans une glace : les jeunes vieux, la préretraite. Sans oublier le partage du travail, la semaine de bientôt trente heures et... Per conséquent ?

- J'en sais rien.

- Si tu nous laisses, aussi, au lieu de te venturer dans ta propre prose, tu saurais : le temps libre. Le temps choisi. Le temps à soi. C'est là-dessus qu'on va s'interroger. Comment ne pas le perdre, on gagner, à quel le consacrer...

- Des loisirs contraints et forcés, quoi ! C'est pas la joie.

- Mais non ! Des loisirs donnés et acceptés de bon cœur quand les mentalités auront changé. Ça peut aller très vite. Imagine un peu ces millions de touristes bricoleurs en tablier de

entre un prof de gym dans un fauteuil roulant repoussé du pied par l'éducation nationale et une jeune accouchée, une primipare victime de... Rien que d'y penser, ça me flanque le cafard.

- Bon, d'accord, tu vas pas les laisser tomber. Tu vas refiler leurs dossiers au service société. Et, si tu en es encore capable, tu vas te frotter chaque semaine, dans ces nouvelles pages, d'un billet un peu enlevé, un peu marant.

- Sur quoi ?

- Pas sûr, à propos de. Attends que je retrouve le sommaire du premier numéro... Tu es le choix entre l'objet d'art contemporain... Non, ça, tu n'y connais rien... La cocotte-minute, l'aviron ou bien...

- Tu te fous de moi ? Je ne vais tout de même pas me mettre à...

- Pourquoi ? Madame ne veut pas s'abaisser à renifler les odeurs de cuisine ou de hanger à bateaux ?

- C'est pas ça, mais bon... Vous n'avez pas autre chose en magasin ? Je ne sais pas, moi...

Une guépière ? Un service à thé ? Une coquette ? Un chat argente ?

- Non, mais on a des parfums pour hommes.

- Ça, l'achète ! En attendant des lendemains qui chantent, le repos c'est la santé, c'est pas parce qu'on se sent mal qu'il ne faut pas sentir bon.



SPORTS

Après les incidents
au Stade-VélodromeSanctions modérées
contre l'Olympique
de Marseille

La commission de discipline de la Ligue nationale de football (LNF) a décidé, jeudi 30 septembre, de suspendre le Stade-Vélodrome de Marseille pour un match ferme, à la suite des incidents de la rencontre du championnat de France Marseille-Metz, interrompue à la 87^e minute, le 24 septembre, après un envahissement du terrain.

Elle a infligé un match de suspension ferme aux joueurs de l'OM - le gardien de but Fabien Barthez et le libero Basile Boli - expulsés lors de cette rencontre.

Dans un souci d'apaisement, la commission de discipline n'a fait que « révoquer le sursis précédemment accordé à l'OM » et « appliquer le match automatique de suspension » aux joueurs expulsés, comme l'a souligné son président, M. Jacques Riolacci.

Le Stade-Vélodrome avait en effet été suspendu avec sursis après le match Saint-Etienne-Marseille du 1^{er} septembre au cours duquel le gardien stéphanois avait été atteint par un projectile.

o FOOTBALL : Nantes, battu à Valence, éliminé de la Coupe de l'UEFA. - Battu 3-1 après prolongation par les Espagnols de Valence, le FC Nantes a été éliminé, jeudi 30 septembre, de la Coupe de l'UEFA. Tenus en échec sur leur terrain lors du match aller (1-1), les Nantais avaient réussi à refaire leur handicap grâce à un but de Reynald Pedros peu après la mi-temps. Mais ils se sont inclinés lors de la deuxième période de la prolongation, alors qu'ils jouaient à dix, après l'expulsion de Christian Karembeu. Avec l'élimination de Nantes et Auxerre, trois clubs français restent en lice pour le deuxième tour des Coupes d'Europe : Mnnaco, Paris-SG et Bordeaux.

JUDO : championnats du monde

David Douillet
un lourd parmi les grands

David Douillet est devenu le premier judoka français à conquérir le titre de champion du monde des poids lourds (plus de 95 kg), jeudi 30 septembre à Hamilton (Canada). Son exploit a été complété par le médaillé de bronze de Stéphane Treliou, en moins de 95 kilos.

HAMILTON

correspondance

Figures de légende du judo, les anciens champions Yamashita, Gesink, Uemura et Salto, ont assisté en connaissance de cause à la victoire de David Douillet, champion du monde des poids lourds (plus de 95 kg), jeudi 30 septembre à Hamilton (Canada). Son exploit a été complété par le médaillé de bronze de Stéphane Treliou, en moins de 95 kilos.

Rude affaire. Pour parvenir à cette consécration, David Douillet a dû abattre une montagne, David Khakhaleichvili, un Géorgien installé au sommet de la hiérarchie des poids lourds par un titre olympique conquis l'an dernier. Une sorte de monstre face auquel il avait payé le prix de son inexpérience en mai, en finale des championnats d'Europe.

A vingt-quatre ans, le Français aurait pu trembler devant la réputation de son adversaire. Il ne l'a pas fait, et a su relever le défi. Il a imposé un combat tactique où les adversaires se sont mesurés à eux-mêmes plus qu'ils ne se sont affrontés. A six secondes de

l'échec, le Géorgien, dompté, a renoncé à combattre. Il a regardé son vainqueur et levé le pouce, manifestant son impuissance.

« Être champion du monde, c'est le rêve que j'ai fait quand j'étais gosse, confessa David Douillet. Quand je pense aux grands poids japonais qui ont fait l'histoire du judo, le fait d'inscrire mon nom après les leurs me procure une joie indicible. J'aimerais être champion du monde aussi souvent que Yamashita, quatre fois tiré ».

Ses entraîneurs sont persuadés qu'il en est capable, et n'hésitent pas à déclarer ouvert un nouveau règne. David Douillet est non seulement aujourd'hui l'un des plus beaux athlètes de sa catégorie (1,96 m pour 131 kilos), mais aussi l'un des plus jeunes. Troisième des Jeux olympiques de 1992, il peut légitimement viser le titre suprême en 1996 à Atlanta.

Grâce à lui, l'Europe du judo a marqué un nouveau point dans le duel qui l'oppose au Japon. En vingt ans, seuls deux titres mondiaux, des lourds et des toutes catégories, avaient échappé aux Asiatiques, qui tenaient plus que tout à ces couronnes. C'est d'ailleurs la vénération portée par les Japonais à leurs poids lourds, à l'instar du respect qu'ils vouent aux sumotoris, qui a suscité le mythe entourant ces catégories de poids, dans lesquelles le judo pratiqué n'est pourtant pas le plus spectaculaire.

GILLES VAN KOTE

tance de Grenoble. Il devra payer 10 millions de francs au mandataire liquidateur du club. Le tribunal, qui a fait vérifier la comptabilité pendant une période de sept ans, a retenu « l'augmentation constante du déficit du club, l'engagement de dépenses importantes sans s'assurer de leur financement et une série d'opérations honteuses ou inusitées », conduisant à des « fautes personnelles » de Marc Brillon.

7^e Salon du livre
de Bordeaux

" L'ÉCRIT ET LA MÉMOIRE "

Le Monde

vous y attend

du 7 ou 10 octobre 1993

Hangar 5

Renseignements : 56.43.04.35

مكتبة النخيل

S A N S V I S A

Les Comores, îles de légendes



Masque de beauté.

Aux Comores, un proverbe affirme que « la langue n'a pas d'os ». Dès lors, tout est prétexte à fables. Des multiples convulsions de son histoire, l'imagination fertile des habitants a tiré, au cours des siècles, une geste où se mêlent le Prophète, les djinns, le roi Salomon, les sultans batailleurs et les princes amoureux.

La nuit tombe vite sous les tropiques et, dans les campagnes où vit encore 80 % de la population comorienne, chacun se hâte de regagner son foyer. Dès que le soleil décline, les pêcheurs hissent sur la plage leurs gilets, ces pirogues à balancier d'où ils débarquent sur le sable une cargaison chaque jour plus maigre de poissons. Parfois, un chameau ramène dans ses filets, ou au bout de son harpon, un mérou ou une raie. Mais la plupart devront se contenter d'une modeste friture. Les familles ne cessent de grandir et la mer, trop sollicitée, n'arrive plus à

Entre le poisson qui disparaît et les prix des récoltes qui s'effondrent, l'argent rentre de plus en plus difficilement. Heureusement, la terre produit en abondance le manioc, l'igname, la banane, le copra, l'arachide et toutes sortes de légumineuses et de fruits exotiques qui forment la base de l'alimentation locale. La pauvreté existe aux Comores mais personne n'y aura jamais faim. Dame Nature pourvoit encore au minimum.

Des vieillards, enveloppés dans des djellababs blanches, quittent

La nuit tombe vite et chacun regagne le domicile familial. Le plus souvent, il s'agit d'une case traditionnelle aux murs de terre renforcés par des croisillons de bois et coiffée de feuilles de cocotiers. Mais des maisons en dur poussent aujourd'hui un peu partout qui serviront de dot aux jeunes filles. Sur le pas d'une porte, des joueurs profitent des derniers rayons de soleil pour achever une partie de dominos. Ici, pas d'électricité et si les villes bénéficient d'un confort rudimentaire, dans les campagnes, en revanche, tout reste à faire.

« A partir de 6 h 30, quand l'obscurité se fait, toute la famille est rentrée à la maison. Chacun s'installe à sa place et alors, dans le mir, la grand-mère commence à raconter les histoires. » Vingt ans après, Papa Claude se souvient de ces moments précieux qui ont charmé son enfance. Le gamin s'est gavé de ces fables et de ces bestiaires où se mêlaient djinns, génies qui parlent, sultans batailleurs, tortues de mer sans carapace, reine de Saba, princesses amoureuses, éruptions volcaniques et pirates malgaches, sans oublier le Prophète. « Les Comoriens se sont convertis à l'islam dès les premières années de l'hégire. La religion, loin de contrarier les légendes, a enrichi les récits, en leur donnant une connotation sacrée », explique Papa Claude qui, aujourd'hui encore, continue de préserver le savoir de ses ancêtres pour le transmettre à son tour aux visiteurs de passage.

Une tradition orale toujours vivace à laquelle s'intéressent à présent les scientifiques. Elle constitue en effet actuellement la seule véritable source historique. Situé au débouché du canal du Mozambique, un peu à l'écart des grandes routes maritimes, l'archipel n'a jamais vraiment revêtu une importance stratégique ou commerciale. Rien, par conséquent, qui ait pu retenir l'attention des auteurs classiques qui croisièrent dans ses parages. A peine si, dans un conte des Mille et Une Nuits, Sindbad le Marin évoque celles qu'il nomme les îles de la Lune. Les géographes arabes, de leur côté, ne mentionneront que succinctement ces terres volcaniques. Quant aux écrits locaux, les premiers datent du seizième siècle et les documents postérieurs seront rares.

Quelques vestiges archéologiques

attestent pourtant la présence d'un peuplement ancien et les métissages successifs (bantous, arabes, malgaches, indiens ou indonésiens) témoignent des multiples influences qui ont marqué la région. Aujourd'hui, les chercheurs qui, dans la foulée des premiers travaux réalisés par Alfred Gevrey vers 1870, se penchent sur cette portion de l'Océan Indien, n'ont donc d'autre solution que d'explorer ce corpus de contes afin d'en extraire un substrat d'authenticité.

Certes, comme le relève un pro-

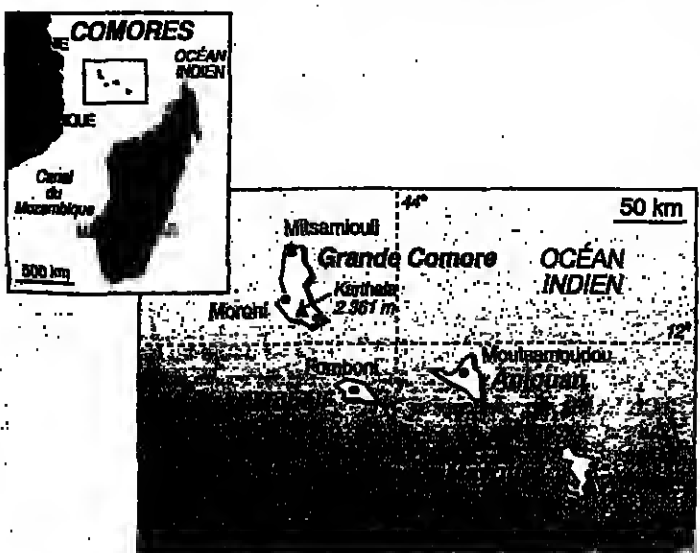
verbe insulaire, « la langue n'a pas d'os ». Les patientes exégèses des chercheurs n'en révèlent pas moins de précieux fragments du passé. Ainsi les premiers habitants permanents viendraient d'Afrique orientale mais également d'Indonésie. A partir du neuvième siècle, des princes chérifs sunnites, fuyant la Perse après la victoire des chiites, se seraient réfugiés dans l'archipel.

La domination arabe est manifeste à partir du seizième siècle, après une occupation portugaise

de six années. Les Comores deviennent alors une escale importante dans la traite des esclaves originaires de Zanzibar. Mais les rivalités entre grandes familles déshériteront sur une longue période d'instabilité. Les « sultans batailleurs » se déchirent et cette sanglante zizanie profitera à d'autres. D'abord aux pirates malgaches qui ravageront les villes côtières avant de s'y installer définitivement. Ensuite à la France qui, à partir de 1840, manœuvrera sa protection et finira, en 1912, par annexer officiellement le territoire.

De ces multiples convulsions, l'imagination fertile des habitants tirera, au cours des siècles, une geste incomparable. Mais là où l'historien se doit de démêler le vrai du faux, le voyageur, lui, a tout intérêt à se laisser guider par tous ces fantômes qui hantent l'archipel et y font régner une atmosphère surnaturelle. Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte se métamorphosent par la magie du verbe en autant de forêts de Brocéliande propices à la rêverie.

De notre envoyé spécial
Benoît Hopquin
Lire la suite page 15



suivre. Les fonds s'appauvrissent dangereusement. Seuls les langoustes abondent encore et, vendus en ville, rapportent quelques précieux billets.

Les femmes reviennent des hauteurs, là où sont établies les cultures. Poussant devant elles un maigre troupeau, elles transportent sur leur tête de lourds paniers en palmes tressées, remplis de clous de girofle, de vanille ou de fleurs d'ylang. Ici, on continue, un peu par habitude, à cultiver ces produits d'exportation, bien qu'ils se vendent de plus en plus mal. Ainsi le prix du clou de girofle est-il passé de 40 francs le kilo, il y a cinq ans, à 2 francs seulement, aujourd'hui. Le marché de la vanille est à l'avant. Quant aux parfumeurs de Grasse, ils dédaignent de plus en plus l'essence d'ylang jugée de mauvaise qualité, passée de mode et trop chère.

la mosquée après la prière du soir. Ils fêtent le Maulid qui commémore la naissance du Prophète. Musulmans sunnites, les Comoriens ont une pratique assez rigoureuse de la religion et les six cents mosquées de l'archipel (pour 400 000 habitants) attestent de cette ferveur. Sans aller jusqu'à appliquer la charia, la justice s'inspire néanmoins des principes islamiques. Les premières années d'enseignement se font dans des écoles coraniques, l'école publique prenant ensuite le relais pour achever l'éducation des futures forces vives du pays, avec le concours d'instituteurs payés 600 francs par mois. En attendant la rentrée scolaire, la jeunesse partage son temps entre la plongée sous-marine et les travaux des champs. Quelques oisifs discutent sur le bord de la route, attendant un hypothétique taxi-brousse surchargé qui les ramènera chez eux.

Réalisez vos rêves avec Aeromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico 4 880 F
Hôtel Casablanca

A Acapulco 5 340 F
Hôtel Acapulco Plaza

A Cancun 5 380 F
Hôtel Cancun Playa

Prix "à partir de" comprenant: Les vols avec Aeromexico Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à:
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris
Tél. 42 86 17 40
Fax 42 86 17 41

VOYAGEURS
AU MEXIQUE



Les professionnels du tourisme réunis à Deauville

Alexandre l'exorciste

SALON de rencontres, de travail et d'affaires (pour autant que la conjoncture le permette), le quinzième Top Resa, qui a planté son nouveau chapiteau du 30 septembre au 3 octobre en bordure de l'hippodrome de Deauville, semble devoir être, cette année encore, dans un contexte économique toujours aussi maussade, le lieu de tous les exorcismes. Si tous les professionnels du voyage rassemblés à cette occasion sur la côte normande ne sont pas dans une situation désespérée, tous, en revanche, à quelques exceptions près, subissent, plus ou moins fortement, la désaffection qui touche, depuis plusieurs mois, le secteur du tourisme, à l'instar de la plupart des secteurs liés à la consommation. Une consommation en veilleuse qui voit le légitime désir d'évasion de chacun relégué au second rang des priorités. Et des clients frieux et prudents, plus obsédés par l'emploi et l'épargne que par les vacances et la découverte d'horizons lointains.

Cette attitude a continué à conforter la position d'une France (destination d'autant plus appréciée qu'elle a été redécouverte par ceux qui avaient pris l'habitude de la désert pour leurs vacances) qui, ayant enfin appris à « vendre » ses charmes, a compensé la diminution des visiteurs étrangers (la crise affecte également les pays voisins) par le retour au bercail d'expatriés en quête de vacances plus économiques. En revanche, ce revirement s'est soldé, chez les voyageurs tournés par vocation vers l'extérieur, par des résultats stagnants voire, dans la majorité des cas, en baisse plus ou moins sensible. Un phénomène encore accentué par la vulnérabilité de destinations vedettes (le Maghreb, le Sénégal, l'ex-Yugoslavie, l'ex-URSS, la Turquie, l'Égypte, l'Afrique australe, l'Amérique latine, l'Inde, le Sri-Lanka, la Chine et aujourd'hui la Floride), victimes, selon les cas, d'une instabilité chronique, d'une insécurité latente ou d'un manque de fiabilité, autant de facteurs peu propices à un développement harmonieux de l'activité touristique. Un « déficit » qui, en termes de marché, est loin d'être compensé par les engagements récents de la clientèle bourgeoise à l'égard de régions certes séduisantes (l'Europe centrale ou la péninsule indochinoise, par exemple) mais bandidées par des capacités d'accueil inexistantes, insuffisantes ou insatisfaisantes.

Face à l'adversité persistante, les professionnels du voyage ont adopté, au pire, une position attentiste (faire le gros dos, limiter les dégâts et les dépenses, notamment les budgets de communication), au mieux une attitude plus pugnace visant notamment à s'adapter aux



Le paradis enfin abordable.

nouveaux comportements issus de la crise actuelle, qu'il s'agisse de réactions « à chaud » (décisions tardives, succès des « vols secs » et des produits solidés, voire bradés, avec le risque de voir le client s'habituer à ne plus payer le juste prix des prestations fournies) ou d'évolutions plus durables : montée en puissance des voyages « à la carte » et des voyages culturels, exigence accrue de professionnalisme à l'égard des prescripteurs en général et des agences de voyages en particulier. Reste, facteurs globalement démotivés, une récession persistante et un climat général plus favorable à la morosité et à la déprime qu'à l'esprit d'initiative et de conquête.

Oo complot, dans ces conditions, le soulagement et l'espoir suscités par l'affirmation de Jean-François Alexandre (patron d'un salon qu'il a cédé en 1989 au groupe Bleinheim, leader mondial en matière) dans un entretien paru dans l'hebdomadaire professionnel *Tour hebdo*, selon lequel « ce quinzième Top Resa sera celui de la reprise ». « Reprise », un mot magique destiné, assurément, à réchauffer le cœur des 5000 exposants (370 stands représentant 920 marques (!) et des quelque 7000 visiteurs et agents de voyages venus à Deauville, les uns présenter, les autres découvrir, la collection automne-hiver 1993-1994 concoctée par les producteurs de voyages. Vœu pieux, méthode Coué, expression d'un optimisme impérial ou d'un diagnostic fondé sur un récent sondage IFOP-Tour hétéro, selon lequel les Français auraient retrouvé le goût des vacances notamment à l'étranger. Fin du tunnel ou, plus modestement, « ébauche d'esquisse de fin de morosité » ? « J'ai le sentiment,

insiste Jean-François Alexandre, que la période de désespoir ou d'angoisse absolue est derrière nous. » A preuve la présence « d'exposants moins frieux, plus professionnels, ayant renoncé à l'épate au profit de manifestations plus ciblées, de rencontres plus utiles et qui se préoccupent davantage, aujourd'hui, de la décoration de leur stand ». Conscients que c'est effectivement « quand les temps sont durs qu'un salon prend tout son sens ».

Le repêchage ayant ainsi été décrétée, au moins pour quatre jours, par le géral en chef, les visiteurs pourront se pecher, l'esprit rasséréné, sur une production caractérisée, cette saison, ainsi que le relève l'*Echo touristique*, par une grande stabilité. En vedette, pour les destinations moyen-courriers, l'Europe, et plus particulièrement les capitales des pays de l'Est, espace privilégié des « formats » à la mode, week-ends et courts séjours, notamment culturels. Au Moyen-Orient, Jordanie, Syrie, Yémen et Oman continuent de susciter un intérêt marqué parmi les voyageurs en quête de lieux insolites et de sites antiques. L'Égypte, quant à elle, reste coqueluche mais elle devrait bénéficier de climat de réconciliation né de l'accord entre Israël et l'O.L.P. Mieux encore, le lancement envisagé d'un « tourisme de paix » à l'échelle de la région. A l'image de la promotion commune menée depuis un certain temps déjà par l'Égypte et Israël, au profit de régions frontalières aux deux pays.

Parmi les destinations long-courriers, l'Indochine (malgré un Cambodge instable) et l'Afrique australe (pour certains l'Eldorado touristique de demain, mais où les incertitudes politiques freinent

toujours le décollage touristique d'une Afrique du Sud qui pourrait un jour sérieusement concurrencer le Kenya) occupent toujours une place privilégiée dans le cœur des globe-trotters tandis que quelques pays d'Amérique latine essaient, avec plus ou moins de succès, de surmonter l'image négative que leur vaut une insécurité affectant des zones plus ou moins étendues, notamment au Brésil et au Pérou. Résultat mécanique d'une substantielle baisse des tarifs aériens, la percée de la Polynésie se confirme (un exemple dont pourrait s'inspirer bientôt la Nouvelle-Calédonie), de même que la bonne tenue de la destination « Caraïbes » en général. Enfin, conséquences du marasme actuel, le repositionnement de nombreux voyageurs (dans le cadre d'une politique de diversification imposée par les fluctuations du marché) et la raréfaction des nouveaux produits qui, pour répondre à une demande précise ou, simplement, pour faire parler d'eux, fleurissent chaque année à parcelle époque pour disparaître dès la saison suivante.

Exit les « danseuses ». Retour aux valeurs sûres. Dictature des prix, facteur déterminant dans le choix du client. Telle pourrait être la nouvelle règle de trois appliquée par les voyageurs qui, encouragés par l'oracle command, espèrent que 1994 verra enfin sonner l'heure de la sortie du tunnel.

Patrick Francès

(1) Ne sont pas présents à Deauville les grands voyageurs disposant d'un réseau de distribution intégré : Nouvelles Frontières, Club Méditerranée, Forum Voyages, etc.

restauration ont été adaptés aux demandes des visiteurs, qui peuvent aujourd'hui consommer vin et bière dans cinq des restaurants du parc offrant un service à table. Euro Disney est accessible en voiture (sortie 14 de l'A4 vers Nancy-Metz) et en RER (ligne A jusqu'à Marne-la-Vallée/Chessy). Renseignements au 64-74-30-00.

Les soldes du ciel

A l'approche de la basse saison (octobre et novembre), la guerre des tarifs à laquelle se livrent les compagnies aériennes s'intensifie. Pour remplir leurs avions, les transporteurs cassent en effet les prix à coups de promotions ponctuelles qui s'ajoutent à la gamme normale des tarifs réduits, commercialisés dans les agences de voyages. Au nombre des organismes spécialisés dans les « soldes aériennes », Any Way (cinq ans d'existence et quelque 30 000 passagers par an) propose, en permanence, grâce à un système informatique très performant, près de 4 000 tarifs aériens sur les vols réguliers de 35 compagnies aériennes. Les promotions, affichées chaque jour

sur un grand tableau blanc, sont également communiquées par téléphone au 46, rue des Lombards, 75001 Paris, tél. : 40-28-00-74 ou sur Minitel 3615 ROUTARD. On annonce la couleur : « Un Paris-New-York », et la réponse fuse : « 2 090 F et 1 990 F à partir du 7 octobre, plus 190 F de taxe, sur vol régulier Air France, départs les mardis et mercredis, arrivée à l'aéroport de Newark ». Principe de base : savoir saisir sa chance au vol. Ainsi, en octobre, on vous propose, au départ de Paris et avec la compagnie Air Outremer (AOM) de rallier Bangkok (pour 3 500 F), Saïgon (5 790 F), Singapour (4 850 F), Djakarta (5 100 F) ou Bali (5 450 F) avec la Garuda. Ou bien encore de vous rendre aux Antilles pour 2 690 F avec AOM. On peut aussi louer une voiture et réserver une chambre d'hôtel en bénéficiant de prix alléchants : 500 F, par exemple, pour une chambre double, en trois-étoiles, dans les principales villes américaines. Ne reste plus ensuite qu'à confirmer ses réservations, par téléphone, avec une carte de crédit, puis de passer chercher son billet d'avion, les envois postaux, peu fiables, étant évités.

F. L.

Bordeaux et bastides

GIRONDE

DANS le Bordelais, la vigne est à deux pas du perron des maisons. Elle est aussi dans toutes les conversations. Pourtant, en Gironde, il n'existe pas, à proprement parler, de route des vins. Ce n'est pas nécessaire. Les quarante mille hectares plantés de vigne et un bordelais supérieurs s'imposent d'eux-mêmes. Où qu'il aille, le promeneur tombe toujours, au détour d'un chemin, aux alentours d'un village, au bord d'une forêt, sur un château ou une propriété viticole. Mieux vaut donc être au parfum et savoir qu'en Gironde il faut d'abord aimer le vin et savoir l'apprécier avec raffinement, élégance et respect. On vous y invite d'ailleurs sans jamais vous le dire. Tout se passe dans le geste, le regard et la façon de boire. Visiter la région, c'est donc passer par cet apprentissage aristocratique de la dégustation. C'est ensuite aller au hasard des églises romanes, des villages et des châteaux... on encore choisir certains circuits, comme celui des bastides.

Aux treizième et quatorzième siècles, l'Aquitaine est partagée entre le royaume d'Angleterre et le comté de Toulouse. Les seigneurs anglais et français se disputent donc le terroir. Conscients que structurer l'arrière-pays, organiser l'occupation du sol, regrouper les populations, sont autant de nécessités, Anglais, Béarnais et Armagnacs construisent des bastides dont la structure se ressemble et qui aux villes déjà existantes. Répondant à un schéma quasi constant - un quadrillage de rues à angle droit entourant l'église et une place publique à arcades (avec une balle ouverte), - la bastide

obéit à un plan géométrique rigoureux qui épouse le relief du terrain. La place et l'église forment le symbole même de cette « ville nouvelle », véritable point de rencontre de la vie commerciale et religieuse. Edifiées jusqu'au milieu du quinzième siècle, les bastides, considérées par les souverains comme des points d'appui stratégiques, furent souvent fortifiées.

En partant de Bordeaux, le circuit peut commencer par Libourne, bastide du treizième siècle, fondée par le roi anglais Edouard I^{er} et Jean de Grailly mais achevée par Roger de Leyburn, qui lui donna son nom. Aujourd'hui, quelques pans de muraille, la porte du Grand Port et la place Abel-Surchamp, avec ses passages sous arcades, constituent l'essentiel de ses vestiges. Se redonne ensuite à Créon, bastide fortifiée construite au début du quatorzième siècle par Amaury de Craon, puis à celle, tout aussi exemplaire, de Sauveterre-de-Guyenne. Castelmoron-d'Albret, Mooségur et Saint-Macaire, la perle de la région, termineront, en beauté, on dirait qu'il invite à quelques beaux détours. Celui, par exemple, qui mène au château de Malromé, propriété de famille des Lantrec et où le peirote passa les dernières années de sa vie. Et puis, en remontant sur Bordeaux, comment éviter le château féodal de Montcaumon, à La Brède, où d'élégantes passerelles, joliment baptisées « ponts dormants », permettent d'accéder aux donjons, aux tours, aux pièces intérieures et à la somptueuse bibliothèque qui contient les sept mille volumes de la collection personnelle de l'auteur.

De notre envoyée spéciale
Véronique Canhapé

Guide

• **Y aller.** Par air, Bordeaux est reliée régulièrement avec une quarantaine de villes françaises et européennes. En train, la TGV Atlantique met la ville à trois heures de Paris. En voiture enfin, sachant que Bordeaux est à 546 km de Paris, à 840 km de Lyon et à 250 km de Toulouse.

• **S'y restaurer.** L'embaras du choix. Mais on peut citer quelques adresses. A Bordeaux, le Port de la Lune (59, quai de Paludote, tél. : 56-49-15-55) où, dans une ambiance de bistrot bon enfant, on déguste huîtres et produits de la mer. Au Chapon fin (5, rue de Montesquieu, 58-79-10-10), c'est Francis Garcia qui règne sur le plus enclen restaurant de Bor-

deaux et l'une des meilleures tables de la ville. Dans la région, l'Abrirotier (à Saint-Macaire, 56-76-83-83), installé dans une maison traditionnelle, offre une cuisine inventive et d'une grande finesse où brillent les petits gris aux pieds de porc confits, le fien d'asperges aux languoustines, le tronçon de merlu aux mousserons, les aiguillettes de canard au fumet rouge et l'oseille grillée. A Bazas, le restaurant des Rampearts (56-25-85-24) veut le détour pour se trêe belle vue sur la brèche de Bazas, son accueil chaleureux et sa cuisine riche en spécialités, permet les- quelles le bœuf de Bazas et le chapon de Grignols. Enfin, à la ferme-auberge Les Barthes (à Mongeuz, La Réole, tél. : 58-81-70-39), on savoure, dans un cadre familial et calme, une cuisine paysanne de belle tenue qui fait cohabiter sur la carte poule au pot, civet et lamproie.

• **Se renseigner.** Au Comité régional de tourisme d'Aquitaine, rue René-Cassin, 33049 Bordeaux Cédex (56-39-88-88) et à la Maison du tourisme de la Gironde, 21, cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux (56-52-81-40). Pour tout ce qui concerne le vin et l'organisation de visites du vignoble, s'adresser au Syndicat viticole régional des appellations contrôlées bordelais, Maison de la qualité (56-72-90-99). Bayezac-et-Cailleur (33750 Saint-Germain-du-Puch), à 15 km de Bordeaux, sur la RN 89, en direction de Libourne.

• **Consulter.** Côté guides, le Guide Bleu Aquitaine et le Routard Sud-Ouest, riche de bonnes adresses (Hachette), le guide Vert Pyrénées-Aquitaine (Michelin), le Guide du Bordelais (La Manufacture) et le Bordeaux de la série City/Guide du Petit Futé (Olivier Orban). A déguster, le Guide des vins de Bordeaux (Alain Michel). A savourer, Toulouse-Lautrec, les plaisirs d'un gourmand (éditions Scala). Et pour en savoir plus, l'Aventure des bastides, de Gilles Bernard (Privat). •

Week-ends au pressoir, au cœur de la Normandie, dans le pays d'Avre (180 km de Paris), du 9 octobre au 13 novembre, le long de la « Route du cidre ». Dans ce paysage parsemé de maisons à colombages, une vingtaine de producteurs proposent des stages de deux jours et demi (850 F par personne sur la base d'un couple avec deux nuits en ferme-auberge, repas et douze bouteilles de cidre par famille) pour ramasser les pommes, assister au pressage des fruits et déguster le jus qui sort des pressoirs. Brochure auprès de Calvados Tourisme, place du Canada, 14000 Caen, tél. : 31-86-53-30. Inscriptions au syndicat d'initiative de Cambremer, rue Pasteur, 14340 Cambremer, tél. : 31-63-08-87.

Le marché européen du tourisme du troisième âge, thème d'un séminaire organisé le 25 octobre par l'Association internationale de l'hôtellerie et la commission européenne du tourisme, dans le cadre du Salon Equip'Hôtel, porte de Versailles, à Paris. Au programme, la présentation des caractéristiques de ce marché, de l'évolution des motivations de voyages des personnes âgées, du tourisme routier et des stratégies de commercialisation, une étude de l'IFOP et diverses tables rondes sur le sujet. Renseignements auprès de M^{me} Ellen Molloy, 80, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél. : (1) 47-00-84-57.

En attendant Indiana Jones

Parmi les nouveautés présentées cet automne à Euro Disneyland (une aire de jeux vidéo interactifs inédits, une grande petite roue tournant au rythme des ailes d'un moulin, la galerie de la Belle au bois dormant au premier étage du château, la reconstitution d'un fort de l'Ouest et une nouvelle gare sur la ligne circulaire parcourue par quatre trains à vapeur), la plus spectaculaire, manque toujours à l'appel. Il faudra donc patienter encore quelque temps avant d'embarquer à bord des deux wagonnets qui, après avoir dévalé une pente de 18 mètres, remonteront pour redescendre en ville, avant d'effectuer un looping complet, une « première » dans l'histoire des parcs Disney. Emotions fortes et frissons garantis, surtout pour ceux des huit aventuriers qui prendront place à l'arrière du convoi. Baptisée « Indiana Jones et le Temple du péril », cette attraction, située dans Adventureland, se dresse dans un décor où un campement d'archéologues déserté côtoie des ruines majestueuses avec un

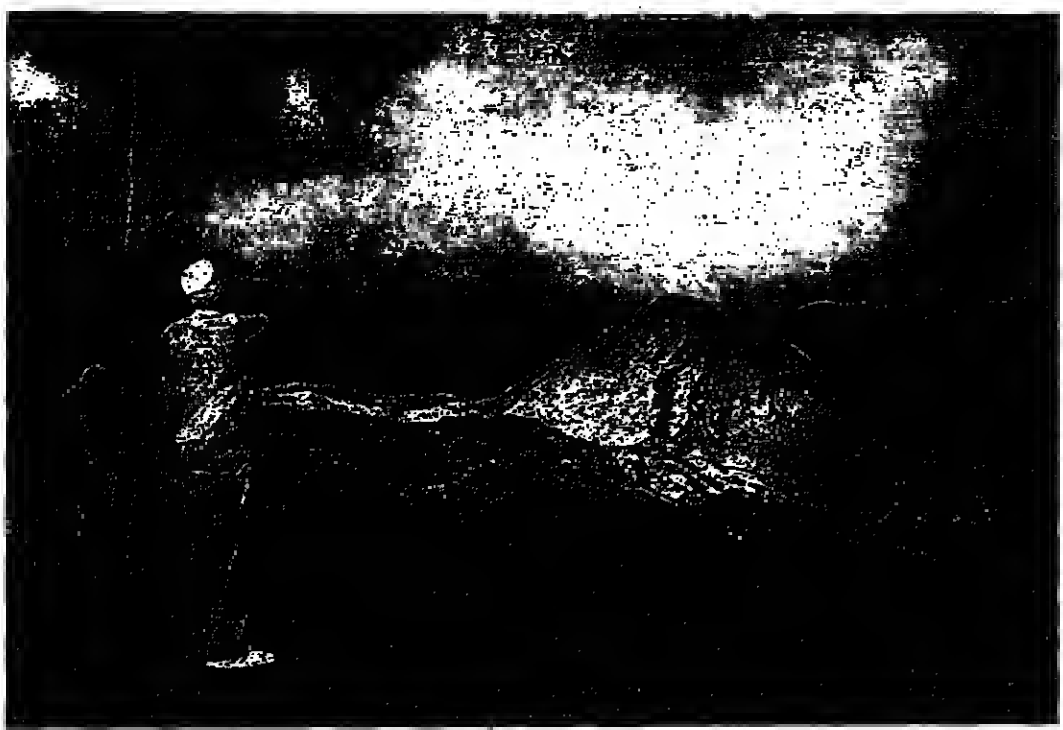
escalier gardé par deux cobras sculptés. Supporté par des échafaudages précaires, menacés par des blocs de pierre en équilibre instable, un enchevêtrement de rails métalliques sur lesquels s'élancera hientôt, à la lueur vacillante des torches, un convoi au parfum de chasse aux trésors. Quant aux héros d'*Aladdin*, le dernier grand film d'animation des studios Disney (sortie le 10 novembre), ils offriront, dès le 2 octobre, un spectacle quotidien sur la scène du Théâtre du Château, en avant-première de leur grande arrivée dans le parc, en janvier. Un an après l'ouverture du parc à thèmes, l'objectif est, certes, d'innover, mais aussi d'assurer une meilleure répartition des visiteurs entre les trente-cinq attractions du site, la multiplication et la fréquence accrue des animations visant à diminuer les temps d'attente. Sans oublier les leçons tirées de la première année d'exploitation. Ainsi les prix d'entrée du parc et les tarifs hôteliers varient désormais selon les saisons (actuellement, le parc est accessible de 10 heures à 18 heures pour, jusqu'au 1^{er} novembre, 225 F par adulte et 150 F par enfant), les formules et les prix (en baisse) de la

هك من النحل

PARCOURS

eaux
stides

Après la pluie, le soleil est revenu sur la région. La pluie a été abondante, mais elle a été suivie d'un soleil très chaud. Les températures sont élevées, et il y a beaucoup de soleil. Les gens aiment aller à la plage et profiter du soleil. Les enfants jouent dans le sable, et les adultes se relaxent. C'est une très bonne journée pour aller à la plage.



Le cratère de Singani.

Les Comores, îles de légendes

Suite de la page 13

Ceux qui, le souffle court, ont escaladé les pentes raides du Karthala, le regard rivé sur ce sommet coiffé en permanence de nuages qui, là-haut à 2 361 m, semblaient les défier, auront appris l'histoire de Salomon, roi d'Israël, qui aurait été emprisonné, sur l'île de la Grande Comore, des esprits malins. Pour se venger, ces djinns lui déroberont l'anneau nuptial qu'il avait offert à la reine de Saba et le jeteront sur le sommet de la montagne. Un immense cratère se résoudra. Depuis, la population ne cesse d'explorer ce site légendaire et chaque cent vingt éruptions ont secoué ce volcan très actif. On gravit le chemin qui mène au sommet, saisit vite la toute-puissance de ses hauteurs à la vue des larges saignées de lave solidifiée qui dévalent les pentes pour se jeter dans la mer, lacérant la forêt sur leur passage. Voilà un volcan qui sait, tour à tour, donner et reprendre, fécondant généreusement les sols puis détruisant tout d'une subite colère.

C'est avec le même respect mêlé d'appréhension que le promeneur contempera les reflets vert éme-

raude du lac Salé. Autrefois, un village s'aurait occupé jusqu'à ce qu'une vieille femme, malade et affamée, s'y présente un jour et implore l'aide de ses habitants. Ces derniers l'ayant chassée à coups de pierres, la victime demandera réparation à Dieu et le village sera enseveli sous les eaux. Dieu qui punit mais qui accorde aussi sa clémence. Peut-être guidera-t-il ainsi le voyageur vers cette petite crique, encadrée entre des plages de sable fin et protégée par deux pitons rocheux qui la rendent invisible du large, et vers Jaqueline, il s'aurait autrefois conduit des pèlerins chrétiens pourvus par des pirates portugais. Les rescapés se rappelleront alors que, pourchassés par les politiciens d'Arabie, Mahomet s'abrita lui aussi dans un site identique. Y voyant comme un présage, les bédouins ce havre, le Trou du Prophète, et lui assurèrent une célébrité qui lui vaut aujourd'hui de multiples visites.

Avant de repartir, on ne manquera pas d'observer sur la rive une sobre bâtisse blanche agrémentée d'une élégante varangue : l'ancienne villa de Moustapha Madhjou, alias colonel Bourgaud, alias Bob Denard

qui, à la tête de la garde présidentielle, régna sur ces îles de 1978 à 1989, date à laquelle fut assassiné le président Abdallah et engagé le processus démocratique.

Le flâneur ne manquera pas de se rendre également à Iconi pour y observer les femmes vêtues de pitons de coton de couleurs vives et dont le visage est recouvert d'un masque doré confectionné à partir de poudre de santal et destiné à les protéger des excès du soleil. Signe de coquetterie qui ne doit pas faire oublier la détermination qui peut se cacher derrière ce maquillage ainsi qu'en témoignent le sacrifice de celles qui, en 1805 et alors que les défenseurs du village succombaient, après une résistance héroïque, aux assauts de pirates malgaches, se jetèrent dans les flots, du haut des remparts, préférant la mort à l'esclavage.

En s'embarquant pour l'île d'Anjouan, le visiteur aura rendez-vous avec de nouveaux souvenirs guerriers en parcourant les ruines de la citadelle de Moutsamoudou ou les vestiges des remparts de Domoni. Factotum, pillage, rapina, guerres intestines mais aussi histoires d'amour.

Moya est une plage de sable fin

enchâssée le long d'une côte découpée, parsemée d'énormes rochers que le volcan s'est précipités dans la mer tels des fûts de paille. Les maisons s'agrippent à la pente où s'étagent de nombreuses terrasses. Un des sites les plus intéressants de l'archipel, ce village est resté pendant longtemps uniquement accessible par la seule voie maritime (en comorien, Moya signifie « isolé »). Epris d'une esclavage qu'il épousera contre l'avis de sa famille, un jeune prince anjouanais aurait fui le courroux de son père pour se réfugier dans cet endroit aux allures d'alcôve secrète.

Né à Moya, Mohammed Abdu, trente ans, aime son bout d'île. Il attend beaucoup du projet de construction d'un grand hôtel qui, espère-t-il, fournira un emploi à la population. Informé on ne sait comment, il en décrit déjà les plans, dessinant, avec ses bras, de grandes courbes dans l'air. Si son rêve s'aboutit pas, il devra faire comme les autres : végéter ici ou tenter sa chance à Mayotte. Près de mille cinq cents Anjouanais passent ainsi chaque année clandestinement en territoire français. Quand la nuit tombe, les boutiques motorisées quittent discrètement la côte, transportant main-d'œuvre et produits de contrebande. Un kilo de tomates achetés ici 4 francs sera revendu là-bas cinq fois plus cher.

Mohéli, l'autre île déséchérée, attend également, comme une providence, son grand hôtel. Un groupe international a prospecté un des huit îlots inhabités, au large de Nioumachoua. Mais le site avait aussi été choisi pour y créer un parc naturel. C'est en effet une zone importante de ponte pour les tortues de mer, animal auquel les Comoriens vouent un grand respect même s'ils ne réalisent pas, à l'occasion, à en goûter la chair. Pour la première fois peut-être, les Comoriens vont être obligés de choisir entre la légende et la réalité.

De notre envoyé spécial
Benoît Hopquin

Maurice à l'heure créole

Le Prix du livre Jet Tours (filiale du tourisme d'Air France) a été attribué le 19 septembre, à l'île Maurice, à l'ouvrage de l'écrivain antillais Raphaël Confiant *Ravine du devant-jour* (Gallimard). Décoré par un jury composé de journalistes spécialisés dans le tourisme, ce prix succède au Prix Jumbo (autre filiale du groupe), qui, depuis une dizaine d'années, distingue une œuvre invitée au voyage. Un critère auquel s'ajoutait, cette année, celui de la francophonie. Ainsi les auteurs co-lice traitaient-ils tous de régions du monde où la langue française reste dominante. Tel est le cas de Maurice, cette île de l'océan Indien voisine de la Réunion (une ancienne possession française, cotoyée par les Anglais en 1810, indépendante depuis 1968) et république depuis mars 1992 où le français demeure, avec le créole, la langue majoritaire, comprise de toutes les communautés ethniques locales. Un lieu idéal pour débiter, d'autant plus que l'île accueillera, du 16 au 18 octobre prochains, le sommet annuel de la Francophonie.

Né en 1951 à la Martinique (il habite à Vaudin, un village sur la côte atlantique), Raphaël Confiant, déjà auteur de plusieurs livres (1), retrouve, avec *Ravine du devant-jour* (lire le feuilleton que Pierre Lepape lui a consacré dans « Le Monde des livres » du 18 juin), son thème favori : la créolité. Un monde inconnu, secret, mystérieux, révélé avec tendresse, humour et réalisme, et exploré à travers les souvenirs d'enfance d'un jeune « chabon » (un Noir à la peau blanche, aux prunelles claires et aux cheveux roux), terme oublié qui, en vieux normand, désignait une variété de moutons à laine rousse. Un récit brillamment mis en scène, dans une langue imagée, truffée de néologismes et de mots poétiques. Créole français et

français créolisé ? Une chose est sûre, le plat est savoureux.

Figuraient également parmi les auteurs sélectionnés Dacot Vaxelaire, dont le roman *Cap Malheureux* (Phébus), s'inscrit dans la suite de *Grand Port* (l'action se situe à Maurice, en 1810, lors de la prise de l'île par les Anglais), l'Américain Paul Theroux avec *Les heures d'océan* (Grasset), récit acide, incisif et un brin insolent (franchement francophone au chapitre des Marques) d'un vrai voyageur, et Gerald Durrell qui, dans *Le Aye-aye et moi* (Höbbecke) - le titre anglais, *The Aye-aye and I*, sonne mieux à l'oreille, - raconte la capture de ce petit lémurien, à Madagascar, et son expédition vers le zoo de Jersey.

De notre envoyée spéciale
Marie-Noëlle Hervé

(1) *Le Nègre et l'Amiral* (Grasset), *Eau de café* (Grasset), Avec Patrick Chamisso et Jean Barnabé, *Éloge de la créolité* (Gallimard) et également avec Patrick Chamisso, *Letras creoles* (Hatier).

Paradis de la plongée sous-marine, Hourghada, au bord de la mer Rouge, est réputée pour ses eaux transparentes et le spectacle des milliers de poissons qui les peuplent. Le voyageur R&V Vacances propose d'y séjourner huit jours pour 3 600 F par personne en chambre double et pension complète, prix comprenant le transport aérien Paris-Louxor A/R, les transferts et dix plongées incluant bouteilles, bateau et moniteur. Renseignements au Supermarché Vacances, 46, bd de Sébastopol, 75003 Paris, tél. : 48-87-55-78.

Guide

Y aller. Air France assure deux vols hebdomadaires (le mercredi et le dimanche) pour Moroni. Avec sa filiale Air Outre-mer, la compagnie nationale propose également un vol quotidien Paris-Mayotte via la Réunion (8 280 à 12 900 F) et, avec sa filiale Air Austral, un vol hebdomadaire Paris-Nairobi-Mayotte (8 280 à 10 000 F).

Se loger. L'infrastructure touristique est encore sommaire. Grands Comores compte un grand hôtel, presque incontournable et présent dans les brochures des voyageurs : le Galawa, qui appartient à la chaîne Sun International (12, rue de Castiglione, 75002 Paris, tél. : 42-61-22-68). Ce complexe de luxe a annexé deux des plus belles plages du nord de l'île où il propose de multiples activités sportives.

A Moroni, outre le Ylang Ylang (750 F la demi-pension pour deux personnes), deux adresses plus modestes, le Mousaka (340 F) et le Karthala (220 F). Contacter Tourisme

Comore International qui centralise les réservations (tél. : 19-269-73-07-28).

A Mohéli, un seul hébergement possible, le modeste Relais de Singani, à Fomboni (270 F, tél. : 72-04-25). A Anjouan, quatre plus de choix avec le Al-Amal (400 F) à Moutsamoudou et le Moya Beach Hôtel (180 F, tél. : 71-14-33). Dans chacun de ses hôtels, la demi-pension pour deux personnes varie entre 220 et 300 francs.

Mayotte dispose de sept hôtels dont trois en bordure de plages : Trevani Villages (tél. : 60-13-83), Mtsangabeach (tél. : 62-17-50), le Jardin Mehore (tél. : 60-14-19). Comptez tout de même entre 530 et 650 francs la demi-pension pour deux personnes.

Se déplacer. Les communications aériennes entre Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte sont assurées par les vétustes Fokker d'Air Comores (entre 300 et 600 F le billet simple) : les avions sont surchargés et il est indispensable de réserver sa place au moins un mois avant le départ. Des bateaux spartiates font également la navette entre les îles à des horaires irréguliers (environ 400 F).

A Grande Comore, Avis est présent à l'hôtel Galawa (à partir de 300 F la journée) et TSC organise des excursions dans toute l'île. A Mayotte, trois agences de location de voitures sont présentes (environ 300 F la journée). Ailleurs, la seule possibilité est de réquisitionner un taxi-brousse : tout dépendra alors de votre capacité à négocier...

Avec qui ? Le Galawa Beach,

à Grands Comores, est programmé par Africatures (9 695 à 16 926 F pour sept nuits en demi-pension pour une personne, tél. : 44-37-21-24), par MVM (9 900 à 16 220 F, tél. : 40-47-08-08), par Kuoni (9 690 à 17 190 F, tél. : 42-82-04-02) et par Jet Tours (11 450 F, tél. : 42-99-27-97). MVM propose des séjours au Trevani, à Mayotte (9 130 à 10 670 F pour six nuits), des circuits-trekking dans l'île (six nuits, de 10 720 à 12 360 F ; 13 nuits, de 13 790 à 15 710 F) et des combinés Mayotte/Grande Comore (onze nuits, de 15 510 à 21 500 F ; treize nuits de 17 600 à 22 710 F).

Une formule originale, celle de Jet Tours qui propose sept nuits (avec quatre nuits d'hôtel au Galawa et trois nuits de croisière pour 12 400 F) ou douze nuits (à partir du 1^{er} avril), avec cinq nuits d'hôtel au Galawa et sept nuits de croisière à bord du voilier *French Line*, un cotre ultramodern de 20 mètres. Une formule qui permet une grande autonomie, le bateau étant incontestablement le meilleur moyen de transport pour découvrir l'archipel.

A lire. Le guide Arthaud *Madagascar Comores* (100 F). Les *Comores aujourd'hui* de Jean-Claude Klotchkoff (éditions du Jaguar, 130 F), un ouvrage très complet et qui rapporte de nombreuses légendes comoriennes, et les *Comores* d'Hervé Chagnoux et Ali Haribou (PUF, collection « Que sais-je ? », 40 F).

Se renseigner. Ambassade de la République islamique et fédérale des Comores (tél. : 40-87-80-54). Demander Seld Bakar.

En nous confiant votre fret, vous pourrez vous laisser gagner par une sérénité fort peu occidentale.



Confier ses marchandises à un grand du fret mondial, cela contribue bien sûr à accroître votre sérénité. Et plus encore s'il s'agit du leader sur le cargo entre l'Europe et la Corée. Quand on sait par ailleurs que Korean Air réalise une importante part du cargo sur ce parcours, on se sent tout de suite d'une sérénité orientale.

KOREAN AIR
LES ROUTES DE LA SÉRÉNITÉ

TOUT SUR LE CINEMA

3615
CINEFIL

PARIS, BANLIERE, 100 VILLES
DES INFOS DES JEUX

Tortillas

L'express qui relie Chihuahua au Pacifique traverse plaines et montagnes en douze heures... théoriquement. Le séjour dans l'univers clos du tortillard laisse en effet largement le temps de profiter du spectacle.

CHACQUE matin à l'aube, ils sont une centaine à « faire » le départ du train. Des gosses qui vendent leurs boîtes de Coca-Cola à un dollar, leur père qui plie sous des paniers de tortillas rustiques et des mères, regards indolents, regardant le ciel ne s'embrace, simplement la peur mûre les jambes bronzées des touristes en short. Pour tout ce petit monde, l'express qui relie Chihuahua au Pacifique est une aubaine. Ses voitures climatisées sont en effet des « premières spéciales » où ne s'installent que des voyageurs qui ont les moyens. Coup de sifflet. Ultimes tractions entre le chef de gare et un contrôleur à la casquette fatiguée, et c'est parti pour douze heures de plaine et de montagne, depuis les hauts plateaux de l'intérieur jusqu'au bord de la mer.

Douze heures, c'est ce qu'annonce l'horaire officiel... Mais chacun sait que, dans l'année, les jours sans retard se comptent sur les doigts d'une main. Mieux vaut donc s'organiser et prévoir une halte pour la nuit, à mi-parcours. Et choisir entre Creel, la cité de nulle part aux rues de sable, au Cabanas-Disidadero, dont l'hôtel solitaire surplombe le « canyon du cuivre », en plein territoire des Indiens tarahumara. On optera pour la nuit au « Mirador ». Ce sera donc Cabanas.

Très vite, dans cet univers clos, on apprend à tromper le temps. Premier séjour au wagon-restauration où, avec cérémonie, les serveurs posent leur bière sur des nappes blanches qui ont déjà beaucoup servi. Long travelling sur le paysage qui, depuis les faubourgs de Chihuahua, demeure désespérément plat, seulement ponctué par des troupeaux de chevaux en quête d'improbables pâturages. Coup d'œil sur les voi-

sins, prêts, de toute évidence, à lier connaissance. Un couple de Texans en lune de miel, une jeune fille du pays qui rentre chez elle, à Los Machis, après avoir eu la curiosité de passer ses vacances à Chihuahua, un groupe de bonnes sœurs en transit, un compéant roumain en poste à Mexico et bien décidé à tout voir. On somme.

Le train ralentit et les Texans, nez collé à la vitre et guide en bécaille, s'agitent. Il convient, en effet, de se réveiller pour saluer le clocher blanc du petit village de San-Andrés : Pancha Villa s'y est marié ! Nous voici au cœur de la légende du Mexique, au pays du libérateur même. On dit que lui aussi aurait participé à la construction du train. Le projet en avait été lancé en 1872 par Albert Kinsey Owen, un utopiste américain qui rêvait de relier directement Kansas-City à l'État de Sinaloa, au Mexique. Mais qui avait tout simplement oublié qu'il faudrait des dizaines de ponts et de tunnels pour franchir les montagnes. La construction du train prit donc pratiquement un siècle et entraîna la mort de plusieurs milliers d'ouvriers. Finalement, la liaison ne sera achevée qu'en 1961. A l'époque, les raisons économiques étaient prioritaires, la plupart des mines situées le long de la voie étant alors en pleine activité. Depuis, les touristes, qui viennent ici en prendre plein les yeux, ont pris la relève. Encore modestement, pour l'instant.

Le train traverse des vergers dont les guides précisent qu'ils sont cultivés par des mennanites, émigrants, allemands pour la plupart, qui, au nom de la tradition, restent fidèles à des pratiques ancestrales. Il longe ensuite un village de « western », érigé sous la chaleur de l'été. Rues de sable, barques de bois et chevaux attachés aux barrières de l'unique bar. A l'approche des premières vallées caennaises, les visages se plaignent aux feoîtres. Tout d'un coup : le grand frisson, ce sera pour demain. La nuit tombe. Crissement des freins, odeur des tacos tous au chaud sur des barils transformés en braseros, grouillement des Indiens qui, agrippés aux portières, proposent des colliers de haricots secs.

Bien sûr, ces membres de la

Guide

Partir. Spécialiste du Mexique et du Guatemala, le voyageur Américain (3615 SAFARI), qui programme chaque semaine de Paris trois vols (dix heures environ) charters directs (à partir de 4 200 F A/R) à destination du Mexique, propose pour l'automne-hiver 93/94, outre une dizaine de circuits traditionnels et des « semaines combinables » entre le Mexique, le Guatemala et Cuba, des voyages sur mesure haut de gamme le long d'itinéraires insolites. Une catégorie dans laquelle s'inscrit le périple à bord du train minier de Chihuahua. Un périple également programmé sur deux jours (Chihuahua / El Divisadero / Los Mochis) dans un circuit de vingt-deux jours (24 800 F par personne, sur la base de 25 personnes, en chambre double) qui permet d'explorer le Mexique du nord désertique à la mer des Caraïbes en passant par le Basse-Californie, le Mexique colonial, les sites mayas et les montagnes du Chiapas habitées par les tribus indiennes Chemulas. Renseignements dans les agences de voyages.

Le train quitte chaque jour Chihuahua à 7 heures, Los Mochis, à 6 heures. Pour éviter de traverser de nuit les plus beaux paysages, mieux vaut partir de Los Mochis. En choisissant les sièges situés à droite du train, afin de ne rien perdre du spectacle. Chihuahua est le capitale de l'État du même nom, bordé au nord par le Texas. Los Machis est une ville étape très fréquentée. Y transigent, en effet, outre les passagers du train, tous ceux qui s'embar-

quent à Topolobambo (un port situé à 23 km) pour gagner le Basse-Californie. Profiter d'un séjour dans cette ville pour aller se baigner dans le Pacifique par une route qui traverse un superbe paysage de marais et de lagunes. La plage est familiale, bordée de petits restaurants où l'on déguste, en particulier, de savoureux poissons grillés.

Quand. La saison sèche se situe entre novembre et mai. Sur les hauts plateaux, la température tourne autour de 22°. Aucune vaccination n'est requise mais le traitement antipaludéen est conseillé en été. La cuisine locale, à base de maïs (tortillas, tacos, enchiladas), est souvent très épicée.

Comment. La monnaie mexicaine est le peso, 1 peso valant 1 dollar américain. Pour entrer dans le pays, être en possession d'un passeport valide six mois après le retour et d'un visa délivré par l'ambassade du Mexique, démarche qui peut être effectuée par les voyageurs. Décalage horaire de sept et huit heures (en hiver et en été).

A consulter. Les guides Arnaud, Hachette (Guide Bleu, Routard et Baedeker), Gallimard (Bibliothèque du voyageur), Jaune Afrique, Jika, Nagel, Nouvelle Frontière, Seuil (Petite Pléiade) et Voyageurs du Monde.

Renseignements. A l'Office du tourisme mexicain (Consulat) au 4, rue N.-D.-des-Victoires, 75002 Paris, tél. : (1) 42-61-51-80 et Minitel 3615 Mexique.



Indienne de la tribu tarahumara.

tribu tarahumara ont vendu leur âme à la civilisation. Traditionnellement, leurs frères vivent, selon la saison, au fond ou en bordure des canyons. Ils font partie, dit-on, des Indiens qui ont su le mieux préserver leurs rites et leurs coutumes. Mais quelques-uns se sont sédentarisés et établis à proximité de la ligne de chemin de fer, ce mirage de dollars. Il suffira de quelques pas, le lendemain, au petit matin, pour découvrir un autre monde. Plus misérable qu'exotique. A quelques centaines de mètres de l'hôtel, des

familles se sont en effet installées dans des grottes creusées à flanc de falaise. Les foyers, allumés le soir à même le sol, laissent de grandes traces noires sur les parois. Et le passage d'un étranger éveille des regards d'envie dans les yeux des enfants.

Loin, très loin des boîtes vitrées de l'Hôtel de Cabanas-Disidaderos. Ici, c'est l'heure du thé et le spectacle est irréprochable. Le regard, qui dégringole d'un à-pic à l'autre, rebondit contre des racs déclinés avant de suivre, minuscule bandeau dans le lin-

tain, le cours tourmenté d'une rivière. Le patron tire les tables et met son matériel en place pour la grande soirée quotidienne. Une soirée où il fera lui-même danser et chanter les touristes, chacun dans sa langue.

On retrouve le train, le lendemain, en début d'après-midi. Cette fois, guides et dépliantes promettent du grand spectacle. Le tarillard, lui, n'a jamais tant mérité son nom. Il se cantonne en dessous des boucles spectaculaires pour mieux négocier la descente. Un peu plus loin,

Express

il se faufile entre deux ravins, sur un viaduc suspendu au-dessus du vide, avant de se lover entre les falaises. Les villages sont rares. Ils semblent respirer de tous leurs pores l'humidité luxuriante de la haute montagne.

Dans une gare, des ouvriers, qui ont élu domicile dans des wagons de bois déclassés, font de grands signes amicaux. Après un arrêt d'une heure, il faut se rendre à l'évidence : c'est la panne. Les ouvriers s'approchent pour proposer quelques souvenirs indiens. Les ombres s'allongent. Il faut se résigner. Tant pis pour les cactus et les aloès dont on dit qu'ils sont superbes, un peu plus bas, à l'approche du désert.

La locomotive réparée, il fait nuit noire et les touristes texans toujours en pleine forme. Ils ont pris une photographie inoubliable, avec la belle Mexicaine qui prend des pauses. Après tout, à chacun son spectacle.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis André

ACCESS voyages
LE SPÉCIALISTE
DES VOIS RÉGULIERS
500 DESTINATIONS
50 COMPAGNIES
ACCESS VOYAGES : 6, rue Pierre Lescur, 75001 PARIS
Tél. : 40.13.02.02 - 42.21.46.94

Diffusion Les voyages de Kuoni
13 Destinations
Mini-Prix
Maxi-Découverte
CIRCUIT CEYLAN 590 F
SAFARI JAMBO 990 F
VOYAGES DIFFUSION DE KUONI : Circuits tout compris - Mini-Prix/Maxi-Découverte

EXPLORATOR
XPEDI
1994
L'EMOTION DES RENCONTRES
LA MAGIE DES PAYSAGES
DÉCOUVREZ
LE MONDE D'EXPLORATOR
EXPLORATOR Tél. (1) 42.66.66.24 Minitel 3615 EXPLOR

Découvrez l'ivresse du marcheur.
Sahara et grands déserts, montagnes de France et du monde entier, haute montagne et ski d'aventure avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.
Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED
16, rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. : (1) 43.29.20.40. Minitel 3615 Terres.
9, rue des Remparts d'Alain 69002 Lyon. Tél. : 78.42.99.24. Licence A 1148.

Crinière

هكمان النخل

DÉCOUVERTE

Express

Crinières rousses

IRLANDE

C'ÉTAIENT eux, les premiers Irlandais, galopant, depuis la nuit des temps, sur ces terres gorgées d'eau. Aujourd'hui encore, les chevaux donnent à ce pays un supplément d'âme. Rien de mieux, par conséquent, qu'une randonnée à cheval pour s'en imprégner et prendre la mesure exacte de ces paysages à couper le souffle. Sous la conduite, de préférence, d'un *jarvey* (ou guide) à la chevelure rousse qui sait raconter des histoires en chemin.

Sur la côte nord de la péninsule d'Iveragh, dans le comté de Kerry, des montagnes sombres, au profil arrondi, se jettent dans l'Atlantique qui, à l'abri de la baie de Dingle, est, ici, aussi calme qu'un lac. D'énormes bancs de sable s'étirent depuis chaque rive. C'est de Glenbeigh, à l'ouest, que l'on peut aller à cheval, à travers les dunes, à la découverte d'une randonnée dans la péninsule de Dingle, au

fil d'un décor où alternent collines, lacs et forêts de chênes. Une région isolée où l'on parle encore la langue gaélique.

Plus à l'est, le cheval s'engage dans le Gap of Dunloe, gorge sauvage de six kilomètres au creux d'un défilé accidenté, parsemé de rocs gris et luisants. Avant de se hisser sur les pentes du Macgillycuddy's Reeks, massif domoie par le point culminant du pays (1 040 m). Il trottera ensuite le long de chemins de campagne bordés de fougères arborescentes, longera les lacs de Killarney, pour redescendre, par des sentiers de montagnes, jusqu'aux plus belles plages d'Irlande, Waterville et Rossbeigh. Le soir, on se repose dans le confort d'un manoir, ou dans le confort plus intime d'un bed and breakfast.

Le Kerry est, plus au nord, le Connemara et le Donegal sont de vrais paradis pour des vacances équestres. Tous les circuits de randonnée possibles sont décrits dans une brochure, *L'Irlande à cheval*, disponible à l'Office national du tourisme

irlandais, (33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36). Y figurent également les coordonnées des centres équestres homologués par l'Association des établissements irlandais d'équitation.

Pour la plupart, ceux-ci proposent un hébergement (de la ferme à l'hôtel de luxe en passant par le manoir de campagne), la possibilité de combier les leçons d'équitation et cours d'anglais, de s'adonner à d'autres loisirs (golf, pêche, etc.), de louer des roulettes ou, d'octobre à la fin mars, de participer à des chasses à courre. Une gamme d'activités offerte, notamment, par le comté de Kerry, région située au sud-ouest du pays et célèbre pour les 180 kilomètres de son « Ring of Kerry », une route à grand spectacle qui permet de découvrir de somptueux paysages côtiers.

Pour s'y rendre, le plus pratique est de rallier directement Cork à bord d'un bateau de la Brittany Ferries (tél. : 98-28-28-28) qui dessert l'Irlande au départ de Roscoff ou de Saint-Malo, en Bretagne. Une

croisière qui, selon le port d'embarquement, dure entre douze et dix-huit heures et qui, surtout, permet d'emporter sa voiture.

En avion, la compagnie Aer Lingus (47-42-12-50) dessert presque quotidiennement Cork, au départ de Paris. Air Iberia assure, de son côté, une liaison quotidienne Paris-Dublin et propose le forfait « Fly and drive » de sa filiale tourisme Visit Europe (dans les agences de voyages, bureaux Air Inter et Air France ainsi qu'au 47-36-50-50) qui comprend l'avion et une voiture de location disponible à l'aéroport.

De notre envoyée spéciale
Françoise Spiekermeier

Le Calvados à l'heure du cheval, avec la troisième édition des Equi'days. Du 16 au 24 octobre, animations et spectacles aux quatre coins du département, dans les haras, sur les champs de courses, à l'occasion de concours hippiques, de rencontres de polo, de ventes aux enchères de

Cheval pour tous

DES chevauchées débridées sur une plage immense ou des randonnées paisibles le long de sentiers de montagne ou de petits chemins se sont bon la noisette. Beaucoup en rêvent, peu franchissent le pas, se dérobant, au dernier instant, devant l'obstacle... D'où la relative stagnation du tourisme équestre en France.

Fruit d'une réflexion conjointe de l'Association professionnelle du tourisme équestre (APTE) et du voyageur spécialiste Nat'Tour, la brochure *Grand R* propose des produits équestres réellement accessibles à tous, y compris aux familles et aux débutants. Objectif : se faire plaisir sans pour autant être un virtuose de l'équitation et avoir passé préalablement des heures d'instruction en

manège. Avec une garantie de sérieux et de sécurité.

La recette ? Du cheval tous les jours mais pas trop, des chevaux adaptés à la randonnée, des selles confortables, des itinéraires sans portage et en petits groupes, des balades « en étoile » à partir d'un point fixe, des hébergements coquilles (en chambre double le plus souvent possible), une table d'hôte bien garnie, des activités annexes et des accompagnateurs qualifiés.

La palette des destinations est attrayante (Ariège, Bourgogne, Bretagne, Corse, Limousin, Provence et Périgord), et l'automne est une saison privilégiée avec ses couleurs, la douceur du climat et, le soir, ses veillées devant un feu de bois. Le tour à des prix abordables : de 2 200 F à 4 700 F par personne en pension complète pour des séjours de cinq à huit jours. Brochure disponible dans les Maisons de la randonnée à Paris (2, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : (1) 43-71-13-09), Rennes (9, rue des Portes-Morlaix, 35000 Rennes, tél. : 99-31-59-44) et Grenoble (7, rue Voltaire, 38000 Grenoble, tél. : 76-51-76-00).

Deauville, de tables rondes et d'expositions. Programme détaillé au Comité départemental du tourisme (tél. : 31-86-75-67) et dans les offices de tourisme locaux. En vedette, l'opéra équestre *Zingaro*, à Caen, pour dix représentations (réservations au 31-46-27-29).

DR
LES RENCONTRES
DES PAYSAGES
D'EXPLORATION

KUONI
CONTINENTS LOINTAINS

CONTINENTS LOINTAINS : Voyages à la carte ou circuits, 2 façons de voyager avec KUONI

evasion
ITALIE
SICILE - MALTE

Hiver 93/94
« Les dernières nouveautés du spécialiste de l'Italie »
Tél. : (1) 44.71.30.00

ARTS

ARTS ET VIE
1ère association culturelle française
de voyages à l'étranger
agencement touristique n° 74065
39, rue des Foyatiers 75018 Paris
Tél. : 16 (1) 40.43.20.21
Minitel 3614 AREVIE

decouvrez
du marché

es d'aventure

Clio

Voyages culturels 93-94
Tél. : (1) 53 68 82 82

LES SABLES de KUONI

SÉJOURS BALNÉAIRES
A LA CARTE
ET CROISIÈRES

KUONI
LES SABLES
SÉJOURS BALNÉAIRES & CROISIÈRES

Le Monde

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1 2 3 4 5 6 7 8 9

Offre valable jusqu'au 31 Octobre 1993

A retourner à :
IDA LIEFVRE
LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Colonel-Avix, 75002 Paris Cedex 16

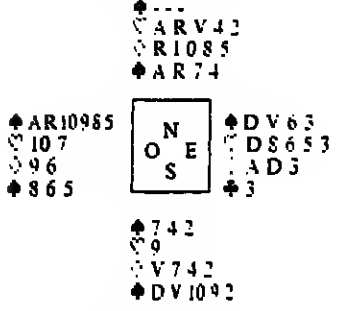
NOM : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____

Bridge

n° 1554

COUP DE FUCIK RATÉ

Il est rare de pouvoir jouer mieux que le fameux champion autrichien Jan Fucik. C'est donc une occasion à saisir dans la donne suivante d'un grand tournoi, à La Haye. Ensuite, quand le coup a été proposé dans un concours du jeu de la carte, 70% des participants ont gagné le contrat. Essayez d'être parmi eux.



Ann. : O. don. E-O. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Leufkens Terran Westra Fucik
2 contre 4 SA passe 5

Ouest avait entamé le Roi de Pique, comment Fucik aurait-il dû jouer pour gagner CINQ TRÈFLES contre toute défense, les atouts étant 3-1?

Réponse

Après l'entame à Pique, le déclarant peut sans risque couper deux Piques et défausser le troisième Pique sur un Cœur. Il ne lui restera plus, après trois coups d'atout, qu'à donner deux Carreaux.

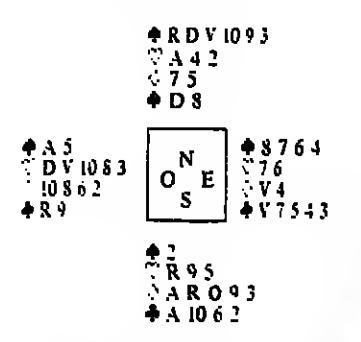
Méfiez-vous cependant des communications, car vous allez voir ce qui est arrivé à Fucik : il a coupé l'enlame en jouant le 7 de Trèfle pour le 9. Il a ensuite coupé le deuxième Pique avec le Roi de Trèfle, puis il a tiré l'As de Trèfle et As Roi de Cœur pour défausser son dernier Pique. Il ne lui restait plus qu'à rentrer chez lui pour faire tomber le dernier atout. Il a donc coupé le troisième Cœur du mort et il a éliminé le dernier atout d'Ouest. Mais il ne restait plus en Sud qu'un atout, et, quand Fucik a joué Carreau, Est a pris avec la Dame de Carreau, et l'atout nouveau de Pique a provoqué la chute.

Il suffisait pourtant de comprendre qu'il était gratuit de couper l'enlame avec le Roi de Trèfle! Ensuite, 4 de Trèfle pour le 9, 4 de Pique coupés, Dame Valet de Trèfle, As Roi de Cœur (défausse du 7 de Pique) et Carreau pour affranchir deux Carreaux et les utiliser grâce aux deux reprises à l'atout...

LES TRIPLÉS

Les variétés de squeezes sont si nombreuses que le fameux écrivain anglais Hugh Kelsey vient d'écrire un quatrième livre sur ce sujet! Il s'agit cette fois de *Triple Squeezes*, un ouvrage de 120 pages publié en anglais chez l'éditeur Victor Gollancz.

Ce n'est évidemment pas un livre pour débutants.



Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Nord Est Ouest
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
SA passe 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Ouest a entamé la Dame de Cœur. Sud prend et joue le 2 de Pique pour l'As d'Ouest qui rejoue le Valet de Cœur. Comment Kelsey propose-t-il de gagner ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT?

Note sur les enchères

Certains experts estiment que la main de Nord n'est pas assez forte pour un saut à 42 Piques, qui est forcé de manche, mais cette réponse a eu l'avantage de simplifier les enchères.

LE NOUVEAU CODE

«Quelques sont les modifications du nouveau code international de la partie libre, demande G. Petrow. Quand seront-elles applicables en France?»

Voici les principales modifications de ce code. Elles sont applicables depuis le mois de mars.

L'arrêt de chute. - La quatrième levée de chute contre non vulnérable (et les suivantes) coûte 100 de plus (comme en tournoi).

Prime en cas de surcontrôle. - La prime d'un contrat surcontrôlé et réussi a droit à 100 points.

Marque partielle. - La prime d'une marque partielle quand la partie est arrêtée vaut 100 (au lieu de 50), mais la manche vaut toujours 300.

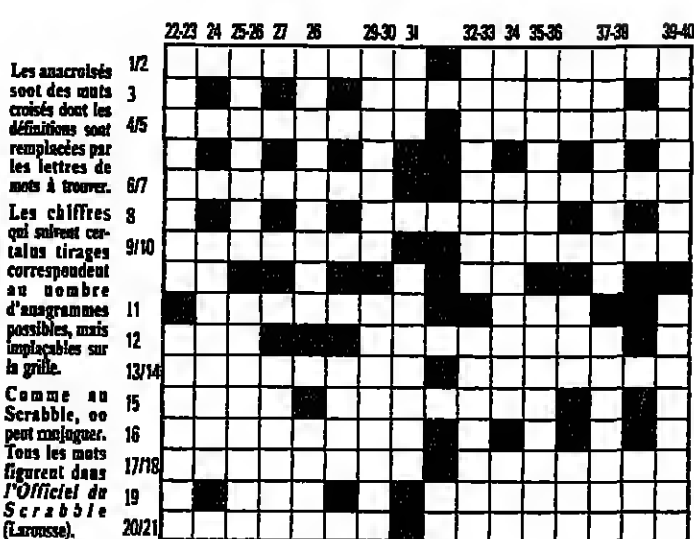
Attaque du déclarant. - Si le déclarant s'est trompé de main, il doit jouer de la bonne main pas nécessairement de la même couleur.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 785



HORIZONTALEMENT

1. ADIORSSU. - 2. AACENPS (+ 2). - 3. EGMNOOR. - 4. CEINORU. - 5. AAIMNR (+ 1). - 6. AMNOPTU. - 7. ACINT. - 8. DEMOR. - 9. CDELRU. - 10. ADDEGIS. - 11. EEMPRSU (+ 2). - 12. EEHINQU. - 13. ACCENTU. - 14. EELISU. - 15. AEMIMR (+ 2). - 16. AAEFILRT (+ 2). - 17. AEEIRST (+ 8). - 18. AEEPRRT (+ 3). - 19. AEMIRSTU (+ 6). - 20. DEEIRST (+ 3). - 21. AEEIRST (+ 3).

VERTICALEMENT

22. ACEPRSU. - 23. AAAPRST. - 24. CEILOPRU (+ 1). - 25. ACEINT (+ 2). - 26. ACEEFLR. - 27. AEEIRST (+ 5). - 28. EELISU (+ 5). - 29. DEEMINO. - 30. EEMIRTTU (+ 1). - 31. DEEERT. - 32. DEGIOPRR. - 33. AELMNRU. - 34. AEEINNST (+ 1). - 35. ACDDNR. - 36. EEEIRSTU (+ 1). - 37. ADEEMNOT. - 38.

SOLUTION DU N° 784
1. BATAILLE. - 2. INEXPIE. - 3. BAS. - 4. CHANOINE. - 5. REPONDUE. - 6. INNETE. - 7. QUINTAL. - 8. DRE. - 9. NISMÉ (NIMES). - 10. SETTERS. - 11. LAVATORY. - 12. ORIGINEL (RELIGION). - 13. ISO. - 14. GROUPE ETHNIQUE ISO. - 15. RALENT. - 16. INALTER. - 17. RELATENT. - 18. QUITTES. - 19. NEMERTE. - 20. MARI. - 21. AERAGE (AREAGE). - 22. EUSSES. - 23. BROYES. - 24. BIBLI. - 25. QUE. - 26. LORETTE. - 27. KARATE. - 28. TIANNE (ENTETAI ETIAENT TIANNE). - 29. AVILITES (LEVITAI). - 30. AXERENT. - 31. NAGER (RANGE). - 32. IPSEITES. - 33. TINETTE. - 34. TATERONT. - 35. LECELE. - 36. PALM D'EPICE (CRETELLE). - 37. REIONS (RONES NOIRS SEMIOR). - 38. ETHYLENE. - 39. BAPTISE. - 40. MANOIR (MINORA ROMAIN ROMANI). - 41. RUNIQUE. - 42. SONNEES. - 43. EPOINTEE. - 44. VENUSIEN. - 45. ALTIERE (ATELIER ITALIER REALITE). - 46. STEARATE. - 47. MOCHETE. - 48. ROMISTEC. - 49. ESSUYEE.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

n° 431

SOUS-MARIN : COULÉ!

4 000 entrées nouvelles : à l'occasion de sa première refonte depuis sa naissance en 1967, le Petit Robert « fait fort » pour employer une nouvelle locution illustrant l'adverbe FORT. Certaines de ces nouveautés n'en sont pas pour vous, puisqu'il s'agit de mots tirés dans l'ODS 1. En voici certains : ADOBE, brique d'argile non cuite, obtenue par simple séchage au soleil. AGALAXIE, absence de la sécrétion lactée chez les femelles et les femelles des mammifères. AGISME, discrimination envers toute personne âgée. AGONISTE, muscle qui concourt à l'exécution d'un mouvement, incidemment, nous préférons la définition du PLO : muscle qui produit un mouvement, car, pour concourir, il faut être plusieurs. ALBOUTE, relatif à l'archipel qui s'étend entre l'Alaska et la Kamchatka. ANABIOSE : reprise d'une vie active après une phase de dormance prolongée. ANOXIE : diminution de la quantité d'oxygène que le sang distribue aux tissus. AUDIO, AVALÉUSE, AVOYER : donner de la voie à une scie ; il faut donc se reporter à VOIE pour trouver l'explication, ambiguë à notre sens : donner de la voie à une scie : en éviter les dents. AWALE, qui renvoie à WALE, AXEL : figure de patinage artistique, saut au cours duquel le patineur tourne une fois et demie sur lui-même. Cette définition nous paraît supérieure à celle du PLO : « en patinage artistique, saut dans lequel le patineur effectue une rotation d'un tour et demi en l'air ».

pourquoi préciser « en l'air » puisqu'il s'agit d'un saut?

Bien entendu, il existe aussi dans le Petit Robert 1993 beaucoup de mots nouveaux qui n'entrèrent que dans l'ODS 2 ; d'autres encore dans l'ODS 3 ; d'autres enfin qui ne seront jamais jouables. Mais il faut aussi préciser que toutes les définitions des mots polysémiques ont été modernisées et augmentées (amplifiées, dit dédaigneusement le P.R.). Ainsi, à l'entrée AVENTURE, l'expression les péripéties d'une aventure est illustrée par trois nouveaux exemples ; pour expliquer roman d'aventures, l'expression narrer des péripéties est fort justement remplacée par raconter des aventures. Une aventure n'est plus périlleuse ; elle devient une relation amoureuse passagère et elle renvoie non seulement à intrigue et passion, mais aussi à liaison : une citation de Mauriac est maintenant précédée d'un exemple « allé » : Il a eu de nombreuses aventures. « De médiocres aventures où le chair seule est intéressée ».

Les lecteurs, particulièrement ceux qui jouent au jeu « Des chiffres et des lettres », regretteront la disparition de certaines entrées telles qu'ALOGIE et APHIDIEN. En revanche, ils seront ravis de l'élimination d'un mot tellement aberrant qu'il pouvait passer pour un « sous-marin », c'est-à-dire un mot erroné destiné à piéger les plagiaires : TARN, désormais remplacé par TARTAN, agglomérat utilisé comme revêtement des pistes d'athlétisme.

Michel Charlemagne

Tournoi simultané d'automne, 30 janvier 1993

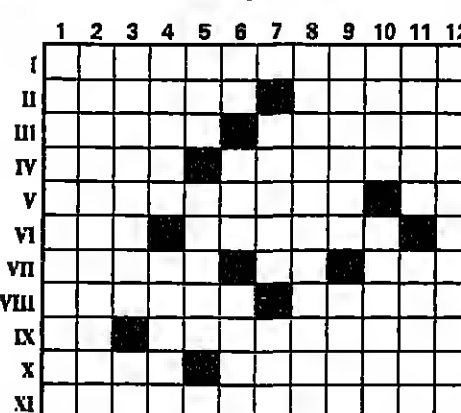
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	AEEGUT	FAUTE	H 4	24
2	EGHITTA	ETAGEAIT (a)	H 4	80
3	DABCM	CAMBIAL	M 7	34
4	DARICSH	QASIDA	12 H	44
5	YNOLSES	YOLE	14 J	81
6	NSWEAV	SOUJAW	H 11	60
7	NEVUTHE	RUSET	S 6	26
8	UJUSURE	RUSSE	15 K	39
9	UDEXMHE	DEUX	4 L	56
10	MHEEDUR	DEUX	O 1	42
11	RVEASEN	ENVASERA (b)	14 A	76
12	OUNACE	NUAI	15 A	31
13	CEHMEFL	FICELE	2 J	38
14	OMANIELK	JERKONS	11 H	46
15	PMTBUIZ	GOIM	1 H	26
16	PMTENRN	BIZOU	F 8	36
17	POORNEP	REM	3 K	29
18	ONHIGIL	PROUE	6 E	19
19	STATPHL	LOOTONNE	C 4	59
20	SATLRA	PHOT	8 A	30
21		KARST	E 11	21
				897

(a) ATTIGEAT, 17, 66, (b) ou VENERAS 9 D.
1. Micheline de Montaigne (Mauritienne), 855. 2. Chikabane Nayla (Liban), 842. 3. Colette Masson (Liban), 837.

Mots croisés

n° 784



HORIZONTALEMENT

1. A son âge, quel trésor ! - II. Chagrin. Mû plus de goût. - III. Fait toute une histoire. L'Europe en compie encore quelques-uns. - IV. Des animaux s'en nourrissent. Pris par ruse. - V. Fait grand tapage ou belle musique. Dans le journal. - VI. Donne congé. Hugo les aimait, disait-il. - VII. Trou. Conjonction. A des hommes partout. - VIII. Elevé non sans peine. Violon. - IX. Plus dialecte que langue. A pris le voile. - X. Sa fonction est nécessaire. Argumenta pour la postérité. - XI. Montrèrent vite et rapidement.

VERTICALEMENT

1. Même la danse. - 2. Quasi disparues au téléphone. - 3. Elles en ont gros sur le cœur. En lice. - 4. Regarda non sans quelque mépris. Travailla dur. - 5. Nécessite une mise en œuvre. Se révolta en Chine. - 6. Adverbe. Préposition. Royaume. - 7. Résonne gaieusement. Presque dénudé. - 8. Gène.

9. C'est un sommet. Fut premier ministre. - 10. Joyeuse parfois, ou alors grise. On le fait avec un micro-tome. - 11. Il a une très bonne part sur la terre. Riche, de bas en haut. - 12. Faisaient-ils comme Cyrano ?

SOLUTION DU N° 783

Horizontalement
1. Bergamasques. - II. Eperlans. SPA. - III. Tutelle. Laïc. - IV. Tir. Étranger. - V. Esopo. Im. ENA. - VI. Régisseur. II. - VII. Aère. Assis. - VIII. Agel. Émues. - IX. Indélectable. - X. Eue. Unit. IAN. - XI. Restituerent.

Verticalement
1. Betteravier. - 2. Épuisé. Nue. - 3. Rétrogrades. - 4. Gré. Piège. - 5. Allées. Euil. - 6. Malt. Salent. - 7. Amers. Cui. - 8. SS. Amusette. - 9. Lu. Rime. - 10. Usage. Subie. - 11. Epient. Élan. - 12. Sacralisent.

François Dorlet

Echecs

n° 1557

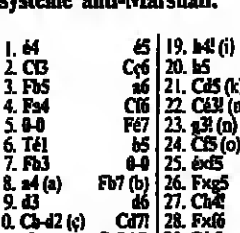
Septième partie du match

Londres, septembre 1993

Blancs : G. Kasparov.

Noirs : N. Short.

Partie espagnole, système anti-Marshall.



NOTES

a) Pour la troisième fois de ce match, le champion du monde évite l'attaque Marshall qui se produirait après 8. g3, d5 et entre ainsi dans une variante qui, selon la théorie, n'en pose aucun problème aux Noirs. Il en est de même de 8. d4 et de 8. d3.

b) Meilleur que 8... b4, joué dans la première partie. Après 8... bxa4 ; 9. fxa4, f5 ; 10. c3, d6 ; 11. fxc6, fxc6 ; 12. d4 ! les Blancs sont déjà mieux, comme après 8... d5 ; 9. exd5, Cd4 ; 10. Cxd4, exd4 ; 11. axb5.

c) On a longtemps analysé la suite 10. Cc3, Ca5 ; 11. Fa2, b4 ; 12. Cc2, qui laisse le choix aux Noirs entre plusieurs possibilités comme 12... b3 ou 12... d5 ou 12... Tb8 ou 12... g5. L'idée de Geller, 10. Cd2, qui interdit la manœuvre Ca5, semble trop lente ; par exemple, 10... b4 ; 11. c3, d5 ; 12. cxb4, exd4 ; 13. dx4, Cxb4 ; 14. Cx4, Cx4 ; 15. Df3, Cd6 ; 16. Cx7, Cx7 ; 17. Dxb7, Cd3 et les Noirs ont égalisé. 10. Cc3 est aussi à envisager.

d) Ou 11... Ff6 ; 12. Fc2, Cc7 ; 13. d4, g5 ; 14. Cf1 avec égalité (Janosevic-Bisguier, Birmingham, 1975).

e) 13... Dxa8 est peut-être meilleur : 14. Fc2, Cf6 ; 15. Cf1, d5 ! et les Noirs n'ont rien à craindre (Dely-Malich, Budapest, 1965).

f) Et non 14... d5 qui laisserait les Noirs en difficulté après 15. exd5, Dxd5 ; 16. d4 !, exd4, 17. cxd4.

g) Une position relativement simple dans laquelle les Blancs ont un léger avantage.

h) Renforçant le contrôle de la case d5 et visant déjà, au-delà de la diagonale a2-g8, le R ennemi.

i) Les Blancs ont un plan clair, contrairement à leur adversaire. L'avance thématique h4-b5-hxg6 complète harmonieusement le coup précédent, et déjà plusieurs menaces contre le R noir surgissent, alors que le Fb7 et le Cc6 sont inactifs.

j) Cherchant à ne pas laisser le R noir sous le cloaque du Fb3.

k) Menace 22. h6.

l) Il est clair que cet affaiblissement grave de la case f5 ne peut servir la cause des Noirs. 21... gxf5, en dépit des risques, est à envisager.

m) La réfutation.

n) Ce sacrifice de pion a sans doute échappé aux Noirs.

o) Menace 25. Cxg5.

p) Abandonnant les cases blanches mais 24... b6 est impossible à cause de 25. Cxg5.

q) Si 25... b6 ; encore 26. Cxg5.

r) Si 26... Dxf5 ; 27. Fd5, Cd8 ; 28. Fc7, Td8 ; 29. Cb4 avec gain.

s) Et non 29... Fg7 ; 30. f6.

t) Visant les cases blanches d5 et g4 via e3.

u) Pour la troisième fois, un C blanc passe en e3.

v) Si 31... d5 ; 32. Cg4.

w) Afin d'ouvrir la dernière ligne, la colonne e.

x) Une erreur, mais la défense des Noirs est devenue difficile.

y) 34... Ff6, valait mieux.

z) Si 35... Cxb6 ; 36. Dg5+.

aa) Si 36... Txf7 (ou 36... Cxb6 ; 37. Dg6+ ; Rb8 ; 38. Dxb6 mat) ; 37. Dg6+ ; Rb8 (h8) ; 38. Dg8 mat et si 36... Cc7 ; 37. Td6 !.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1556

N. KORANYI (1984)

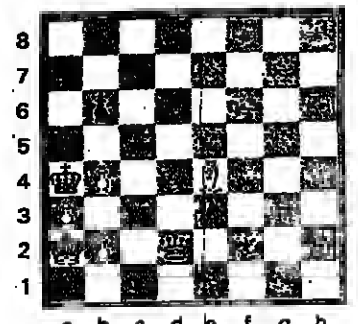
(Blancs : Ra3, Dd1, Fc1, Cc8, Pa7. Noirs : Rb7, Dc6, Tb2, Pd7, b5. Nulle.)

1. Dd4 !, d5 ; 2. a8-D+ !, Rxa8 ; 3. Dxd5 ! (et non 3. Cb6+ ; Ra7 ; 4. Dd7+ ; Ra6) ; b4+ ; 4. Rxb4, Tb4+ ; 5. Fd4, Txd4 ; 6. Ra3, Td4+ ; 7. Rb2, Tb4+ ; 8. Ra1, Dxd5 (si 8... Dd7 ; 9. Dxb7+ ; Rxb7 ; 10. Cd6+ ; Rb6 ; 11. Cc5, Tb4 ; 12. Rb2 mat) ; 9. Cb6+ ; Tb6, Pa7.

ÉTUDE N° 1557

G. POPOV et Z. KADREV

(1960)



Blancs (5) : Ra2, Fd4, Pa3, b2, b4.

Noirs (3) : Ra4, Dd2, Pb6.

Les Blancs jouent à font nulle.

Claude Lemoine

Fourchettes

Le « Franc » est de

Le Monde de l'éducation

SOMMAIRE DU NUMÉRO

DIS FRANCAIS FONT COMPLAISANCE A L'EN

L'ÉTUDE : LA RÉFORME DES

هكمان النحل

Fourchettes pêle-mêle !

La saison n'a pas été brillante, on le sait. En province, on cite des restaurants en panique. A Paris, à la liste, importante déjà, des fermes, ajoutons celles de l'Espace Cardin, de l'Entre-Siècle (avenue de Lowendal), ex-lauréat du prix Marco-Polo-Casanova pour son excellente cuisine belge. Et le bruit court, renouvellement de bail délicat, que le Plaza-Athénée n'illustrerait plus l'avenue Montaigne !

En revanche, le Prunier-Traktir de l'avenue Victor-Hugo, depuis longtemps fermé, rouvre sous l'impulsion de Jean-Claude Vrinat (du Taillevent).

Des lecteurs satisfaits, il en est, heureusement !

L'un d'eux a apprécié le restaurant Ollier (av. Cl.-Roussel à Cornas, en Ardèche, tél. : 75-40-32-17, pour sa cuisine du terroir. Appréciés aussi Le Grand Paris (19, bd Thiers à Digne (Alpes-de-Haute-Provence), (tél. : 92-32-32-82) et Les Santons, de Moustiers-Sainte-Marie (Alpes-de-Haute-Provence), (place de l'Eglise, tél. : 92-74-66-48), méritant tous deux l'étoile Bontin-Gourmand.

Bonne note pour Pierre Verzi, Auberge de la source à Méounes-lès-Montrieux, dans le Var (tél. : 94-33-98-08), qui demande à ses clients satisfaits (ils le sont tous) de signer une

pétition au ministre du tourisme exigeant que les restaurateurs soient obligés d'indiquer sur leur carte les plats surgelés, congelés, sous-vide, ainsi que l'emploi de la margarine.

Un lecteur est ravi de la copieuse pâtée offerte à son chien affamé par le patron de La Bonne Etoile au village des Bordes, proche de Sully-sur-Loire. Mais un autre est furieux de certaines cartes aux appellations « vides de signification », comme « la trilogie de poissons fins » ou « précieuses » comme « les feuilles du jardin » (une simple salade !).

Des bons points enfin pour

Le Dauphin (21 bis, rue Jean-Jaurès, à Toulon, tél. : 94-93-12-07), dont j'ai déjà cité la soupe de favonilles à la crème d'ail et les médaillons de lapereau aux deux olives, jus réduit à l'estragon.

« C'est bon et ça vaut le coup ! », m'avait dit André Daquin parlant des pommes de terre de J.-P. Allard, producteur de la vallée de la Garonne. C'est vrai, et j'ai pu le constater, cette production hant de gamme mérite d'être notée si vous passez dans le coin.

A ce propos, le Salon des produits fermiers s'est tenu à Paris début septembre. Heu-

reuse initiative. Ce fut pour certains la découverte de produits du terroir préservés des nitrates, par exemple. Car, ne l'oublions point, les nitrates répandus dans les sols souillent l'eau mais aussi les légumes.

Voici une autre nouvelle gourmande : on installe des élevages d'oies en Normandie, et le foie gras normand va arriver sur nos tables (il est déjà en vente dans quelques restaurants de là-bas).

Pour conclure ces « miettes » gourmandes, notez, Parisiens gourmets, que La Poule au pot (9, rue Vauvilliers, tél. : 42-36-32-96) fête son vingtième anniversaire sous la direction de Paul Racat. Que l'Hôtel Maurice organise tous les mercredis soirs, sous le titre « Saveurs lyriques », des repas musicaux. Qu'enfin M. Bouché, le remarquable chef-patron du Petit Montmorency (5, rue Rabelais, tél. : 42-25-11-19), ouvrira désormais aussi le samedi soir et le dimanche. Profitez de la carte et du menu à 250 F.

N'oublions pas non plus les dix ans de L'Eclat (89, rue de la Convention, tél. : 45-54-73-49), où Alain Soltz en cuisine et Lydie en salle animent un des meilleurs restaurants à prix doux du quartier.

La Reynière

Le « France » est de retour

CES dernières années, le temps d'une croisière, le Norway était redevenu le France. Le voici de retour. Plus précisément, il le sera du 30 avril au 28 mai 1994, mais il n'est pas trop tôt pour en rêver...

Voici son programme : départ de Miami le 30 avril, escale à Casablanca puis arrivée à Cannes le 12 mai, pendant le Festival. Outre les festivités du bord, les passagers du France assisteront ainsi aux projections des films concurrents du célèbre festival (avec une échappée le 15 mai

pour aller à Monaco assister au Grand Prix. Départ de Cannes et retour à Miami (20 mai) après une escale à Saint-Thomas.

Outre les manifestations à bord (expositions, conférences, galas musicaux, etc.), la gastronomie sera représentée par les meilleurs chefs des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Italie et surtout de France (dîners Mes Mères Cuisinières, des Chefs de Chefs, des « gloires » de la Côte, etc.

L. R.

Evasion

HTES-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOCALS DE FRANCE
05350 MOLNES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes commodités
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58

PROVENCE

3615 LUBERON
INFOS TOURISME
Parc naturel régional
du Luberon

PARIS

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F
Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30

SUISSE

LEYSIN (Alpes vaudoises)
HÔTEL LE GRAND CHALET***
Pour vos sports d'hiver
demi-pension dès 80 FF - (env. 335 FF)
Tél. : 19-41/25/34-11-36
Fax : 19-41/25/34-16-14, CH-1854 Leysin

Gastronomie

DODIN-BOUFFANT
Son bon rapport qualité/prix.
menu à 195 F
Poissons, Crustacés, cuisine du marché
Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h
25, rue Frédéric-Sauton-S, 43-25-25-14
Ouv. 11h - F. dim. - Parking Lagrange

Le Petit Bourbon
15, rue du Roule, Paris 1^{er}, M^e Louvre
proposant un Menu-carte à 175 francs
et « Tout, tout, tout d'un grand restaurant »
Figaro-Magazine
Accueil, déco, qualité, service
Réservation : 01-26-89-91, Fermé les samedis
à midi, dimanches et lundis.

JARRASSE
Poissons et fruits de mer. Salons.
4, avenue de Madrid, NEUILLY
46-24-07-56. Fermé dimanche.

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-22

Le Monde
ÉDITIONS

1981, pays : URSS, capitale : Moscou
1991, pays : CEI, capitales : 15...

Pour suivre un monde délogué

CONSULTEZ

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Index et cartes

Le Monde de l'éducation

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE

■ 80 % DES FRANÇAIS FONT CONFIANCE A LEUR ÉCOLE

« Le Monde de l'éducation » a interrogé nos concitoyens sur ce qu'ils pensent du système éducatif. Les résultats sont d'une netteté remarquable. Lucides et exigeants, les Français sont contents de l'école primaire, inquiets pour le lycée, mais ils font massivement confiance à l'ensemble de la chaîne éducative. Et ils sont satisfaits des enseignants.

■ ÉTUDIER A L'ÉTRANGER

Faire une partie de ses études à l'étranger est de plus en plus recommandé. De nombreuses formules existent. Comment obtenir des aides ou une bourse ? Se loger ? Choisir une université ? Un dossier de renseignements pratiques et utiles pour mener des études en Europe et aux Etats-Unis.

■ ACTUALITÉ : LA RÉFORME DES IUFM

Adoptions de dernière minute, cocophonie ministérielle : à Grenoble, « Le Monde de l'éducation » a suivi le trouble des formateurs.

Équipement dans ce numéro :

Le débat sur la loi Falloux.
Le cahier des parents :
une mine d'informations pratiques.

Le Monde de l'éducation
LA RÉFÉRENCE et L'EXPERTISE

PLANTU, le nouvel album



Le Monde

PLANTU

Les 250
meilleurs
dessins
de l'année

Egalement dans cet album : l'entretien - illustré - de Plantu avec Shimon Pérès, en novembre 1992, ainsi que les dessins sur l'accord israélo-palestinien de septembre 1993.

VIENT DE PARAÎTRE

En vente chez votre marchand de journaux

Celui qui ne voulait pas grandir

Etretat, Fécamp et Dieppe : trois étapes de la Normandie des Contes, de Guy de Maupassant.

La hêtraie du Boscol quitte la route et s'en va tout droit à travers champs, au détour de la route qui conduit au petit bourg d'Etretat. C'est un paragon d'allée, une double rangée de hêtres dont les cimes se touchent, dessinant une voûte verte et légère au-dessus d'un tapis d'herbe et de faines. Au bout de ce tunnel d'ombre à peine remuée, un manoir névralien, en briques sous son chapeau d'ardoise. Dans les prés alentour, des vaches normandes et des pommiers, de ces pommiers fleuris « qui promettaient l'automne une grêle de fruits ». Un cbarme à tourner la tête d'un Maupassant.

Il faut savoir que, dans sa Normandie natale, les hêtres forment rempart. Fûts longs, tapissés de mousse, feuillage très fourni d'arbres faits pour résister aux tornades du pays de Caux. Ce plateau creux recouvert d'un limon fertile est exposé au vent d'ouest, pluvieux et violent, venant de la mer. Pour se mettre à l'abri des rafales, les paysans de Maupassant avaient établi, à l'intérieur d'un quadrilatère de hêtres plantés sur un talus, leur ferme, la cour plantée de pommiers, la mare et son tas de fumier. On voit encore tout ou partie de ces « clos masure » — du nom de la ferme des pauvres, réduite à une seule pièce au sol en terre battue — où se situe l'actuelle de maintes nouvelles.

La Durdent est une rivière plate et paisible qui a l'amabilité de serpenter le long de la route. La vallée tout entière est un enchantement. On la voit une fois et l'on se jure de revenir. Pour les maisons à pans de bois, les moulins à eau plongeant dans l'eau à fleur de champs, les bonnes vaches normandes qui « humanisent » le paysage, les chemins creux où roulaient les filles de ferme et les valets polissons.

Maupassant se levait de bonne heure et s'en allait à la chasse. Il suivait les talus plantés de chênes ou coupait d'un pas vif à travers champs. Les chiens aussi ont leur histoire. Ou plutôt les armoires normandes. A la naissance de la fille ou

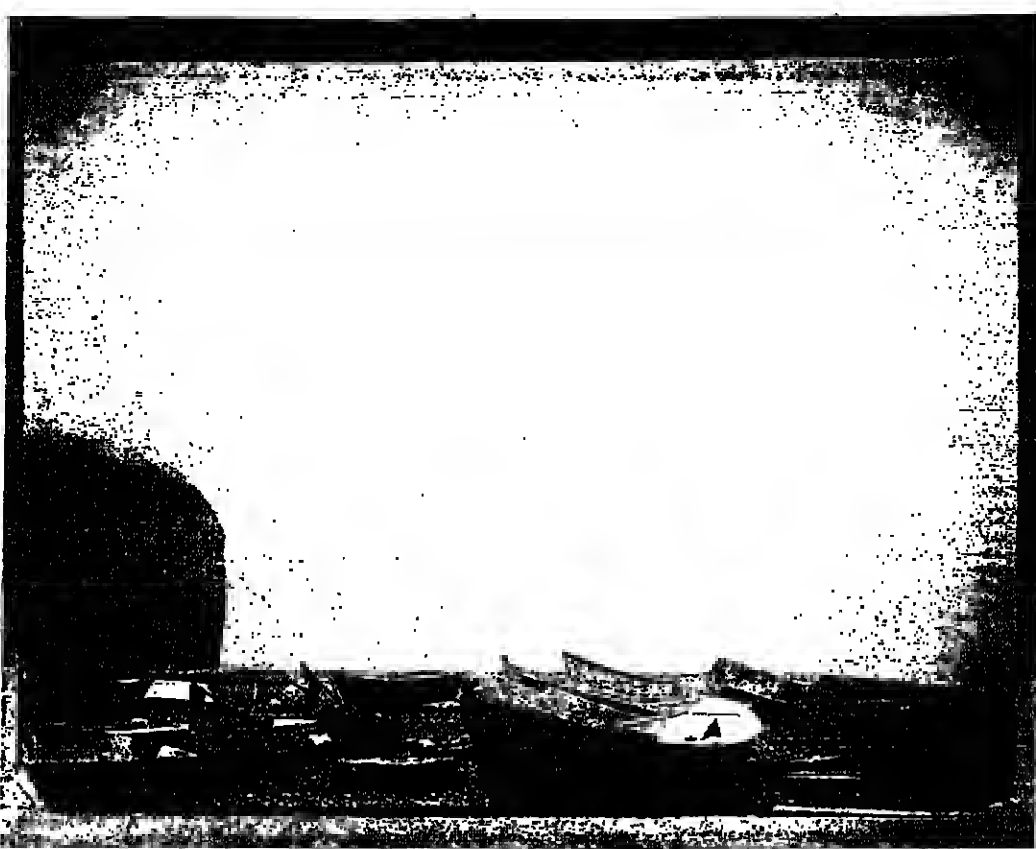
du fils, on coupait un arbre. Le bois séchait pendant une vingtaine d'années et, le moment du mariage venu, on en faisait une de ces armoires de grande contenance, sculptée de fruits en relief, qui font le bonheur de générations.

Ces sorties le hantent. Rentré à Paris, il écrit à sa mère sur du papier à en-tête du ministère de la marine et des colonies, où il est alors employé. Il fait des comptes de minette : « Nous avions bien calculé : la Toussaint tombe un lundi ; je pourrai donc venir ; mais malheureusement le jour de l'an tombe un samedi, de sorte que je ne pourrai avoir que trois jours au plus au lieu de quatre comme l'année dernière. Et si l'année prochaine n'est pas une année bissextile il tombera un dimanche, de sorte que je n'aurai que deux jours, mais d'ici là nous aurons le temps de nous retourner. » Pauvre Guy, éloigné de sa mère. Pauvre petit garçon qui ne veut pas grandir, et ne rêve que d'Etretat.

Il fut un adolescent heureux aux Vergues quand sa mère s'y installa, après 1861. Il acheta la Guillette avec l'argent de ses premières contes. L'une et l'autre sont aujourd'hui des propriétés privées. On voit la première de dos et la seconde de face, en tendant le cou. Le vert paradis de la Guillette n'a pas trop changé. Sur fond de grands arbres, une maison blanche aux volets verts avec un balcon qui faisait le tour de la maison. Derrière, la caloge — gros bateau ventru, badigeonné de goudron et servant de remise — où il logeait son domestique. Le bassin aux poissons rouges a été comblé. Reste l'allée, bordée de charmes, ombreuse et fraîche, où il se retirait pour méditer, à l'instar de son maître Flaubert à Croisset.

Il montait sur la falaise d'amont et contemplant à gauche la falaise d'aval, l'iguille et la Mangrove, à droite la tranche blanche et dorée de la côte d'albâtre. Les goélands criaient dans le ciel. Au coucher du soleil, il redescendait sur la plage, écoutant la petite musique des galets froissés par les courtes vagues. La lumière, alors, semblait sourdre de la mer. Aucune voile ne rompait la ligne d'horizon. Il restait au creux du vallon comme dans le ventre maternel. De chaque côté, la falaise se relevait, prenant appui sur cette poutre d'épave où il voyait, lui, une trompe. Sur les galets mouillés, brillants, des goélands se reposaient un instant.

Ce sont des virtuoses de la volée. Il les voyait s'élever au-dessus de sa tête, négocier des vols planés, battre leurs grandes ailes au ras des toits,



La plage d'Etretat.

plonger dans le vallon ou s'élever dans l'azur. Libres, détachés, triomphants. Il eût voulu être comme eux, lui, le sybarite traillé par la chair. Pour mieux suivre le ballet des oiseaux au ventre blanc, aux ailes grises, il grimpa sur la falaise d'aval. Etretat leur appartient, ils font toujours le tour du propriétaire. Les champs d'un vert insolent où sautillent les cornelles sont à eux. A eux le village de poupées en bas, avec ses toits d'ardoise grise, et les petites criques au pied des grosses pattes bleutées de la falaise. Soufflés par l'air du large, leur bain quotidien, dans l'air vif qui glisse sur leurs ailes, ils dessinent des huit, des virages lents, mêlent leurs courbes avant de se poser en douceur, rangeant délicatement leurs grandes ailes ourlées de blanc.

Etretat embaume le chèvrefeuille. Un air iodé, vigoureux, baigne Vaucottes, les grandes villas normandes à pans de bois, les chaumières dont les murs disparaissent sous les roses grimpautes qui encadrent des fenêtres à petits carreaux. La route

débouche sur la mer. L'eau à l'infini, une petite crique caillouteuse, très propre, entre les deux remontées de la falaise. Le calcaire mis à nu se délite par le haut sous la croûte herbeuse qui déborde comme les toits de chaume sur les petites maisons de pêcheurs. Les vaches, allongées dans les champs, regardent la mer, écoutent le ressac et respirent l'air salé. C'est ici qu'il faut chercher le secret de fabrication de la crème et du beurre normands.

La maison de Fécamp était une maison de famille. Il y vint pendant ses dix années d'enfance. C'était alors, au 86, de la rue Sous-le-Bois, un « petit ras de quoi », selon l'expression de sa grand-mère Le Poitevin. On lui a retiré ses volets, on a coupé ses combles, et pourtant elle ne manque pas de charme. C'est une maison abandonnée aux murs sillonnés de lézards, aux pignons vides voilés de toiles d'araignée. Un banc est posé devant la maison, invitation à regarder les murs en petits cubes de silex, les seize fenêtres à encadrements de brique. Le jardin-pelouse

s'allonge, doublé sur toute sa longueur, comme à la Guillette, d'une étroite terrasse-promenoir protégée par un rang d'arbres fruitiers. L'odeur salée du port monte jusqu'ici.

Dernière étape avant Dieppe, Varengeville, même s'il n'y est pas allé, pour retrouver la mer et cette lumière qui éclaire les toiles d'un Boudin. De l'église et du cimetière marin, on embrasse les pâturages surplombant la falaise, les vaches normandes nourries d'herbe grasse et d'embruns. Sur cette éminence, tout est harmonieux : la brise fraîche, le chant des oiseaux, les variations de la couleur. Aujourd'hui, tout est bleu : le ciel, la mer et Dieppe sur la côte qui s'amenuise au loin. Demain, tout sera peut-être gris. Les croix de pierre du cimetière dépassent du petit mur.

Maupassant peupla ce pays attachant de paysans surnois et frustes, misérables et avares, qui ne connaissaient de l'amour que de brefs accouplements dans leur vie de forçats des champs. Dure réalité

d'un monde aux antipodes de la foule élégante des bords de mer d'un Eugène Boudin ou d'un Eugène Le Poitevin, qui ignorait les jardins fleuris d'un Claude Monet. Pour lire les Contes, il faut se blinder le cœur. A côté de ces brutes malmenées par la vie, le paysan auvergnat d'Henri Pourrat est un bonhomme bonhomme qui a du cœur, celui de Pagnol, réchauffé par le soleil provençal, un bienheureux je-m'en-foutiste.

Il ne traite pas mieux les femmes. Bel-Ami en « prit » beaucoup, ce qui le dispensa d'en aimer aucune. Elles composent un univers monocorde qui semble se résumer aux filles de ferme et aux filles de joie. Dans le Père Amable, il fait le portrait du brave Césaire : « Dans cet esprit simple, chez qui les idées n'étaient guère encore que des images nées directement des objets, les pensées d'amour ne se formulaient que par l'évocation d'une grande fille rouge, debout dans un chemin creux, et riant, les mains sur les hanches. » Portrait cent fois répété avec des variantes sur les « joues rouges et pleines », la « large poitrine saillante sous l'indienne de son caraco », les « grosses lèvres fraîches », les « petites gouttes de sueur » sur la gorge et mille autres gracieusetés de même ordre.

Appâts d'un esprit simple, dit-il ? Vraie. On connaît un jeune Guy qui se repoussait pas ces saines rondeurs, ces robustes repas. Ne se présentaient-ils pas, d'ailleurs, sous des traits étonnamment proches ? « Physiquement, je ne suis pas beau, écrit-il à une inconnue, et je n'ai point l'allure ni la tournure qui plaisent aux femmes. (...) Toute ma coquetterie, coquetterie de portefaix et de garçon boucher, consiste à me promener en été sur les bords de la Seine en costume de canotier pour montrer mes bras — c'est bien commun, n'est-ce pas ? »

Né le 5 août 1850, au château de Miromesnil, Guy de Maupassant mourut à Paris le 6 juillet 1893, à l'âge de quarante-trois ans, syphilitique et fou. Comme un paysan silonien ses champs, comme un pêcheur rotore au port, comme une fille de joie confinée dans une maison décolorée, éblouie, la campagne, il aimait la Normandie, robuste paysanne aux joues éclatantes de santé.

De notre envoyée spéciale
Danielle Tramard

Au pays de Renan

TRÉGUIER

TERRE de saints et de héros guerroyants, de poètes et de légendes, paradis du tourisme culturel, la Bretagne authentique se découvre, surtout, de l'intérieur. En explorant notamment, ses « petites cités de caractère », à l'bonneur en 1993 (dix-huit bourgades médiévales reliées entre elles par un itinéraire de neuf jours), ses « villes d'art et d'histoire » ou ses « villes historiques ». En commençant, par exemple, par le Pays de Tréguier qui, à sa façon, résume bien l'âme bretonne.

N'est-il pas, en effet, le berceau d'Ernest Renan, libre-penseur du dix-neuvième siècle, mais aussi celui de saint Yves. Située à 8 km à l'intérieur de l'estuaire salé du Jaudy, Tréguier, ancienne cité épiscopale fastueuse et port spécialisé, aujourd'hui encore, dans le commerce du bois, est encerclée par les ostréiculteurs de Plougrescent et les paysans qui enrichissent leurs champs de maïs, ce sable dragué dans la mer et qui sert d'engrais naturel.

Longue et riche histoire dont témoigne une architecture qui juxtapose l'imposante cathédrale des onzième et treizième siècles et son cloître, les bâtisses à

colombage des quinzème et seizième siècles et les murs en pierre de taille (scolistes, grès ou granit) des dix-septième et dix-huitième siècles. Avec, pour résultat, un ensemble dont la cohérence ne manque pas de surprendre. A croire que ces lieux favorisèrent l'esprit de synthèse. A l'image de l'œuvre de ce philosophe qui avait choisi de concilier la réflexion scientifique et le foi.

Uoe entreprise courageuse dans une région marquée par l'opposition entre cléricaux et anticléricaux ainsi que le racontent les ouvrages de Jean Balcou, universitaire breton et biographe passionné de Renan. Renan, philosophe, professeur, ancien séminariste, historien rationaliste du christianisme (auteur d'une Vie de Jésus qui fit scandale), pertinen d'une Europe politique uoie et qui

prônait la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Une idée difficile à accepter pour certains Trégorrois.

Ainsi faudra-t-il attendre 1903 (soit onze ans après sa mort) pour voir sa statue trôner sur la place centrale de sa ville natale. Avec une épitaphe en forme de testament : « On ne fait de grandes choses qu'avec la science et la vertu. La foi qu'on a eue ne doit jamais être une chaîne. L'homme fait la beauté de ce qu'il aime et la sainteté de ce qu'il croit. » Une profession... de foi qui devait d'ailleurs relancer la tempête.

L'année suivante était émiss érigé un calvaire de la Protestation, symbole du rejet de ce fils indigne, accusé de bousculer les croyances. Aujourd'hui encore, le clivage persiste et existent toujours personnalités et associations, tels les Cadets de saint Yves ou le Centre culturel Ernest-Renan. Et les deux grands hommes ont chacun donné leur nom à un collège.

Quant à la célébration du centenaire de la mort de Renan, en 1992, elle n'a pas manqué de raviver les querelles. Entièrement digne d'un pays où, dans les ruelles pavées, le parler « breton » est toujours bien vivant.

De notre envoyé spécial
Philippe Bardiau

Guide

• Voir. Au nombre de dix-huit, les « petites cités de caractère » se distinguent par leur décor médiéval. Comptant moins de trois mille habitants, elles s'engagent à valoriser leur patrimoine architectural et urbain. Il s'agit, dans le Finistère, de Guérande, Locronan, La Feu et Roscoff ; dans les Côtes-d'Armor, de Moncontour, Quintin, Châteaudun, Pontreux, Tréguier et Jougouin ; dans la Morbihan, de Rochefort-en-Terre, Lizio, Melestron, Josselin et La Roche-Bernard ; en Ile-et-Vilaine, de Chateaugiron, Combourg et Bécherel.

• Lire. A consulter notamment, les sept guides touristiques Gallimard et le Guide Bleu (Hachette) consacrés à la Bretagne. Renseignements. Maison de la Bretagne (centre commercial Maine-Montpernesse, B.P. 1006, 75737 Paris Cedex 15, tél. : 45-38-73-15, ou Minitel 3615 BRETAGNE), au Comité régional du tourisme (74 B, rue de Paris, 35069 Rennes Cedex) et à l'Association des petites cités de caractère (B, place du Maréchal-Juin, 35 000 Rennes).

Guide

• Musée du pays de Caux, à Yvetot (tél. : 35-95-03-69). C'est la mémoire du terroir normand, un conservatoire des métiers et de la vie rurale. Une accumulation ahurissante mais ordonnée et complète (on pourrait faire un musée simplement avec ce qui a trait au lait, par exemple, et de même pour chaque section). Ces objets sont rassemblés depuis 1987 par Constant Locœur, Sep-tuagenaire, « paysan » et cultivé, il est l'homme de la situation par sa mémoire, son expérience et sa connaissance de l'œuvre de Maupassant. Il établit des passerelles, illustrant thèmes et objets de citations extraites des Contes. Pendant rural des intérieurs cossus présentés au château de Merville.

Etretat. Chambres d'hôtes et demeures de tradition (château des Aysgues, Hôtel du Donjon). Office de tourisme, tél. : 35-27-05-21.

Vallée de la Durdent. Etape à Héricourt-en-Caux : très bonne cuisine normande au Saint-Denis (tél. : 35-96-55-23). La chapelle de Caux, dans un site protégé, est ouverte en juillet et en août. Voir aussi les châteaux de Miromesnil (tél. : 35-04-40-30), de Bosmet (tél. : 35-32-81-07) et le manoir d'Ango (tél. : 35-85-12-09).

Rouen. Hôtel de Dieppe. Office de tourisme, tél. : 35-71-41-77.

Fécamp. La maison où vécut le jeune Guy est située 98, quai Guy-de-Maupassant. Une table :

l'Auberge de la Rouge. Maison du tourisme, tél. : 35-28-51-01.

Dieppe. Hôtel de l'Univers, sur la plage. Deux restaurants : Au Grand Duquesne et La Marmite dieppoise. Un bistro, la Café des Tribunaux, point de rencontre des Dieppois et des exilés de toutes sortes. Office de tourisme, tél. : 35-82-15-29.

Renseignements. Le Comité départemental de tourisme, tél. : 35-88-81-32. L'association Les Amis de Flaubert et de Maupassant (tél. : 35-33-34-51) organise chaque année deux excursions. Elle publie un bulletin annuel, les Etudes normandes. Prochaine parution le 3 octobre.

Lire. Contes et nouvelles, de Guy de Maupassant, deux tomes de la « Bibliothèque de la Pléiade » (Gallimard). Dans un volume intitulé Œuvres de Paul Morend et réédité en 1981 par Flammarion, une Vie de Guy de Maupassant, brève et dense, Gérard Pouchain, dans ses Promenades en Normandie avec un guide nommé Guy de Maupassant (éditions Charles Corlet), écrivain, d'où le vigueur de l'ouvrage. Le catalogue de deux expositions : la première, « Maupassant et l'impressionnisme », eut lieu au Musée des arts-neuvas (tél. : 35-28-31-89), à Fécamp. La seconde, tonique et « d'un humour grinçant » d'après Pierre Bazin, son commissaire, s'intitule « Au temps de Maupassant ». Jusqu'au 31 octobre au château-musée de Dieppe. Le guide Bleu Normandie (Hachette).

DU 7 AU 10 OCTOBRE

ARTES OUVERTES
LES DIMANCHES
ET 10 OCTOBRE

44500 F



6000 F

MISE SUR
LA GAZETTE
DE CH

هكذا نحن النصارى

DU 1 AU 10 OCTOBRE

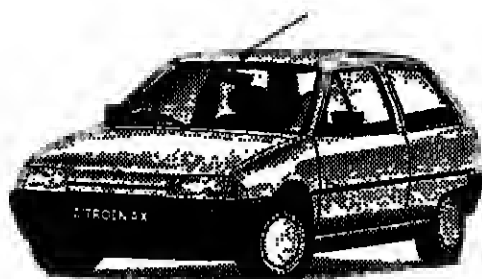
Les 10 jours économiques du Réseau Citroën

PORTES OUVERTES
LES DIMANCHES⁽¹⁾
3 ET 10 OCTOBRE

44500F

**CITROËN AX TEN FM
AVEC LECTEUR LASER.**

AX TEN FM 3 portes. Série limitée à 2000 exemplaires avec combiné radio laser Blaupunkt extractible 4x8 W. Tarif du 22/09/93 AM 94. Existe aussi en 5 portes.



10000F*

**DE REMISE SUR
TOUTE LA GAMME
CITROËN BX.**

77200F

COUPE ZX 1.9 DIESEL

ZX Reflex - AM 94.
Tarif du 22/09/93 au 31/10/93.



6000F*

**DE REMISE SUR
TOUTE LA GAMME
CITROËN C15.**



*Sur les prix figurant au tarif du 22/09/93.
Offre réservée aux particuliers pour tout achat d'une CITROËN BX neuve ou d'un CITROËN C15 neuf AM 94, commandé durant l'opération, livré et immatriculé avant le 11/11/93, dans la limite des stocks disponibles. Hors autres promotions.
⁽¹⁾ Dans la plupart des points de vente.



© EURO RSCG / SCHER, LENOR, LAVANCE

CITROËN préfère TOTAL

CULTURE

CINÉMA

TINA, de Brian Gibson

Gospel sulpicien

Une hagiographie filmée qui ne réussit pas à faire oublier la vraie Tina Turner

Il suffit de lire les deux articles que consacre l'excellente *Guinness Encyclopedia of Popular Music* à Tina Turner (Ike et Tina, puis Tina) pour se rendre compte que la vie de Tina Turner ferait un excellent film. Si l'on parcourt l'autobiographie que Tina Turner a écrite avec Kurt Loder (parue en français sous le titre *Moi Tina*, aux éditions Carrère-Lafont), on se convainc définitivement de l'intérêt de ce parcours capricieux, qui fit d'une petite paysanne du Tennessee une pionnière du rhythm'n'blues, l'inspiratrice de toute une génération de rockers débâchés, une femme battue, une *has been* condamnée aux salles les moins prestigieuses de Las Vegas, une revenante spécialisée dans le rock allégé, une star mondiale, digne, avec Michael Jackson ou Elton John, de promouvoir un *Cola* mondialment connu.

Toutes choses dont on se fera une idée incomplète, inexacte, à la vision du film de Brian Gibson. Produit par Touchstone, sous-marque du groupe Disney, Tina se tient avec une candeur touchante au canon de la bienséance hollywoodienne. La première séquence montre la petite Anna Mae Bullock renvoyée de sa chorale de gospel parce qu'elle swingue trop. L'enfant est donc prédestinée.

Appétit de bienséance

Un peu plus tard, on retrouve la jeune femme, naïve, débarquée de son Tennessee dans les rues de Saint-Louis. Sans presque le faire exprès, elle persuade de ses talents Ike Turner, qui l'embauche comme chanteuse. Après avoir été victime d'une tentative de suicide de son épouse et choriste, Ike décide de confier les deux postes à Anna Mae, rebaptisée Tina Turner. En réalité, Anna Mae se produisait déjà dans les clubs de Saint-Louis avant d'être remarquée par Ike, l'un des pères fondateurs du rhythm'n'blues de la fin des années 40. Et Anna Mae porta l'enfant d'Ike bien avant que celui-ci ne songe à se débarrasser de son épouse en titre (Tina Turner n'en fait pas mystère dans son autobiographie).

On retrouve cet appétit de bienséance dans le choix de l'interprète principale. Angel Bassett, qui

jouait Betty Shabazz, l'épouse de Malcolm X dans le film de Spike Lee, est une femme au visage fin et digne, qui dépense toute son énergie à approcher l'animalité de la vraie Tina Turner. Pendant ce temps, elle n'atteint pas les sommets de paillardise joyeuse qui ont rendu célèbre son modèle. En face, Lawrence Fishburne, affligé de quelques-unes des perruques les plus monstrueuses que l'on ait vues depuis *l'Année du Dragon*, essaie de rendre un peu de dignité à Ike Turner. C'est que, dans le merveilleux monde de Walt Disney, il est impossible d'imaginer qu'un parfait salaud soit aussi un grand musicien.

Dans sa première partie, le film essaie de donner une image un peu convaincante du monde du rhythm'n'blues à la fin des années 50. (De toute façon, cette période fut la plus fructueuse de l'histoire du duo, culminant avec l'impeccable *It's Gonna Work Out Fine*). On y trouve quelques notations justes sur l'injustice qui fut faite aux musiciens noirs, volés de leur succès par les épigones de Presley et les maisons de disques, quelques scènes de comédie dans le ghetto. Mais, au fur et à mesure que l'on se rapproche du présent, le film prend des allures de dramatique télévisé, avec scènes de ménage obligées et portraits express des célébrités dans le chemin crénus celui de Tina Turner.

THOMAS SOTINEL

DANSE

La mort de Tatiana Gsovsky

La chorégraphe Tatiana Gsovsky, qui avait redonné vie à la danse en Allemagne après la seconde guerre mondiale, est morte mercredi 29 septembre à Berlin. Elle avait quatre-vingt-deux ans. A la fois chorégraphe, librettiste et professeur de danse, elle a mis en scène plus de cent ballets en quarante ans de carrière et a formé plusieurs générations de danseurs, notamment à l'Académie de la danse de Berlin.

Née à Moscou en 1901, fille d'un général russe, Tatiana Gsovsky avait émigré en 1925 à

Berlin, qu'elle ne devait plus quitter, ouvrant rapidement une école de danse avant de s'illustrer dans la chorégraphie à la fois classique et moderne. Elle a dirigé la chorégraphie au Deutsche Oper de Berlin-Ouest pendant de longues années après 1954, comme elle l'avait fait avant la guerre au Staatsoper devenu, en 1949, l'Opéra national de Berlin-Est. Parallèlement, elle avait créé sa propre troupe, le Berliner Ballett, qui avait rapidement acquis une grande renommée. — (AFP)

FESTIVAL DE SAINT-SÉBASTIEN

L'heure espagnole

Un nouveau souffle et, en cadeau, dix minutes d'Almodovar

SAINT-SÉBASTIEN

de notre envoyé spécial

Le Festival de Saint-Sébastien s'est terminé sous des trombes d'eau et dans les incertitudes nées de la crainte de représailles de l'ETA à la suite de la mort de deux présumés terroristes dans des locaux de la police. Une *Concha de oro* (Coquille d'or) ex *negun* (encore un doublé après Berlin, Cannes et Venise) a récompensé, après quelques flottements du jury présidé par l'actrice Sylvia Pinal (alias Viridiana), deux transpositions assez originales : l'une de *Moïson de poupée* d'Ibsen, par l'iranien Dariush Mehrjui, dans *Saro*, portrait douloureux des affres d'une femme confrontée à un chantage dans le Tébérân actuel; l'autre par Arturo Ripstein, adaptant dans le Mexique moderne le roman *Principio y fin* (Début et fin) du Prix Nobel égyptien Naguib Mahfouz. Ces méandres de confrontations familiales sont dominés par l'interprétation de la jeune Lucia Munoz et de Julieta Egurrola dans le rôle de la mère tyrannique, même si finalement l'actrice iranienne Niki Karima (Sara) leur souffla le prix d'interprétation féminine.

Encore que Ripstein n'ait pas toujours su éviter les loquesses dans cette fresque socio-familiale de trois heures huit minutes, il ne tombe pas dans le schématisme de son compatriote Paul Leduc, qui, avec *Dollar Mambo*, tente, avec un moindre succès, de poursuivre son expérience de *Laitino Bar*, avec une charge musicale et dansée, avec des dialogues fortement anti-yankees,

prenant comme point de départ un incident mortel survenu lors de l'intervention américaine à Panama.

Ce que l'on peut retenir de cette quarante et unième édition de Saint-Sébastien, c'est la volonté d'impulsion donnée par la nouvelle direction de Maicol Pérez Estremera pour un cocktail de trois ans, assisté de Diego Galan, qui officiait déjà au festival de 1985 à 1989. Ainsi l'accent a été mis naturellement sur la participation espagnole (et latino-américaine), avec trois films d'équilibre dans leurs différences.

Si l'on peut oublier le nouveau Sigal Luna, *Hueros de oro* (dont la traduction française la plus fidèle serait *Des coquilles en or*), où l'auteur à succès de *Jamon*, *Jamon* fioit par s'embarquer dans des scènes de sexe pseudo-provocatrices, le producteur Elias Querejeta a su prendre des risques avec le second film de Paco Lucio, *El Aliento del diablo* (l'Haleine du

diabole), austère fable médiévale, interprétée par Alexandre Kaïdanovski; mais le meilleur film espagnol resta *Madregilda*, de Francisco Regueiro, exploration baroque et très castillane des fantasmes érotico-militaires d'une époque révolue, où le Caudillo apparaît lui-même dans une très drôle partie de *mus* (la belote espagnole) sous les traits de l'étonnant acteur Juan Echanove.

Le clou national fut cependant planté lors de la très courte *Noche Almodovar*, où l'enfant terrible et chéri du cinéma espagnol, flanqué de ses indisciplinables *chicos* présentait en personne son tout premier film, *Folla... Folla... Follatin* (Gu de mots intraduisibles), un super-8 mm de 1977 commenté par l'auteur de *Talons aiguilles* très en vogue. Une bluette comparée aux dix minutes dévoilées en avant-première de son prochain enfant, *Kika* (avec Peter Coyote et Victoria Abril), où l'innocentable Rosay de Palma, ligotée sur une chaise, parvient non sans

peine à interrompre provisoirement une scène de viol sans fin. Succès garanti auprès d'un public déjà acquis.

Les cinéphiles auront pu également se régaler à Saint-Sébastien avec la jubilatoire rétrospective William A. Wellman, cinéaste hollywoodien parfois trop nubilé. La projection spectaculaire de *Wings* (1928), avec orchestre, fut le point d'orgue de cet hommage légitime à l'auteur des *Méchants de la vie*, de *Battleground*, de *l'Étrange Incident*, et du très méconnu et fascinant *Track of the Cat* (1954), parabole métaphysique boudée à l'époque, où seule la veste rouge de Robert Mitchum tranche sur les noir et blanc des autres costumes. Les cinéphiles espagnols pourront bientôt voir une cinquantaine de Wellman à la Filmoteca de Madrid, et l'on espère un tel bonheur à la Cinéma-thèque française.

MAX TESSIER

MUSIQUES

JOHNNY CLEGG en tournée

La poussière et le rêve

Du charme et de l'abondance pour un appel renouvelé à l'avenir de l'Afrique du Sud

Johanny Clegg est un routard sympathique, qui a semé le long de sa route quelques tubes bouillonnants (*Scatterings of Africa*, *Asi Bonanga*). Il a surtout porté dans son baluchon un grand espoir de réconciliation des cultures en jouant très tôt avec des musiciens noirs, dans un pays où la ségrégation raciale était inscrite dans la Constitution. En 1988, alors que ses albums *Third World Child*, paru l'année d'avant, et *Shadow Man* demeuraient en tête des hit-parades, Johanny Clegg avait été exclu, pour s'être produit en Afrique du Sud, du Syndicat des musiciens britanniques. C'était au temps où l'on prenait les consignes internationales de boycottage à la lettre.

Depuis, l'apartheid est tombé. La semaine passée, c'est Nelson Mandela en personne qui a demandé à la tribune de l'ONU la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud. Il y a de quoi contenter Johanny Clegg, juif britannique élevé au Zimbabwe et grand explorateur des musiques zouloues au côté de Sipho Mchunu, avec qui il avait, en 1979, fondé Juluka, son premier groupe. Mais c'est aussi un moment douloureux, un moment ébéniste. Toutes les transitions sont difficiles, ainsi qu'il l'explique dans *The Crossing*, une chanson dédiée à Dudu «Zulu» Ndlovu, danseur et percussionniste de Clegg, mort par balle l'année dernière, «victime d'une guerre tribale».

L'extrême-droite blanche est meosopote, le radicalisme noir meurtrier. Chris Hani, le secrétaire général du Parti Communiste (SACP) a été assassiné au printemps, dans les townships les fusils font la loi. En scène, Johanny Clegg explique le sens de ses chansons,



Johanny Clegg : des images touchantes et beaucoup d'énergie

qui est, pour lui, pourquoi l'apartheid était bon. Il retrace aussi le passage de Gandhi en Afrique du Sud (avec un joli *raga-rock*, *Emotional Allegiance*). En anglais, et en français, si possible, pour mieux se faire entendre.

En un concert doublement inaugural (de leur tournée française et de l'édition 93 du festival l'Estival de Saint-Germain-en-Laye), Johanny Clegg et son groupe Savuka ont donné, jeudi 30 septembre, l'image du mûrissement. Le chanteur et ses sept musiciens et choristes en sont à un point où la spontanéité et la fin coexistent souvent au même endroit. L'afrobeat est laissé aux

lumière, vives et colorées. Johanny Clegg sait toujours aussi bien danser, mais prend désormais plus souvent des accents folk et dylanais.

Boo Noir ou mauvais Blanc, Zoulou d'adoption on rénegat, le chanteur, qui a pris la nationalité sud-africaine en 1991, a écopé pendant dix ans de l'estampille «Zoulou blanc». Sous des dehors de gaieté, il s'agit. Ne voit arriver que la fin du siècle, où les utopies, tel ce «*One human, one vote*», sont menacées par le fondamentalisme religieux ou les néo-racistes. Mais Johanny Clegg sait où il va. Dans la musique, il se perd d'avantage. Le concert débute dans la subtilité, puis s'écroule dans une pop musclée où la trilogie sud-africaine seloo Johanny - rythme tricoté, chœur en langue zouloue et politique en anglais - s'aspixie, d'autant que Savuka se contente d'assurer la logistique, sans écart particulier.

Il y a dans les concerts de Johanny Clegg bien des images touchantes, et énormément d'énergie. On voudrait l'entendre souvent chanter avec un petit accordéon concertina (*Tough Enough*), sourire à son rêve africain (*In My African Dream*) sur un défilé de guitare électrique ou un murmure de chant choral. On voudrait qu'il évite de se faire immédiatement réduire en poussière par une machinerie musicale rodée au quart de tour, mais sans surprise.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Johanny Clegg, le 1^{er} octobre à 20 h 30, au Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès à Paris (19^e). Tél. : 42-08-60-00. Métro Porte de Pantin. Prix des places : 155 F. Le 5 à Caen, le 7 à Lille, le 11 à Dijon, le 13 à Besançon, le 15 à Montpellier.

Ecoutez voir

Ecoutez voir

Théâtre de Paris BELMONDO

dans une comédie de
Georges Feydeau
Adaptation de
Jean Poiret
Mise en scène de
Bernard Murat

CE SOIR
PREMIERE

Tailleur
pour
Dames

LOCATION FNAC, VIRGIN, AGENCES ET PAR TÉL 48 74 25 37

Le CdbM présente

ROC IN LICHEN

"Les honneurs du Pied"
8 et 9 octobre
à 20h30

(places numérotées - 100 F et 80 F)

Réservations

43.24.54.28

Centre « Berds » Marne -
2, rue de la Prairie
94170 Le Perreux-sur-Marne

Première le 5 octobre

demi-tarif : 1^{er} aux 1^{ers}

THÉÂTRE

JEAN PIAT

ALICIA ALONSO

GISELE CASADESUS

LE RETOUR

EN

TOURNAINE

de FRANÇOISE DORIN

Mise en scène : GEORGES WILSON

Décors : G. WILSON - G. KERYSE

ANNIE JOUZIER

OLIVIER CLAVERIE

ANDRÉ GILLE

Loc. 48 74 42 82 Agences Minitel 3615 THRA

LA DOCUMENTATION DU
SUR MINITEL

Monde

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

هنا من النحل

ÉCONOMIE

Première rencontre CGT-CFDT depuis onze ans

Timide reprise de la diplomatie syndicale

Pour la première fois depuis onze ans, les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT se sont rencontrés jeudi 30 septembre. En dépit du regain des initiatives unitaires sur le terrain et de la succession de rencontres bilatérales au sommet, les centrales syndicales sont encore loin d'avoir surmonté leurs divergences.

Les dirigeants des cinq confédérations syndicales représentatives descendant bras dessus, bras dessous les Champs-Élysées à la tête d'une imposante manifestation unitaire. Cette image, Louis Vianet en rêve à haute voix. Aussi le secrétaire général de la CGT multiplie-t-il depuis quelques semaines les missions à ses homologues des organisations « réformistes », des adjoints de « tout tenter » afin de créer les conditions d'une mobilisation « forte » et « urgente ».

Alors que des initiatives inter-syndicales sont prévues dans les prochains jours à la SNCF, chez France Télécom ou à Air France, et que des manifestations unitaires ont eu lieu à Lyon ou à Besançon, les appels pressants de M. Vianet ne sont pas restés tout à fait vains. Après avoir été reçu, la semaine dernière, par Paul Marchetti (CFE-CGC), il s'est rencontré jeudi 30 septembre, au siège de la CFDT, avec Nicole Notat, secrétaire générale de la confédération. En parallèle, des entretiens ont eu lieu entre le CFDT et la CFE-CGC, mais aussi entre cette dernière et la CFTC.

Ce regain d'activité de la diplomatie syndicale ne doit pas faire illusion. Si le projet de loi quinquennale sur l'emploi et la multiplication des plans de licenciements paraissent avoir relancé l'organisation de réactions communes, celles-ci restent néan-

moins l'exception. Quant aux rencontres au sommet, elles restent très formelles. « Nous avons procédé à un échange d'explications ou cours duquel ni lui ni moi n'avons dissimulé ce qui nous sépare », souligne, jeudi 30 septembre, M. Notat, après avoir rencontré M. Vianet. La CFDT ne fait aucune exception mais l'unité d'action est une chose trop précieuse pour que nous prenions le risque de la faire échouer en dissimulant nos divergences. Il faut établir un rapport de force fait au patronat et au gouvernement, mais pas sur l'importance de nos bases. » La direction confédérale de la CFDT, qui souhaite pas voir se multiplier les rassemblements « fourre-tout » dans les départements, maintient donc sa semaine d'action et de manifestations prévue du 10 au 15 octobre.

Développement d'initiatives unitaires

Du côté de France Ouvrière, on tente de naviguer entre les écueils. Marc Blondel, qui se veut le secrétaire général « du seul syndicat qui est vraiment un syndicat », ne peut se permettre une rencontre directe avec Louis Vianet et pas davantage une action commune avec la CFDT ou d'autres centrales dont il ne croit pas l'inspiration directe. Fidèle à une méthode bien connue, FO a choisi la journée du 12 octobre, date prévue pour des mouvements de grève (La Poste, France Télécom et Air France) dont on sait pertinemment qu'ils ne passeront pas inaperçus, pour appeler à la mobilisation. Suivant une tactique tout aussi éprouvée, la CGT a retenu le 12 octobre pour sa journée d'action...

En multipliant les appels à l'unité, la CGT cherche à rompre un isolement qui commence d'au-

tant plus à lui peser que les initiatives qu'elle a lancées contre la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), la réforme des retraites ou le projet de loi quinquennal sur l'emploi ont été autant d'échecs retentissants. La première centrale française, qui dispose sur le terrain d'une capacité de mobilisation certes modeste mais largement supérieure à celle des autres confédérations, a donc choisi de privilégier le développement d'initiatives unitaires. Or, si ces dernières peuvent, au plan local, s'appuyer sur une réaction de rejet contre l'annonce d'un plan social - c'est le cas chez Air France et chez Bull - ou la remise en cause d'un statut protecteur - c'est le cas de La Poste et pour France Télécom -, la mise en perspective des différences d'analyse et de stratégie s'avère beaucoup plus difficile au plan national.

Ainsi, s'agissant de l'emploi, les positions des confédérations restent très éloignées. La CGT et FO, qui récusent toute idée de partage du travail, continuent de privilégier les revendications salariales classiques. En revanche, la CFDT ou refuse pas l'annualisation du temps de travail, à condition d'obtenir des contreparties réelles sous forme de création d'emplois, et considère, avec le CFTC et la CFE-CGC, qu'il ne faut pas couper les ponts avec le gouvernement. Tant que ces divergences resteront marquées, on voit mal comment un front commun pourrait se constituer. Il n'en demeure pas moins que cette multiplication des contacts entre les centrales témoigne de la volonté des syndicats de sortir de leur impuissance.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'ouverture des négociations salariales

André Rossinot souhaite aboutir à un accord dans la fonction publique pour 1994 et 1995

A l'ouverture des négociations salariales, jeudi 30 septembre, André Rossinot, ministre de la fonction publique, a présenté aux sept fédérations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FEN, FGA et FO) les conditions générales dans lesquelles se dérouleront les discussions. Le ministre et les syndicats se retrouveront, le 5 octobre, pour débattre de propositions chiffrées et du calendrier des baisses de rémunération.

En dépit d'un contexte budgétaire « difficile », André Rossinot a assuré les syndicats de son « souci de protéger le pouvoir d'achat prévisionnel » des fonctionnaires, marquant ainsi sa volonté de poursuivre « le dialogue social » dans l'administration. Même si, a-t-il précisé, le ministre de la fonction publique, « négocie en période de

récession est inhabituel », le gouvernement « s'efforce » de conclure un accord salarial s'étendant sur 1994 et 1995. Cet accord ne prévoit, a-t-il aussi précisé, que des augmentations générales en niveau.

Journée nationale d'action

Le ministre de la fonction publique ne s'est en revanche pas prononcé sur la demande, formulée par tous les syndicats, de voir l'année 1993 « prise en compte » dans ces négociations. « J'en ferai part au premier ministre », a-t-il répondu, ajoutant que toutes les revendications exposées seraient examinées, qu'il s'agisse de l'amélioration du régime de cessation progressive d'activité ou de l'harmonisation des barèmes de

travail des différentes catégories de personnel administratif.

Tandis que les cinq syndicats les plus réformistes attendent de connaître, le 5 octobre, les propositions chiffrées et le calendrier des hausses envisagées par le gouvernement, la CGT et FO ont, d'ores et déjà, appelé les fonctionnaires à participer à la journée nationale d'action lancée, le 12 octobre, dans plusieurs entreprises publiques. Ces deux organisations, qui réclamaient un important rattrapage en niveau (de l'ordre de 15 %) des rémunérations, estiment que cette prise de conscience « laisse entendre que les fonctionnaires n'ont rien, de toute façon, pas leur dû ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

COMMUNICATION

La Générale des eaux trouve les Visiopass trop chers

Controverse sur les décodeurs du câble

Qui doit gérer les « péages » des images, et avec quels décodeurs ? Après des années de rivalité entre Canal+ (qui défend son Systé) et France Télécom (tenancier du Visiopass), un partage tacite avait été réservé le marché du câble au second, et laissé au premier le champ libre pour la réception terrestre ou par satellite.

C'est ainsi que, sur l'essentiel des réseaux câblés, le Visiopass sert de « chef » aux chaînes à option qui se développent, alors que le Systé permet l'éclosion du « bouquet » de chaînes thématiques de Canal+. Mais la Générale des eaux, importateur opératoire du câble, trouve le Visiopass trop cher, et s'apprête à lancer une réaction de rejet contre l'annonce d'un plan social - c'est le cas chez Air France et chez Bull - ou la remise en cause d'un statut protecteur - c'est le cas de La Poste et pour France Télécom -, la mise en perspective des différences d'analyse et de stratégie s'avère beaucoup plus difficile au plan national.

Une taxe municipale ?

La chaîne cryptée d'André Rousselet ne se juge pas concernée par cette polémique dont elle se passerait sans doute volontiers, en pleine période de renégociation de sa concession, et alors qu'on lui demande, justement, dans ce cadre, d'aider au décollage du câble en baissant le prix d'abonnement couplés Canal+ câble. Mais la

montée au créneau de la Générale n'intervient pas par hasard.

Le groupe n'est pas satisfait de l'économie actuelle des réseaux câblés. Il milite en faveur de schémas créant de nouveaux moyens financiers pour la construction de réseaux câblés, par exemple via une taxe municipale prévue dans l'avant-projet de loi sur l'audiovisuel, mais tous les élus locaux ne voient pas cette perspective d'un bon œil. Il souhaite également que s'amplifie l'ouverture au privé des services de télécommunications. Et il a toujours habilement joué de ses deux casquettes de câble-opérateur et d'actionnaire de Canal+.

A moyen terme, la question des systèmes de décodage-contrôle d'accès se retrouve posée pour le passage à la télévision numérique. Jusqu'où les travaux européens de normalisation en cours au sein du « projet DVB » doivent-ils aller ? Comment assurer l'accès équitable au marché de tous les éditeurs de programmes ? Faut-il réglementer, ou laisser jouer le marché ? C'est à ces questions que devront bientôt répondre les pouvoirs publics français. Ce sont elles, et la crainte de se retrouver isolés avec le système de France Télécom, qui expliquent les appels de la Lyonnaise des eaux (le Monde du 1^{er} octobre) en faveur d'un système de contrôle d'accès « ouvert » et « commun à tous les opérateurs du câble ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Au tribunal de Nanterre

Le « Nouvel Économiste » condamné pour mise en cause « fautive » de M. Petriat

Codéenné par le tribunal de grande instance de Nanterre, le Nouvel Économiste se défend de remettre en question la chose jugée, mais il a, cependant, dans son numéro daté 24 septembre, la publication, le même jour, dans ses colonnes, du jugement qui lui a infligé une amende de 100 000 francs, de dommages-intérêts au terme du procès que lui avait intenté le président-directeur général de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), Jean-Louis Petriat.

L'hebdomadaire rappelle que, le 28 mai 1993, il publiait sous le titre « GMF, l'impunité d'un patron », un article très critique sur M. Petriat, sa conception du pouvoir, ses méthodes d'investissement, ses méthodes de gestion, etc.

Se jugeant diffamé à vingt-quatre reprises, Jean-Louis Petriat assigna, le 16 juin, le directeur de la publication, Henri Nijdam, ainsi que la société le Nouvel Économiste, en demandant réparation à hauteur de 5 millions de francs. Le 21 juillet dernier, le tribunal de

grande instance de Nanterre considérait qu'aucun des vingt-quatre points énumérés dans l'assignation n'était diffamatoire. M. Petriat n'était pas pour autant débouté.

Les juges ont condamné le Nouvel Économiste pour avoir « fautive-ment mis en cause » le PDG de la GMF. Ils n'ont pas reproché au Nouvel Économiste ses informations, mais le ton général de l'article. Leurs atteintes à l'honneur de cet article représentaient « une attaque, souvent sans nuances, inutile et sans contrepartie de la personne de M. Petriat », et que sa « teneur » était « accentuée par la mise en pages du magazine, le choix des photographies », tout cela dénotant « un acharnement et une volonté de nuire ».

Si de tels jugements se généralisaient, comment le Nouvel Économiste, le deviendrait difficile de conduire « en toute liberté des enquêtes argumentées quand la gestion des affaires publiques et privées prête à la critique ».

Les projets de réforme du secteur audiovisuel

Le RPR est « contre le principe de la deuxième coupure publicitaire »

Le député général du RPR pour la culture et le patrimoine, Jean-Paul Hugot, maire de Saumur, sénateur RPR du Maine-et-Loire, a fait savoir, mercredi 29 septembre, au ministre de la culture et de la communication, qu'il ne partageait pas complètement les orientations retenues dans l'avant-projet de loi visant à modifier la loi de 1986 sur la communication audiovisuelle (le Monde du 22 septembre).

Il considère notamment que l'autorisation de procéder à une seconde coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles « dénaturerait les œuvres concernées ». Partisan du statu quo, M. Hugot estime, d'une part, que « le respect du téléspectateur implique d'abord un confort des conditions de diffusion des œuvres qu'une deuxième coupure publicitaire diminuerait considérablement », et, d'autre part, dans la situation de marasme affectant aujourd'hui le marché de la publicité, qu'une deuxième coupure ne rendrait qu'un déséquilibre certain diffuseurs, principalement le service public.

Le député du RPR en charge de la culture et du patrimoine pense également que « le renouvellement automatique des autorisations pour une durée de trois fois cinq ans (télédiffuseurs privés) ou de trois fois trois ans (radiodiffuseurs privés) entraverait le CSA face aux opérateurs privés ».

De nouveaux administrateurs dans l'audiovisuel public

Par décrets parus, mardi 28 septembre, au Journal officiel, de nouveaux administrateurs viennent d'être désignés, pour représenter l'Etat aux conseils d'administration de France 2 et France 3.

Michel Boyon, conseiller d'Etat, ancien directeur de cabinet de François Léotard, a été nommé au conseil d'administration de France 2 en remplacement de l'universitaire Olivier Duhamel. Ce dernier a jugé « discutable » le fait de n'avoir pas été prévenu et « désobligeant » l'absence d'explication sur son remplacement.

A France 3, Jean-Loup Arnaud, conseiller-maire à la Cour des comptes, remplace Jacques Sallois, actuel directeur des musées de France. A la SEPT-ARTE, Michel Lafitte, chef de bureau à la direction du Trésor, remplace Nicolas Jachiet au sein du conseil de surveillance. A Radio-France, Claire Bary-Malaterre, conseiller référendaire à la Cour des comptes, remplace Janine Mossuz-Lavaur. Enfin, à RFO, Dominique But, directeur de service au ministère des DOM-TOM, remplace Daniel Malinger.

Lexique d'une négociation

Les règles de la négociation salariale dans la fonction publique ont intervenu toute une série de notions techniques avec lesquelles jonglent les représentants du gouvernement et des syndicats :

• Une augmentation en niveau se traduit par une revalorisation au pourcentage du point d'indice et/ou l'attribution de points supplémentaires. Le point d'indice constitue l'unité de base de la grille des classifications sur laquelle se positionne chaque fonctionnaire, au vu de sa qualification et de son ancienneté. Ces augmentations présentent l'avantage de bénéficier à tous, actifs et retraités.

• Une augmentation en masse représente le coût, pour une année donnée, des augmentations collectives - qu'elles soient générales (revalorisation du point d'indice) ou catégorielles (protocoles Jospin et Duret) - et de l'effet, restant à court et à long terme, des augmentations générales distribuées au cours de l'année précédente (dit effet report). Ainsi, l'augmentation générale de 1,8 % attribuée la 1^{re} février 1993 alourdit-elle encore la masse salariale de la

fonction publique au janvier 1994. Si la CGT et FO considèrent que le niveau de traitement doit continuer à être strictement aligné sur l'évolution des prix, les autres syndicats ont, eux, considéré que le pouvoir d'achat des agents était maintenu si la progression de la masse salariale était au moins égale à celle des prix.

• L'effet du glissement vieillesse-technicité (GVT) sur la masse salariale est double. Le « GVT positif » alourdit la masse salariale en prenant en compte les augmentations individuelles des agents, que ceux-ci soient dus à l'ancienneté (vieillesse) ou à des promotions internes (technicité). A l'inverse, le « GVT négatif » allège la masse salariale puisqu'il mesure la différence entre le dégrat de fonctionnaires disparaissant d'une forte ancienneté et l'arrivée, en plus petit nombre aujourd'hui, d'agents dont la rémunération est de surcroît moins élevée. L'addition de ces deux GVT, la « GVT totale », mesure l'incidence sur la masse salariale du changement du niveau de qualification des agents.

Le Parlement européen « appuie » la revendication d'une « exception »

Réuni en session additionnelle, à Bruxelles, le Parlement européen a, jeudi 30 septembre, la position qu'il avait prise, en juillet, en faisant sienne, à propos des négociations du GATT, la notion de « spécificité culturelle » défendue par la Commission des Communautés européennes, alors que la France revendiquait déjà le bénéfice d'une « exception culturelle » visant à exclure de ces négociations

RESULTATS OFFICIELS	
1 ^{er} tour	112 7 000 F
2 nd tour	276 770 F
3 rd tour	209 11 F
4 th tour	4 10 F
5 th tour	404 10 F
6 th tour	401 130 F
7 th tour	1 620 41 F

toutes les questions culturelles et audiovisuelles. Il a en effet adopté le texte d'une motion de compromis affirmant qu'il « appuie la question de l'exception culturelle et la volonté de l'Europe de défendre et préserver son identité culturelle ». Il a donc décliné de la position de Sir Leon Brittan, le négociateur désigné par la Commission européenne, selon lequel, « pour protéger la culture européenne, il ne faut pas l'exclure des négociations ». Plusieurs députés français ont essayé d'amender ce texte pour faire dire plus franchement au Parlement européen qu'il était favorable à « une exclusion du domaine audiovisuel des négociations du GATT », mais ils n'ont pas obtenu satisfaction. « Nous avons obtenu le maximum », a affirmé Gérard Fuchs, élu du PS.

Le ministre de la communication, Alain Carignon, qui s'était rendu le 15 septembre à Strasbourg pour plaider en faveur de l'« exception culturelle » devant les membres de l'Assemblée européenne, a été aussitôt « félicité » par les parlementaires européens pour avoir « leur détermination à assurer le développement futur de l'audiovisuel européen ».

Les « Etats généraux de la culture » appellent à une soirée de réflexion

« Créé après la guerre, le GATT, comme le FMI et la Banque mondiale, aat un organisme régentant, par la loi du libre-échange sans rive, la commerce sans marchandise » : à son tour, Jack Ralha annonce la clou dans la polémique suscitée par les effets de l'accord du GATT dans les domaines de la culture et de l'audiovisuel.

Les « Etats généraux de la culture », dont il est l'un des fondateurs, appellent à une soirée de réflexion sur le thème « Respecter la culture, c'est la laisser hors des compétences du GATT », le lundi 4 octobre 1993 à 20 h 30 au Théâtre de l'Europe, place de l'Odéon à Paris.

« Les images américaines tiennent 98,7 % de la distribution aux Etats-Unis, 70 % en Europe, 90 % dans les pays du Sud. Avec la GATT, ça serait une domination sans partage »,

expliqua Jack Ralha. Au « non radical à la compétence du GATT sur la culture », il ajouta « l'exigence d'un « oui » à une grande politique européenne de la production audiovisuelle et cinématographique » afin d'éviter « la triomphe du marché sans conscience ni miséricorde ».

Bertrand Tavernier, Juliette Gréco...

Des artistes et personnalités du monde du spectacle ont annoncé leur participation à la rencontre à l'Odéon. Parmi eux : Bertrand Tavernier, Nicole Garcia, Jérôme Clément, Bernard Lubat, Michel Portal, Jean-Pierre Lang, Juliette Gréco, le cinéaste haïtien Raoul Peck, la Russe Pavel Lounguine, l'écrivain guinéen Tiamo Monamembo...

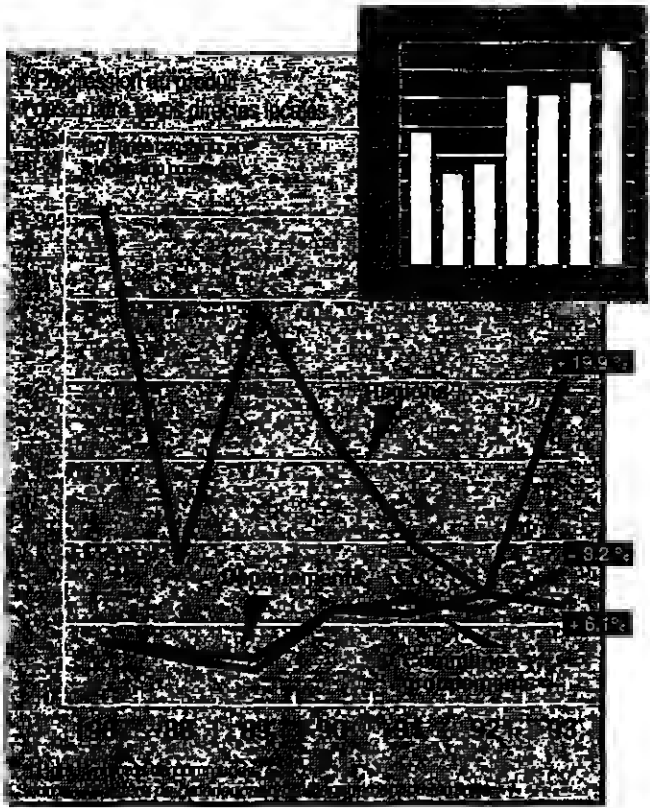
► Renseignements : 48-39-52-47. Entrée libre.

مكتبة القرآن

ÉCONOMIE

Les impôts locaux ont fortement progressé

La fiscalité locale, notamment les impôts directs (taxes sur le foncier bâti et non bâti, taxe d'habitation, taxe professionnelle), aura fortement progressé en 1993, selon les statistiques fournies par le ministère de l'Intérieur. Mais alors que les communes ont appelé à leurs contribuables dans des proportions assez comparables à celles des années précédentes, les régions, en revanche, donnent un coup d'accélérateur à l'imposition, après une pause relative en 1992. D'une manière générale, la situation financière des régions est plus saine que celle de nombreuses communes, y compris les grandes villes, qui ont des charges sociales et d'habitat très lourdes et qui sont souvent endettées. Les régions jouent un rôle essentiel pour tous les travaux d'équipement et d'amélioration du secteur de l'enseignement.



Le rapport d'une mission parlementaire présidée par M. Devedjian (RPR)

« Ne pas céder aux sirènes du protectionnisme »

Présidée par Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, la Mission d'information sur l'organisation du libre-échange devrait présenter ses conclusions officielles le 8 octobre. Refusant de voir dans le GATT un « instrument de la domination américaine », les parlementaires se livrent, dans leur rapport, à un plaidoyer en faveur de la conclusion du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round).

Le rapport Devedjian connaît-il la même fortune que le rapport Arthuis sur les délocalisations ? Ce ne serait que justice tant le turbulent député RPR des Hauts-de-Seine prend le contre-pied des conclusions du sénateur de la Mayenne. Il le fait avec adresse et conviction lorsqu'il s'agit de démontrer que les « nouveaux pays industrialisés » (NPI) de l'Asie, en dépit des bas salaires pratiqués et de la montée des délocalisations, « constituent une chance » pour les pays industrialisés. « Les relations commerciales avec les pays en développement ont un effet positif sur la balance emploi des pays de la Com-

munauté européenne. En effet, les exportations européennes sont supérieures de 75 % aux importations [...]. La rupture de cette relation commerciale et la fabrication en Europe de produits de substitution créerait dix emplois quand elle en détruirait quatorze », constate le rapport.

« Fausses bonnes solutions »

Souvent mis au ban des accusés par les détracteurs du libre-échange, le Japon enregistre « un cas particulier », admet le rapport : « Il importe peu mais exporte beaucoup ». Les causes en sont connues et le rapport parlementaire se contente de les rappeler : l'inflation et le déficit des « difficultés » du modèle japonais : « D'ores et déjà, la situation de ce pays se fragilise : il connaît une régression démographique qui accroît le nombre des inactifs plus fortement que dans les autres pays développés. Les délocalisations dans sa sphère de proximité géographique et culturelle immédiate [...] sont unilatérales et

peu d'entreprises étrangères créent des emplois au Japon. » Et le rapporteur de faire observer que, dans l'industrie automobile japonaise, les coûts salariaux sont plus élevés qu'en France et que « les ouvriers y sont mieux payés ».

Le terrain ainsi déblayé, le rapport s'attaque aux « fausses bonnes solutions » défendues à droite comme à gauche pour sortir la France de la récession et remettre sur pied les secteurs économiques les plus menacés, du textile à l'agriculture, des industries de l'armement à la sidérurgie. Laisser flâner la France ? Les dévaluations récentes des devises italienne et espagnole « n'ont pas eu les effets de relance attendus mais ont stimulé l'inflation et conforté des maux d'intérêt directs ». Instituer la préférence communautaire ? Ce serait suicidaire pour un pays comme la France qui réalise avec les pays non membres de l'OCDE la « plus grande part » de son « excédent commercial » alors que ses échanges avec la Communauté « sont au mieux équilibrés mais le plus souvent déficitaires ».

Que faire alors ? Surtout ne pas céder aux sirènes d'un protectionnisme « qui n'ose plus dire son nom », mais faire preuve d'« imagination » et mieux utiliser « nos atouts ». M. Devedjian préconise ainsi de hâter la mise en place d'une « monnaie unique européenne ». Ceux qui la refusent, écrit-il, « favorisent [...] le jeu des États-Unis ». Autre recommandation : « Utiliser le GATT contre les États-Unis ou lieu de demander sa disparition sans aucune chance de succès ». Enfin, « améliorer le fonctionnement de la Communauté européenne », en créant notamment « une douane communautaire ».

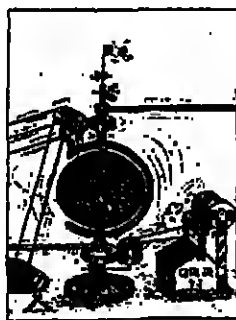
Les idées développées par le président de la mission parlementaire ne sont pas dans l'air du temps. Au RPR, elles font grincer bien des dents. Et Jean-Pierre Chevènement, l'ancien ministre socialiste pourtant membre de la mission parlementaire, s'est désolidarisé des conclusions du rapport.

JEAN-PIERRE TUQUOI

DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRE DE LA BNP, MAINTENANT ET POUR LONGTEMPS.

Bien sûr, vous pourrez devenir actionnaire de la BNP : une banque solide, gérée avec rigueur et disposant d'un réel potentiel de croissance. La BNP s'est avérée pour bénéficier pleinement des effets de la reprise économique. En décidant maintenant d'en devenir actionnaire, vous saisissez l'occasion d'investir dans une valeur d'avenir.

Investissez dans une banque dotée d'un fort potentiel de croissance.



La BNP a choisi une stratégie de développement. Elle la met en œuvre avec détermination. En France, elle affirme son rang et son rôle de grande banque de proximité.

Au niveau mondial, elle confirme sa position de banque de grande clientèle. En France, la BNP développe une politique commerciale novatrice. En un an, son contrat « Présence » a conquis plus d'un million de ses clients particuliers. La BNP est leader en matière de banque à domicile. Sa filiale NATIO VIE est rapidement devenue la huitième compagnie d'assurance-vie française. Première banque des entreprises par l'importance de sa clientèle, la BNP est également classée en 1993 comme la meilleure dans l'opinion des responsables d'entreprise (enquête « Option Finance »). Plus d'un tiers de son résultat courant d'exploitation est aujourd'hui réalisé hors de France.

La BNP est l'une des rares banques internationales

qui dispose d'un réseau de dimension mondiale. Elle est présente dans près de 80 pays.

Chiffres clés au 30 juin 1993 (en milliards de francs)	
Total de bilan	1503
Montant des dépôts collectés	747
Montant des prêts accordés	820
Situation nette	36,7
Ratio de solvabilité	8,7%

Des alliances originales offrent à la BNP des perspectives uniques de développement. Grâce à ses liens avec l'UAP, le premier assureur en France, la BNP a élargi sa palette : elle propose dans son réseau une gamme étendue de produits d'assurance dommages. Grâce à sa coopération avec la DRESNER BANK, deuxième banque commerciale allemande, la BNP renforce encore sa présence internationale : elle prend des positions prometteuses en Europe de l'Est.

Investissez dans une banque solide.



La BNP est une banque solide. Au 30 juin 1993, elle gère un bilan de plus de 1 500 milliards de francs. Sa situation nette s'élève à 36,7 milliards de francs. Son ratio de solvabilité est de 8,7 %. Il est supérieur aux exigences des normes internationales (8 %).

La BNP bénéficie, de la part des agences spécialisées, de notations qui figurent parmi les meilleures : ainsi, l'agence américaine Moody's attribue la note Aa1 à sa dette à long terme.

La diversité de ses clients, l'étendue de la gamme de ses produits et de ses services, la répartition géographique de ses implantations dans le monde constituent

autant d'éléments supplémentaires de solidité.

La BNP est une banque de référence. Avec 820 milliards de francs de crédits distribués, en France et dans le monde, elle a noué un réseau exceptionnel de relations avec ses clients. Les dépôts de la clientèle s'élèvent à près de 750 milliards de francs, dont 450 milliards en France. Les actifs gérés en France atteignent 220 milliards de francs en SICAV et fonds communs de placement et 47 milliards en assurance-vie. La qualité de sa gestion est reconnue et régulièrement primée. La BNP a ainsi eu le rare privilège de se voir décerner deux années de suite, en 1992 et en 1993, le prix de la meilleure gestion de SICAV sur cinq ans par le magazine « Mieux Vivre » dans le cadre de ses « Corbeilles ».

La BNP est prête à affronter le défi de l'avenir. Bien sûr, vous pourrez devenir actionnaire de la BNP. Pour longtemps !

Des mandats d'achat sont d'ores et déjà disponibles dans votre banque, au Trésor Public, à la Caisse d'Épargne, à la Poste, dans les agences de la BNP ou chez votre intermédiaire financier habituel. Il est précisé que ceux-ci sont révoqués jusqu'à la fin de l'avant-dernier jour de bourse précédant le jour de clôture de l'offre.

Un document de référence a été enregistré (n° R 93-020 du 3-9-93) et une note d'opération préliminaire a été validée par la COB.

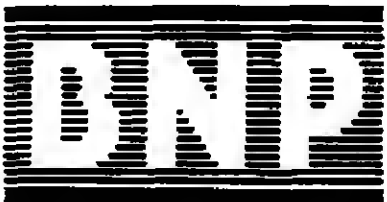
Ces documents sont disponibles sans frais chez votre intermédiaire financier et dans toutes les agences de la BNP.

Une note d'opération définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'Offre Publique de Vente dans les mêmes lieux.

Pour tous renseignements appelez le **N° VERT 05 1993 05**

ou rappez le 3614 code BNP

3614 BNP



GRANDISSONS ENSEMBLE.

Selon la direction de la prévision 280 000 emplois devraient être perdus en 1993

Dans le rapport annexé au projet de loi de finances 1994, la direction de la prévision du ministère de l'économie estime que « le nombre des pertes d'emplois sur 1993 devrait être d'environ 280 000 sur l'année ». Ces dispositions notées d'emplois s'ajouteraient aux 200 000 perdus en 1992 et aux 83 000 également perdus en 1991.

En 1993, l'augmentation de la population active correspondrait à l'arrivée de 130 000 personnes supplémentaires sur le marché du travail. Cette hausse, plus faible que les années précédentes, conjuguée avec la baisse des effectifs salariés et non salariés, expliquerait l'aggravation du chômage. En moyenne annuelle, la direction de la prévision considère que, en 1994, les effectifs diminueront de 0,7 %, après 1,9 % en 1993. Et ce, en dépit d'un retour à une croissance « modérée » de 1,4 % prévue dans le projet de loi de finances, jugée par trop optimiste par certains, dont le Crédit lyonnais, qui table, lui, sur le chiffre de 0,8 %.



VIE DES ENTREPRISES

Avec un bénéfice net consolidé pratiquement stable

Les activités de marché sauvent le premier semestre de Paribas

Le bénéfice net consolidé du groupe Paribas est resté pratiquement stable au premier semestre 1993, à 1,12 milliard de francs (+ 1,4 %), malgré un nouveau gonflement des réserves bancaires en Europe. C'est la très forte augmentation des profits de la filiale Banque Paribas, passés de 60 millions à 203 millions de francs, en raison des excellentes performances des activités de marché et de gestion actifs-passifs - qui a permis de compenser le nouveau gonflement des provisions d'exploitation (+ 34 %), à 4,75 milliards de francs, ainsi que l'importante diminution des plus-values sur cessions d'actifs, revenues de 2 milliards au premier semestre 1992 à 768 millions de francs. Ces provisions ont porté sur les crédits accordés par la filiale Crédit du Nord, en très lourd déficit de 450 millions de francs - et qui sera peut-être recapitalisée - et par le groupe de la Compagnie bancaire.

Les encours du groupe Paribas sur les professionnels de l'immobilier s'élèvent à 29,7 milliards de francs, dont 23,1 milliards de francs en France. Ils sont provisionnés à 20 % en moyenne, contre 18,5 % en 1992 et à 50 % pour les crédits douteux.

F. R.

Par souci d'économies

Usinor-Sacilor restructure sa recherche

C'est une certitude, 1993 est un cru détestable pour Usinor-Sacilor. Et le sidérurgiste français qui doit, à la fin de la semaine, rendre publique, ses estimations pour l'exercice en cours, annoncera, sans aucun doute, des résultats semestriels particulièrement mauvais, à l'instar de tous les producteurs d'acier européens.

Au cours des derniers jours, le groupe public a annoncé deux désengagements : la vente de ses lamines marchands à l'italien Beltrame, puis la mise sur le marché d'une partie de sa participation dans le spécialiste américain d'acier inoxydable, le L'IRSID. M. Mer a indiqué à une délégation du personnel des trois établissements que les sites de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) et Fraisses (Loire), qui occupent respectivement 250 et 180 salariés, devraient avoir cessé leurs activités au plus tard à la fin de l'année 1994. Usinor-Sacilor entendrait réduire de 770 à 490 le nombre des employés de l'IRSID. Les salariés des Yvelines et de la Loire seraient affectés dans l'unique centre restant, à Maizières-Metz (Moselle), ou dans d'autres sites du groupe. Un comité central d'entreprise extraordinaire convoqué jeudi 30 septembre devrait examiner les mesures d'accompagnement de ses fermetures.

C. M.

Pour faire face à la crise du transport maritime

AXA et Marceau Investissement vont devenir des actionnaires essentiels du groupe Bolloré

Aux prises avec un endettement considérable (quelque 7 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 26 milliards) qui est la contrepartie d'une expansion rapide depuis la fin des années 80, le groupe diversifié d'activités (papier, pétrole, tabac, transit, transports...) vient d'être contraint de mettre en œuvre une vaste opération de restructuration de son capital et de réorientation de sa stratégie industrielle et financière, avec à la clé des cessions d'actifs. Ces opérations sont présentées dans un communiqué du groupe publié jeudi 30 septembre comme « les moyens de poursuivre le redressement de son secteur maritime », qui est le plus déficitaire. Des actionnaires et groupes financiers puissants, ainsi que les banquiers traditionnels, ont été sollicités pour épauler Bolloré dans cette période difficile.

Les activités anciennes de Bolloré continuent cependant, malgré la crise, de dégager des résultats satisfaisants, soit environ 300 millions annuels de bénéfices d'exploitation pour l'industrie (films plastiques, cigarettes) et 170 millions pour la distribution industrielle (pétrole, plastiques).

Le groupe dirigé par Vincent Bolloré, patron breton de quarante et un ans, veut recentrer ses activités autour des secteurs où il occupe des positions fortes et céder les actifs industriels et financiers inutiles à l'exploitation. Ce sera le cas, par exemple, des activités papeteries dont la taille est devenue très inférieure à celle de ses concurrents.

Le renforcement de la capacité financière du groupe comprend deux volets. Une augmentation du capital de 800 millions de francs sera réalisée sur le marché. Y souscriront les actionnaires « historiques » du groupe comme les AGF, le Crédit national, la Compagnie financière de Rothschild, le groupe Agnelli, Lazard, Rivaud... D'autre part, AXA (qui avait aidé Bolloré il y a trois ans à prendre le contrôle de Delmas Vieilleux) et le groupe Marceau Investissement de Georges Pèbreux apporteront respectivement 200 et 300 millions de francs. L'augmentation du capital de SDV (la branche maritime) sera réservée à AXA et Bolloré Technologies. A l'issue de ces opérations, le groupe majoritaire actuel - Albatros et la

famille de Vincent Bolloré - détendra environ 40 % des actions, Marceau 15 % et AXA 5 %. Par ailleurs, les banquiers principaux - le Crédit Lyonnais et la BNP - ont apporté leur soutien au renforcement de la capacité financière du groupe en accordant une ligne de crédit de 500 millions.

Les comptes du premier semestre qui seront arrêtés au cours d'un conseil d'administration de Bolloré Technologies à la mi-octobre devraient montrer, par rapport aux derniers mois de 1992, une légère amélioration du bénéfice d'exploitation et du résultat financier. Les prévisions du second semestre laissent espérer un retour à l'équilibre du résultat courant. Le redressement du secteur maritime sera cependant très lent dans la conjoncture actuelle, indique Vincent Bolloré. Le groupe exploite une cinquantaine de cargos mais ceux qui ne sont pas directement nécessaires au trafic de lignes (Afrique, océan indien, zone Pacifique), neufs ou en activité, seront vendus.

F. Gr.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

SEB (électroménager) : la Société générale et ABN Amro rejoignent le pacte d'actionnaires. La Société générale et la banque Neufilize, Schlumberger, Mallet (groupe néerlandais ABN Amro) ont rejoint le pacte d'actionnaires de SEB, en prenant environ 1,5 % du capital de la société et en déclarant agir de concert avec l'actionnaire familial du groupe d'électroménager, selon un communiqué publié jeudi 30 septembre. Les actionnaires familiaux (40,53 % du capital et 54,14 % des droits de vote) y réaffirment leur volonté de maintenir le contrôle familial de la société, tout en ouvrant le pacte de préemption et de concert du 27 mai 1989 à autres signataires. A terme, l'accord a vocation à être ouvert à une troisième partie, la participation totale des investisseurs pouvant atteindre 15 % du capital, souligne le communiqué.

RÉSULTATS

COGEDIM : 584 millions de pertes au premier semestre. Cogedim a annoncé jeudi 30 septembre, une perte nette de 584 millions de francs pour le premier semestre après 594 millions de dotations complémentaires aux provisions. « La prolongation de la crise, tant en bureaux qu'en logements - malgré les mesures prises par le gouvernement pour relancer l'activité immobilière - a conduit Cogedim à revoir à la baisse le prix de vente de certains programmes et à constituer les provisions nécessaires pour couvrir les pertes à terme qui seraient constatées sur les opérations, en l'absence de reprise de l'activité », précise le groupe dans un communiqué. « Sauf nouvelle dégradation du marché, le résultat final de l'exercice devrait être du même ordre que celui constaté au 30 juin », ajoute la filiale de Paribas. La société aura donc perdu à la fin de l'année les réserves qu'elle avait consti-

tées pendant les folles années de l'immobilier et devra procéder à une augmentation de capital.

Alr Inter pourrait tripler ses pertes en 1994. - La compagnie intérieure française Air Inter traverse une mauvaise passe. Après une perte de 69 millions de francs en 1992, la compagnie devrait perdre plus de 100 millions en 1993 et entre 250 et 300 millions en 1994, selon des sources syndicales. La recette unitaire (par kilomètre et par passager) sur le réseau domestique français a progressé de 1,4 % au cours des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'an passé, mais dans le même temps elle a chuté de 17,6 % sur le réseau européen, plus exposé à la concurrence et à la baisse des tarifs.

JUSTICE

Yves Saint Laurent et les producteurs de Champagne devant le tribunal. - Les producteurs de champagne ont poursuivi, jeudi 30 septembre, devant la troisième chambre civile de Paris, la société Yves Saint Laurent (YSL), pour protester contre l'utilisation par celui-ci du nom de « Champagne » pour son dernier parfum, déjà en vente. Les producteurs se fondaient sur la loi du 2 juillet 1990, qui dispose que « le nom géographique qui constitue l'appellation d'origine ne peut être employé pour aucun produit similaire, ni pour aucun autre produit, lorsque cette utilisation est susceptible de détourner ou d'affaiblir la notoriété de l'appellation d'origine ». Les producteurs ne contestent pas la célébrité de la maison YSL, mais estiment qu'en ce qui concerne le parfum, il y a « parasitisme ». Pour les défenseurs d'YSL, au contraire, « si la fragrance de Champagne est encore inconnue du public, le seul fait qu'il porte le nom d'Yves Saint Laurent lui confère d'ores et déjà un prestige et un éclat exceptionnels ». Jugement le 28 octobre.

INVESTISSEMENTS

Philips va produire en Autriche des écrans couleur pour ordinateurs. - Le néerlandais Philips a annoncé, jeudi 30 septembre, qu'il produirait des écrans couleur d'ordinateurs en Autriche à partir du dernier trimestre de 1994. La demande européenne (1,5 millions d'écrans par an) est totalement couverte par des importations en provenance d'Extrême-Orient et devrait doubler d'ici à 1997. Philips, qui produit déjà 2,5 millions d'écrans à Taiwan, motive sa décision par son désir de se rapprocher de sa clientèle européenne. Les écrans seront produits à la fabrique Philips de tubes cathodiques de Lebrun, dont certaines des chaînes de production seront adaptées pour un investissement total de 29 millions de florins (90 millions de francs), créant 40 emplois. Deux millions de tubes cathodiques sont fabriqués par un Lénine, aux environs de Leningrad, qui ajoutent dans l'immédiat 400 000 écrans couleur d'ordinateurs d'un format de 38 cm à haute résolution, en attendant des écrans de format 43 cm.

Mercedes-Benz choisit l'Alabama pour construire son usine de 4x4. - La première usine américaine d'automobiles Mercedes sera réalisée en Alabama. Elle fabriquera des véhicules 4x4, et sera située à Vance, une petite ville proche de Tuscaloosa. L'investissement de 300 millions de dollars (1,7 milliard de francs) sera en partie couvert par une aide de l'Etat de 112 millions de dollars à laquelle s'ajoute une aide de 140 millions de dollars pour les dépenses d'infrastructure de formation. Cette usine va employer 1 500 personnes. La production débutera en 1997 avec une capacité de 60 000 véhicules par an, dont la moitié pour l'exportation.

Toshiba (électronique) ouvre une usine d'encre pour photocopieurs à Dieppe. - Le groupe d'électronique japonais Toshiba a inauguré, il y a quelques jours, à Dieppe (Seine-Maritime) la première tranche d'une usine de production d'encre pour photocopieurs. L'usine, qui devrait comporter quatre tranches, coûtera au total 200 millions de francs et devrait employer à terme 140 salariés. Elle a été construite sur un site où Toshiba exploite depuis 1990 une usine de photocopieurs employant 280 salariés et capable de produire 6 000 appareils par mois. La nouvelle unité est mise en œuvre par Toshiba Systems France, une filiale au sein de laquelle Rhône-Poulenc détient 17 % des parts. Toshiba vend chaque année environ 100 000 photocopieurs en Europe, occupant la troisième place dans ce domaine derrière Xerox et Canon.

USAir supprime 2 500 emplois. - Le cinquième transporteur américain USAir, dont British Airways détient 20 % depuis 1992, va supprimer environ 2 500 emplois à plein temps sur un total de 45 000 employés, entre novembre 1993 et la fin du premier semestre 1994. USAir, qui a annoncé une perte d'un peu plus de 1 milliard de francs au troisième trimestre, prévoit pour l'ensemble de l'exercice 1993 une perte nette de 1,3 milliard de francs. Le président de USAir, Seth Schindler, a expliqué que ces mesures devaient permettre de réduire les coûts d'exploitation d'environ 1,1 milliard de francs en 1994.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1^{er} octobre = Indécise

Après avoir cédé du terrain jeudi pour des raisons essentiellement techniques, la Bourse de Paris se reprendra légèrement vendredi 1^{er} octobre. L'indice CAC 40 inchangé à l'ouverture (- 0,01 %) s'orientait sur une hausse insignifiante de 0,09 % à 2 116,78 points en milieu de journée dans un marché très peu actif.

L'absence de nouvelles n'incite pas les investisseurs à prendre des positions et la matinée est depuis quelques séances traditionnellement calme avant l'arrivée des intervenants américains. Ce calme n'implique pas un manque d'intérêt, et la Bourse est toujours bien soutenue par les investisseurs mais bien française qu'internationale, souligne un boursier.

Un intérêt qui n'est pas motivé uniquement par des perspectives de baisse des taux mais plutôt par des signes

encourageants du côté de certaines entreprises. Le CCF a ainsi annoncé jeudi des résultats semestriels favorables. L'action CCF gagne d'ailleurs 2,4 % et le titre Paribas est en hausse de 2,2 %. Après l'annonce de sa recapitalisation, le titre Bolloré Technologies progresse de 1,2 %. En revanche, Michelin perd 2,5 % et Thomson-CSF cède 2,3 %.

Rhône-Poulenc abandonne 0,2 %. Le groupe est en discussion avec Institut Mérieux en vue d'accroître sa participation actuelle de 61 % dans le leader mondial des vaccins. Cette opération pourrait prendre la forme d'une OPE. La cotation de Mérieux est toujours suspendue. L'action Franc, dont la cotation a repris vendredi, s'inscrit à 2 989 francs. C'est à ce cours qu'Alus et CIP, les acquéreurs de la Franc, ont mis en œuvre la grande cession.

NEW-YORK, 30 septembre ↓ Repli

Wall Street a reculé, jeudi 30 septembre, dernier jour du trimestre, sous la pression de rumeurs à jour de portefeuilles, malgré la publication d'indicateurs économiques encourageants aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 556,12 points, en baisse de 11,16 points, soit un repli de 0,31 %. L'activité a été soutenue avec quelque 100 millions de titres échangés. Les titres en hausse ont toutefois dépassé les valeurs en baisse : 1 124 contre 867, alors que 631 actions sont restées inchangées.

Selon les analystes, les détenteurs de capitaux ont terminé leurs ajustements de portefeuilles et ont passé sur la grande Bourse new-yorkaise. Une baisse plus importante qu'attendu (11 000 contre 5 000) des demandes hebdomadaires d'allocation d'argent et une hausse des revenus (1,3 %) et de la consommation (0,4 %) en août, sont des signes encourageants de reprise et ils devraient bientôt bénéficier aux marchés, a indiqué Tom McManus, analyste chez Morgan Stanley.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à

VALEURS	Cours de 29 sept.	Cours de 30 sept.
Alus	69 7/8	67 1/8
AT&T	59 1/4	58 7/8
Banque	29 7/8	29 1/2
Chem. Nord-Amér.	37	37 1/8
De Post de Nations	47 1/8	46 1/2
Environ	58 7/8	58 1/4
Exxon	68 1/2	68 1/2
Ford	58 1/4	58 1/4
General Electric	68 3/8	68 3/4
General Motors	43 7/8	43 1/4
IBM	115 1/2	115 1/2
Johnson & Johnson	41 5/8	42
ITT	94	93 5/8
Medco	81 1/2	81 1/2
Phar	58 5/8	58 1/2
Schlumberger	69 3/8	69 5/8
Tenneco	67 1/2	67 1/4
UAI Corp. et Allgas	141	137 1/4
Union Carbide	19 3/8	19 1/4
Unilever	58	58 1/2
Westinghouse	13 1/8	13
Xerox Corp.	72 3/8	72 1/8

LONDRES, 30 septembre ↑ Légère hausse

Les valeurs ont clôturé en légère hausse, jeudi 30 septembre, au Stock Exchange, entrainées par le secteur pétrolier, mais elles ont toutefois réitéré leurs gains après l'ouverture de la Bourse de Wall Street. Au terme des transactions, l'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a clôturé en hausse de 7,4 points, soit 0,2 %, à 3 037,5 points. 684,4 millions de titres ont été échangés contre 608,4 millions la veille.

Les banques ont été soutenues par les commentaires positifs des courtiers à la Société Générale de Londres. Barclays a gagné 9 pence à 624, et HSBC Holdings, qui a acquis 10 % de la banque chilienne Q'Higgins, 17 pence à 710. Les pétroliers ont aussi bénéficié de l'annonce de la production de pétrole à 24,5 millions de barils/jour pendant les six prochains

mois. British Petroleum (BP) a gagné 8,6 pence à 342,5 et Enterprise Oil 17 pence à 458.

Thom EMI a avancé de 20 pence à 662, bénéficiant de sa récente déclaration dans laquelle il rejetait toute offre de gestion de sa filiale américaine Rant-A-Car.

VALEURS	Cours de 29 sept.	Cours de 30 sept.
Adiafina	5,71	5,55
B.T.A.	3,74	3,72
Calsonic	4,55	4,55
Cellulose	12,25	12,25
Chem	6,23	6,23
GLS	7,14	7,15
Harrods	95,25	95,18
ICI	6,71	6,71
ITL	9,86	9,89
Unilever	10,67	10,58

TOKYO, 1^{er} octobre ↑ Poursuite de la progression

La Bourse de Tokyo a continué sa progression vendredi 1^{er} octobre, l'indice Nikkei gagnant 177,42 points, soit 0,9 %, à 20 283,13 points à la clôture, après avoir gagné 28,30 points la veille. Le volume des échanges s'est élevé à 350 millions d'actions vendues, contre 280 millions la veille.

Selon les opérateurs, les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une hausse des valeurs en ce début du second semestre de l'année fiscale japonaise, et les acheteurs se sont concentrés sur les titres à gros capitaux.

VALEURS	Cours de 30 sept.	Cours de 1 ^{er} oct.
Adiafina	1 320	1 320
Bridgeway	1 280	1 310
Canon	1 420	1 450
Fuji Bank	2 300	2 320
Honda Motors	1 510	1 510
Motorola	1 430	1 430
Sanofi-Synthelabo	84	84
Sony Corp.	4 510	4 580
Toyota Motors	1 730	1 690

CHANGES

Dollar : 5,7250 F ↑

Vendredi 1^{er} octobre, profitant des bons indices économiques de jeudi, le dollar poursuivait sa hausse à l'ouverture du marché des changes de Paris à 5,7250 F contre 5,6940 F la veille, tandis que le dollar s'apprête à franchir le seuil de 5,75 F. Le dollar s'est apprécié de 3,49 F contre 3,495 F à la clôture des échanges interbancaires du jeudi 30 septembre.

FRANCFORT 30 sept. 1^{er} oct.
Dollar (en DM) 1,6315 1,6464
TOKYO 30 sept. 1^{er} oct.
Dollar (en yen) 165,19 166,38

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (1^{er} oct.) 7 1/16-7 3/16
New-York (30 sept.) 3 1/2

BOURSES

28 sept. 30 sept.
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 586,84 587,36
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2 126,88 2 114,63

NEW-YORK (indice Dow Jones)
28 sept. 30 sept.
Industriel 3 556,12 3 555,12

LONDRES (indice Financial Times)
29 sept. 30 sept.
100 valeurs 2 336,10 2 337,59
30 valeurs 2 323,60 2 318,30

Mines d'or 180,50 184,90
Fonds d'Etat 101,86 102,17

FRANCFORT
29 sept. 30 sept.
Dax 1 987,69 1 915,71

TOKYO
30 sept. 1^{er} oct.
Nikkei Dow Jones 20 105,71 20 283,13
Indice général 1 626,25 1 634,09

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DES MONNAIES ET DES DEVISES				
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$-U	5.7130	5.7160	5.7670	5.7715
en (100)	5.7103	5.7138	5.4338	5.4406
ca	6.6112	6.6166	6.5959	6.6084
Deutschmark	1.6855	1.6878	1.6873	1.6904
Franc suisse	1.9639	1.9689	1.9681	1.9718
Libra Italienne (1.000)	1.2807	1.2849	1.2849	1.2871
Yen (100)	165.220	165.261	165.261	165.275
Franc français	4.3196	4.3154	4.2851	4.2849

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$-U	3	3 1/8	3 1/4	3 5/8	3 1/4	3 5/8
Yen (100)	2 3/8	2 1/2	2 7/16	2 9/16	2 7/16	2 9/16
DM-DM	7 1/16	7 1/16	7 3/8	7 3/8	7 1/2	7 1/2
Franc suisse	6 13/16	6 15/16	6 11/16	6 7/8	6 5/16	6 7/16
Libra sterling	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 5/16	4 7/16
Franc français (1000)	8 5/8	8 7/8	8 5/8	8 7/8	8 9/16	8 13/16
Yen (100)	15 15/16	16	15 7/16	16	15 3/4	16
Franc français	9 7/8	10 1/4	9 7/8	10 1/4	9 7/8	10 1/4
Franc français	7	7 1/4	7	7 1/4	7 11/16	6 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

LE MONDE DES CARRIÈRES

Coll.-lycée privé rech. prof. exp. anglais, informatique, etc. c.v. photo à Chateaufort, 1, rue H. Turtot Paris 15^e. Tél. : 42-39-01-68

Le Monde L'IMMOBILIER

bureaux
Locations
Votre siège social
et tous services, 43-55-17-60

DOMICILIATIONS

villas
CORSE SUD
5 km du Port de la Chapelle. Belle maison, vue sur mer, grand T. 1 ch. 4 p. cuis. amén. terrasse + jardin clos. P. 1 000 000 F. Tél. : 48-38-06-21

L'AGENDA

Formations

COMMUNICATION-JOURNALISME
RESSOURCES HUMAINES
de bac à 3^e cycle
Cours et stages
Tél. : 42-40-47-47

Graphologie

GRAPHOLOGUE
proposant des particularités
études personnelles ou à
orientation professionnelle.
Documentation sur demande
Tél. : 60-05-55-73

Pêche et chasse

CHASSE
SOLOGNE - 87
60 ha bois et plaines.
P. 1 150 000 F.
Tél. : 43-40-30-51 H. S.

Rénovations

PEINTURE, PAPIER, etc.
dev. gratuit trav. soignés
Déco 64. T. : 43-98-35-49

Vacances,

tourisme,
loisirs

HOME D'ENFANTS

JURA
(800 m altitude)
près frontière suisse
Agréé par le Service de
Vies et d'Urbanisme de la
région. Terrain 200 m.
Terrain 200 m. - confortables
terrasses. 2 ou 3 enfants
par chambre avec a. de lav.
w.c. Située au milieu des
plains et forêts. Accueil
volont. 15 ans. Idéal
en cas de 1^{er} départ.
Ambiance familiale et chaleureuse.
Activ. : VTT, jeux collectifs,
pêche, tennis, potager,
initiat., échecs, fabric. du pain.
2 150 F semaine/enfant.
Tél. : (01) 81-32-12-51

REPRODUCTION INTERDITE

ASSOCIATIONS

Cours

עברית
Hébreu, initiation sérieuse
prof. universitaires.
Pratiqué, écrit, entendu
de la langue
MEQUILA 111 42-82-26-31

COURS D'ARABE

journeé, soir, samedi
à 19 h, mercredi, vendredi
à 18 h. Tarif : 42-72-50-58

COURS DE CORSE

A Paris, Lyon, études
particulières.
Cultura Viva. 43-07-23-37

COURS DE YIDDISH

à l'université ou dans les
associations. ADECY
(Association pour l'Etude
et la Diffusion de la
Culture Yiddish)
Tél. : 42-71-30-57

مكتبة القرآن

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 1^{er} OCTOBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,09 % (2116,45)

Quotidien (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Quotidien (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Quotidien (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%
1	EDF-GDF 95	5940	5940	-	25	Danabest Electric 1	304	357,50	-1,29	50	IT.T. 1	502	536	+0,20
2	BANP (T.P.)	1051	1051	-	26	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	51	SAI Yachats 1	122	78	+20,00
3	C.Lyonnaise(T.P.)	1051	1051	-	27	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	52	Alcatel 2	122	78	+20,00
4	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	28	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	53	Alcatel 3	122	78	+20,00
5	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	29	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	54	Alcatel 4	122	78	+20,00
6	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	30	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	55	Alcatel 5	122	78	+20,00
7	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	31	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	56	Alcatel 6	122	78	+20,00
8	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	32	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	57	Alcatel 7	122	78	+20,00
9	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	33	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	58	Alcatel 8	122	78	+20,00
10	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	34	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	59	Alcatel 9	122	78	+20,00
11	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	35	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	60	Alcatel 10	122	78	+20,00
12	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	36	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	61	Alcatel 11	122	78	+20,00
13	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	37	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	62	Alcatel 12	122	78	+20,00
14	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	38	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	63	Alcatel 13	122	78	+20,00
15	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	39	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	64	Alcatel 14	122	78	+20,00
16	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	40	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	65	Alcatel 15	122	78	+20,00
17	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	41	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	66	Alcatel 16	122	78	+20,00
18	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	42	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	67	Alcatel 17	122	78	+20,00
19	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	43	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	68	Alcatel 18	122	78	+20,00
20	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	44	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	69	Alcatel 19	122	78	+20,00
21	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	45	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	70	Alcatel 20	122	78	+20,00
22	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	46	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	71	Alcatel 21	122	78	+20,00
23	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	47	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	72	Alcatel 22	122	78	+20,00
24	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	48	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	73	Alcatel 23	122	78	+20,00
25	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	49	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	74	Alcatel 24	122	78	+20,00
26	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	50	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	75	Alcatel 25	122	78	+20,00
27	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	51	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	76	Alcatel 26	122	78	+20,00
28	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	52	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	77	Alcatel 27	122	78	+20,00
29	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	53	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	78	Alcatel 28	122	78	+20,00
30	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	54	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	79	Alcatel 29	122	78	+20,00
31	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	55	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	80	Alcatel 30	122	78	+20,00
32	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	56	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	81	Alcatel 31	122	78	+20,00
33	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	57	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	82	Alcatel 32	122	78	+20,00
34	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	58	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	83	Alcatel 33	122	78	+20,00
35	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	59	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	84	Alcatel 34	122	78	+20,00
36	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	60	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	85	Alcatel 35	122	78	+20,00
37	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	61	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	86	Alcatel 36	122	78	+20,00
38	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	62	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	87	Alcatel 37	122	78	+20,00
39	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	63	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	88	Alcatel 38	122	78	+20,00
40	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	64	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	89	Alcatel 39	122	78	+20,00
41	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	65	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	90	Alcatel 40	122	78	+20,00
42	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	66	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	91	Alcatel 41	122	78	+20,00
43	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	67	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	92	Alcatel 42	122	78	+20,00
44	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	68	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	93	Alcatel 43	122	78	+20,00
45	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	69	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	94	Alcatel 44	122	78	+20,00
46	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	70	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	95	Alcatel 45	122	78	+20,00
47	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	71	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	96	Alcatel 46	122	78	+20,00
48	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	72	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	97	Alcatel 47	122	78	+20,00
49	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	73	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	98	Alcatel 48	122	78	+20,00
50	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	74	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	99	Alcatel 49	122	78	+20,00
51	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	75	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	100	Alcatel 50	122	78	+20,00
52	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	76	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	101	Alcatel 51	122	78	+20,00
53	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	77	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	102	Alcatel 52	122	78	+20,00
54	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	78	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	103	Alcatel 53	122	78	+20,00
55	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	79	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	104	Alcatel 54	122	78	+20,00
56	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	80	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	105	Alcatel 55	122	78	+20,00
57	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	81	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	106	Alcatel 56	122	78	+20,00
58	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	82	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	107	Alcatel 57	122	78	+20,00
59	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	83	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	108	Alcatel 58	122	78	+20,00
60	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	84	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	109	Alcatel 59	122	78	+20,00
61	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	85	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	110	Alcatel 60	122	78	+20,00
62	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	86	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	111	Alcatel 61	122	78	+20,00
63	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	87	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	112	Alcatel 62	122	78	+20,00
64	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	88	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	113	Alcatel 63	122	78	+20,00
65	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	89	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	114	Alcatel 64	122	78	+20,00
66	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	90	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	115	Alcatel 65	122	78	+20,00
67	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	91	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	116	Alcatel 66	122	78	+20,00
68	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	92	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	117	Alcatel 67	122	78	+20,00
69	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	93	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	118	Alcatel 68	122	78	+20,00
70	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	94	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	119	Alcatel 69	122	78	+20,00
71	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	95	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	120	Alcatel 70	122	78	+20,00
72	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	96	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	121	Alcatel 71	122	78	+20,00
73	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	97	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	122	Alcatel 72	122	78	+20,00
74	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	98	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	123	Alcatel 73	122	78	+20,00
75	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	99	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	124	Alcatel 74	122	78	+20,00
76	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	100	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	125	Alcatel 75	122	78	+20,00
77	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	101	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	126	Alcatel 76	122	78	+20,00
78	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	102	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	127	Alcatel 77	122	78	+20,00
79	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	103	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	128	Alcatel 78	122	78	+20,00
80	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	104	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	129	Alcatel 79	122	78	+20,00
81	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	105	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	130	Alcatel 80	122	78	+20,00
82	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	106	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	131	Alcatel 81	122	78	+20,00
83	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	107	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	132	Alcatel 82	122	78	+20,00
84	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	108	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	133	Alcatel 83	122	78	+20,00
85	SAFAT (T.P.)	1051	1051	-	109	Alcatel (T.P.)	134	133	-0,74	134	Alcatel 84	122	78	+20,00
86	SAF													

AGENDA

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

CÉLÉBRATION. Maison de la poésie (Terrasse du Forum des Halles) (42-38-27-53), mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 18 h (28).
L'INNOVATION. Ateliers (48-09-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim. 17 h (28).
OPENING NIGHT. Lucarne Forum (44-44-57-34) (dim.), 20 h (28).
L'OURS. UNE DEMANDE EN MARIAGE. Neully-sur-Seine (L'Atelier) (46-24-03-83), mer., jeu., ven. et sam. 20 h 30 (29).
LA SI JOLIE VIE DE SYLVIE JOLY. Lucarne Forum (44-44-57-34) (dim., lun.), 20 h (28).
LE TRAIN POUR LIMOGES. Tourtour (48-87-92-48) (dim., lun.), 20 h 30 (29).
LE CANTIQUE DES CANTIQUEUX. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-59), jeu., ven. et sam. 18 h (30).
JACK FEDOROWICZ. Mission italienne (42-25-10-57), jeu. 20 h 30 (30).
RAVIVEMENT. Nanterre (Théâtre Par-à-Bas) (47-78-70-88), ven., sam., mer. et jeu. 21 h (30).
LES VŒUX OU PRÉSIDENT. Boulogne-Billancourt (Théâtre) (48-03-60-44), jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 18 h 30 (30).
DÉSIR SOUS LES ORMES. Nanterre (Théâtre des Américains) (46-14-70-00) (dim. soir), 20 h 30 ; dim. 18 h (1).
LES DORMEURS. Orly (Salle Argonne) (48-02-38-28), ven., sam., lun., mar., mer. 21 h et dim. 17 h (1).
LES ENFANTS DU SILENCE. Sèvres (Salle) (45-34-28-28), ven. 21 h (1).
FEU LA MÈRE DE MADAME. Espace Marais (45-04-91-55), ven. 21 h, sam. 20 h et dim. 18 h (1).
FILUMENA MURTURANO. Noisy-le-Grand (Espace Michel-Simon) (49-31-02-03), ven. 21 h (1).
L'ŒSŒSŒSŒS. Espace Marais (45-04-91-55), ven. 20 h, sam. 18 h et dim. 15 h (1).
JE M'APPELLE MARIE-ANTOINETTE. Palais des sports (44-68-89-70), ven., sam. 20 h 30 et dim. 14 h, 17 h 30 et mer. 14 h (1).
JEAN-MARIE BIGARD. Puteaux (Théâtre des Hauts-de-Seine) (47-72-09-59), ven. 20 h 45 (1).
LA LUNE BLEUE. Théâtre du Rond-Point (Renaud-Barrault) (42-95-98-00) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (1).
LES NOUVELLES AVENTURES DE COURTÉMANCHE. Gymnase Marie-Bell (42-46-79-79) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 16 h (1).
LES ENFANTS DU SILENCE. Théâtre du Rond-Point (Renaud-Barrault) (42-95-98-00), 21 h ; dim. 17 h (1).
FAITH HEALER. Tournour (48-87-82-48) (dim., lun.), 19 h (5).
FIN DE SAISON. Espace Parisienne (43-33-63-52) (dim., lun.), 20 h 30 et dim. 18 h (1).
WELCOME XL. Espace Jemmapes (48-03-11-09) (dim., lun.), 21 h (1).
L'AUTOSUS N'EST JUSTE A L'HEURE OÙ QUAND IL NE PASSE PAS. Essillon de Paris (42-78-46-42), sam. 17 h 30 et dim. 15 h (2).
LE CID. Rueil-Malmaison (Théâtre André-Malraux) (47-32-24-42), sam. 20 h 45 et dim. 15 h (2).
LES DOX PETITS NÈGRES. Courbevoie (Centre culturel) (43-33-63-52), sam., lun. 20 h 45 et dim. 18 h (2).
AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Fandé et Lis : 20 h 30. Rel. dim., lun. Rel. Premier : 22 h ; sam. 17 h. Rel. dim., lun.

ANTOINE - SIMONE-SERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARTISTIC - ATHEVAINS (48-06-38-02). L'Eloge de la folie : ven., sam. (dim. soir) 21 h ; sam. 18 h.

ATALANTE (46-06-11-90). L'Inondation : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, mar.

ATELIER (46-06-48-24). La Mal court : 21 h ; dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÉNÉE LOUIS-JOUVEY (47-42-87-27). Salle Louis Jouvet, Pouchkine : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.

BASTILLE (43-57-42-14). Les Ordes : 18 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Tranche : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Un « un » un. Pour en finir avec le quatuor : 18 h. Rel. lun., mar. Le Roman d'un tricheur : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. L'Enfant de la haute-mar : 22 h 30 ; dim. 21 h. Les Figures : dim. 14 h 30. Giacomo : lun. 19 h. Sur le dos d'un éléphant : lun. 21 h.

BERRY-ZÈRE (43-57-51-55). A la conquête des océans : 19 h 30. Rel. dim., lun. Kif-Kif l'artiste, de Rachid de La Courneuve : 21 h. Rel. dim., lun. Les Champs-Élysées de joie : dim. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-88-80-24). Les Monstres sacrés : 20 h 30 ; sam. 17 h 30, 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFONS-THÉÂTRE OU XIX (42-38-35-53). Cessez de parler : 18 h. Rel. dim., lun. Les Bouffins : l'Affaire de la rue de Lourcelle : 21 h. Rel. dim., lun.

LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE-EPÉE DE BOIS (43-74-20-21). La Rel et le Grand-Père : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 18 h.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-38-38). Sells I. Munich-Athènes : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (44-78-13-13). Petite salle. La Nuit juste avant les forêts : ven., sam. 21 h ; dim. 17 h ; lun., mer. 19 h.

CHATEAU-THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-04). Le Chevalier à la rose : dim. 17 h ; mer. (dernière) 19 h 30.

CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Quel de neuf Sacha Guitry : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Ne réveillez pas Cécile... Elle est amoureuse : 21 h ; dim. 18 h 30. Rel. mer., dim. soir.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Antigone : sam., mer. 20 h 30. Le Faiseur : sam., dim., mer. 14 h ; lun., jeu. 20 h 30. Le Prix Martin : ven., dim., mar. 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER (44-38-67-00). Aujourd'hui ou les Coréens : mar., mer., jeu. 20 h 30.

DAUNOU (42-81-68-14). Le Canard à l'orange : 21 h ; dim. 18 h 30. Rel. mer., dim. soir.

DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Trois minutes pour exister : mar. 21 h.

DEUX ANES (46-05-10-25). Le Cercle des P. S. disparus : 21 h ; dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-28-47-47). Capitaine Bado : mar., mer., jeu. 20 h 30.

ONOUIS (45-84-72-00). Comme il vous plait : dim. 18 h ; lun. 20 h 30.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-68-92). Durant avec un T : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ESPACE ACTEUR (42-82-35-00). Parage de midi : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.

ESPACE JEMMAPES (48-03-11-09). L'Intervention : mar., jeu. 19 h 15 ; mer. 19 h 20. Welcome XL : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Fou la mère de madame : ven. 21 h ; sam. 20 h ; dim. 18 h. L'île des esclaves : ven., mer. 20 h ; sam. 19 h ; dim. 15 h. Le Mariage de Figaro : dim. 17 h. Le Mouette : sam. 21 h.

ESPACE PARIS-PLATINE (40-43-01-82). Fin de saison : mer., mer., jeu. 20 h 30.

ESBAION DE PARIS (42-78-46-42). Chair Amour : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun. L'Autobus n'est juste à l'heure que quand il ne passe pas : sam. 15 h.

EUROPÉEN (43-97-29-89). Anne Roumanoff : 20 h 30. Rel. dim., lun.

FACULTÉ DE JUSSIEU Le Double Inconstance : ven., sam. (dernière) 15 h.

FONATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-81-05-07). Moscou sur Volga : 20 h 30. Rel. dim., lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des vagues : 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LE FUNAMULE THÉÂTRE (42-23-88-83). Notre futur : Dormez, le le vœux : sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 18 h 30.

G A L E - MONT PARNASSE (43-22-16-18). Ça qui arrive et ça qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-81-46-04). L'Art de la Cuisine : 20 h 30 ; dim. 17 h 30. Rel. mer., dim. soir.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Vent de folie : 20 h 15. Rel. dim.

GUICHET MONT PARNASSE (43-27-88-51). Un jubilé et les Méfaits du tabac : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dim. soir) 18 h. Le jour où la pluie viendra : 20 h 30. Rel. dim. Les Obsèques : 22 h. Rel. dim.

GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-79-79). Les Nouvelles aventures de Courtémanche : ven., sam., mer., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h.

HÉSERTOT (43-57-23-23). La Volupté de l'honneur : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

HOPITAL ÉPHEMÈRE (45-67-87-74). Roméo et Juliette : sam., lun., mer. 20 h 30 ; dim. 18 h.

HUGHETTE (42-26-38-99). Le Cantatrice cheuve : 19 h 30. Rel. dim. Le Léon : 20 h 30. Rel. dim. Demandez la chanson du film : 21 h 30 ; sam. 16 h. Rel. dim., lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Sion. Opening Night : 20 h. Rel. dim. Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly : 20 h. Rel. dim., lun. La Femme rompue : 21 h 30. Rel. dim. Personne n'est parfait : 20 h 30. Rel. dim. Simone Weil 1908-1943 : ven., sam., mar., jeu. (dim. soir) 18 h 30. Anna Magnani, le temps d'un message : 20 h. Rel. dim. L'Obscur : 21 h 30. Rel. dim. Noces : 22 h. Rel. dim. Le Cardiac d'Espagne : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Célébration : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h.

MARAI (42-78-03-53). Antonio Barracano : 21 h. Rel. dim.

MARIE-STUART (46-08-17-80). Je me tiens devant toi nue : mer., ven. (en français) ; jeu., sam., mer. (en anglais) 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (42-85-80-00). En attendant les bouffes : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MICHEL (42-65-35-02). Boing Boing : 21 h ; sam. 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHOÏÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MONT PARNASSE (43-22-77-74). Passions secrètes : 21 h ; sam. 18 h 30, 21 h 15 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MONT PARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). L'Inquiétude : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). La Maitresse : 20 h 30 ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. Le Centre des caniques : jeu., ven., sam. 18 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Une cloche en or : 20 h 30 ; sam. 18 h, 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Le Retour en Touraine : lun., mer., mer., jeu. 20 h 45.

OLYMPIA (47-42-25-49). Smoën Compil : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Le Vaisseau fantôme : ven., mar. 19 h 30 ; dim. 14 h 30.

PALAI DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Patrick Timelt : 20 h 30. Rel. dim., lun.

PALAI DES SPORTS (44-59-89-70). Je m'appelle Marie-Antoinette : mer. 14 h ; ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h ; dim. 14 h, 17 h 30.

PALAI-ROYAL (42-97-68-81). Silence en coulisses : mer., mer., jeu. 20 h 30.

PETIT THÉÂTRE DE PARIS (42-80-01-81). Le Visteur : 21 h ; sam. 17 h 30, 21 h 15 ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

P O C I E - MONT PARNASSE (45-49-82-97). Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

P O R T - SAINT-MARTIN (42-00-00-32). Knock : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-64). Embrassez-nous. Follevent : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dim. soir) 15 h. Le Voyage de M. Perrichon : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dim. soir) 18 h 30.

RANELAGH (42-88-84-44). Backswing : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dim. soir) 17 h. Les Enfants du silence : mer., mer., jeu. 21 h. Improvisation : ven., sam. (dim. soir) 22 h. Messieurs les

fonde-de-cuir : ven., sam. 18 h 30 ; dim. (dim. soir) 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-83-47). Les Désarrois de Glida Rumeur : 20 h 45 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Ah mela si, mela noni : 18 h 30. Rel. dim., lun. Allais nous plait : ven., sam. 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Le Défiant : Edouard Le Goff : ven., sam. (dim. soir) 22 h.

SPLÉNIO SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Un couple infernal : mer., mer., jeu. 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). Le Parfum de Jeannette : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERRA (45-45-43-77). Les Intocables : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE CLAYEL (48-82-38-25). Café noir Improvisé : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-79-87-97). Copines sauvages : 20 h 30. Rel. dim. Union libre : 22 h. Rel. dim.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (48-08-10-17). Maman ! 20 h 30. Rel. dim., lun. Stormeniac : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-84-80-80). Oorvel et moi : mer. 19 h. Le Fil naturel : jeu. 19 h ; ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-06-67-58). Arène. L'oiseau n'a plus d'ailes : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA MAINÉE (42-08-83-33). Le Tour du monde : jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DE MONT PARNASSE (46-38-88-60). Tombé des nues : ven., sam., dim. (dim. soir) 20 h 30.

THÉÂTRE DE NISLE (48-34-81-04). Les Démons du silence : ven., sam. (dim. soir) 18 h. Phébe : ven., sam. (dim. soir) 19 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Tailleux pour dames : ven., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; sam. 17 h, 21 h ; dim. 15 h.

THÉÂTRE DU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (44-95-98-00). Grande salle, La Lune bleue : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). On va faire la cocotte : Le KWITZ : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE GREVIN (42-46-84-47). Laurence Schwob : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE LUCIEN-PAYE (49-06-00-55). Esculap : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 16 h.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALA (42-23-45-80). Le Grand Capitaine : 19 h 30. Rel. dim., lun. C'est la dernière fois que je reviens sur Terre : 21 h. Rel. dim., lun. Helpi Le Chippendale ou l'homme de leur vie : 22 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MONTROGUEIL (42-38-38-56). L'Art de la chute : lun., mar., mer., jeu. (dim. soir) 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Un couple ordinaire : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-36). Orlando : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLE (43-55-45-80). Petite salle. Les Prédiges : 21 h ; mer. 12 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-98). Souvent je ris la nuit : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Acrobates : ven., sam. (dim. soir) 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-82). Le Dîner de Noël : 20 h 30 ; dim. 17 h, 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANCIERS) (46-14-70-00). Salle polyvalente. Désar sous les ormes : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

NANTERRE (THÉÂTRE PAR-LE-BAS) (47-78-70-88). Ravissement : ven., sam., mer., jeu. 21 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). L'ours : Une demande en mariage : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30.

NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). Filumena Marturano : ven. 21 h.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-82-38-28). Les Cornemurs : ven., sam., lun., mar., mer. (dim. soir) 21 h ; dim. 17 h.

PUTEAUX (THÉÂTRE DES HAUTS-DE-SEINE) (47-72-09-58). Jean-Marie Bigard : ven. 20 h 45.

E RAINCY (CENTRE CULTUREL THIERRY-LE-LURRON) (43-02-42-00). Roland Médiane : sam. 21 h.

RUEIL-MALMAISON (THÉÂTRE ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42).

Le Cid : sam. 20 h 45 ; dim. 15 h.

RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉÂTRE) (45-60-78-00). Les Marrons du feu : Le dernier gars : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-CLOUD (CHAPITEAU DES TRÉTEAUX DE FRANCE) (48-02-70-40). L'Algon : ven., sam. (dim. soir) 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE) (42-43-17-17). Salle Roger Bn. La vie au-dessus et au-dessous des mûres : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-MAUR (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Les Fourberies de Scapin : sam. 20 h 45.

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (ESPACE MARCEL-CARNE) (89-04-98-33). Oh, les beaux jours : sam. 21 h.

SAINT-OUEN-L'AUMONE (SALLE DES FÊTES) (84-21-25-00). Elle et Dieudonné : sam. 21 h.

SÈVRES (SEL) (45-34-28-28). Les Enfants du silence : ven. 21 h.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

EL MARIACHI. Film américain de Robert Rodriguez, v.o. : Cnd Beau-bourg, 3 (42-71-82-38) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; 35-85-70-88) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; 35-85-70-88) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; 35-85-70-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 35-85-70-44) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; 35-85-70-45) ; Mistinguo, 14 (36-65-70-41).

FROGGY ET CHARLIE AU PAYS DES POMMES DE PIN. Film suédois de Jan Gissberg, v.f. : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LES FRUITS DU PARAÏS. Film allemand d'Helma Sanders-Brahms, v.o. : Europe Penthouse (ex-Réflex Penthouse), 5 (43-64-15-04) ; Elysees Lincoln, 8 (45-59-36-14).

GERMINAL. Film français de Claude Berth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 35-85-70-83) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; 35-85-70-23) ; Bretagne, 8 (36-66-70-37) ; Gaumont Hélium, 8 (36-68-75-55) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; 35-85-70-68) ; Gaumont Marignan, Concordia, 8 (36-68-75-55) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 35-85-70-74) ; Saint-Lazare-Passagier, 8 (43-67-35-43) ; 35-85-70-88) ; UGC Biscuits, 8 (45-62-20-40) ; 35-85-70-81) ; Gaumont Opéra France, 9 (38-68-75-55) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 35-85-71-33) ; UGC Lyon-Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 35-85-70-84) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-86-75-55) ; Gaumont Alféa, 14 (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beau-grenelle, 15 (45-74-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (36-88-75-56) ; UGC Mollat, 17 (40-88-00-16) ; 35-85-70-61) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetto, 20 (46-36-10-98) ; 35-85-71-44).

PETITS TRAVAUX TRANQUILLES. Film français de Stéphanie de Marguill ; Réflex Médias (ex Logos B), 5 (45-64-42-34).

TCHIN TCHIN. Film américain de Gané Saks, v.o. : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

TINA. Film américain de Brian Gibson, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 35-85-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial, 2 (35-68-75-55) ; Rex (ex Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; 35-85-70-23) ; UGC Odéon, 6 (42-26-10-30) ; 35-85-70-72) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; 35-85-70-73) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; 35-85-70-88) ; v.l. Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 35-85-70-18) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; 35-85-70-45) ; Gaumont Alféa, 14 (36-68-75-55) ; Miramar, 14 (36-66-70-39) ; Gaumont Convention, 15 (36-88-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetto, 20 (46-36-10-98) ; 35-85-71-44).

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT (47-04-24-24)

VENOREI
 Intégrale Sacha Guitry : Tu m'as sauvé la vie (1950), de Sacha Guitry, 19 h ; Debureau (1951), de Sacha Guitry, 21 h.

PALAI DE TOKYO (47-04-24-24)

VENOREI
 Hommage à Cinecittà International : Ou-est la liberté (1952-1954, v.o. s.t.f.), de Roberto Rossellini, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENOREI
 La Cinéma émigrée : Komitas (1988, v.o. s.t.f.), de Don Akerian, 14 h 30 ; Paysage caennais (1881, v.o. s.t.f.), de Levon Issahakian et Agghasi Avazian, 17 h 30 ; Achikharoums (1889, v.o.

s.t.f.), de Rouben Guevorkian, la Légende de la forteresse de Souram (1984, v.o. s.t.f.), de Sergueï Paradjov et Dodo Abachidze, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-28-34-30)

VENOREI
 Montmartre - Pigalle : Théâtre de l'Odéon à l'Élysée-Montmartre (1989) de Jean-Claude Deschamps, Anniversaire de la mort de Dullin (1959) de Roland-Bernard, Charles Dullin (1958) de Georges Feumier, 14 h 30 ; Bande annonce : le Garnier Métro (1930) de François Truffaut, le Grain de sable (1982) de Pomme Meffre, 16 h 30 ; Actualités Gaumont, Olympe (1975) de O. Delouche, 18 h 30 ; le Dernier Métro (1980) de François Truffaut, 20 h 30.

PEUT-ON EXISTER SANS TRAVAILLER ?

Les réponses de Christian Saint-Etienne, Michel Henry, Georges Labica, Alain Didier-Weill, Antoine Kerhuel, Madeleine Rebérioux

A lire dans

Le Monde des DEBATS

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 octobre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Boules de cristal

LES caméras de TF étaient parties flâner dans le nouveau Babylone, c'est-à-dire à Moscou. Moscou, pour ceux qui ne suivent pas attentivement les programmes de télévision française depuis quelques mois, c'est cette ville où l'on ne peut plus faire trois pas sans tomber sur un règlement de comptes entre proxénètes, un essaim de prostituées ou une école de strip-tease. On doit assez souvent y croiser aussi des équipes de télévision, à en juger par la densité de reportages qui, ces temps-ci, nous font découvrir ces maîtres et leurs dames, professionnelles et occasionnelles, fleurs du matin et fleurs du soir, les plus terrestres et les plus aquatiques - nous assistons ainsi à d'intéressants échanges dans une piscine, - la plupart carte de crédit et les plumes en dévotion. Bref, on suivait, selon la jolie formule de notre confrère *Télé 7 Jours*, « le parcours fascinant de ceux qui explorent aujourd'hui les voies difficiles de ce nouvel érotisme russe ».

Bien évidemment, il n'était pas question de voyeurisme, mais d'information. Pour que nul ne s'égare, nous donnons les données économiques de la situation n'étant d'ailleurs nullement passées sous silence. Ceux qui s'imaginent se rincer l'œil impunément et être finalement rejoints par cette

douloureuse réalité, opportunément martelée par les interrogées : à l'inverse de sa collègue occidentale qui, de notoriété publique, exerce pour la beauté du geste, la péripatéticienne russe a choisi ce métier - on ne le croira jamais - pour de l'argent ! Pour acheter un lave-vaisselle à ses vieux parents, ou bien des cigarettes.

Où, à chaque entrée en scène d'une nouvelle Natalia, Gallina ou Natcha, le commentateur nous indiquait consciencieusement son âge : dix-sept ans, vingt-trois ans. Nous étions donc in-formés. Et si la caméra s'attardait sur tel effeuillage, tel déhanchement ou telles rondeurs, n'était-ce pas parce que s'y lisaient tous les paradoxes de l'apprentissage du capitalisme ? Les fesses que nous nous montrons ce soir, chers téléspectateurs, sont bien davantage que des fesses : elles expriment toutes les incertitudes de la sorte du communisme. Elles disent les tentations autoritaires, les errements, les impasses, la chute du rouleau, elles racontent « le coucou trop longtemps comprimé et qui se soulève ». Contemplez-les de plus près encore, puisque nous vous en laissons le temps : ne lisez-vous pas déjà en elles, comme dans des boules de cristal, l'effacement d'Elsine-Khaboulavov ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} octobre

TF 1

- 20.40 ► **Téléfilm** : Le Ciel pour témoin. De Denis Amar.
- 22.25 **Magazine** : Ushualu. Islande. 1. La Chemin de la lave. Reportages : Villi, le Viking volcanique ; Le peuple de la glace ; Les temples du soleil ; Seul en Alaska.
- 23.30 **Série** : Paire d'as.
- 0.25 **Diversité** : La Bébête Show.
- 0.30 **Journal et Météo**.
- 0.35 **Série** : Côté cœur.

FRANCE 2

- 20.50 **Série** : Les Cinq Dernières Minutes. Au nom du coq, de Philippe Clair.
- 22.20 **Magazine** : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : Jean Plaf à propos du retour en tournée, de Françoise Dorzi, au Théâtre de l'Œuvre à partir du 4 octobre.
- 23.35 **Journal et Météo**.
- 23.55 **Cinéma** : Le Corbeau. ■■■■ Film français d'Henri-Georges Clouzot (1943).

FRANCE 3

- 20.30 **Magazine** : Thalassa. Les Frères de la Bédouze, de Pedro Secorun et Ildelfonso Caprin.
- 21.50 **Magazine** : Faut pas rêver. Invité : Alain Chamfort. Suisse : le royaume de l'Alpage, d'Antoine Mora et Michel Merlon ; Syrie : les savonniers d'Alap, de Frédéric Soltau et Dominique Rebottet ; France : André, apiculteur parisien, de Sylvie et Benoît Ségu.
- 22.50 **Journal et Météo**.
- 23.15 **Magazine** : Strip-tease. De Marco Lamerisch et Jean Libon. Monologues au Vatican, d'Henri Van Lierde ; Home Vidéo, de Michel Staschouk ; Les Petites Mariées, d'Antoine Gallien.
- 0.10 **Court métrage** : Libre court. Des fleurs coupées, de Jacques Mailhot.
- 0.20 **Continental**. L'Événement : l'Info en v.o.

CANAL PLUS

- 20.35 **Téléfilm** : Regarde-moi quand je te quitte. De Philippe de Broca.
- 21.55 **Documentaire** : Condors. De Michel Terrasse.
- 22.45 **Flash d'informations**.
- 22.50 **Surprises**.
- 23.00 **Cinéma** : Fisher King. ■ Film américain de Terry Gilliam (1991).
- 1.15 **Sport** : Boxe.

Championnat du monde WBC de poids lourds, en direct de Cardiff. Lennox Lewis (Grande-Bretagne)-Frank Bruno (Grande-Bretagne).

ARTE

- 20.40 **Magazine** : Transit. De Daniel Leconte. Sept jours à Bruxelles.
- 21.50 **Magazine** : Macadam. De Béatrice Soulé. United Jazz and Rock Ensemble. Enfin... tournée 1992, de Henning Lohner.
- 23.20 **Documentaire** : Andrew Vachas. Un évocat en colère. De Peter Arens.
- 0.05 **Documentaire** : Inédits. D'André Huet. La Famille Trémaux.

M 6

- 20.45 **Téléfilm** : L'Ami suspect. De Bradford May.
- 22.30 **Série** : Mission impossible. Les Frères.
- 23.30 **Magazine** : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chénin. SOS Assurances.
- 0.00 **Magazine** : Sexy. rap. Tournez droit : La nuit des éros ; La course ; M. Discrit.
- 0.30 **Six minutes première heure**.
- 0.40 **Musique** : Culture rock. La saga de Tina Turner.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Radio archives**. La belle Europe...
- 21.32 **Musique** : Black and Blue. La salsa et le Latin Jazz. Avec Isabelle Laymarie.
- 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Les petites ondes.
- 0.05 **Un jour au lendemain**. Dans la bibliothèque de... notre collaborateur Jacques Meunier.
- 0.50 **Musique** : Code. Nietzsche et Wagner (6).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 **Téléfilm** : Concert Jan direct de Munich : Les Maîtres chanteurs de Nuremberg (première de l'acte 1), de Wagner ; Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en la mineur op. 102, de Brahms ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55 « Héroïque », de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Semyon Bychkov ; sol. : Andreas Roehn, violon ; Wen Sinn Yang, violoncelle.
- 23.09 **Jazz club**. Par Claude Carrière et Jean Orléans. En direct du Club Menhaden, à EuroDisney. Invité : Meredith d'Ambrosio, chant.

TF 1

- 13.15 **Magazine** : Reportages. Le naufrage de la marine russe.
- 13.55 **Jeu** : Millionnaire.
- 14.15 **Diversité** : Ciné gags (et à 17.25).
- 14.20 **La Une est à vous**.
- 17.30 **Magazine** : Trente millions d'émis. Les Rousseseries.
- 18.30 **Diversité** : Vidéo gag.
- 19.00 **Série** : Beverly Hills.
- 20.00 **Journal**, **Tiercé** et **Météo**.
- 20.45 **Variétés** : Julien Clerc, femmes je vous aime. Julien Clerc, fille ses vingt-cinq ans de carrière.
- 22.25 **Téléfilm** : Dernière étreinte. D'Olivier Sasseau.
- 0.05 **Magazine** : Formule foot. Championnat de France.
- 0.40 **Journal** et **Météo**.

FRANCE 2

SAMEDI • 13H25
Géopolis
ANGOLA : La solution du plus fort

- 13.25 ► **Magazine** : Géopolis. Angola, la solution du plus fort, d'Henri Legoy.
- 14.15 **Magazine** : Animelle. Pour la peau de l'ours.
- 15.10 **Magazine** : Samedi sport. A 15.15, Tiercé, en direct de Longchamp ; A 15.35, Basket-ball (championnat de France) ; Gretnes-Limoges ; A 17.15, Judo : Championnat du monde à Hamilton (Canada).
- 17.50 **Jeu** : Des Chiffres et des lettres. Finale du onzième grand tournoi.
- 18.50 **INC**.
- 18.55 **Magazine** : Frou-frou. Invité : Werner Schreyer, mannequin autrichien.

FRANCE 3

- 11.55 **Jeu** : Millionnaire.
- 12.18 **Météo**.
- 12.20 **Jeu** : La Juste Prix.
- 12.50 **Magazine** : A vrai dire.
- 12.55 **Météo** et **Journal**.
- 13.20 **Série** : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 14.15 **Série** : Hooker.
- 15.10 **Série** : La loi est le loi.
- 15.55 **Série** : Starsky et Hutch.
- 16.55 **Disney Parade**.
- 18.00 **Des millions de copains**.
- 19.00 **Magazine** : 7 sur 7. Invité : Jack Lang.
- 20.40 **Journal**, **Tiercé** et **Météo**.
- 20.45 **Cinéma** : L'ouragan vient de Navarone. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1976).
- 22.50 **Magazine** : Ciné dimanche.
- 23.00 **Cinéma** : Cinq cartes à jouer. ■ Film américain de Henry Hathaway (1958).
- 0.55 **Journal** et **Météo**.

FRANCE 2

DIMANCHE • MIDI
Bernard Kouchner
à l'Heure de Vérité.

- 12.00 **L'Heure de vérité**. Invité : Bernard Kouchner.
- 12.58 **Loto**, **Journal** et **Météo**.
- 13.20 **Dimanche Martin** (et à 15.45).
- 14.50 **Série** : ENG.
- 17.20 **Documentaire** : Cousteau à la redécouverte du monde. La Nij 11-part.).
- 18.20 **Magazine** : Stade 2. Automobile ; Boxe ; Football ; Rugby ; Aviron ; Cyclisme ; Vols ; Judo ; Parachutisme ; Magazine : Portrait du bateau de la Poste.
- 19.25 **Série** : Maguy.
- 20.00 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
- 20.50 **Cinéma** : Pour une poignée de dollars. ■ Film italien de Bob Robertson, alias Sergio Leone (1964).
- 22.30 **Cinéma** : Notre histoire. ■ Film français de Bertrand Blier (1984).
- 0.20 **Journal** et **Météo**.
- 0.40 **Magazine** : Le Cercle uit.

- 19.55 **Tirage du Loto** (et à 20.45).
- 20.00 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
- 20.50 **Variétés** : Ovarions (et à 2.15). Hommage à Edith Piaf.
- 22.40 **Sport** : Boxe. Nuit des champions de France à Saint-Quentin, avec le demi-finale européenne des poids moyens : Gino Lalorg (champion de France 1993) contre Frédéric Cailler (champion de France 1992).
- 0.05 **Journal** et **Météo**.
- 0.25 **Magazine** : La 25^e Heure.

FRANCE 3

- 14.00 **Série** : Les Mystères de l'Ouest.
- 17.40 **Magazine** : Montagne. Nuits de la 6000 mètres polaire : François Noussier.
- 18.25 **Jeu** : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepore.
- 18.50 **Un livre, un jour**. Voyage exotique et ferroviaire autour du Royaume-Uni, de Paul Theroux.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 **Diversité** : Yacapa. Invités : Jean-Edem Hallier, Chantal Ledesou, Eric Blanc, Pierre Douglas.
- 20.30 **Journal des sports**.
- 20.45 **Opéra** : Carmen. De Georges Bizet, livret de Henri Meilhac et Ludovic Halévy. Mise en scène d'Adolfo Marsilich, chorégraphie d'Alberto Pontillo et Alphonse Poulès. Avec l'Orchestre de la Suisse romande.
- 0.00 **Journal** et **Météo**.
- 0.30 **Continental** club.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00 : 12.30 **Flash d'informations**.
- 12.35 **Magazine** : 24 heures.
- 13.30 **Le Journal du cinéma** du mercredi (rediff.).
- 14.00 **Téléfilm** : Feux et usages de faux à la cour d'Angleterre. De John Schlesinger.
- 15.10 **Documentaire** : Les Marchands d'armes.

- D'Arnaud Hamelin et Jean-Pierre Van Galt.
- 16.05 **Concert** : Noir Désir.
- 17.00 **Sport** : Football américain. Surprises.
- En clair jusqu'à 20.30 : 18.00 **Décoder pas Bunny**.
- 18.55 **Série animée** : Chipie & Clyde.
- 19.05 **Dessin animé** : Les Simpson.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Magazine** : Le Plein de super.
- 20.30 **Téléfilm** : Triste mémoire. De Waris Hussein.
- 22.00 **Flash d'informations**.
- 22.05 **Surprises** (et à 4.35, 6.45).
- 22.15 **Magazine** : Jour de foot. 11^e journée du championnat de France de 01.
- 23.00 **Sport** : Boxe américaine. 0.00 **Le Journal du hard**.
- 0.05 **Cinéma** : Two Women. Film américain, classé X, d'Alex de Renzy (1992).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 : 17.00 **Magazine** : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
- 18.15 **Série** : TV Squash (rediff.).
- 19.00 **Magazine** : Via Regio. Vraies histoires miraculeuses. Herodotus, les îles Canaries, Aragon, Estrémadure.
- 19.30 **Documentaire** : Histoire parallèle. Actualités américaines et soviétiques de la semaine du 2 octobre 1993.
- 20.20 **Chronique** : Le Dessous des cartes. Le Danemark (rediff.).
- 20.30 **8 1/2 Journal**.
- 20.40 **Documentaire** : La Boîte noire. De Tessa Trampe et Johann Feindt.
- 22.15 **Série** : Histoires russes. Salle d'attente, de Rosa Oribasova (v.o.).
- 23.10 **Court métrage** : La Boulangerie de Sokol. De Marc Ruscart.
- 23.15 ► **Court métrage** : Octobre. D'Abderrahmane Sissako.
- 23.50 **Documentaire** : Jazz in the Night. Jazz à Burghausen.

0.25 **Série** : Trois étoiles. D'Antoni Janés (rediff.).

M 6

- 13.50 **Série** : Supercopier.
- 14.45 **Série** : Département S.
- 15.40 **Série** : Covington Cross.
- 16.50 **Série** : L'Aventurier.
- 17.15 **Série** : Le Saint.
- 18.20 **Série** : Les Incorruptibles, le retour.
- 19.15 **Magazine** : Turbo. Essai de la 911 Turbo RS Almeras Porsche ; Essai de la Honda Accord ; le Musée de Donington ; la Corsica Raid ; Reportage : Jacques-Alain Costa, fabricant de voitures sportives.
- 19.54 **Six minutes d'informations**, **Météo**.
- 20.00 **Série** : Loin de ce monde.
- 20.35 **Magazine** : Stars et couronnes.
- 20.50 **Téléfilm** : Me guerre dans le Gestapo. D'Edward Bennett.
- 23.55 **Six minutes première heure**, **Dance Machine**.
- 0.00 **En direct** du Palais omnisports de Paris-Bercy.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Photo-portrait**. Marin Karmic, producteur (1).
- 20.45 **Avignon 93**. Reviens à toi (à moi) encore, de Gregory Motton, texte français de Nicole Brette ; à 21.45, La Comédie de l'écrit, de Catherine Santoff.
- 22.35 **Musique** : Opus. La Leçon de composition, concert-spectacle conçu par l'équipe du studio électroacoustique « La Muse en circuit ».
- 0.05 **Clair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Soirée lyrique**. A 20.15, opéra (en direct de Genève et en simultané avec France 3 et le Télévision suisse romande) : Carmen, de Bizet, par le Chœur du Grand Théâtre de Genève, l'Orchestre de la Suisse romande.
- 0.05 **Les Fantaisies du voyageur**. Par François Picard, Chants religieux gitans de Perpignan, par Moïse, Salomon et Jérôme Espinas.

Dimanche 3 octobre

FRANCE 3

- 12.00 **Flash d'informations**.
- 12.05 **Télévision régionale**.
- 12.45 **Journal**.
- 13.00 **Exposition directe**. FEN ; CGPME.
- 13.25 **Magazine** : Musicales. L'âme des violons, documentaire d'André Delacroix.
- 14.25 **Série** : Les Mystères de l'Ouest.
- 15.15 **Magazine** : Sports 3 dimanche. A 15.15, Judo, Championnat du monde, à Hamilton ; A 16.10, Tiercé, en direct de Longchamp, Prix de l'Arc de triomphe ; A 16.00, Cyclisme : Paris-Tours.
- 18.00 **Magazine** : Rapèges. Invité : Nicolas Sarkozy ; l'auteur de J'ai eu vous dit : Journal apocryphe d'un président ; Edith Boisset, juge d'instruction.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 **Diversité** : Yacapa. Série : L'Heure Simenon. Un nouveau dans la ville, de Fabrice Cazeneuve.
- 21.50 **Planète chaude**. Colombie : la guerre de la drogue. 1. De l'or au plomb.
- 22.50 **Journal** et **Météo**.
- 23.20 **Magazine** : La Divan. Invité : Jean-Claude Gaudin.
- 23.35 ► **Cinéma** : David Golder. ■■ Film français de Julien Duvivier (1933).

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00 : 12.30 **Flash d'informations**.
- 12.35 **Magazine** : Télé dimanche.
- 13.30 **Diversité** : La Semaine des Guignols.
- 14.00 **Téléfilm** : Dose mortelle. De Joyce Bunuel.
- 15.25 **Magazine** : 24 heures (rediff.).
- 16.19 **Surprises**.
- 16.30 **Documentaire** : Les Sentinelles de la savane. De Hugo van Lawick et William C. Levy.
- 16.55 **Dessin animé** : Les Simpson.
- En clair jusqu'à 18.30 : 17.20 **Ca cartoon**.
- 18.15 **Sport** : Football. Lyon-Ventus. Match de la 11^e journée du championnat de France de D1, en direct.
- En clair jusqu'à 20.35 : 20.30 **Le Journal du cinéma**.
- 20.35 **Cinéma** : Les Enfants volés. ■■

- Film franco-italo-suisse de Gianni Amelio (1991).
- 22.20 **Flash d'informations**.
- 22.30 **Magazine** : L'Équipe du dimanche. Football ; Boxe.
- 1.00 **Cinéma** : La Dame de cœur. ■ Film britannique de Jon Amiel (1989) (v.o.).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 : 17.00 **Série** : Histoires russes. Salle d'attente (v.o., rediff.).
- 18.00 **Court métrage** : La Boulangerie de Sokol (rediff.).
- 18.05 **Court métrage** : Octobre (rediff.).
- 19.00 **Série** : TV Squash.
- 19.35 **Magazine** : Mégamix.
- 20.30 **8 1/2 Journal**.
- 20.40 **Soirée thématique** : Étranger chez soi, chez soi à l'étranger. Turcs et Allemands.
- 20.45 **Chronologie des événements**. Reportage de Richard C. Schneider (v.o.).
- 21.10 **Réactions allemandes**. Reportage de Pierre Mathias (v.o.).
- 21.25 **Skinheads allemands en Anatolie**. Reportage de Bernd Jansen (v.o.).
- 21.40 **Reportage** : La Génération oubliée. De Dieter Sauts.
- 22.20 **Reportage** : La Rôle des « travailleurs invités » pour l'économie. De Stefan Bleck.
- 22.35 **Reportage** : L'Islam en Allemagne. De Richard C. Schneider (v.o.).
- 22.45 **Cinéma** : 40 m² d'Allemagne. ■■ Film de Tsvik Esser (1989) (v.o.).

M 6

- 11.55 **Série** : Les Années coup de cœur.
- 12.25 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.
- 13.00 **Série** : Equalizer.
- 13.55 **Série** : Cosmos 1999.
- 14.50 **Série** : Le Joker.
- 15.45 **Dance Machine**.
- 17.15 **Série** : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.
- 18.05 **Série** : Booker.
- 19.00 **Série** : Flash.
- 19.54 **Six minutes d'informations**, **Météo**.
- 20.00 **Série** : Loin de ce monde.
- 20.35 **Sport** 6.
- 20.45 **Magazine** :

Zone interdite. Medjugorje : miracle ou manipulation ? ; Kneecapping : la terrible punition ; Piercing : l'interdit devient mode.

- 22.20 **Magazine** : Culture pub. Le business des vieux.
- 22.50 **Téléfilm** : Troublants Voisins. De Récidive Charité.
- 0.20 **Six minutes première heure**.
- 0.30 **Magazine** : Fax'O.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Atelier de création radio-phonique**. Derrière le miroir brisé, sélections de temps, des voix, par Paul Chavasse.
- 22.25 **Poésie sur parole**.
- 22.35 **Musique** : Concert (donné le 15 mars au Centre Georges-Pompidou) par l'Ensemble 2 E 2 M.
- 0.05 **Clair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Concert** (en direct de Munich) : Denses norvégiennes op. 35 pour orchestre, de Grieg ; Cent mélodies populaires du hardanger (suite), de Tveitt ; Denses de Lachis, de Janáček ; Henry Janos, suite d'orchestre, de Kodaly, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo.
- 23.00 **Autoportrait**. Alain Gaussein, compositeur.
- 0.05 **Atelier de création**.

Jusqu'au 27 Novembre
EXPOSITION DE TAPIS D'ORIENT
COLLECTION DE TAPIS PERSANS, KILIMS, TAPIS DE TRIBUS.
-20%
CRÉDIT 3 MOIS SANS FRAIS À PARTIR DE 6000 F
M^o Sèvres-Babylone 3^{me} étage.
Tél : 44 39 80 00

La fin des travaux du comité central

Les statuts du PCF ne feront plus référence au centralisme démocratique

Le comité central du Parti communiste français a achevé ses travaux, jeudi 30 septembre, en adoptant, successivement, le programme du parti et la réforme des statuts, qui entérinent l'abandon de la notion de centralisme démocratique. Les « fondateurs » n'ont pas pris part au vote, tandis que Philippe Herzog et ses amis étaient rejoints dans leur abstention par deux membres du bureau confédéral de la CGT, Gérard Alazard et Alain Obadia.

Dans un volumineux document de soixante-dix pages, le projet de programme, qui sera soumis, en janvier prochain, aux députés du vingtième congrès du PCF, propose « une politique nouvelle de justice, de solidarité, de liberté et de paix ». C'est « un programme contre la loi de l'argent », résume, dans son titre de « une », l'Humanité du 1^{er} octobre. Il consacre la lutte contre le chômage comme la toute première priorité, en proposant notamment « un dispositif d'urgence exceptionnel » : la saisine du préfet par les organisations syndicales ou les

élus locaux dès l'annonce d'un plan de licenciement, le blocage immédiat de ceux-ci et la réunion d'une cellule de crise ayant pour tâche d'élaborer d'autres solutions ».

Interrogé, lors d'une conférence de presse, sur les réserves émises par des dirigeants de la CGT sur le discours sur l'emploi tenu par le parti (le Monde du 1^{er} octobre), le rapporteur de la commission chargée du programme, André Lajoinie, a affirmé que le PCF n'a « pas l'ambition d'apporter des recettes miraculeuses » dans ce domaine, mais qu'il présente « des propositions offensives et crédibles ». A propos de la mondialisation de l'économie, M. Lajoinie s'est également félicité de « la montée du fait national ».

Les communistes jugent, en effet, dans leur programme qu'attendre un règlement des problèmes posés à la France « de solutions élaborées et mises en œuvre à un niveau supranational » reviendrait à « se soumettre à l'ordre du monde voulu par les grandes multinationales et les États capitalistes les plus puissants, en premier lieu les États-Unis ». Dans un autre chapitre, consacré aux institutions, le programme précise que « la République ne connaît pas d'autre souveraineté que celle de la nation ».

Partisan d'une « nouvelle donne »

M. Méhaignerie refuse la « ligne Maginot » des acquis sociaux

Dans la lettre hebdomadaire de son parti, Démocratie moderne (datée 30 septembre), le président du CDS, Pierre Méhaignerie, ministre d'État, ministre de la justice, invite les militants centristes à réfléchir à la définition « d'une nouvelle donne sociale ». Déplorant « le décalage croissant entre la réalité des nouvelles inégalités (...) et un traitement social à base de solutions traditionnelles », le garde des sceaux affirme qu'il

d'est pas possible « de rester accroché à une sorte de ligne Maginot des acquis sociaux ». « Notre adhésion aux mutations du monde, ajoute-t-il, se heurte à des structures sociales et, même, mentales encore trop sclérosées (...). Nos convictions sociales restent les mêmes, mais nos concepts doivent évoluer. Décentralisation, déconcentration et expérimentation sont des moyens de casser les carcans ».

et que « l'avis donné par l'Assemblée nationale sur tout projet européen constitue un mandat » pour le gouvernement.

Le comité central a adopté aussi, après une longue discussion, un projet de statuts, qui devraient se substituer à ceux qui avaient été ratifiés, en 1979, par le vingt-troisième congrès. En trente et un articles, au lieu de soixante-six actuellement, ces nouveaux statuts affirment la nouvelle volonté du PCF de consacrer la « primauté de l'adhésion ». Les articles 5 et 9 des statuts actuels disposaient : les faisaient du « centralisme démocratique » le principe fondamental qui détermine les règles de la vie intérieure du parti, selon lesquelles « les décisions des directions doivent être appliquées par tous les organisations qui en dépendent ».

Le nouveau texte stipule que les commissions chargées d'examiner les candidatures aux différents échelons de responsabilité (section, fédération, comité national) devront être composées de délégués élus et d'une représentation « majoritaire » des directions sortantes. Selon Pierre Blois, membre du bureau politique, il s'agit là d'une évolution significative par rapport à la situation actuelle où, la plupart du temps, les directions sortantes jouent un rôle déterminant dans le choix de leurs successeurs. Autre évolution : l'organe central du PCF, l'Humanité, « donne place aux différents points de vue des communistes, même lorsqu'ils ne sont pas retenus en l'état par des décisions majoritaires ».

Toutefois, les nouveaux statuts excluent explicitement « la structuration du parti en tendances ». Le comité central n'a pas davantage accepté, pour favoriser le pluralisme des idées, de différencier la phase de préparation du congrès de la période qui le suit. Opposés à l'abandon du centralisme démocratique, Rémy Auché, député du Pas-de-Calais, et Jean-Claude Lefort, député du Val-de-Marne, se sont abstenus sur la réforme des statuts.

La dernière journée du comité central, enfin, était marquée par l'annonce, la veille, du prochain départ de Georges Marchais de son poste de secrétaire général. Tour à tour, plusieurs des successeurs potentiels de M. Marchais ont été évoqués : Jean-Pierre Hoss, député du Val-de-Marne, qui a affirmé avoir quelque ambition que ce soit en ce domaine. « Pour moi, la question ne se pose absolument pas. C'est une rumeur sans fondement. D'abord, chez nous, personne n'est candidat », a affirmé Francis Wurtz sur RMC. « C'est avec tous les communistes que la direction du parti se décide », a indiqué Pierre Zarka sur Europe 1. « Ce sont les délégués du congrès qui décideront », a affirmé Alain Bocquet, vendredi, sur France-Inter.

C'est M. Lajoinie qui a fait, à ce sujet, la déclaration la plus franche. « Je ne suis pas sur les rangs », a-t-il dit, au siège du PCF, en défendant, toutefois, « l'idée d'une direction plus collective ».

JEAN-LOUIS SAUX

■ SFP: Michel Bassi remplacerait Jean-Pierre Hoss. — Alors que les salariés de la Société française de production (SFP) ont décidé, jeudi 30 septembre, à la quasi-unanimité, de suspendre le mouvement de grève qu'ils avaient entamé le lundi précédent, le gouvernement semble préparer le remplacement de son président, Jean-Pierre Hoss. Si ce dernier ne remettrait pas rapidement un plan de restructuration conforme aux vœux du gouvernement et permettant une privatisation en 1995, il serait remplacé, laisse-t-on entendre rue de Varenne, par Michel Bassi, ancien président-directeur général du Méditerranée, aujourd'hui délégué général du comité français des expositions.

Henri Emmanuelli invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Henri Emmanuelli, député des Landes, membre du bureau exécutif du PS, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 3 octobre, à partir de 18 h 30. L'ancien président de l'Assemblée nationale sera interrogé sur l'état et l'avenir de la gauche, par Daniel Carton pour le Monde et Dominique Pennaquin pour RTL, le débat étant animé par Olivier Mazerolle.

► « Le grand jury RTL-Le Monde » est également diffusé sur la chaîne câblée Paris-Première, le dimanche, de 20 heures à 21 heures.

Un guide de la garde à vue à Paris

Képis d'or et menottes d'acier

Un képi d'or pour les lieux de garde à vue où l'on trouve un « bon accueil », deux pour les « charismes esthétiques », trois pour les « lieux de garde à vue » : l'Union des jeunes avocats (UJA) de Paris, qui s'est activement engagée dans la réforme qui autorise depuis le 1^{er} mars les avocats à intervenir en garde à vue, dresse dans ce Guide du routage des commissariats et gendarmeries parisiennes.

Les plus décevants des locaux inspectés sont affublés de « menottes d'acier » : une pour les lieux où l'on trouve une « mauvaise ambiance », deux pour les « ambiances franchement désagréables », et trois pour les « ambiances sordides ». « La garde à vue, comme l'immémoriale issue des temps des ténèbres et de l'inquisition, reste un « must » de la délinquance parisienne et des avocats », note l'UJA. « Toute critique à l'égard de la police parisienne est tributaire de conditions de vie et de travail immondes et infâmes », a-t-on apprécié, éminemment sub-

jective, poursuit l'UJA, est fondée sur les critères d'accueil des personnes de police, de la courtoisie (accueil, sympathie, respectueux, déférent), de la propreté des lieux et, en particulier, des cellules, et de l'ambiance générale (décontractée, crispée, hostile) ».

« Auberge de charme »

Aux yeux de l'UJA, la pelme de l'accueil revient à la section de recherche de la gendarmerie nationale du 1^{er} arrondissement, un « pâté d'immeubles massifs hérissés d'antennes », à deux pas de la place des Vosges, tout entier dédié à l'activité urbaine de notre frère marseillais. L'Union des jeunes avocats, qui note que les brigadiers leur proposent parfois des entées, conclut : « Des gendarmes charmants, hospitaliers, très professionnels, qui ne touchent pas aux invités, signalons-le ». Au palmarès des bonnes adresses, la brigade criminelle du 36 qui des Orfèvres se situe juste derrière cette « auberge de charme » : « Avec un peu de chance, vous pourrez vous entre-

tenir avec votre client dans la cellule magique : glace sans tain et projecteurs 500 watts dans les yeux, note l'UJA. Prévoir lunettes noires et écran total pour les peaux sensibles. Gardez la souris, on vous observe de l'autre côté ».

Le commissariat de la rue Louis-Blanc, dans le X^e arrondissement, arrive bon dernier de ce classement. « Annonçons la couleur : cet endroit est maudit », note l'UJA, qui y décèle une « ambiance de sous-préfecture de province roumaine ». « Dénonçons avec vigueur ce bauge incommode où vous aurez peut-être la chance d'assister à un lancer de suspect sur sa chaise (et donc per terre avec la chaise), le tout avec des menottes dans le dos ». Le commissariat des Grandes-Carrières, où le jeune Mekomé avait été tué d'une balle dans la tête par un policier au mois d'avril, fait visiblement des efforts pour tenter de tourner la page. « On veut si bien faire qu'on y sert les repas pendant l'entretien avec l'avocat », précise l'UJA.

ANNE CHEMIN

Les difficultés de la mutuelle des fonctionnaires

Le Trésor somme la GMF de mettre en place un véritable plan de redressement

Le Trésor, préoccupé par la situation financière délicate de la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires), a décidé de prendre en main le dossier. Les services du ministère de l'économie auraient envoyé trois lettres à la GMF la sommant de mettre en place un véritable plan de redressement d'un milliard de francs, d'établir des comptes consolidés et de reconstituer une direction. En l'espace d'un an, douze cadres dirigeants ont quitté la mutuelle.

Les pouvoirs publics auraient en projet « une solution n'était pas trouvée rapidement » de convoquer l'ensemble du conseil d'administration de la mutuelle. Un moyen de mettre les administrateurs au pied du mur et de faire monter le pression sur le président de la GMF, Jean-Louis Pétit. Accusé de laxisme, l'ancienne direction des assurances semble réagir. Elle se trouve, en fait, dans une position délicate : la GMF est une mutuelle de plus de trois millions de fonctionnaires, dirigée par des fonctionnaires et contrôlée par d'autres fonctionnaires.

Colmater les brèches

Selon les autorités de contrôle, les sociétés du groupe prises isolément respectent (sous réserve de la vérification de la valeur des actifs) les ratios de solvabilité ; en revanche, au niveau consolidé, la situation semblerait plus compromise. Après avoir perdu 1,5 mil-

Au mois de juin

L'excédent commercial de la France a atteint 4,4 milliards de francs

La balance commerciale de la France a enregistré un excédent de 4,4 milliards de francs en juin, après le solde record de 10,5 milliards en mai, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées, vendredi 1^{er} octobre, par la direction des douanes. En données brutes, le solde s'établit à 6,5 milliards (après 7,9 milliards en mai). Sur les six premiers mois de l'année, l'excédent s'établit à 36,4 milliards de francs, contre 16,1 milliards de francs pour la même période de 1992.

L'embellie des exportations observée en mai, où elles avaient frôlé le barre de 100 milliards de francs, aura, semble-t-il, été éphémère : elles sont rependues en juin, avec 93,7 milliards de francs, au niveau moyen des premiers mois de l'année. En revanche, les importations sont stabilisées à un bas niveau : elles ont atteint 89,3 milliards de francs après 89,2 milliards en mai (chiffre actualisé).

liard de francs l'an dernier et réajusté au moins la moitié de ses plus-values (2,2 milliards), la GMF a vu ses fonds propres fondre à 1,2 milliard.

La vente de la FNAC, sa filiale la plus rentable (pour 2,4 milliards de francs au total), a rapporté 1,2 milliard de francs en cash à la mutuelle, mais l'année en cours s'annonce difficile. La GMF-banque et la filiale espagnole pourraient perdre encore plusieurs centaines de millions, et l'activité d'assurance-dommages pour les particuliers, dont la mutuelle est le numéro deux en France, se trouve dans une conjoncture toujours défavorable.

La mutuelle cherche à colmater les brèches en vendant rapidement des actifs (le fofe gras et la filiale espagnole). Mais ses besoins de

financement semblent considérables. Le plan de sauvetage étudié par AXA et la Macif (le Monde du 26 septembre), qui a provoqué un tollé au GEMA (Groupeement des entreprises mutuelles d'assurance), prévoit un apport de l'ordre de 2 milliards de francs, dont environ 100 millions pour la Macif, qui garantirait le caractère mutualiste du montage.

Une telle proposition aurait été faite, il y a quelques semaines, à M. Pétit, qui n'a eu en sa possession la balle est dans le camp des pouvoirs publics. Ils ont entre les mains le schéma AXA-Macif auquel pourrait finir par se rallier des mutuelles du GEMA.

ÉRIC LESER

A nos lecteurs

Le 30 septembre, une nouvelle grève des rotatifs du Syndicat du Livre CGT a perturbé la production et la distribution de la presse quotidienne nationale. La précédente avait eu lieu le 18 septembre. A l'initiative du Monde, la grève de jeudi a duré de 13 heures à 14 heures. Le choix d'un tel horaire a des conséquences particulièrement graves pour notre journal, car il retarde l'impression des premiers numéros, désorganise la distribution dans la région parisienne et rend impossible la vente le soir même dans de nombreuses villes. Le Monde est plus particulièrement touché par ce type de grève du fait de son impression et de sa diffusion dans l'après-midi.

Ces grèves des rotatifs seraient évitées pour cause aussi bien des dissensions au sein du Comité intersyndical du Livre parisien qu'un désaccord de cette catégorie de personnel sur l'application du texte signé le 19 juillet entre ce Comité et le Syndicat de la presse parisienne

(employeurs). Cet accord prévoit, pour résorber les surcoûts, des dispenses d'activité à partir de cinquante ans et des départs en FNE à cinquante-cinq ans avec l'aide de l'Etat.

Une réunion entre le Comité Inter et les éditeurs de la presse parisienne est prévue pour le 5 octobre afin que soit mis en œuvre l'accord du 19 juillet.

Jean Miot, le président du SPP, a écrit aux secrétaires du Comité Inter en soulignant que « les arrêts de travail des rotatifs que subissent actuellement les entreprises de la presse parisienne sont exorbitants sans motifs ». Nous portons le même jugement sur ces comportements qui prennent en otage les journaux pour régler des dissensions entre catégories professionnelles.

Le Monde présente ses excuses à ses lecteurs et les assure qu'il ne ménage pas ses efforts pour améliorer, dans tous les domaines, la qualité et la régularité de ses services.

J. L.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE 2

ÉTRANGER

Russie : premiers signes de détente à Moscou... 3
La situation dans l'ex-Yougoslavie... 3
Italie : la police procède à un important coup de filet contre la mafia... 4
Les efforts diplomatiques de l'ONU en Angola... 5
Un entretien avec le président du Mozambique Joaquim Chissano... 6

ESPACE EUROPÉEN

Quelque linguistique à Barcelone ? Tribune : « Pour une intégration économique franco-italienne », par Marcello De Cecco • Arts en Allemagne : peu reçus, bien perçus... 7-8

POLITIQUE

Le gouvernement et le majorité cherchent un compromis sur la budgétisation des allocations familiales... 9

SOCIÉTÉ

Un établissement public de la transplantation sera créé avant la fin de l'année... 10
Le tremblement de terre en Inde aurait fait plus de 20 000 morts... 11
Nouvelles inondations dans le nord du Venezuela... 11
Judo : David Douillet remporte le titre de champion du monde des poids lourds... 12
Quelle histoire !, par Claude Sarrault : Je déménage... 12

CULTURE

Cinéma : Le Festival de Saint-Sébastien : « Tina », de Brian Gibson... 22
Le Spectateur, par Michel Bradau : « Mauvaises mœurs »... 23

Edition : combattre le « photocollage »... 23

ÉCONOMIE

Changement de président à la Bundesbank... 25
Rencontre au sommet entre la CFDT et la CGT... 26

COMMUNICATION

Controverse sur les décodeurs de câble... 26

SANS VISA

Les Comores, îles de légendes
Les professionnels du tourisme à Deauville : Alexandre l'exorciste
Bordeaux et bastides • Mémories à l'heure érolle • Tardif de l'Express • L'indie : cinéma rousses
A table : fourchettes pâle-mâle 1 • Celui qui ne voulait pas grandir • Histoire : au pays de Renan... 13 à 20

Services

Abonnements... 23
Annonces classées... 28
Cartes... 24
Jeux... 18
Marchés financiers... 28-29
Météorologie... 31
Radio-Télévision... 30
Spectacles... 30
Week-end d'un ciné... 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3617 LMDOC 36-28-04-56

Ce numéro emporte un cahier « Sans visa » folioté 13 à 20

Le numéro de « Monde » daté 1^{er} octobre 1993 a été tiré à 490 222 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » :

les métropoles se cherchent un rôle

Alors que le vingt et unième siècle approche, il semble que 60 % des habitants de la planète vont vivre dans des zones urbaines. Regroupées au sein de l'association Métropole, les grandes agglomérations cherchent des solutions à leurs problèmes de développement. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur la santé des exclus et une enquête sur la transformation des bureaux en logements à Paris.

هكسان النفل